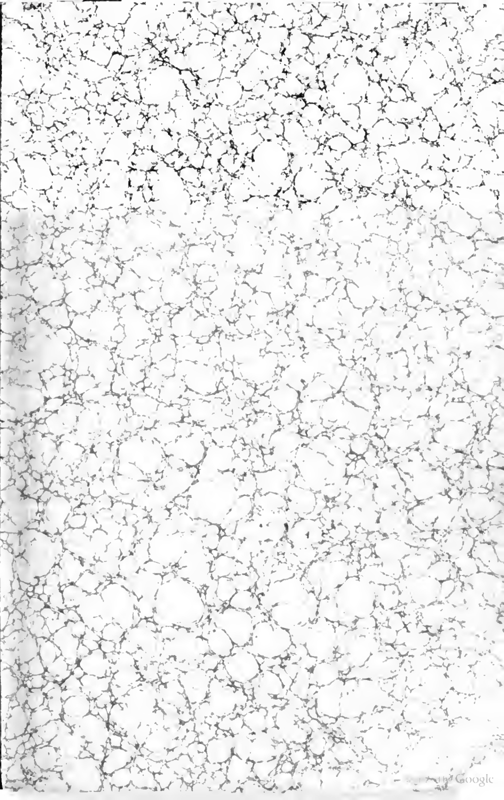






LETTRES

D'UN MINISTRE ÉMIGRÉ.

LETTRES

D'UN MINISTRE ÉMIGRÉ

SUITE AUX

LETTRES NAPOLITAINES

PAR

PIERRE GALA D'ULLOA

Duc de Lauria.





MARSEILLE

TYPOGRAPHIE MARIUS OLIVE

RUE PARADIS, 68.

1870.

Si j'étais assez présomptueux pour donner à mes faibles écrits le titre de *Philippiques* ou de *Catilinaires*, j'aurais du moins l'excuse d'avoir dû répéter les mêmes accusations; car depuis neuf ans je provoque à la guerre contre Philippe et au châtiment contre Catilina.

On a décomposé souvent et analysé un à un tous les grains d'argile dont se compose l'informe colosse de l'Unité italienne; et assurément beaucoup de faits sont depuis longtemps connus. Mais il faut bien renouveler les accusations quand les fautes et les crimes se reproduisent. On ne saurait trop les remettre sous les yeux du public oublieux de notre époque.

Je vais donc laisser encore voir le jour à des lettres écrites selon les circonstances et à différents personnages, dont j'ai dû taire les noms. Plusieurs, comme le duc de La Rochefoucauld, le duc de Rivas, le général Willisen, le général Lebzeltern, le comte Martini, le chevalier Calderon, sont morts. D'autres, par la situation politique qu'ils occupent, ne pourraient consentir à une telle publicité. Néanmoins, quelques noms seront faciles à reconnaitre. D'ailleurs, plusieurs de ces lettres ont été déjà reproduites en entier ou par fragments dans des journaux étrangers.

J'ai défendu avec persévérance la juste cause de ce Prince

dont le cœur a aidé à former l'intelligence, de ce véritable souverain qui a su montrer que la royauté meurt quand les rois ne savent pas s'exposer à mourir pour elle. Esquisser, quoique bien imparfaitement, cette grande et noble figure, a été et sera toujours pour moi un acte de devoir et d'équité, autant que de reconnaissance.

Mais ce n'était pas un égal devoir d'indiquer par leurs noms plusieurs de ceux que je me suis vu dans la pénible obligation de combattre. Je devais dévoiler et expliquer les faits, non pas devancer la justice et la sévérité de l'histoire.

Les dates de ces lettres ne se suivent pas parfois; c'était une nécessité de rapprocher les matières que j'avais à traiter.

Quant à la préférence que j'ai donnée à la langue française, ce fut aussi une nécessité que m'imposèrent les événements politiques. La langue française est, de toutes les langues d'Europe, la plus générale par sa rare précision et par son inappréciable clarté. Aussi est-elle devenue le plus merveilleux et le plus énergique instrument de publicité. Je devais donc la préférer pour parler aux étrangers. En Italie, j'aurais prêché à des convertis.

Je ne me dissimule pas toutefois que je vais avoir l'air de bégayer un idiôme étranger; aussi le comble du succès serait-il de faire oublier que je suis étranger.

ROME, le 8 mai 1869.

J. SANNAZAR

LETTRE I.

*A Monsieur le duc de M***.*

GENÈVE.

Les hommes, mon cher Duc, pour qui l'histoire n'est pas une simple série de faits amenés par le hasard, mais plutôt la réalisation d'un ordre d'idées qui se développent sous les lois de la logique, vous sauront gré d'avoir rappelé à leur attention le vaste et grandiose tableau de la domination Aragonaise. Cette grande révolution du XVe siècle, la chute des Aragonais, qui modifia si profondément le système politique de l'Italie, est, peut-être, l'une de celles que notre époque connaît le moins. Il semble qu'on se soit étudié à l'obscurcir. Maintenant cette histoire vous appartient, vous la connaissez à fond, parce que vous avez puisé aux sources, et souvent à des sources oubliées. L'histoire veut être vue de loin, et pour prendre ses proportions, elle a besoin de perspective. Vous n'apprécierez pas les faits avec les pensées d'un temps postérieur, et vous serez calme, impartial, en jugeant à distance ces Aragonais, dont la catastrophe ressemble tant à celle des Bourbons.

Dans vos études, vous avez rencontré cette noble figure de Jacques Sannazar, qui, même en se reflétant dans une eau violemment troublée, nous présente une image fidèle. Issu d'une famille patricienne, il eut une existence toute d'honneur et de dévouement. Il fut poëte célèbre, serviteur fidèle, et, la catastrophe arrivée, il fut chrétien résigné. Il ne rentra dans sa patrie qu'à la mort du roi Frédéric. Il

vécut retiré du monde, toujours en commerce avec les muses, et il fut

.... Maroni
Proximus ut tumulo.

Il resta jusqu'au dernier instant un homme remarquable, aimé et recherché pour la loyauté de son caractère et pour l'élévation de ses sentiments. Il dut à sa foi l'énergie de son âme et l'inspiration de sa vie. Nos pères étaient, par la croyance, droits comme leurs épées.

Le type en serait-il perdu? Non. J'aurais voulu donner son nom académique d'*Actius sincerus* à la suite de mes lettres Napolitaines; mais je ne pouvais signaler son exemple comme une exception. Bien des émigrés Napolitains, hommes de cœur, en ont renouvelé le souvenir. Il leur suffit de rester debout, lorsque tant d'autres sont tombés, de garder des convictions et le respect du courage et du malheur. Et cependant qu'il est long le chemin de l'exil! Naples est trop belle pour qu'on la quitte sans une larme! Ce ciel enchanté, ces monuments consacrés par l'histoire, il a fallu les abandonner, s'éloigner en combattant de cet horizon, pour apprendre.

Come sa di sale
Lo scender e'l salir per l'altrui scale (1).

Il y a des cœurs brisés par les souvenirs du passé qui ne s'ouvrent pas facilement à l'espérance; mais notre foi serait bien faible, si nous supposions pour un instant la possibilité de l'unité Italienne. Pour nous, la foi et la conscience nous ont fait une obligation de voir la grandeur et l'indépendance de l'Italie dans la fédération. Pour nous, il n'y a d'unité que celle de la religion, de la littérature et de la gloire. Dans l'unité des Etats, sous le mirage d'une grande puissance, on n'a créé qu'une grande servitude. Et maintenant les yeux les plus rebelles doivent en être frappés, non pas étonnés. Il n'y a pas de stabilité possible. Le pouvoir s'est assis au milieu de populations dont le cœur a d'autres attachements, dont les traditions, dont les mœurs comme le langage, sont différents. Les conditions morales d'un peuple sont la raison de l'ordre et de la durée. Ce sera toujours la situation qu'on prenait en 1860, pleine d'amertumes aujourd'hui, pleine de

(1) Comme il est rude à monter l'escalier de l'étranger.

périls domain, au milieu des rivalités, des défiances, des animosités ombrageuses, des jalousies et des exaltations politiques.

Avec les invasions de 1860, mon cher Duc, tous les points d'appui sociaux étaient brisés. Les anciennes bases étaient en ruines, les nouvelles ne pouvaient exister. Le principe créateur ne peut pas marcher de pair avec le principe destructeur. D'ailleurs, on ne renversa pas seulement l'édifice, on dilapida ses matériaux. Aussi tous les hommes d'Etat qu'on essaya, devaient successivement s'user sans fruit et dépérir sans laisser de regrets. Le comte Cavour mourut à temps. De là, les finances épuisées, le crédit perdu, l'église opprimée, les pauvres sans refuge, les ouvriers sans travail, et partout la méfiance, la crainte, les doutes. Le peuple, accablé sous les impôts et sous le poids des armes, soupire, se tait ou maudit ; d'autres s'agitent convulsivement, à la recherche du bonheur que la révolution leur avait promis. Les masses, comme plongées dans un sommeil léthargique, restent sans intérêt dans l'Etat, sans action sur les affaires. Pour elles le gouvernement est une dure oppression, un cauchemar dont elles ne peuvent se débarrasser, et la haine qu'elles lui gardent est un sentiment qu'on n'a pas le droit de regarder avec surprise. Ici, la haine du peuple ne peut se dire aveugle comme son amour. Le calme peut venir par moments après la tempête ; mais depuis cinq ans, on ne cesse d'apercevoir de sombres nuages qui obscurcissent le ciel, et qui sont le triste pronostic d'un nouvel ouragan. Ce qui le fera éclater, c'est ce courant de haine qui poursuit tout gouvernement violent. Et le gouvernement Italien a tout prévu, excepté peut-être, le malheur et l'occasion. Il ne veut pas se dire qu'un gouvernement sans estime est un gouvernement mort. Il se laisse tromper par ce certain calme qui apparaît dans l'aspect de tous ceux qui ont beaucoup souffert. Mais cela ne trompe que l'œil vulgaire. Oui, il est grand le nombre de ceux qui ne peuvent être spectateurs indifférents des guerres civiles, qui maintenant éprouvent cet ennui des âmes tourmentées éprises de la vertu, mais sans force pour se la donner. Ils sont, partout en Italie, inquiets sans prévoir la fin de leurs inquiétudes. Ils ont fini par la pratique du renoncement, de l'indifférence, de la somnolence, témoin les collèges électoraux qui sont partout désertés. C'est ainsi qu'on descend rapidement vers ce système étroit, où la sagesse consiste à se cacher, à esquiver les périls, comme à se dérober à ses desseins. C'est le stoïcisme qui vient après les désastres

politiques, mais qui ne donne point la paix. C'est une passion résolue à couver toutes les tristesses du désespoir politique. Toutefois, dans ce mélange de bonnes intentions et de tristes défaillances qui engendre une indéfinissable tristesse, au milieu des vœux pour la pacification et pour le bonheur de la patrie, qui est la seule prière que le patriotisme puisse arracher à ces esprits faibles, il y a la masse du peuple qui s'irrite contre ses maux, qui maudit son état et le gouvernement; aussi les esprits, de jour en jour, se découragent ou s'exaltent, les cœurs s'aigrissent, et l'incertitude s'accroît avec la misère. Le Statut a beau reconnaître et consacrer les droits politiques et les prérogatives civiques, ces droits et ces prérogatives seront illusoires aussi longtemps que subsistera l'arbitraire de l'autorité gouvernementale. Ce n'est plus une question de liberté, mais de finances. Que ces attentats à son honneur, à sa foi, à ses libertés, que cet art de révolter les consciences soient pour l'Italie une leçon et surtout un encouragement à la lutte. Il faut la prévoir; car les partis s'agitent, et ils peuvent, à un jour donné, devenir furieux et se déchirer de leurs propres mains.

Pour nous, mon cher Duc, quoiqu'il puisse arriver, nous devons combattre de toutes nos forces l'injustice et l'oppression. C'est par une lutte constante et opiniâtre que nous pouvons retenir la patrie sur le bord de l'abîme. Et l'abîme existe; il est là. Quand même nous ne serions pas tenus de vaincre, nous sommes tenus de combattre. Un jour les Italiens nous applaudiront de notre constance. Ne manquons pas à notre devoir; le Ciel fera le reste.

Rome, 20 septembre 1864.

L'HISTOIRE

LETTRE II.

*A Monsieur le duc de M***.*

GENÈVE.

Nous avons tous été, mon cher Duc, vaincus avec l'Italie. Nous, qui n'avons pas causé ses désastres, qui n'avons pas monté les degrés de la fortune à mesure que l'Italie descendait, nous n'avons certes pas encouru la tache de ceux qui ne savent ni combattre, ni supporter l'adversité avec courage : cette Italie, que l'étranger aimait sans la connaître et qu'il connaît à présent sans l'aimer, a vu succéder aux enivrements les doutes, puis les regrets, et enfin les remords. Elle porte maintenant les yeux vers son passé, pour les détourner des inquiétudes de l'avenir.

Et c'est dans le moment où ces scandales d'anarchie et d'impuissance font désavouer lo royaume d'Italie par toute l'Europe que nous devons rester sur la brèche. Nous devons dévoiler, tête nue et visage découvert, ces longues impostures qui ont troublé la conscience, absous les forfaits, souillé l'innocence. Ce sera du dévouement, ce sera de la foi ; ce sera aussi de la politique, mais patriotique et généreuse.

Cependant il faut être calmes au milieu des événements. Il faut ne nous écarter jamais de cette voie de prudence et de modération que nous avons toujours suivie.

Elle est bien difficile à garder, il est vrai, parfois périlleuse dans des temps de troubles politiques. Les sacrifices sont tres-souvent payés par l'ingratitude et les efforts découragés par les dégoûts.

Mais nous sommes, depuis longtemps, aguerris contre les insultes et les calomnies vulgaires, qui sont la récompense presque habituelle des hommes de cœur et do devoir dans la vie publique.

Nous ne devons tourner nos efforts que contre ceux qui se plaisent à calomnier les vaincus. Nous devons montrer que la Monarchio napolitaine est tombée avec honneur, comme tombent toutes les causes destinées à se relever. Déjà la conscience publique sent le besoin de redresser ses jugements et de réhabiliter les martyrs. J'applaudis donc au travail historique dont vous vous occupez sur les cinq monarchies Italiennes. Un jour l'histoiro, mieux éclairée, ne viendra pas confirmer contre notre pays les jugements injustes et dédaigneux de l'oppression. Et je ne saurais jamais assez vous encourager à poursuivre votre noble entreprise de soustraire notre pays à cette grande conspiraton contre la vérité, comme on a qualifié l'histoire des trois derniers siècles. L'histoire, quoiqu'en dise Cicéron, n'apprend rien à personne, et les peuples feront toujours les mêmes fautes. Mais qu'il nous suffise de venger la vérité des faits et l'honneur de notre patrie.

S'armer de la puissance des faits, dénoncer les crimes, venger l'honneur national, c'est constater encore l'impossibilité de l'unité do l'Italie. Dire tout ce qu'on a fait, tout ce que nous avons vu, et qui a passé jusqu'à présent comme passent de vains et funestes songes, c'est montrer quel est le gouffre dans lequel on s'est efforcé de jetter des nationalités jalouses : des nationalités où tout est opposé : les doctrines, les vœux du patriotisme, les convictions de la foi. Cette impossibilité, nous l'avions annoncée d'avance. Le fait maintenant le démontre.

Je n'aime pas l'histoire implacable. L'impartialité est un devoir, surtout envers ses adversaires. Je le sens dans le moment même où je déplore les terribles fléaux déchainés sur cette terre si noble et si tourmentée, qui fut notre berceau, et où des objets bien chers à mon cœur croissont languissamment à l'ombre de mon malheur. Il y a des devoirs de justice qu'un historien ne saurait perdre de vue. Aussi la sévérité de mon jugement ne s'exercera jamais sans répugnance, et bien moins encore sera-t-elle arbitraire.

Ma naissance me jeta dans cette classe qui dut, au commencement du siècle et pour dix ans, cacher ses titres et sa misère. Sortant à peine de l'enfance, mon éducation militaire me confondit avec les

étrangers et me prédisposa à glorifier les triomphes belliqueux qui remuent si vivement la fibre juvénile.

Mais la Restauration fut l'heure du réveil de mon esprit, de mon enthousiasme pour les lettres, de l'hymne intérieur de ma vie. L'expérience m'a appris à respecter toutes les convictions profondes. Et maintenant que les nobles souvenirs du passé sont les seuls bonheurs de ma vieillesse, et les seuls soulagements de l'exil, je ne me sens pas changé. Je suis comme le voyageur qui s'arrête involontairement pour contempler les scènes qu'il a laissées derrière lui. Tacite nous a dit pourquoi la détraction est la tentation perpétuelle de l'historien. Mais nous, nous pouvons nous placer en présence de l'avenir, aimer l'impartiale sévérité qui exclut toute servilité et repousse toute connivence. L'historien ne relève que de sa conscience. Il n'a d'autre juge que Dieu et le sentiment public : ce n'est pas notre faute si, cherchant des leçons dans les faits contemporains, nous y trouvons, hélas ! tant de titres d'accusation.

Nous avons assez de tableaux navrants à présenter, et il est bien triste de se voir si souvent arrêté par la nécessité de flétrir ce qui est inexcusable. Or, plus notre patrie nous est chère, plus notre langage doit être ferme, plus nos protestations et nos avertissements doivent être persévérants.

Du passé, mon cher Duc, tirons des leçons, non des exemples. Nous rencontrerons bien des inimitiés, nous exciterons bien des colères, mais c'est une fatalité. Ce n'est pas nous qui nous sommes fait cette position. Pour moi, j'ai été toujours convaincu que rarement l'homme politique vit content et meurt tranquille. Que doit-il être lorsque des partis contraires sont là pour rugir à chaque instant ? Mais il ne faut pas fléchir. S'il y a des douleurs dans les choses qu'on peut dire, il y en aurait davantage dans celles sur lesquelles il faudrait se taire. Fiers de nous trouver où nous sommes et de n'être pas de ceux qui triomphent de cette agonie de l'Italie du présent, disons la vérité pour l'Italie de l'avenir. Puissent nos pages faire haïr la tyrannie, de quelque part qu'elle vienne, et aimer les gouvernements modérés et justes. Que l'aspect de nos maux puisse consoler nos neveux de tous ceux qu'ils pourront avoir à souffrir !

Rome, le 15 mai 1865.

L'ARMÉE

LETTRE III.

*A Monsieur le duc de C***,*

PARIS.

Le canon qui avait retenti en Crimée, après bien des années de paix, avait fait redouter aux hommes politiques que la guerre et la révolution ne reprissent leur course interrompue. En effet, deux ans s'étaient à peine écoulés que la guerre eclatait en Italie, et bientôt tout y fut bouleversé. Le torrent emporta le trône, la nationalité, les traditions historiques, et avec elles tout le bonheur de Naples. Six mois de combats et de souffrance ont assez fait connaître la bravoure et la constance de l'armée napolitaine, mais ils ne vous auront pas expliqué toute la catastrophe. Qu'il me soit donc permis de revendiquer les droits de l'histoire. Rien de plus dangereux que les erreurs historiques; l'injustice des jugements du monde a toujours été fatale aux Napolitains. Malgré l'intervention du Piémont et celle plus ou moins déclarée de plusieurs autres puissances, on a paru s'étonner de la rapidité du succès, car de telles péripéties ne s'accomplissent pas toutes seules.

Le gouvernement de Naples avait une armée nombreuse, une marine suffisante, toutes les ressources de la guerre. Mais on a ignoré jusqu'à présent quelle était la force, l'instruction et l'ensemble de cette armée, et quelle organisation elle pouvait recevoir à l'avénement du jeune roi.

A la mort de Ferdinand II, et en présence d'une guerre redoutable et d'une révolution déjà imminente, le royaume de Naples se trou-

vait dans la nécessité de prendre des précautions efficaces et d'avoir une forte armée, pour se tenir prêt à toutes les éventualités. Aussi le jeune roi en avait-il sur le champ commencé la réorganisation, et même l'armement qu'il aurait voulu différer. Mais il ne pouvait pas se flatter d'avoir encore une seule année devant lui pour préparer ses troupes et compléter le matériel. Il n'est par aussi facile qu'on le croit trop souvent d'improviser une armée, et il est peut-être plus difficile encore d'en réorganiser une qui a été longtemps négligée.

Le roi Ferdinand II avait créé, après 1830, l'armée napolitaine. Dans les premiers temps, et pendant dix-huit ans, l'armée fit son occupation principale, et il se plut aux manœuvres et à l'administration militaire. Dans ce temps où il se servait à lui-même de Ministre, il avait rempli les devoirs d'une situation difficile avec habileté et assiduité. Le pouvoir militaire avait été concentré dans sa main. Il était ainsi arrivé à développer dans l'armée l'esprit d'unité, d'ordre et d'obéissance, pour en faire un des instruments les plus sûrs que la politique du royaume eût jamais possédés. Il avait rendu les troupes disponibles, alertes. Elles pouvaient en toute saison marcher et agir, sur un signe du roi. Et ce qui ajoutait à la force de l'armée, c'est qu'elle avait derrière elle une industrie capable d'armer, d'équiper et de nourrir les soldats. On s'était efforcé de multiplier les institutions militaires sur le sol national, en prévision des jours de tempête qui pouvaient survenir.

Toutefois, dans les dix dernières années de son règne, le roi Ferdinand, à cause de l'altération de sa santé, ne se montrait presque plus parmi les troupes. Il y avait des soldats qui ne l'avaient jamais vu.

Vous savez d'ailleurs qu'il est assez difficile d'étendre tout de suite et à volonté les proportions d'une armée, surtout quand les ressources financières sont bornées. Le jeune roi ne pouvait donc procéder à la réorganisation de l'armée que dans la mesure restreinte de ses finances, pour ne pas nuire au jeu régulier de l'administration.

Si, dès l'avénement de François II, le retentissement de la guerre de la Péninsule, les proportions qu'elle menaçait de prendre, et quelques appréhensions de troubles intérieurs lui imposaient la réorganisation de l'armée, on ne pouvait pas y faire face avec les dépenses ordinaires. On ne saurait se préparer à la guerre avec les seuls reve-

nus de la paix. Le trouble qui était déjà résulté de la guerre de Lombardie dans l'équilibre financier des divers Etats, allait se faire sentir aussi dans les finances napolitaines. Et le jeune roi, économe en finances, comme il se montrait déjà prudent en politique, ne voulait et ne pouvait pas trop grever l'Etat.

Pendant huit ans les congés des soldats avaient sensiblement affaibli la force effective de l'armée. Le repos dont on jouissait avait conseillé de ne pas appeler les classes annuelles de la conscription. Ainsi les régiments n'avaient, à peu près, que la force d'un ancien bataillon. Le jeune roi vit aussitôt toutes les difficultés de sa tâche. A son avis, il lui aurait fallu quatre à cinq années encore d'efforts continuels au sein d'une paix profonde. Néanmoins il s'y appliqua dès le premier instant, pour donner à l'armée une organisation forte, et une extension qu'elle n'avait jamais eue.

La conscription, Monsieur le Duc, a été depuis plus d'un demi-siècle définitivement introduite dans la législation de Naples. C'était une institution acceptée. L'obligation était relevée par le prestige d'un devoir national commun à tous et allégée d'ailleurs par la durée limitée du service. La législation en avait été successivement régularisée. Toutes les lacunes avaient été remplies au fur et à mesure que les inconvénients s'étaient manifestés. Le contingent annuel de la conscription avait été porté à 18,000 hommes, levés à l'âge de dix-huit à vingt-cinq ans. Mais les finances avaient été chargées d'un fardeau énorme par la révolution de 1848 et par la disette qui bientôt s'en suivit, et qui coûta encore à l'Etat huit à neuf millions. Pendant quatre ans on n'appela sous les drapeaux qu'une partie de la levée, tantôt six, tantôt douze mille hommes, au lieu de dix-huit mille. Par là on réalisait une double économie : de bras pour l'agriculture et d'argent pour le trésor.

La conscription allait donc fournir le personnel nécessaire pour l'armée. On appela plusieurs classes arriérées sous les armes, et celle de 1860 par anticipation. Cela fit trente-six mille hommes sur les classes précédentes, et trente-six mille autres sur les levées de 1859 et 1860 en dix-huit mois. En appelant ces derniers à l'avance, on se donnait le temps d'instruire les conscrits et de les accoutumer au service. Ces levées pouvaient, il est vrai, avoir pour conséquence de jeter le trouble dans les familles, dans l'industrie et dans l'agriculture. Cependant, quoique les soixante-douze mille

hommes demandés dans une année et demie fussent un grand sacrifice, le pays le supporta sans inconvénients comme sans murmure ni résistance.

Bien qu'un arriéré d'hommes soit ordinairement difficile à recouvrer, pas un seul conscrit ne manqua à l'appel du Souverain. La loi était décidément entrée dans les habitudes et les mœurs du peuple.

Le remplacement avait été permis, mais vu la gravité des circonstances et l'état prospère du pays, il devait se faire à un prix plus élevé. On se décida encore, pour augmenter le recrutement, à appeler des volontaires par une prime d'engagement.

Cependant vous le savez, Monsieur le Duc, les conscrits, moins aptes à apprendre, sont des troupes plus morales et plus dociles. On ne peut pas tirer le même parti des volontaires, ordinairement supérieurs en aptitude, mais moins faciles à façonner à la discipline.

C'est avec ces divers éléments que l'armée se trouva renforcée. Cette formation, poussée avec plus d'activité que jamais, s'était effectuée rapidement ; mais sur une armée de quatre-vingt-dix mille hommes, les trois quarts étaient peu capables d'entrer en campagne.

L'instruction ne s'improvise pas. En remplissant les vides laissés dans les rangs, en augmentant l'effectif des bataillons de guerre, il fallait organiser ces soldats trop hâtivement. Les conscrits avaient besoin d'être encadrés avec les vieux soldats, et dans le cas d'une guerre plus ou moins prochaine, c'était s'exposer à périr au premier revers. Les volontaires, qui avaient plus de dextérité, donnaient plus d'espoir et ne faisaient naître aucun doute. S'il y avait parmi eux des jeunes gens vicieux, rebut des grandes villes, les autres, en grande partie, se montraient de bonne volonté. La Sicile en fournit à peu près quatre mille qui furent exemplaires jusqu'au dernier instant.

Réduite aux forces nationales, après la dissolution de la division Suisse, l'armée s'était renforcée de deux régiments de ligne, ce qui les portait à seize, et de quatre bataillons de chasseurs, qui complétaient le nombre de seize. On prit dans les anciens régiments bon nombre d'officiers et de sous-officiers pour en former les cadres. On y versa beaucoup de vieux soldats. On ne pouvait plus, après la révolte dans la division Suisse, confier à des étrangers la défense du

royaume, néanmoins on forma de quelques débris de cette division trois bataillons de carabiniers. Mais la division Suisse avait un drapeau, des traditions, un esprit de nationalité. Maintenant on était obligé, pour compléter les bataillons étrangers, de recruter en Allemagne des étrangers qui n'avaient aucune connaissance militaire et aucun rapport avec leurs officiers. Au milieu d'eux le peu de vieux soldats suisses se trouvèrent comme noyés.

Rome, le 15 Février 1862.

LES CHEFS.

LETTRE IV.

*A Monsieur le duc C***,*

PARIS.

Les cadres sont les nerfs d'une armée, et si on n'improvise pas des soldats, on improvise moins encore des officiers. Les nouveaux cadres en exigeaient, ainsi qu'une quantité de sous-officiers, capables de discipliner les nouveaux soldats et de les aguerrir; mais, sous ce rapport, les cadres laissaient beaucoup à désirer. Les officiers qui devaient conduire ces nouveaux soldats n'étaient pas tous des sujets accomplis. Les examens établis pour les sous-officiers n'avaient pas donné des résultats toujours satisfaisants. Ils étaient jeunes, la plupart instruits ; mais près de la moitié étaient mariés et n'avaient point d'ardeur pour le service.

Personne ne pouvait douter que l'absence d'un bon et nombreux état-major, ne fût le défaut capital de l'armée. Les chefs étaient en grand nombre, déjà âgés, et presque tous mariés à la suite d'une longue paix. On éprouvait le besoin plus grand encore de commandants supérieurs, les uns étant âgés, les autres manquant d'expérience.

La division de la garde n'était pas un corps d'élite dans lequel les meilleurs soldats eussent trouvé une récompense de leur bonne conduite. Elle était cependant composée en partie de vieux soldats, animés de l'esprit de corps, quoique amollis par un long séjour dans la capitale. Le jeune roi, sur la proposition de son oncle, le comte de Trapani, s'occupa à y faire entrer des officiers de bonne famille, jeunes et dévoués. Si la garde ne pouvait se dire une troupe

d'élite, le bataillon des tirailleurs méritait ce nom. Il se faisait remarquer par sa discipline et sa tenue sévère.

En général, c'étaient les bataillons de chasseurs, composés de soldats jeunes, dispos, alertes, qui, dans leur éducation militaire, ne laissaient presque plus rien à désirer. Les officiers étaient presque les seuls de l'infanterie qui eussent l'ardeur et la vivacité de la jeunesse. Aussi ces bataillons avaient acquis une discipline et une précision de mouvements vraiment admirables. Mais pour choisir sur environ soixante bataillons, neuf de la garde, seize de chasseurs et deux de carabiniers, il fallait laisser trente et quelques bataillons de ligne dans une infériorité comparative.

Les régiments qui étaient en Sicile se trouvaient commandés par bon nombre d'officiers vieux ou fatigués. Pour compléter à la hâte les bataillons, on avait mêlé un trop grand nombre de conscrits aux vieux soldats qui devaient les encourager par leur exemple. On les exerçait fréquemment, espérant qu'ils auraient bientôt acquis cette double force physique et morale qui devait leur servir dans la guerre. Mais ce spectacle journalier avait enhardi le peuple, et ceux qui travaillaient pour la révolution à Palerme; ils voyaient que c'étaient de jeunes soldats plus embarrassés que fiers de leurs armes.

La cavalerie était bien montée, bien équipée et instruite. Le régiment de marine, toujours en garnison à Naples, était un corps nombreux et discipliné. Les deux régiments d'artillerie et les deux bataillons du génie se faisaient remarquer, surtout dans le corps des officiers.

Cette armée, Monsieur le Duc, n'était pas formée en divisions sur pied de guerre. Les dispositions n'étaient pas faciles et de prompte exécution. Le pouvoir militaire, restreint aux mains du seul roi, n'était pas fait pour former des généraux. Tous ceux qui avaient fait la guerre au commencement du siècle étaient morts ou très-âgés. Tous les autres étaient de la classe des jeunes Siciliens qui, en 1826, avaient acheté leurs commissions. On s'était flatté alors que, par la formation de deux régiments Siciliens, on arriverait à vaincre la répugnance du peuple pour le métier de soldat. Les officiers de ces deux régiments ne se trouvaient plus dans les rangs inférieurs. Ils formaient la majorité des généraux de l'armée. Leurs talents militaires n'avaient pas mûri dans les combats; quelques-uns seulement avaient été en Lombardie, ou avaient pris part à la courte campagne de Calabre et de Sicile, en 1848 et 1849.

Ainsi avec de médiocres officiers, on n'avait presque pas de généraux. Ceux sur lesquels on comptait auraient dû suppléer à la puissance de l'esprit par celle de la volonté. Mais aucun n'avait pu se donner, par une longue pratique, ces habitudes de confiance de soi-même, de décision rapide, de naturelle et tranquille assurance, sans lesquelles le commandement reste dépourvu de force et d'autorité. On les avait trop habitués à ne rien faire sans un ordre exprès. Aussi, demeuraient-ils passifs et parfois insouciants. Il n'y en avait aucun qui eût trouvé l'occasion de montrer un courage entreprenant ou la science militaire, joint au zèle de la gloire et à l'amour du pays. Ainsi il n'y en avait aucun qu'on pût avec confiance charger d'un commandement en chef.

Il fallait donc attendre que les événements mêmes de la guerre eussent révélé quelque grand talent. Des vues différentes et l'opposition des sentiments avaient d'ailleurs insensiblement élevé, parmi ces jeunes généraux, des animosités cachées et des jalousies. Il était à craindre que, dans une circonstance dangereuse et décisive, les soldats ne voulussent pas obéir à des chefs qui mettaient peu de concert dans les commandements. On n'avait jamais voulu voir que, là où tout dépendait du roi, l'absence de son action ferait le vide, et pouvait creuser l'abîme.

Le jeune roi avait choisi le prince de Satriano pour la mission difficile de réorganiser l'armée. Distingué par son expérience et sa modération, administrateur actif, malgré son âge et ses infirmités, le prince avait un talent qui trouvait ressource à tout. Jouissant d'une grande estime dans l'armée et la remplissant de confiance, il trouvait partout une coopération efficace. Homme d'observation, il savait choisir ceux qui possédaient des connaissances opportunes. Il avait proposé la réorganisation de l'artillerie, ce qui est toujours le plus difficile dans la formation d'une armée. Heureusement par le nombre des bouches à feu, l'instruction et la jeunesse des officiers, l'artillerie réunissait toutes les conditions désirables pour la rendre parfaite. On avait, depuis bien des années, employé les loisirs de la paix à accroître et à perfectionner les instruments de guerre, dont dépend souvent le sort de l'armée. Pourtant on avait très-peu de canons rayés. Le roi s'était hâté d'envoyer des officiers à l'étranger pour en étudier le système, mais la commission qui devait le faire adopter y mit beaucoup de retard. Néanmoins l'artillerie était nom-

breuse. On avait proposé la réorganisation de la réserve qu'on avait détruite en retenant les soldats sous les drapeaux et en les congédiant définitivement après. Le prince de Satriano voulait rappeler les vieux soldats de la campagne de Sicile et les former en quarante-deux bataillons. Ils y seraient restés deux ans en qualité de volontaires et on aurait pourvu au soutien des familles. Les obstacles financiers étaient grands, mais l'opposition vint du général Pianelli, qui, consulté, trouva le système dangereux. On pensa alors à augmenter les gendarmes auxiliaires d'un bataillon par province. Mais la constitution ayant été octroyée, les Intendants et les Ministres prétendirent y voir une violation du Statut, et ils s'y opposèrent. On se tourna donc vers l'armée. On allait former un second régiment de chasseurs à cheval, réorganiser les gardes d'honneur, créer une inspection des minières, et un dépôt général de cavalerie avec ses écoles d'équitation et d'art vétérinaire. On allait surtout réorganiser le service des hôpitaux. Le prince de Satriano avait convaincu le Roi par l'évidence de ses vues et l'éclat de son esprit. Mais le roi, montrant une finesse précoce et des connaissances au-dessus de son âge, y apportait la solution la plus facile et souvent la plus inattendue; mais tout cela resta en projet.

Dès ce temps la réorganisation de l'armée était le sujet de toutes les discussions. Et l'on n'était pas surpris alors que le général Alexandre Nunziante y prît une grande part, comme s'il eût été ministre pour appuyer ou compléter les mesures. Quand on craignait de rencontrer des difficultés, on se prévalait de la faveur de ce général. On se sentait pressé par les circonstances, la guerre pouvait s'étendre, la révolution grondait sourdement. Et puisque, malgré l'énergie et la fréquence de ses ordres, beaucoup de choses restaient en arrière, le jeune roi allait souvent, par sa présence, imprimer le mouvement ou une activité nouvelle à toutes les entreprises. Il inspirait les sentiments dont il était plein.

C'est ainsi qu'au commencement de l'année 1860 on avait recruté l'armée, complété les corps, remonté la cavalerie, augmenté le matériel. Les soldats avaient déjà pu acquérir le gros de leur instruction. Mais ils n'étaient pas encore rompus aux fatigues et solides pour les dangers de la guerre. Les troupes étaient généralement bien habillées, bien nourries, bien payées. Leur tenue était simple et belle, mais elles n'étaient pas toutes bien armées. On avait commencé à

leur donner des armes de précision. Pendant qu'on exécutait cette transformation, il y avait des régiments en Sicile qui étaient encore armés de fusils à pierre.

Aussi il faut convenir qu'on avait de beaux et nombreux bataillons, mais on n'avait pas d'armée ; elle manquait d'organisation générale et de cohésion. Cette nombreuse armée, semblable à une grande machine dont les parties manquent d'un ressort pour animer et régler ses mouvements, ne pouvait avoir dans l'occasion qu'une action dénuée de vigueur et d'effet. La discipline de l'armée était bonne et l'esprit excellent parmi les soldats, quoique on les eût accoutumés à recevoir parfois de l'argent pour des actes de courage. Il fallait à de jeunes soldats des généraux expérimentés ; il fallait l'habileté et l'autorité d'un côté, s'il y avait l'ardeur et la force de l'autre. Bientôt on devait sentir le défaut du systeme général. Chacun devait se trouver sans autorité, parce que l'Etat avait été, après la révolution, réduit à un seul homme. Le roi absent, personne ne saura penser ni agir. Tout sera paralysé.

Le jeune roi, à son avénement, avait senti ce vide. Il avait aussitôt entrepris la tâche la plus urgente et la plus difficile, la réorganisation de l'armée. Mais il ne suffit pas de sentir le besoin du nombre et de reconnaitre la nécessité de la discipline et de l'esprit militaires. Les créer est un ouvrage long et très-difficile. Malheureusement le temps pressait autant pour répondre aux exigences de la politique extérieure que pour conserver la sûreté à l'intérieur. Il n'y avait pas de trop de toutes les activités et de toutes les ardeurs que le jeune roi sut exciter autour de lui. Il avait déjà donné à l'armée le nombre, il allait lui donner un corps et une vie nouvelle, si toutefois il était possible de faire vite et bien.

Les difficultés financières n'étaient pas moins sérieuses. Cependant le roi prenait les mesures en son pouvoir pour parer à des éventualités menaçantes. Ainsi il avait réuni en peu de temps quinze à seize mille hommes, sur la fin de 1859, et les avait concentrés dans les Abruzzes. Mais à la menace d'une invasion révolutionnaire, quoique le tiers à peu près de l'armée fût absorbé par la garde de la Sicile, les préparatifs devaient être proportionnés à l'étendue d'un danger inconnu. Et les dépenses de ces préparatifs, et la confusion qui devait en résulter allaient être énormes.

Cette organisation de l'armée vous expliquera bien des indécisions

et bien des faiblesses : comment on ne détruisit pas à Palerme ces bandes improvisées, incohérentes qui se dérobaient par la fuite à travers les montagnes ; comment les colonnes lancées à leur poursuite, après des engagements heureux, étaient rappelées : comment, à l'approche de l'expédition de Garibaldi, la petite colonne du général Landi avait été laissée isolée. Vieux, souffrant, dépourvu de toute qualité militaire, le général avait cependant assez de force pour barrer le passage à l'expédition et attendre les secours qui lui arriveraient de Trapani et de Palerme. Mais il ne se trouva pas moins lancé au hasard, et il prétendit ensuite justifier par là sa lâche trahison. Le commandant de Palerme était toujours dans une extrême perplexité ; il voulait toujours attendre les ordres de Naples.

Toutes les décisions étaient aussitôt prises que révoquées ; partout c'était la faiblesse et l'irrésolution. Cela vous expliquera comment une garnison nombreuse se laissa surprendre. Elle combattit pendant quatre jours contre une insurrection qui lui lançait la mort des maisons, des toits, des clochers. Elle laissa sur le terrain cinq à six cents tués et presque huit à neuf cents blessés. Mais elle fut forcée d'abandonner Palerme, non par l'ennemi, mais par ses chefs. On lui imposa une inconcevable armistice, au moment même où les insurgés jetaient les armes, où des femmes éplorées se mettaient à genoux devant les soldats. La ville allait être soumise... mais tirons un voile sur cet épisode à jamais déplorable. Pas un seul soldat cependant n'avait abandonné son drapeau. On ne compta quelque déserteurs que parmi les volontaires Siciliens et les soldats de la légion étrangère.

Souvent, dans la guerre, la conduite et la valeur des généraux ont suppléé même aux defauts de prévoyance de la part des gouvernements. Mais à Palerme et partout en Sicile, les généraux ne montrèrent ni les talents, ni l'expérience, ni la fermeté nécessaires. La morne consternation qui avait saisi les esprits avait fait naître les soupçons et les défiances. Mais l'ennemi dut ses succès plutôt à la mauvaise conduite qu'à la perfidie des généraux napolitains.

Rome, 4 avril 1862.

CAPOUE

LETTRE V.

*A Monsieur le général de W***,*

BERLIN

Les troupes, au 6 septembre, se retiraient derrière le Vulturne, brigade par brigade. Cette retraite s'effectuait avec précipitation, mais avec ordre. La cavalerie seule, sans qu'on pût savoir qui en avait donné l'ordre, fila de Caserte au galop. Les corps arrivaient l'un après l'autre, tristes et fatigués. Mais, à leur entrée dans Capoue, bataillons, régiments, brigades n'étaient presque plus que des agglomérations sans lien et sans unité. L'encombrement engendrait la confusion et le désordre. Cette armée, protégée par la place, pouvait encore, il est vrai, se reformer, se réorganiser à mesure que les corps arrivaient, et, bientôt, être prête à tout. Mais comment lui donner cette vigoureuse trempe morale qui résulte de la confiance et de l'habitude de se familiariser avec tous les périls?

On n'avait jamais vu des troupes si impressionables, si ombrageuses, si raisonneuses. Tout ce qu'elles ne s'expliquaient pas, elles l'appelaient trahison. La brigade étrangère était morne et abattue, car la situation de ces soldats était bien difficile, et leur perplexité bien naturelle. Ils redoutaient la débandade et la dispersion de l'armée. Ils se voyaient seuls, noyés au milieu de la révolution et exposés à tous les emportements d'une réaction populaire. Loin de leur pays et dénués de tout moyen de retraite, ils étaient pleins de tristesse et de pressentiments sinistres. Ils s'étaient même adressés au roi, à Gaëte, croyant qu'on allait les licencier. Au moins, ils aimaient à

se le persuader ainsi, et ils ne voulaient pas se trouver exposés à dépendre de Garibaldi pour leur licenciement.

Quoique les nouvelles qui arrivaient les eussent remplis d'inquiétudes et de défiances, ces étrangers partageaient cependant les sentiments de l'armée napolitaine. Ils auraient préféré se battre, étant si loin de leur patrie et de leurs foyers. Malheureusement, malgré les causes qui devaient réunir des soldats courant des dangers communs, il régnait, entre eux et les Napolitains, ce sentiment de froideur qui résulte toujours de la jalousie de peuple. Ce n'était pas, sans doute, au point qu'ils ne pussent rien attendre les uns des autres. Ils avaient encore le lien du drapeau et de l'obéissance, mais non celui de la patrie.

Ces étrangers étaient restés, au moins, disciplinés et d'accord entre eux, tandis qu'il n'y avait plus d'entente parmi les Napolitains. La discorde et la défection leur avaient enlevé toute confiance en leurs chefs, toute confiance entre eux. Des soupçons, la plupart injustes, mais fort explicables, avaient germé dans tous les esprits.

Et cependant, soldats napolitains aussi bien que soldats étrangers, étaient impatients de prouver que ce n'était pas par manque de courage qu'ils avaient cédé devant une force révolutionnaire. Malheureusement ces sentiments qui honoraient les rangs inférieurs de l'armée, n'existaient pas dans les états-majors. Les chefs des corps étaient abattus, quelques-uns étaient irrités. Les soldats éprouvaient une double exaspération à la fois : contre l'ennemi et contre les traîtres qui avaient livré le royaume. Les chefs étaient seulement effrayés de la catastrophe et ne s'en cachaient pas. Plusieurs, se dévouant au malheur, paraissaient persuadés de l'inutilité de leur dévouement.

La place de Capoue, à chaque instant plus encombrée, présenta, par les diverses passions qui l'agitaient, le spectacle d'un tumulte et d'un désordre qui pouvaient aller bientôt jusqu'à la sédition. Dans la nuit du 6 septembre, on n'entendait dans les rues que clameurs confuses, plaintes et menaces d'officiers, répliques également menaçantes et imprécations de soldats. Le lendemain, des groupes commençaient à se former, çà et là, sous les yeux mêmes des chefs. Quelques sous-officiers les excitaient, entretenant le mécontentement et l'indiscipline. Les noms de Garibaldi, du ministre de la guerre

Pianelli, et du général Nunziante réveillaient naturellement l'indignation et la vengeance.

Rien ne pouvait être plus dangereux pour des soldats à demi-révoltés que le contact avec les soldats isolés qui arrivaient des Calabres Harrassés, excédés de fatigues, leur aspect misérable disait assez combien ils avaient souffert. Leurs récits, sur les outrages essuyés à l'instigation des comités, échauffaient les esprits et les remplissaient de rage.

« Sommes-nous donc faits, disaient les soldats, pour tous les op-
« probres, et les révolutionnaires pour profiter toujours de la trahi-
« son de nos chefs? Que peuvent les soldats, quand ils sont vendus
« par leurs généraux? Mais si on nous a vaincus en Sicile et en
« Calabre, en nous trahissant, il n'y aura pas de traîtres dans Capoue.
« Que le roi vienne lui-même se mettre à notre tête et nous mener
« aux combats, et bientôt nous serons délivrés de nos ennemis. »

De pareils discours, Monsieur le Général, proférés avec toute la véhémence de la passion et appuyés par les menaces et les gestes de tous ceux qui les entendaient, enflammaient tellement les esprits, que tout présageait les plus grandes violences. Néanmoins, ces terribles incertitudes des soldats n'étaient que les incertitudes de toute armée, quand son esprit est une fois déchaîné. On ne voyait aucun signe véritable de rébellion, il n'y avait pas de déserteurs. La discipline restait encore plus forte que le désespoir. Les soldats demeuraient sous le drapeau par devoir, quoique ce fût déjà un devoir sans espérance.

Il y eut un moment, dans la soirée du 7, où l'on apprit que les soldats du fort du Carmine, à Naples, avaient tiré sur les Garibaldiens. Cette nouvelle avait suffi pour exciter l'enthousiasme et faire croire aux soldats qu'on allait les faire marcher contre l'ennemi pour le déloger de la capitale. Le reflux continuel des corps, derrière le Vulturne, et l'arrivée du 9me de ligne et de la garnison de Saint-Elme, qui avaient abandonné Naples, firent retomber les esprits dans les anxiétés incessantes de la situation.

Cependant plusieurs chefs et officiers, de leur côté, hésitaient de plus en plus, et quelques-uns étaient déjà impatients de se précipiter vers le pouvoir nouveau. A chaque instant, à chaque mouvement du dehors, ils annonçaient une attaque et en prédisaient tout bas le succès. On ne pouvait opposer aucune résistance efficace,

disaient-ils, avec le désordre et l'insubordination des soldats. Quelques-uns s'en plaignaient hautement dans les groupes nombreux d'officiers qui se formaient devant la grand'garde. Ils recevaient déjà des lettres fâcheuses de leurs camarades restés à Naples et de leurs familles épouvantées. Cette correspondance continuait à accroître les inquiétudes. D'autres s'en allaient, répandant le bruit que le roi avait abandonné le royaume et qu'il s'était réfugié à Rome. Pour accréditer ce bruit sinistre, on ajoutait sourdement que la nouvelle en avait été donnée par le comte de Trapani et par les frères du roi, qui venaient de passer par Capoue. On annonçait en même temps, et mystérieusement, que Garibaldi, à Naples, avait déclaré déserteur tout militaire qui ne se serait pas présenté dans l'espace de dix jours, et qu'il avait promis de l'avancement aux officiers qui lui amèneraient leurs soldats.

C'était encore là l'inévitable engrenage des ressorts de la révolution. Ces chefs disaient donc, en murmurant : « Ainsi, le roi nous « abandonne, et le Dictateur va organiser une armée dont nous « serons naturellement exclus. Devons-nous donc, ajoutaient certains officiers, nous sacrifier plus longtemps à l'égoïsme de la « Cour? C'est le roi qui abdique par son départ; c'est lui qui donne « à ses ennemis une victoire qu'il eût été facile de disputer; c'est « lui qui manque à l'État et à sa propre fortune; c'est lui qui brise « nos épées ». Ces propos étaient surtout tenus par les officiers déjà travaillés et gagnés par les comités révolutionnaires. Ils venaient se glisser parmi leurs camarades pour en accroître l'anxiété et en diminuer la fidélité.

Un trop grand nombre d'habitants, chez qui étaient logés les chefs, redoutant les désastres d'un siége, s'efforçaient aussi de les séduire pour leur faire abandonner les sentiments du devoir et de l'honneur. Bientôt on eut à déplorer la désertion d'un major de cavalerie, d'un chef de bataillon, d'un capitaine d'artillerie avec ses subalternes. Un officier supérieur d'état-major, M. Jean Garofalo, déserta après avoir tenté de toucher, à Gaëte, vingt-quatre mille francs dûs à la division de la garde.

Un tel état de choses était fait pour inquiéter profondément l'âme la plus forte. Le général Pinedo, gouverneur de la place, n'était certes pas de cette trempe; il n'avait ni la vigueur, ni la dignité du gouvernement. Il ne pouvait commander ni le respect, ni la confiance,

ni l'affection. Il succombait sous le poids et sa fidélité même fut ébranlée. Me trouvant, à ce moment, dans la place, je ne pus le décider à démentir le départ du roi. Epouvanté de ce qui se passait sous mes yeux, je m'adressai au colonel, chef de l'état-major; je le pressai, à haute voix, de signaler au roi, à Gaëte, mon arrivée dans Capoue et mon départ pour le lendemain. La réponse ne se fit pas attendre et le bruit s'en répandit bientôt. La plupart des officiers en furent soulagés et encouragés, beaucoup en furent surpris, quelques-uns visiblement contrariés.

ROME, le 24 avril 1862.

LE RÉVEIL

LETTRE VI.

*A Monsieur le général de W***,*

BERLIN.

Malgré cette assurance, deux jours après, quelques chefs de corps, sans y être autorisés, tinrent une réunion pour discuter sur la défense de la place. Ils trouvèrent qu'il y avait défaut de vivres, défaut de munitions, défaut de tout. La garnison était indisciplinée, selon eux; et les difficultés d'une défense leur paraissaient telles, qu'on pouvait les appeler des impossibilités. C'est que la catastrophe les avait peut-être étourdis, mais ils étaient sincèrement alarmés. Ils croyaient la défense compromettante, de courte durée, et surtout stérile. Un jeune et nouveau général se chargea de porter le résultat de ce conseil à Gaëte.

Cependant, le général parti, la garnison eut vent de ce qui s'était passé. La colère se répandit dans tous les rangs, comme une traînée de poudre enflammée. Des officiers supérieurs, beaucoup d'officiers et la généralité des sous-officiers et soldats se montraient étonnés et indignés. Ces derniers, surtout devinrent menaçants, se regardant comme sacrifiés d'avance par leurs chefs. Ils commencèrent à se réunir, à se grouper, à tenir un langage peu rassurant. Ils écrivirent des lettres anonymes, surtout aux officiers supérieurs d'artillerie, en leur faisant entrevoir la destinée du général Briganti, hâché en Calabre. On leur enjoignait de pourvoir immédiatement à la défense de la place. Les Napolitains passent facilement de leur insouciance naturelle à une activité surprenante. Maintenant les soldats étaient possédés d'une ardeur fébrile.

On vit bientôt des ouvriers du génie et des pionniers exécuter spon-

tanément des travaux de fortifications. Des soldats de ligne se chargeaient de surveiller les portes. Quant aux artilleurs, ils aimèrent mieux bivouaquer à découvert et dormir sur les affûts que de se séparer de leurs pièces. C'était l'anarchie militaire naissant des revers, des privations, des distances parcourues, de la confiance détruite. Mais elle révélait que l'armée, loin d'être découragee par les mauvaises chances de la guerre, avait un élan et une énergie inattendues. C'était le mouvement démocratique de l'armée qui s'opposait au courant démocratique de la révolution.

Les chefs qui avaient assisté à la réunion du conseil en furent effrayés. Ils cessèrent de se livrer à leur intempérance de langage, parurent plus disposés à défendre la place, et s'efforcèrent de faire succéder un peu de confiance à l'irritation des soldats.

Le roi, à Gaëte,avait tout appris. Il fut justement indigné de ce que des officiers supérieurs et des généraux d'armes spéciales désespéraient de tenir contre un ramassis d'aventuriers, dans une place défendue par de bons remparts. Il fut étonné d'entendre dire que la place manquât de vivres et de ressources militaires, et que ce fût le gouverneur lui-même, chargé de veiller à tout cela,qui l'avouât sans honte et sans retenue. Il désapprouva donc la réunion illégale, renvoya le général qui avait apporté le rapport et ordonna la mise en jugement du gouverneur. Un autre général qui, s'il n'avait pas de résolution dans l'esprit, en avait beaucoup dans le caractère, alla le remplacer; mais le gouverneur, soit qu'il fût effrayé de sa responsabilité, soit qu'il fût averti à temps, avait déjà prévenu le jugement et s'était enfui à Naples.

Le plus grand danger était toujours de laisser la démoralisation persister parmi les troupes. Le roi, voyant la nécessité de sa présence à Capoue, s'y rendit aussitôt. Il y fut profondément touché de l'accueil qu'il reçut de la garnison. Les soldats saluèrent le souverain de leurs acclamations unanimes et enthousiastes. Ils lui demandaient d'être menés au combat. Le roi fit aussitôt cesser l'encombrement de la place, renvoya hors des murs les troupes et le matériel qui n'y étaient pas nécessaires, ordonna d'amener des vivres, des munitions et d'armer les remparts. Avant de partir, il put voir que la confiance réciproque succédait au malaise des chefs et à l'irritation des soldats. Enfin, par un ordre du jour, il encouragea tout le monde, en partant, et tous en effet furent bientôt rendus à leurs devoirs.

Depuis ce moment, le roi revint plusieurs fois à Capoue pour animer les troupes de sa présence. Il voyait tout par lui-même, donnait ses ordres, encourageait, récompensait; convaincu qu'il ne fallait pas laisser aux soldats le temps de trop réfléchir sur tout ce qui venait d'arriver, il voulut les mettre le plus tôt possible en mouvement pour profiter de leurs bonnes dispositions; il laissa pour cela des ordres précis au général en chef.

La première fois que les garibaldiens se présentèrent devant la place, la garnison frémissante demanda de faire une sortie. Il fallut le permettre. L'ennemi repoussé, tous les corps rentrèrent satisfaits dans la place. Les garibaldiens s'acharnant toujours, sans aucun but, chaque fois qu'ils revenaient devant Capoue, les artilleurs couraient à leurs pièces et les couvraient de boulets et de mitraille, les chasseurs faisaient des sorties, les poussaient devant eux et les refoulaient au loin. Ces sorties se changeaient même souvent en véritables combats.

C'est ainsi que les soldats, reprenant confiance par des engagements partiels et heureux, semblaient renaître à une vie nouvelle.

Les exemples pour les encourager ne manquaient point. Le général Rossaroll, vieux soldat âgé de soixante-quinze ans, était depuis longtemps à la retraite. Il avait choisi Capoue pour sa résidence. Il ne voulut pas rester spectateur de la lutte, et se jeta un jour à la tête des chasseurs, dans une de leurs sorties; bientôt il fut blessé, mais il refusa de se retirer du combat. Un autre triste et touchant épisode fut celui-ci : Un artilleur avait laissé sa femme expirante; au milieu du feu, on vint lui annoncer qu'elle était morte et que ses deux enfants de trois à quatre ans pleuraient et l'appelaient à grands cris auprès du cadavre de leur mère; navré de douleur et oubliant tout le reste, il quitte sa pièce, court, arrive, embrasse le cadavre, prend ses enfants dans ses bras et les amène, essoufflé, sur les batteries. Là, il les assied par terre auprès de lui et recommence à faire feu.

Rome, le 10 Mai 1861.

BATAILLE DE MONTE SANT'ANGELO

LETTRE VII.

*A Monsieur le général de W***,*

BERLIN.

Plusieurs combats heureux avaient, vers la fin de septembre, relevé le moral de l'armée. On avait battu les cohortes garibaldiennes à Trifisco, à Roccaromana; on s'était emparé de vive force de Cajazzo. L'ennemi avait fait des pertes sensibles en tués, en prisonniers, en artillerie. Tout le monde était maintenant convaincu qu'une bataille allait devenir inévitable. Les Napolitains ne pouvaient plus rester dans une position périlleuse, puisque les Piémontais allaient franchir la frontière. L'armée royale se trouverait donc bientôt entre deux ennemis, l'un prêt à attaquer par le nord, l'autre par le midi. Il fallait se jeter sur l'un des deux, l'accabler, le détruire et se tourner ensuite contre l'autre. Garibaldi ne pouvait pas, de son côté, demeurer immobile devant les remparts de Capoue, c'était la mort de la révolution et la perte du prestige de son nom. L'entrée des Piémontais dans le royaume était une menace pour lui aussi, c'était l'anéantissement de ses illusions et de son pouvoir dictatorial; c'était son ostracisme politique. Il fallait donc le prévenir et se raffermir. Il s'était hâté de mieux fortifier Santa-Maria, San-Tammaro, Monte Sant'Angelo et les hauteurs qui le surplombent.

Un général étranger, d'une grande expérience et d'une belle renommée, Lamoricière, avait communiqué ses idées au roi. Le roi s'attendait à une coopération des troupes romaines du côté de Bénévent; mais elle manqua tout à fait. Voici le plan qui fut adopté. Un corps d'armée devait s'avancer de Piedimonte, franchir le Volturne

et tâcher d'enlever Maddaloni. De là, il se rabattrait sur sa droite et prendrait les positions de Caserte et de Santa-Maria à revers. Ce corps d'armée, composé de plusieurs bataillons d'infanterie de ligne, d'un bataillon de chasseurs et de trois bataillons de carabiniers étrangers, avait été mis sous les ordres du général Won-Mechel. C'étaient dix à onze mille hommes. Le gros de l'armée, sortant en même temps de Capoue, se serait porté contre Sant' Angelo qui était la clef de la ligne ennemie. C'étaient près de seize mille hommes. Toute l'armée se trouvait ainsi divisée en deux corps; l'un, le plus faible, devait attaquer sur les derrières de l'ennemi et le tourner, l'autre devait opérer de front. Celui-ci, à sa sortie de Capoue, se serait partagé en trois colonnes : celle de la droite marchant sur Santo-Tammaro pour s'en emparer et empêcher l'ennemi de tourner l'armée et de menacer sa base d'opération.

Cette petite colonne se composait seulement de deux escadrons de lanciers et d'une demi-batterie. Elle s'appuyait sur les forces qui restaient dans la place. La colonne de gauche, composée de troupes d'élite, s'emparant des hauteurs de Sant'Angelo, avait pour mission de se rabattre par la droite, d'attaquer de ce côté Santa-Maria et de compléter le mouvement de front. Elle aurait concourue ainsi aux opérations de la colonne du centre et rendu irrésistible l'attaque de front, que celle-ci était chargée d'exécuter contre Santa-Maria; Trifrisco, point de communication entre les deux corps d'armée, était fortement gardé. Le reste des troupes devait se tenir en réserve dans la place de Capoue, pour accourir où besoin serait.

Ce plan général présentait cependant de graves inconvénients : il divisait les forces sur trop d'étendue, et le danger d'une séparation entre les deux corps était évident; il soulevait mille difficultés dans la combinaison de leurs mouvements. On arrêta cependant toutes les dispositions nécessaires pour en assurer le succès. L'ennemi, malgré toutes les précautions, pouvait avoir des renseignements sur la marche du corps d'armée qui exécuterait le mouvement tournant et l'accabler de toutes ses forces, avant qu'il n'arrivât en ligne d'attaque. Il fallait donc détourner l'attention des garibaldiens et les attirer sous la place de Capoue. Le jour de l'attaque générale n'était pas fixé; mais pour la diversion, l'on désigna le 1er octobre jour où le corps de la gauche devait passer le Volturne et commencer son mouvement. Le général en chef avait ordre d'attirer l'ennemi de

son côté, afin qu'il ne pût tomber en force sur le corps de la gauche en marche. S'il obtenait un succès et s'emparait de Sant'Angelo, il s'y établissait; mais sans s'avancer au-delà.

Les soldats, à Capoue avaient été avertis, pendant la nuit du 30 septembre, par un ordre du jour qu'on allait les mener à l'ennemi; ils commencèrent, dans leur fiévreuse impatience, à demander de sortir aussitôt de la place et de se mettre en marche. On profita de cet élan et on leur fit prendre les armes.

A huit heures, au milieu du silence émouvant et profond qui régnait sur toute la ligne, quarante bouches à feu remplirent l'air de leurs détonations. L'ennemi y répondit par une vive canonnade: ce fut le prélude de la bataille. Les bataillons de chasseurs s'ébranlent, abordent les positions de Sant'Angelo, franchissent les hauteurs et vont s'emparer de la barricade qui défend l'approche du village. Ils prennent cinq pièces de canon et les tournent contre l'ennemi. Garibaldi accourt, amenant tout ce qu'il peut réunir de troupes, et dispute vivement la possesion du village. Les Napolitains sont contraints d'abandonner la seconde barricade; mais ils renouvellent l'attaque, pénètrent dans le village, s'emparent des canons et les jettent dans les précipices. Les défenseurs abandonnent le village, les fuyards montent, en grimpant, vers les hauteurs. Quelques officiers s'efforcent de les retenir, d'autres crient que tout est perdu. L'église, changée en hôpital, est déjà encombrée de morts et de mourants. On fuyait vers San-Prisco Il y eut une cascine prise et reprise sept fois. A la fin, on ne se disputait plus que des ruines en flammes.

D'un autre côté, la colonne qui marchait contre Sant-Tammaro sur ces entrefaites, avait résolûment attaqué. Après quelques coups de canon, le général Sergardi ayant fait mettre pied à terre à ses lanciers, était allé droit aux barricades et les avait bravement surmontées. Le terrain était en son pouvoir. C'était le premier exemple de cavaliers qui eussent enlevé des barricades. L'ennemi, en fuyant, avait laissé aux mains des nôtres un drapeau, des munitions et des prisonniers. Malheureusement cette colonne manquait d'infanterie et ne pouvait pas pousser son succès plus avant.

L'ennemi, de son côté, avait tenté de faire sur Trifisco un mouvement de flanc qui pouvait être dangereux. Mais il avait été bientôt repoussé et rejeté en désordre dans le bois de San-Vito.

Les chasseurs napolitains y avaient bientôt pénétré, l'avaient dé-

logé et dispersé. Cependant l'attaque de front contre Santa-Maria était protégée par un feu violent, ce qui avait jeté quelque hésitation dans les rangs. La garde, fatiguée de sa longue marche de nuit pour entrer en ligne, avait été aussitôt lancée contre Santa-Maria, mais son élan avait été arrêté par le feu d'artillerie qui partait de la ville. Elle avait retrogradé pour reformer ses rangs.

Toute la ligne étant ainsi engagée, le roi arriva sur le champ de bataille. Il était neuf heures. En entrant dans Capoue il avait été surpris de voir qu'on eût changé ses dispositions. La division de réserve avait été morcelée, pour renforcer la colonne qui était en observation à Trifisco, et deux bataillons de chasseurs placés inutilement sur les remparts de la place. Le roi ne fut pas moins étonné de voir que le combat venait de prendre les proportions d'une véritable bataille, et que toutes les troupes étaient engagées sur une seule ligne. Aucun corps ne liait les opérations de la gauche et de la droite, et l'ennemi se montrait déjà occupant l'intervalle. François II soupçonne que l'ennemi, manœuvrant sur sa droite, viendra déboucher sur la route de Naples à Capoue et couper la base d'opérations de l'armée. Et il faut en convenir, l'ennemi, dans ce moment, avait manqué de coup d'œil et de résolution. Le roi ayant demandé des explications sur tous ces changements, on ne sut rien lui répondre, sinon qu'on avait dû suivre l'élan des soldats.

Après avoir réfléchi un instant, S. M. lança le général Ruggiero avec un escadron sur la route de Capoue à Naples, pour faire une reconnaissance. Il ordonna au général Cutrofiano de ramasser tous les soldats de cavalerie qu'il pourrait trouver sous sa main, et de balayer l'espace compris entre la gauche et le centre : ce double mouvement fut rapidement exécuté. Le général Ruggiero poussa deux fois sur la route de Naples, et revint assurer que l'ennemi ne s'y présentait pas. Le général Cutrofiano, avec quelques centaines de cavaliers de toutes armes, se précipita en avant, sabra, mit en fuite l'ennemi qu'il rencontra, et assura les communications de la gauche avec le centre.

Le roi avait fait sortir, en même temps, quelque bataillons de la place, pour renforcer la garde royale. On attendait avec une vive impatience le succès du corps de gauche, qui devait se porter contre Maddaloni. On n'en avait pas de nouvelles. Un moment, on avait cru distinguer le bruit du canon; quelques officiers d'état-major étaient

accourus pour avertir le roi. Mais n'entendant plus rien, on comprit que le général Won-Mechel ne pouvait achever son mouvement et se trouver en ligne avant le lendemain. Cependant il n'était plus temps ni de changer l'ordre d'attaque ni de reculer. On se décida à précipiter les résultats.

On fit alors un autre effort contre Santa-Maria. La garde, avec quelques bataillons de ligne, s'ébranla ; mais elle fut arrêtée par la mitraille, qui éclaircissait ses rangs. Elle allait reculer, lorsqu'arriva à la hâte le 9e régiment de ligne, le colonel Liguoro en tête, et elle rétablit le combat. Les garibaldiens furent culbutés et rejetés dans la ville. Le colonel anglais Dunn et le colonel Guastalla furent blessés, et les plus braves officiers frappés à côté d'eux. A cette vue, les volontaires se troublent et abandonnent les barricades. Quelques chasseurs napolitains, descendus des hauteurs de Sant'Angelo, ont déjà pénétré dans la ville. Les grenadiers du 9e de ligne y entrent de leur côté. Les escadrons de hussards s'avançent, Santa-Maria commence à être évacuée en désordre par l'ennemi. L'artillerie est abandonnée, les voitures transportent à la hâte les blessés sur la route de Naples. Bon nombre de fuyards se ruent dans la direction de Caserte. Les officiers ne peuvent plus les arrêter. Les chefs, qu'il fallait chercher au milieu d'une extrême confusion, donnaient des ordres qui ne pouvaient plus s'exécuter.

Au-delà de Santa-Maria, sur la route de Naples, on ne voyait que de longues files de soldats emportant des blessés, et d'autres blessés se traînant eux-mêmes pour rejoindre les ambulances. Ils produisirent une panique extrême parmi les vivandières, les habitants éplorés et les gardes nationaux, ces touristes et ces curieux qui, à l'annonce d'une bataille, étaients accourus de Naples. Les volontaires s'emparaient de leurs voitures pour y placer les blessés et en éloignaient les maitres à coups de sabre. Ceux-ci couraient alors éperdus dans la campagne, en poussant des cris de terreur : *voilà la cavalerie, voilà la cavalerie !* On peut juger par là de ce qui serait arrivé, si la bataille n'eût pas été engagée avant l'arrivée du corps de Won-Mechel, et si ce corps eût paru dans ce moment sur le flanc et les derrières de cette masse désordonnée.

Ce fut alors, au contraire, que la réserve garibaldienne, amenée en toute hâte par Ebër et Georgis, arriva de Caserte. On avait envoyé ordre sur ordre pour en précipiter la marche. Cependant elle pouvait

ne pas arriver à temps. Dans cette situation critique, les matelots du vaisseau anglais le *Renow*, qui s'étaient portés en amateurs, dit-on, sur le champ de bataille, s'emparent de l'artillerie abandonnée et font pleuvoir une grêle de mitraille sur les colonnes napolitaines. Au même instant, la réserve garibaldienne arrive par le chemin de fer, s'élance hors de la ville. Les Italo-Suisses débouchent par la porte Sant'Angelo, des cavaliers hongrois par celle de Capoue. Une autre colonne fait un mouvement à gauche pour prendre à revers les Napolitains. Cette attaque est exécutée avec beaucoup d'ensemble et d'énergie. Un escadron de hussards napolitains, culbutés par les Hongrois, recule sur l'infanterie et y cause du désordre. Les bataillons de la garde perdent contenance et se replient, essuyant encore des pertes par le feu des batteries.

Il était environ six heures du soir, et sans renoncer à renouveler l'attaque, on entretenait le feu sur toute la ligne. Pendant tout ce temps, le roi s'était tenu à cheval avec deux généraux. Un moment il s'était trouvé au milieu de la garde qui reculait ; brisé de fatigue, mais s'élevant au-dessus des faiblesses de la nature par la force d'âme, il voyait le péril d'une retraite et allait ordonner qu'on fît un nouvel effort pour pénétrer dans Santa-Maria. La colonne de la gauche devait y coopérer efficacement, Il avait fait réunir quatre bataillons de chasseurs, et les avait mis sous les ordres du colonel de Loza. Cette colonne s'était ébranlée, elle était déjà près de l'ennemi, quand on arrêta ce mouvement ; car la droite se retirait devant le feu, accablant l'artillerie de la ville, et la colonne de la gauche se serait inutilement exposée.

La nuit allait survenir. Les troupes étaient harrassées. Le général en chef, qui s'était tenu à cheval au milieu de la mêlée, fit dans ce moment observer au roi qu'il fallait se désister : on s'était battu pendant onze heures. Toutes les fermes de la plaine étaient en flammes, les pertes étaient considérables ; les avantages de la journée avaient coûté beaucoup d'efforts et de sang versé. C'était donc une nécessité de remettre l'attaque au jour suivant. En effet, pour le résultat de la bataille, selon le plan arrêté, il fallait compter sur le succès du corps qui devait menacer l'ennemi dans sa ligne de communication. Or, les troupes garibaldiennes qui refluaient sur Santa-Maria, faisaient voir clairement qu'elles se tenaient sûres du côté de Maddaloni. On s'était donc trop engagé, avant le temps et en

dehors des prévisions : on avait du moins obtenu que l'ennemi ne se portât pas en force sur le corps de la gauche, qui ne devait plus être troublé dans son mouvement. D'après ces considérations, on sentit la nécessité de s'arrêter et de remettre l'attaque au lendemain. Mais ne voulant pas faire un mouvement rétrograde après la chute du jour, on en donna l'ordre à cinq heures et demie.

Les chasseurs descendirent des hauteurs de Sant'Angelo et se replièrent dans la plaine avec un aplomb rare et en montrant une héroïque fermeté. Les bataillons emmenaient avec eux les canons qu'ils avaient enlevés à l'ennemi; ils se retiraient comme s'ils eussent éxécuté leur mouvement sur un champ de manœuvres. La garde, dont beaucoup de soldats étaient encore dispersés en tirailleurs, se mit également en retraite. L'artillerie fila sans encombrement vers Capoue; la colonne de Santo-Tammaro suivit en bon ordre. L'ennemi se contenta d'assister à la retraite des Napolitains, quoiqu'il n'y eût pas de réserve pour la soutenir. Quelque temps encore, le tumulte, les détonations et les sifflements des balles se firent entendre ; mais à chaque instant le bruit diminuait de plus en plus, et bientôt tout disparut comme un rêve.

Le roi voulait faire bivouaquer les troupes sur le champ de bataille pour reprendre l'action le lendemain ; mais on combatit cette idée. Pour attaquer aussitôt que le jour commencerait à poindre, il n'était pas néccessaire, disait-on, de faire rester à découvert des troupes assez fatiguées. Elles pouvaient prendre les armes et sortir de la place avant le jour et après s'être reposées. Cette idée prévalut. Mais une fois rentré dans la place, le général en chef commença à mettre en avant des difficultés pour ne point reprendre l'attaque dès le lendemain. D'autres généraux lui répondirent, mais c'était lui qui avait le plus d'autorité, car c'était sur lui que pesait la responsabilité. Cependant le roi lui laissa l'ordre de s'assurer des mouvements du corps de Won-Mechel, et d'attaquer de son côté pour le soutenir, à moins de difficultés trop graves, ou à moins qu'il n'eût appris que Won-Mechel avait été repoussé. Il lui ordonna surtout de signaler à Gaëte le moment où il sortirait de la place pour marcher à l'ennemi. Après avoir pris d'autres dispositions, le roi, sans se reposer, partit pour Gaëte, où il arriva dans la nuit. De là il répéta les mêmes ordres.

Rome, le 20 Mai 1861.

LES RÉSULTATS

LETTRE VIII,

*A Monsieur le général de W***,*

BERLIN.

Ainsi donc, général, la bataille de Monte Sant' Angelo n'avait guère eu d'autre résultat que l'effusion du sang. Les attaques de Sant'-Angelo et Sainte-Marie avaient coûté treize à quatorze cents morts ou blessés. L'ennemi avait eu près de deux mille cinq cents hommes hors de combat, parmi lesquels plusieurs officiers supérieurs. Cette bataille s'était terminée sans autre avantage que d'avoir prouvé la supériorité militaire des Napolitains. Elle pouvait cependant avoir une conséquence funeste pour l'armée royale, car celle-ci perdait une occasion peut-être unique de porter un coup décisif. Les occasions ne se retrouvent pas à la guerre, et dans les circonstances où se voyait l'armée napolitaine, le temps était contre elle.

Le plan de bataille avait été trop vaste ; il disséminait les forces à trop de distance. Les vues de celui qui l'avait conçu pouvaient être justes, mais d'une manière générale. A l'application, elles perdaient de leur justesse et devenaient même funestes, si les circonstances ne concordaient pas avec les suppositions du général. Sans une précision rigoureuse dans le calcul des distances, des temps et des forces, l'exécution devient chimérique ou dangereuse.

Ici ce fut l'exécution qui manqua. On ne saurait s'expliquer la négligence de l'état-major qui n'avait pas calculé le temps nécessaire au corps de Won-Mechel pour entrer en ligne. On ignorait, à Capoue, l'heure à laquelle ce corps s'était ébranlé de Cajazzo. Il n'y

avait pas de communication entre les deux corps, quoique Trifrisco fût situé au milieu et fortement gardé. La prévision du succès était fondée sur la réunion des forces et la simultanéité des attaques. La bataille ne devait donc pas être engagée avant de s'en être assuré. On avait différemment distribué les forces : on avait presque dispersé la réserve, on s'était présenté à l'ennemi sur une seule ligne. La faute capitale fut de n'avoir pas borné l'action à une simple diversion. On s'en excusa par l'ardeur des soldats impatients de se mesurer avec les garibaldiens. Mais si tant est que ce fût une excuse, comme on ne recevait pas de nouvelles du corps de Won-Mechel, on ne devait pas si obstinément s'engager. L'exécution, d'ailleurs, fut précipitée et ne pouvait que manquer d'ensemble.

Ce furent les soldats qui, par leur bravoure, suppléèrent aux défectuosités des dispositions générales. Les positions de Sant'Aneglo furent enlevées successivement d'une manière prompte et brillante. C'était le moment peut-être de les arrêter et de ne pas pousser toutes les troupes en avant, en les exposant à un désastre; on s'était battu à découvert pendant onze heures et sous une chaleur accablante. Si l'on avait attaqué Santa-Maria de revers, on y aurait pénétré . Echouant dans une attaque de front, on n'avait pas attendu pour renouveler les efforts que les bataillons, maîtres de Sant'Angelo, se fussent portés sur la ville. Les premiers chasseurs descendant de Sant'Angelo et les premiers grenadiers du 9e de ligne y avaient déjà pénétré, quand on fit battre en retraite à cause du désordre des bataillons de la garde. On n'avait pas, de l'autre côté, renforcé et poussé en avant la colonne qui demeurait dans l'inertie à Santo-Tammaro. Si on se fût ménagé habilement une réserve, on aurait pu faire un de ces mouvements décisifs qui enlèvent la victoire. Mais ce furent toujours les mêmes corps qui donnèrent pendant dix heures.

Cependant, malgré l'issue de la bataille, et quoique la route de Naples n'eût pas été ouverte, la révolution était vaincue. L'armée méridionale, jusqu'alors en veine de succès et de témérités faciles, au spectacle affreux du carnage et à la pensée du danger couru, restait dans un véritable accablement. Garibaldi, lui-même, s'était aperçu dans la lutte que les siens perdaient leur confiance. Il vit qu'un revers allait diminuer l'ascendant moral dont il avait besoin pour être obéi. Ainsi il avait signalé à Naples, par le télégraphe, qu'il

était vainqueur sur toute la ligne, sans en avoir la conviction. Il avait même dicté la dépêche au milieu des ruines de Sant'Angelo et du carnage des siens. C'était au moment où les Napolitains lui enlevaient le village à la baïonnette, et où Santa-Maria était près de tomber. Mais sa situation deveuant à chaque instant plus menacée, il lui importait de relever la confiance des siens, d'éviter un mouvement dans la capitale et de préparer la garde nationale à la résistance. Il voyait maintenant, après la bataille, que le plus important résultat était le découragement des volontaires. Il voyait détruite l'orgueilleuse assurance qu'ils avaient apportée jusqu'alors dans leurs entreprises. Il sentait que, désormais, la révolution était arrêtée, et que, sans le secours des Piémontais, elle ne pouvait plus triompher.

Rome, le 24 Mai 1861.



SAINT-MICHEL

LETTRE IX.

*A Monsieur le général de W***,*

BERLIN.

Une canonnade assez vive retentissait le 1er Octobre du côté de Maddaloni. C'était le corps de Won-Mechel qui arrivait, et fort tard encore. Ce général, lui aussi, avait changé quelque chose à ses instructions. Il avait laissé un fort beau bataillon de chasseurs à Piedimonte, tandis que rien ne menaçait ses derrières. La lenteur qu'il avait mise dans ses dispositions l'avait empêché d'arriver à temps devant l'ennemi. Ce général devait, par la route de Ducenta, passer vers les *Ponti della Valle*, descendre sur Maddaloni et Caserte, et se trouver ainsi sur les derrières de Sainte-Marie. La base de ses opérations était assurée par le général Colonna, dont la division s'étendait de Trifrisco à Cajazzo; mais il s'y était pris trop lentement.

Il poussa des reconnaissances vers Piedimonte et Cerreto, et s'occupa à bâtir un petit pont entre Avignanello et Amoroso. Il y perdit deux jours. Le général en chef se vit obligé de lui écrire de Capoue, le 30, qu'il allait marcher le lendemain et lui commanda de faire son mouvement pour le soutenir. Mais le retard avait été déjà fatal. La coopération de ce général allait manquer au corps de la droite.

Le général Won-Mechel avait divisé son corps en deux colonnes: celle de droite était formée de toutes les troupes de ligne sous les ordres du colonel Ruiz, poussé en avant avec une brigade et quelques débris d'autres troupes, par Limatola. Peu après Won-Mechel l'avait rejoint et s'était entretenu avec lui dans la soirée du 30, à Amoroso, lui assignant un autre rendez-vous à Ducenta. Ce second entretien eut lieu dans la nuit, et Won-Mechel le finit en ordonnant à Ruiz

de se rendre à *Caserta-Vecchia*. De son côté, il se mit en marche pour Maddaloni. Soit calcul, soit excès de confiance, il n'aumena avec lui que les trois seuls bataillons étrangers et une demi-batterie. Il avait oublié aussi, en sortant de Cajazzo, d'avertir le général en chef de son mouvement. Maintenant, en sortant de Ducenta, Won-Mechel allait trouver beaucoup d'obstacles pour marcher rapidement. Ainsi la colonne, au lieu de se porter sur Solopaca et de là sur Maddaloni, s'était tournée vers les *Ponti della Valle*. Le général sentait le besoin suprême de gagner du temps et allait droit à l'ennemi. La colonne de droite marchait aussi en avant, mais à une forte distance et sans qu'on eût assigné au colonel Ruiz un point de ralliement.

L'ennemi se défiant, était sur ses gardes. Il avait fait placer toutes ses troupes disponibles vers le point où il se croyait menacé. Aussi, contre son attente, le général Won-Mechel le trouva fortement établi sur les hauteurs et autour d'un moulin. Néanmoins il fit ses dispositions avec promptitude, et l'attaque commença.

La principale qualité des garibaldiens consistait à bien résister dans un poste défensif, où leur courage trouvait un point d'appui dans la nature des lieux. Ils firent un feu plongeant et meurtrier; mais les carabiniers étrangers avancent toujours, les chassent devant eux, et les acculent au moulin. Ce bâtiment était fortement occupé. Une nouvelle lutte s'engage; les carabiniers en délogent l'ennemi, le poursuivent, et traversant le pont au pas de course, s'emparent de deux pièces de canon et s'élancent vers Saint-Michel.

Cependant le second bataillon s'était mollement porté vers les hauteurs à droite. Il n'arriva pas ou ne voulut pas remplir sa tâche. Il fallait à tout prix s'emparer de Saint-Michel. Les carabiniers du 3me, commencèrent à gravir les hauteurs et s'efforcèrent d'arriver sur le plateau. Mais l'ennemi s'y était renforcé, et le bataillon se vit repoussé de front et menacé en flanc. L'artillerie napolitaine le dégagea à temps, tenant les garibaldiens en respect. Il y eut un moment d'hésitation. Dans cet instant, on vient annoncer au général Won-Mechel qu'un de ses fils a été tué. Foudroyé par une si triste nouvelle, il se frappe le front en s'écriant : *Ah ! mon fils!* Mais se tournant aussitôt vers ses soldats, il crie : *Vive le roi ! en avant donc, mes enfants!* et il lance son cheval. Les soldats, émus et excités, le suivent en répétant le cri de *vive le roi* !

La lutte devient furieuse, opiniâtre. L'ennemi y envoie des

troupes fraiches et des soldats réguliers. Malgré ces renforts, un seul bataillon l'ébranle, l'artillerie le contient ou le détruit. Le colonel Dunyou, qui encourageait à la résistance et donnait aux siens l'exemple de la plus grande bravoure, tombe blessé. Ses soldats l'emmenèrent hors de la mêlée. Sa légion était décimée, plusieurs officiers étaient morts ou blessés. Encore un effort, et les garibaldiens vont être rejetés sur Maddaloni. Mais de nouveaux renforts arrivent; ils reprennent haleine et le combat redevient plus acharné En ce moment, deux heures après midi, la fusillade est générale.

Cependant Won-Mechel était dévoré d'impatience. Il restait devant ce fatal rocher de Saint-Michel, et ne recevait pas de nouvelles de la colonne de droite. Celle-ci avait été obligée de faire un long détour par Limatola et Castel-Morrone. Quoiqu'elle se fût hâtée, elle s'était trouvée tout à coup arrêtée par la *Torre de Morrone* qui lui barrait le passage. C'était un vieux château féodal à côté du village.

L'ennemi s'y était fortifié et s'y tenait en masse. On ne pouvait pas laisser cette tour sur ses derrières ; il fallait l'emporter à tout prix. A l'attaque impétueuse, on opposa une résistance opiniâtre. On s'acharna longtemps autour de cet obstacle, mais on finit par s'en emparer. On y fit trois à quatre cents prisonniers, on prit un canon; grand nombre d'ennemis restèrent sur le carreau. Cet obstacle imprévu avait retardé de quatre heures la marche de la colonne. Si elle eût pu poursuivre son chemin, elle eût tourné la position que Won-Mechel attaquait de front, et décidé le sort de la journée. Mais on n'avait pas indiqué au colonel Ruiz un point de ralliement, et il ne connaissait pas le plan du général. Ainsi la colonne poussa en avant, tandis qu'elle aurait dû se tourner vers la gauche. Elle repoussait les ennemis partout où elle les rencontrait, mais sa marche en était encore retardée.

Elle ne pouvait donc arriver là où le combat était toujours sanglant et le terrain disputé.

Le colonel ne put atteindre les hauteurs de *Caserta-Vecchia*, lieu désigné, que vers trois heures et demie.

Le général Won-Mechel, ne le voyant pas arriver, commençait à hésiter; il se douta qu'il s'était déjà trop engagé. Il ne recevait aucune nouvelle du corps principal de son armée ; il n'entendait pas

gronder le canon du côté de Sainte-Maria, et il commença à soupçonner qu'aucun mouvement n'avait été exécuté du côté de Capoue. Ce doute était effrayant. Dans ce moment il s'aperçut que le second bataillon de carabiniers, après s'être battu mollement, avait fait un mouvement rétrograde incompréhensible. C'était ce même bataillon dans les rangs duquel avaient circulé des proclamations révolutionnaires à Palerme. Aussi il avait le plus souffert des désertions à l'ennemi. Maintenant, à la vue de ce mouvement, le général avait été d'abord étonné et l'instant d'après il craignit d'être trahi. Ne perdant pas sa présence d'esprit, avant que le jour ne déclinât vers sa fin, il ordonna la retraite; il envoya en avertir la colonne de droite où elle pouvait se trouver, pour être suivi dans son mouvement. Mais l'ordre devait nécessairement arriver fort tard. Une suite de collines s'interposait entre les *Ponti della Valle* et *Caserta Vecchia* jusqu'où la colonne avait poussé.

Au moment de commencer le mouvement de retraite, les officiers d'artillerie napolitaine faisaient sentir au général qu'ils ne pouvaient pas suivre le mouvement sans risquer de perdre leurs canons, ce qui le jeta dans une plus fâcheuse inquiétude; mais il fallait se décider. Il ralentit son mouvement. Chargé, il chargeait à son tour et descendait en ordre et lentement. Deux fois il tourna le front, revint à la charge et obligea l'ennemi à remonter vers ses positions. Il se replia ainsi sans avoir essuyé un échec. L'artillerie foudroyait l'ennemi, et filait ensuite sans être inquiétée. C'est elle qui avait arrêté la poursuite, par moment furieuse, de l'ennemi.

On avait combattu pendant huit heures. Les attaques avaient été poussées avec vigueur. La fougue, d'un côté, et la ténacité, de l'autre, avaient été admirables. Mais le nombre et la position avaient donné à l'ennemi de grands avantages. Néanmoins, si le courage était égal, le soldat napolitain était revenu au sentiment de sa supériorité. La colonne se retira donc, emmenant trois pièces de canon conquises et des prisonniers. Elle s'arrêta à la Catinella et y prit position, sans être troublée par l'ennemi. Elle avait eu deux cents hommes hors de combat, parmi lesquels six officiers. Reprenant ensuite son mouvement, le général fit reposer sa colonne à Ducenta. De là, il expédia au colonel Ruiz un nouvel avis de la retraite qu'il venait d'exécuter.

Rome, le 6 Juin 1865.

L'INSUBORDINATION

LETTRE X.

*À Monsieur le général de W***.*

BERLIN.

Pendant ce temps le colonel Ruiz, qui avait toujours avancé, était arrivé fort tard sur *Caserta vecchia*. Assailli par l'ennemi, il avait lancé en avant le 15ᵉ de ligne, qui repoussa les attaques.

Le colonel s'était établi sur les coteaux qui entourent le village. Il avait poussé plus avant le colonel du 6ᵉ avec quatre compagnies, et envoyé aux avant-postes quelques détachements du 8ᵉ de ligne. Il attendait dans cette position les nouvelles du général, pour se précipiter en avant ou appuyer vers sa gauche. La fin du jour approchait et il n'était pas sans inquiétude. C'est dans la nuit qu'il reçut l'ordre de se mettre en retraite. Il fit aussitôt ses dispositions ; mais ce n'était pas sans difficulté, quoiqu'il ne vît plus d'ennemis devant soi. Le colonel du 8ᵉ demandait du temps, parce que son régiment se trouvait morcelé en détachements, et il ne pouvait le reformer en peu d'heures.

Néanmoins la retraite commença. Le 8ᵉ de ligne ouvrait la marche, l'artillerie le suivait, un bataillon du 6ᵉ se tenait sur la gauche. On devait se réunir dans la plaine de Morrone. On poursuivit la retraite sans obstacles, malgré les murmures des soldats qui n'auraient pas voulu abandonner leurs positions. Ils venaient à leurs défiances. La colonne, traînant après elle deux à trois cents prisonniers, alla s'arrêter à Morrone.

Un succès inattendu était cependant réservé à l'ennemi ; car, à

mesure qu'il arrivait dans la plaine, le colonel Ruiz s'aperçut qu'il n'était plus suivi par le 6ᵉ. Voici ce qui s'était passé. Le colonel du 6ᵉ se trouvait, avec ses quatre compagnies, posté avant *Caserta-Vecchia*. Il reçut l'ordre de se retirer, vit le danger et prit ses dispositions à la hâte. Il avait déjà commencé son mouvement, lorsque les soldats qui avaient supporté impatiemment leur immobilité, entendant l'ordre de retraite, commencèrent à murmurer. Entraînés par une confiance excessive, ils se mirent à crier qu'au lieu de se retirer il fallait descendre et s'emparer de Caserte : si la colonne les abandonnait, ils combattraient seuls ; rétrograder, c'était trahir. Dans ce moment les détachements attardés du 8ᵉ s'engageaient d'eux-mêmes. Ceux du 6ᵉ commencèrent à frémir ; ils voulaient courir là où leurs camarades se battaient. Le colonel n'eut pas assez de fermeté pour résister à cet élan imprudent. Il craignait, lui qui venait quelques jours auparavant d'être nommé colonel, de paraître lâche ou traître aux yeux de ses soldats. Cette faiblesse allait bientôt lui devenir fatale. Il se mit à la tête de sa petite colonne, descendit des hauteurs et voulut pénétrer dans les faubourgs de Caserte. C'était une insubordination et une folie. Aussitôt il se trouva jeté au milieu d'ennemis dix fois plus nombreux. Les garibaldiens, aux premiers coups de fusil, s'attendaient à une attaque furieuse que leurs chefs ne savaient comment expliquer. Mais, dans la nuit, une grande masse de troupes étaient venues par le chemin de fer à Caserte. L'alarme donnée, tout le monde fut sur pied. On ne prit d'autre disposition que de marcher tous où l'on entendait la fusillade. Garibaldi lui-même s'avança par la droite, en se couvrant par le bois de Caserte. Bientôt les forces du général Sirtori, les compagnies de bersagliers piémontais, et une partie des troupes de Bixio accourent de tous côtés. Tous tombent sur les quatre compagnies du 6ᵉ et les détachements du 8ᵉ. Tout retour était impossible. Le colonel voit qu'il ne peut pas se dégager du grave péril dans lequel l'ardeur de ses soldats et son imprudence l'avaient entraîné. Il fait avertir le colonel Ruiz du danger imminent où il se trouve : il demande du secours. Le colonel lui fait répondre de le demander à celui de qui il avait pris la permission de ne pas suivre la retraite. Le colonel Ruiz pensait qu'il ne devait pas compromettre le salut de ses soldats et son artillerie pour un insubordonné, qui, à l'heure même, était sans doute prisonnier. Le malheureux colonel du 6ᵉ voit alors que, s'il n'y a plus

moyen de reculer, il ne faut pas céder sans combat. La lutte s'engage, mais elle était trop disproportionnée. On donnait, on recevait la mort, mais sans but et sans espoir. On ne pouvait que vendre chèrement sa vie. Les quatre compagnies se battent, en se retirant pour regagner les hauteurs. Mais les ennemis, s'acharnant à la poursuite, ne les laissent pas respirer. Aussi le colonel, ne voulant pas sacrifier inutilement ses braves et imprudents soldats, fait cesser le feu. Il est obligé de mettre bas les armes, avec un peu plus de trois cents hommes.

On ira bientôt mener ces soldats en triomphe à Naples et les livrer aux insultes et aux menaces d'une vile populace, comme on l'avait fait naguère, dans la haute Italie, des prisonniers de Castelfidardo et d'Ancône. On aura grand'peine alors à les sauver de la fureur factice des *camorristes*. Cependant ces soldats se montrèrent très-dignes, dans leur malheur, contre les violences de cette cohue immonde, excitée par la police. On croyait relever l'esprit abattu de la révolution. Mais les deux jours de combats avaient fort ébranlé la confiance, et bien des illusions s'étaient évanouies.

Quelques fuyards, qui avaient rejoint la colonne du colonel Ruiz, y apportèrent la nouvelle de ce désastre et semèrent dans les rangs la colère et l'indiscipline. Au passage du fleuve pour se rendre à Cajazzo, le colonel avait ordonné au lieutenant-colonel commandant le 8e de se poster sur les hauteurs à droite. Celui-ci résista, lui reprochant la perte de ses détachements. Il s'ensuivit une dispute scandaleuse, et les soldats du 8e, criant *vive le lieutenant-colonel*, se précipitèrent vers le fleuve et le franchirent à gué. Le reste de la colonne traversa le pont, mais morne et désespérée.

Voilà, général, quelle fut l'issue de ces deux journées qui n'en devaient faire qu'une. Le mouvement du corps de droite, au 1er Octobre, avait été intempestif, parce qu'on avait engagé une action générale avant de savoir que celui de la gauche fût entré en ligne. Quand celui de la gauche se portait en avant et attaquait de son côté, il était déjà fort tard. Le jour suivant, aucune diversion ne fut opérée par celui de la droite. Pendant toute la journée du 2 Octobre, à Capoue, on s'obstina à garder l'immobilité. On ne se donna pas la peine de connaître le sort du général Won-Mechel. Peut-être s'attendait-on à en être averti, et, ne l'étant pas, on restait sans inquiétude. On ne se souvint pas non plus des ordres laissés par le

roi, en partant pour Gaëte. Won-Mechel mit, le premier jour, une lenteur inexplicable dans ses mouvements; le général en chef, à son tour, garda une immobilité inexplicable dans le second.

On a le droit de reprocher au général Won-Mechel sa lenteur, l'abandon d'un beau bataillon de chasseurs à Cajazzo, l'oubli dans lequel il tomba en n'avertissant point de son mouvement le général en chef, et en n'assignant pas de point de ralliement à sa colonne de droite. Peut-être aussi pourrait-on l'accuser de ne s'être ménagé aucune réserve. Mais il devait compter sur les efforts du corps de droite, dont il avait à seconder l'attaque, et dont il ne reçut jamais de nouvelles. Ainsi, quand même par une meilleure disposition de ses forces, par plus d'ensemble dans l'attaque et en surmontant tous les obstacles, il se fût emparé des positions des Ponti della Valle et de Saint-Michel, et fût descendu dans la plaine de Caserte et de Maddaloni, son corps, au jour suivant, serait tombé au milieu de toutes les forces ennemies. Il aurait été fort compromis et sa retraite devenait impossible.

C'est ainsi, général, que Garibaldi n'aurait pu jamais rien imaginer de plus heureux que d'avoir à combattre avec toutes ses forces, l'un après l'autre, les deux corps de l'armée napolitaine. S'il ne fut pas écrasé et détruit le 1er Octobre à Sant'Angelo et Santa Maria, ce ne fut qu'en rappelant ses forces de Caserte et de Maddaloni, au plus fort de la mêlée et du danger. Le lendemain, rassuré du côté de Capoue, il put faire refluer en grande partie ses troupes vers les lieux qui avaient été abandonnés. Malheureusement la perspicacité du soldat napolitain lui faisait sentir par instinct les fautes de ses généraux. Aussi, après l'issue de ces combats, il revint à la tristesse des premiers jours de Septembre. Il sentait renaître ses soupçons.

Rome, le 13 Juin 1865.

LA RETRAITE

• LETTRE XI.

*A Monsieur le général de W***,*

BERLIN.

Malgré l'invasion des Etats Pontificaux, le combat de Castelfidardo et l'affreux bombardement d'Ancône, on ne voulait pas se persuader, à Gaëte, que le Piémont osât assaillir le royaume et que l'Europe pût le souffrir. Mais c'est mal raisonner que conclure de ce qu'un événement n'est pas probable, qu'il n'arrivera pas. Cependant les avis venant de toutes parts, le roi, son conseil entendu, se décida à faire un mouvement offensif, et à risquer une nouvelle bataille pour reconquérir les ressources de la monarchie et se retourner ensuite contre les nouveaux agresseurs.

Malheureusement, après la bataille du 1er Octobre, le moral de l'armée s'était de nouveau altéré. Les jeunes généraux, dans la bataille de Monte Sant'Angelo, avaient entrevu un grand but et les moyens de l'atteindre. Maintenant ils se regardaient comme tout à fait délaissés par l'Europe et destinés à périr. Ils obéissaient encore, mais en murmurant : ils étaient redevenus capricieux, indociles, frondeurs. Leurs sentiments, dissimulés pendant un mois, n'avaient donc pas tardé à reparaître. C'était un désespoir factieux. Ils se refusaient à épuiser les dernières chances de la fortune, et regardaient tout sacrifice comme funeste à l'armée et inutile au sort de la guerre. Voilà ce que tout le monde, excepté le soldat, sentait confusément, et ce que chacun exprimait, avec le langage qui lui était propre. L'indiscipline des esprits est la plus funeste de toutes dans les armées. Il n'y manquait plus que le scandale.

On ne put donc décider le général en chef à faire un mouvement offensif. Il n'avait plus les ressources morales qui suppléent à l'insuffisance des moyens matériels, ni l'élan qui triomphe des difficultés. En vain on s'efforça de lui faire comprendre que les Piémontais allaient franchir la frontière et jeter leur épée dans la balance, qu'ainsi l'armée se trouverait dans une position fort critique et même désespérée. Menacée sur sa ligne de communication, il faudrait de toute nécessité qu'elle reculât sur le Garigliano, et de là sous Gaëte, où l'armée aurait été obligée de se rendre ou de se dissoudre; autant valait-il la voir détruire par le feu dans une entreprise hardie et généreuse. On proposa inutilement au général en chef d'éviter Santa-Maria et de marcher sur Naples par la route d'Aversa. L'ennemi ne le serait pas exposé au risque d'être rejeté sur le Vulturne, serré par l'armée et contraint à déposer les armes. Les napolitains avait sur lui l'avantage de réunir toutes les armes, trois mille chevaux, une belle artillerie.

Dans ses hésitations, calculées peut-être, le général en chef demanda une autorisation du conseil d'Etat pour bombarder Santa-Maria si la ville opposait une forte résistance. On perdait ainsi du temps, on démoralisait l'armée. On se bornait à des sorties de Capoue, à des escarmouches, qui, la plupart du temps favorables, nourrissaient l'animosité des soldats contre leurs chefs et tenaient les passions dans une agitation continuelle.

Mais déjà les faits étaient irrémédiables. On avait nié l'entrée des Piémontais dans le royaume, comme on nie le danger qu'on redoute le plus. Mais quand on fut convaincu des nouvelles entreprises savoyardes, il fallut prendre un parti qui allait décider du sort de l'armée et du royaume. La détresse menaçait de devenir extrême; la province où l'armée était acculée n'avait presque plus rien à fournir: on n'avait plus d'argent dans les caisses. L'hiver approchait, les soldats manquaient d'habillemens. Ils murmuraient contre leurs chefs qui, ayant hésité à marcher sur Naples, avaient vendu, disaient-ils, leur roi, leur sang et leur pays. On découvrit même un complot contre la vie des généraux.

Ce fut le 12 Octobre que les Piémontais, mettant de côté les vains déguisements, envahirent le royaume. Ils s'avancèrent sans déclaration de guerre, et même sans cette espèce de notification hypocrite qui avait précédé l'envahissement des Etats Pontificaux. Les mi-

nistres respectifs étaient encore accrédités auprès des deux Cours. On manquait de prétextes qui pussent donner quelques apparences de justice à la violence qu'on avait méditée. On avait embarqué à Gênes un corps qui devait mettre Naples à l'abri de toute entreprise de l'armée royale; à Turin on avait donc redouté ce mouvement, que les généraux, à Capoue, avaient déclaré impossible.

Il fallait se décider; l'armée, menacée sur ses derrières, ne pouvait plus garder ses positions sur le Volturne. Elle reçut l'ordre de se retirer sur le Garigliano. Puisqu'aucun obstacle n'arrêterait plus l'ennemi, il ne fallait pas se laisser serrer de trop près, si l'on voulait passer tranquillement le fleuve et avoir le temps de s'y établir. On avait évacué les hôpitaux. Les maladies résultant de marches pénibles et inséparables de toute agglomération d'hommes, s'étaient aggravées par les miasmes du Volturne Les soldats, d'ailleurs, devaient marcher par un temps affreux et sur des routes que la pluie avait dégradées, presque défoncées. Attaqués par les Piémontais à San Giuliano et à Cascano, ils les repoussèrent vigoureusement, franchirent le fleuve et prirent une forte position sur la rive droite du Garigliano. Ils croyaient y avoir trouvé, pour quelque temps au moins, un asile. Les Piémontais, s'étant présentés le 29 Octobre pour forcer le passage, avaient été repoussés encore et ils s'étaient retirés en désordre.

Dans ce moment, l'amiral de l'escadre française venait de déclarer à Gaëte qu'il ne pouvait plus, comme on l'avait promis, garantir la ligne du Garigliano à Sperlonga. Il devenait donc impossible aux Napolitains de défendre leur droite. Il fallait se retirer encore.

L'armée napolitaine, campée derrière le Garigliano, était déjà réduite aux plus cruelles extrémités. Derrière la barrière du fleuve, elle ne pouvait ni se réorganiser, ni se refaire. La contenance si ferme de la retraite venait de montrer combien son moral était encore vigoureux. Mais les combats, les fatigues, les maladies, la garnison de Capoue abandonnée à elle-même, avaient réduit l'armée d'opération à un peu plus de vingt mille hommes présents sous les armes. Les bataillons, fort restreints par cette campagne si courte et si active, présentaient à peine les deux tiers de leur effectif. L'armée avait eu de brillants succès sur le Volturne, à Trifrisco, à Cajazzo, à Roccaromana, et dernièrement à Cascano et au Garigliano. Elle en aura peut-être encore: mais ce seront des succès stériles, et les avantages

mêmes qu'elle obtiendra l'affaibliront chaque jour davantage. Sans être dans un dénûment absolu, l'armée avait été jusqu'alors dans un état misérable, vivant sur une langue de terre, où l'on avait exercé sans beaucoup de fruit le système de réquisitions. Les malades étaient entassés dans un hôpital improvisé à Teano. Dans les premiers jours, faute de médicaments, ils avaient cruellement souffert. A présent sur un sol marécageux, les soldats se voyaient dès le premier jour en proie aux fièvres et menacés de la disette la plus affreuse. Exténués de fatigues, ils allaient n'avoir plus de quoi vivre. Les chaussures et les pantalons en toile étaient en lambeaux, au milieu des pluies et à l'approche de l'hiver. Ces soldats qui avaient montré dans la mauvaise fortune une constance à toute épreuve, se voyaient à la veille d'être consumés par la fièvre et par la faim.

Ils apercevaient cependant sur la rive opposée l'ennemi qui avait des tentes, des vivres, l'abondance qui lui arrivait de Naples, tandis qu'ils couchaient, eux, dans les humides sillons d'une terre homicide. Il est peu d'armées, j'ose le croire, qui n'eussent fondu entièrement par de telles épreuves. Nos soldats étaient si près de leurs foyers et exposés à tant de séductions! Mais ils montraient une patience égale à leur fidélité. Il n'y eut pas une seule désertion.

La notification de l'amiral avait rendu impossible de garder la droite du Garigliano. On n'avait pas élevé, et on ne pouvait plus élever en peu d'heures des retranchements en terre, pour se couvrir d'une manière quelconque ; comment travailller sous le feu de l'escadre sarde ? Elle s'était déjà approchée du rivage et avait tiré des bordées sur le camp. D'un autre côté, un pont allait être jeté aux environs de Tractto par la colonne principale des Piémontais. D'autres troupes se massaient du côté de Martola. Des détachements commençaient déjà à être débarqués sur les derrières de l'armée. Les troupes napolitaines avaient dû se déplacer pour se mettre à l'abri des coups de l'escadre.

Il n'y avait d'autre parti à prendre que celui d'une prompte retraite, et ce parti même était malheureusement loin d'être simple. Il n'y avait à choisir qu'entre deux dangers ; force était de se hâter, car autre chose était de faire cette retraite à son heure, par un mouvement libre et spontané, autre chose de le faire précipitamment sous la poursuite et le feu de l'armée et de l'escadre ennemie. L'occasion, cet instant si fugitif à la guerre, pouvait s'envoler. Les mo-

ments sont précieux et c'est faiblesse de les perdre à se lamenter. Ainsi, quoiqu'il y eût là matière à de sérieuses et même à de tristes réflexions, l'armée devait au plus tôt se mettre en retraite et s'éloigner du fleuve, dernier obstacle à l'invasion.

Le mouvement commencé, des combats très-vifs eurent lieu toute la journée du 2 Novembre. Mais l'ennemi fut toujours repoussé et tenu à distance. Les colonnes napolitaines devant en grande partie marcher le long de la côte, eurent à défiler sous le feu de l'escadre. Deux compagnies du 6me chasseurs restées à l'arrière-garde, à l'embouchure du Garigliano, furent entourées par les détachements débarqués de l'escadre ; elles se battirent en désespérées, et deux fois s'élancèrent à la baïonnette. Le capitaine Bozzelli qui les animait, fut tué ; un grand nombre de soldats furent littéralement hachés. Les survivants, la plupart blessés, restèrent prisonniers de guerre.

L'armée avait rétrogradé, non pas battue, mais profondément irritée. Elle s'apercevait que ni sa bravoure, ni sa résignation aux plus cruelles souffrances ne lui avaient servi. Elle croyait que, n'ayant pas marché sur Naples, par l'indécision de ses chefs, elle avait été sacrifiée. Aussi les accusait-elles sourdement de toutes ses infortunes. Dans l'état général de fatigue, de dépit et de révolte morale où l'on était, les soldats portaient sur leurs visages l'expression de la plus profonde anxiété. Ils allaient, serrés les uns contre les autres, la tête baissée, dans une tristesse amère, ne disant mot, ne regardant rien.

En arrivant à Mola, comme on n'en était plus à compter avec le malheur, on apprit que la place de Capone, abandonnée à elle-même, avait dû capituler.

Rome, le 26 Juin 1861.

LA RÉVOLTE

LETTRE XII.

*A Monsieur le général de W***,*

BERLIN.

Les nouvelles de ces désastres arrivant coup sur coup, et chacune apportant une tristesse et un désespoir de plus, le roi, pour décider les mesures à prendre à Gaëte, réunit son conseil.

L'armée allait être acculée sous cette place, où elle se serait trouvée dans une situation sans issue. L'immobilité était impossible ; l'idée de faire capituler les débris de l'armée, comme à Palerme et Villa San Giovanni, était insupportable. Je me permis alors de suggérer un plan : c'était de jeter les restes de l'armée dans les Abruzzes et de changer ainsi le théâtre de la guerre. Il fallait se hâter. L'armée aurait gagné une ou deux marches sur l'ennemi pour s'éloigner et pénétrer dans les Abruzzes, sans être poursuivie. Là elle trouverait des vivres, de l'argent dans les caisses, des populations attachées à a cause du roi, et qui, depuis deux mois, ne demandaient que des chefs et des armes. L'armée, en arrivant, aurait écrasé les trois à quatre cents Piémontais qui étaient à Aquila. Les autres détachements, s'ils n'avaients pas été accablés, se seraient précipités sur la route de Naples. L'armée se serait formé une base du château d'Aquila et de Civitella del Tronto qui résistait encore. Le terrain des Abruzzes ne permettant pas d'employer de la cavalerie, on pouvait la faire descendre dans les plaines des Pouilles, où il n'y avait pas de troupes piémontaises. Elle y aurait trouvé des ressources abondantes, et aurait excité et soutenu l'insurrection de cette province.

L'infanterie, dans les Abruzzes, favorisée par la nature des lieux, sur un terrain si accidenté, et abritée par les montagnes, se serait reposée, nourrie, ravitaillée. La neige allait bientôt la défendre pour quelqne temps.

Selon moi, l'ennemi aurait été dans une alternative également dangereuse. Allait-il suivre l'armée dans les Abruzzes? Il aurait alors abandonné l'idée du siége de Gaëte, et la garnison était assez forte pour reconquérir le terrain perdu; ou bien irait-il attaquer la place, alors il aurait permis à vingt mille hommes de s'accroître, d'insurger les Abruzzes et de lui tenir tête plus tard en continuant la guerre avec succès. Les Piémontais, n'ayant pas une cavalerie et une artillerie suffisante n'auraient pas osé se porter dans les Pouilles. La cavalerie napolitaine y aurait soulevé trois provinces et donné la main aux insurgés qui commençaient à se montrer dans la Basilicate. Qui pouvait dire ce qui en serait advenu, et prévoir les événements qui auraient surgi en Europe? Il était temps encore de prendre des déterminations salutaires, à la condition qu'elles fussent conçues et exécutées sur le champ.

Le roi et le conseil adoptèrent ce plan. Le roi voulut lui-même l'annoncer au nouveau général en chef: c'était Salzano. Le général Ritucci, avec son chef d'état-major, avaient été appelés dans la place et y étaient restés. Le général Salzano entra une heure après dans le conseil, où s'était rendu aussi le comte de Trapani. Après m'avoir écouté froidement, il répondit qu'il avait été amené à prendre une autre résolution par l'avis d'un conseil de guerre. Il lut cet avis, qui était de se retirer sous les murs de Gaëte. Tout le monde en fut étonné. En vain je lui représentai que vingt mille hommes ne trouveraient où se placer, la place ne pouvant les contenir. Où logerait-on la cavalerie? Que ferait un corps d'armée resserré dans une langue de terre très-étroite, dominée par les hauteurs, et d'où il serait en peu d'heures foudroyé, anéanti? Il ne pourrait se déployer pour un mouvement offensif, ni déboucher que par une rue longue et étroite du faubourg. Il viendrait dévorer les vivres de la place en peu de jours. A quoi lui servirait-il alors de s'être réfugié sous le canon de cette place? A s'exposer aux privations, aux intempéries, à la faim. Il serait condamné à périr, et entraînait dans sa destruction la perte de Gaëte.

Le général n'opposait pas de raisons. Il s'obstinait à répondre

qu'il ne pouvait s'engouffrer dans les Abruzzes pour y faire une guerre de brigands. Je lui répondis, en souriant, que nous ne lui donnions pas un rôle de Spartacus, mais de Sertorius. Il ne me comprit pas, et répartit dédaigneusement qu'il ne pouvait pas compromettre sa réputation militaire. Impatienté à mon tour, je lui dis que j'ignorais qu'il en eût une. Le débat devint une dispute et le roi dut intervenir. Connaissant l'esprit de ses généraux, le roi n'osait ordonner, de crainte do n'être pas obéi. Les autres membres du conseil, et surtout le vieux général Casella, ministre de la guerre, recoururent alors à la persuasion. Le général parut fléchir, mais il se borna à dire qu'il exposerait ce projet aux généraux. Voilà où l'on en était déjà arrivé !

Le conseil des généraux, en effet, fut réuni à Mola, en présence du vieux ministre de la guerre. Mais le respect qu'il inspirait ne contint pas les généraux, qui firent à ses raisonnements l'accueil le plus froid. Ils se montrèrent indociles, marchandant insolemment leur obéissance. C'était l'indocilité de Capoue qui devenait la révolte de Mola. Ils répétaient avec colère le refrain du général en chef : qu'ils ne pouvaient pas faire une guerre de brigands. Ainsi ce fut le résultat de ce jour sinistre qui décida, plus que toute autre cause, les désastres de l'armée et le sort de la monarchie. Le moment était suprême. Briser les épées de ces généraux à la face de l'armée, dans le moment où ello allait être attaquée, c'était lui causer un ébranlement qui eût amené la défaite. Ne pas prendre de dispositions, c'était exposer l'armée à un égal désastre. Ordonner sans espoir d'être obéi, c'était provoquer une révolte ouverte. Et l'ennemi s'approchait à grands pas !

Cependant le ministre de la guerre étant parti, les généraux, ramenés à plus de calmo, firent savoir au roi qu'ils étaient décidés à barrer la route à l'ennemi, et à tenir à Mola jusqu'à la dernière extrémité. Ils abandonnaiont ainsi à la fortune leur règle de conduite. C'était une transaction entre la révolte et la soumission, mais dont l'exécution était impossible.

On ne tarda pas à en avoir la triste preuve. On avait perdu un temps précieux. L'escadre sarde, à tir de pistolet de l'escadre française, vint bombarder la petite villo de Mola. Peu après, les phalanges piémontaises assaillirent lo faubourg. Un bataillon étranger lâcha pied. Il fut impossible de le retenir. Les fuyards se jetèrent

sur les bataillons napolitains qui, serrés comme ils étaient, ne pouvaient ouvrir les rangs pour les laisser passer. L'encombrement dans une rue étroite, fut bientôt extrême. Ne pouvant arrêter les fuyards, ni déboucher de la ville pour se déployer afin de contenir la fougue des assaillants, on commença à descendre par le revers de Mola, et on arriva dans la plaine sous Gaëte. Le combat acharné soutenu par l'arrière-garde, qui ralentit l'impétuosité de l'ennemi, empêcha la défaite. Le général en chef ne se trouva point sur le lieu de la lutte; il se tint dans la place.

Alors une division se trouva avoir perdu ses communications. Elle dut se retirer vers la frontière et entrer dans les États Pontificaux. Cette division était forte de dix mille hommes, dont trois mille de cavalerie, avec une artillerie également inutile dans un pays de montagnes; de plus, elle se trouvait encombrée d'un grand matériel. C'était la même situation que celle des corps polonais en 1831 et de l'armée de Don Carlos après Bergara. La division pénétra dans les États de l'Église, sans rien perdre de tout ce qu'on laisse ordinairement après soi, quand on est suivi de trop près, mais dans l'état le plus misérable. Les soldats exténués de fatigues, et n'ayant pas reçu de distribution depuis quarante-huit heures, succombaient à la peine. Ceux qui étaient atteints de la fièvre expiraient sur la route. Quelques autres tombaient d'inanition avec leurs chevaux. A la fatigue et à la faim se joignait le désenchantement, nous ne disons pas assez, un sentiment de stupéfaction. Une capitulation leur fut offerte, mais les soldats préférèrent déposer les armes aux mains des Français.

Cependant, sous Gaëte on éprouvait bientôt le manque de vivres, les intempéries, l'indiscipline et surtout la mauvaise volonté des généraux. Le roi avait été obligé de congédier bon nombre de soldats, de relâcher les prisonniers et d'éloigner de la place quelques bataillons qui se dirigèrent par mer vers les Etats Pontificaux. La brigade étrangère, dans la nuit même de la déroute de Mola, avait aussi, à travers les montagnes, exécuté sa retraite vers la frontière. Quelques généraux, se plaignant de ce qu'on laissait mourirde faim leurs soldats, exposés à toutes les intempéries hors de la place, donnaient leur démission. Deux d'entre eux s'adressaient même au ministre d'Espagne pour être transportés à Naples sur un pyroscaphe espagnol.

Les Piémontais voulurent profiter du moment et de l'encombrement de troupes qui restaient hors de la place ; l'idée d'un siége qui eût prolongé la résistance, inquiétait le gouvernement de Turin et le général piémontais. Le 12 novembre, il fit donc canonner le faubourg et jeter des grenades dans l'esplanade de Montesecco, pour déloger les troupes, ou plutôt y jeter la confusion. Si elles avaient été obligées d'entrer dans Gaëte, on se promettait bientôt la capitulation. Aux premiers coups de canon, les chasseurs napolitains s'étaient jetés en avant et avaient repoussé l'attaque. Mais tout à coup un commandant, marchant droit aux Piémontais, leur livra son bataillon. Sept à huit officiers seulement et une centaine de soldats purent se retirer sous la place. Cette défection avait contraint les autres bataillons à la retraite. Les débris d'un bataillon étranger, laissés à découvert, se défendirent avec une bravoure héroïque. Mais plusieurs tombèrent aux mains de l'ennemi. C'est ainsi que la place de Gaëte se trouva abandonnée à elle-même, et n'eut plus désormais qu'à soutenir un siége sans espoir de secours extérieurs.

ROME, le 12 Août 1861.

L'HÉROÏSME.

LETTRE XIII.

*A Monsieur le général L***,*

VIENNE.

Lorsque vous étiez en extase devant ce beau ciel de Naples, que vous en respiriez l'air embaumé, auriez-vous pensé que de nouvelles révolutions et de nouvelles guerres y éclateraient pour tout bouleverser et tout détruire ? Et tout récemment vous n'auriez pas supposé qu'une place formidable dût tomber en peu de temps par de nouveaux engins de guerre ?

Or, voici cette émouvante Iliade.

Le départ de l'escadre française ôtait à la place de Gaëte tout espoir d'assistance du dehors. C'était un duel à mort qui allait commencer. La résolution du roi, de la reine, des princes, de la garnison était très-ferme. Ils voulaient se battre jusqu'à la dernière extrémité. Le courage grandissait avec le péril.

Dans la soirée du 15 novembre, veille de sa fête, le roi m'avait fait appeler et m'avait demandé, en souriant, de signer un papier sans le lire. Il m'assurait qu'il ne s'agissait de rien qui pût compromettre mon honneur. Je signai sans hésitation. S. M. fit alors venir son confesseur qui signa également. Quelques jours après, et quand le papier avait été déjà envoyé à Rome, j'appris que c'était le propre testament du roi.

L'amiral ennemi, même avant le départ de l'escadre française, avait fait ses préparatifs d'attaque. C'était le 22 janvier, un véritable jour de printemps : au premier mouvement de l'escadre sarde, la place ouvrit le feu avec un bruit épouvantable. Quinze batteries ennemies, avec soixante-huit pièces, répondirent. Les neuf bâtiments de l'escadre sarde, parmi lesquels un vaisseau de ligne, cinglant

de Mola, avaient pris leur rang de bataille, et lançaient sur la place un torrent de feu. Aussi loin que les regards peuvent atteindre, au-dessus, au-dessous et autour de soi, on ne voit que fumée, on n'entend que le bruit du canon et le sifflement des boulets. On en est ébloui, étourdi.

Mais si tout attriste, tout exalte. La musique des tirailleurs de la garde, celles des 8e et 9e bataillons de chasseurs, à découvert sous le bombardement, poursuivent leurs morceaux d'harmonie italienne. Quelques soldats de ligne dansent au milieu des explosions d'obus; c'était une frénésie de braver la mort. Les officiers d'artillerie du front de mer envoient demander au roi des bouteilles de champagne, pour les boire à sa santé. Le capitaine Henry de Maricourt, vaillant officier français, traverse quatre fois la place, bravant une grêle d'obus pour porter cette requête. Et aussitôt des valets de pied accourent, en s'exposant eux-mêmes, pour satisfaire à ce désir.

Tandis qu'on supportait ainsi, avec une fermeté si gaie, un horrible bombardement, les sœurs de la Charité, impassibles et infatigables, pansaient les blessés sous les projectiles de l'ennemi. Les plus malheureux, dans cette lutte formidable, étaient les habitants, la plupart indigents. L'ennemi tirant plutôt sur la ville que sur les fortifications, ils couraient éperdus, on s'abritait dans les caves et les étables. Les édifices étaient ébranlés, quelques maisons croulaient, un incendie éclatait.

Cependant, à midi, l'escadre Sarde reculait sa ligne de bataille, et bientôt se mettait hors de portée. Elle continua son feu, mais lançant ses coups à la mer; canonnade inutile! Les boulets venant mourir au pied du revêtement, excitaient la gaîté des artilleurs et des matelots. Ils hissèrent leurs mouchoirs, faisant signe aux bâtiments de s'approcher. Ainsi il était désormais prouvé que la flotte ennemie, même sans la présence de l'escadre française, n'aurait jamais pu exercer, seconder efficacement les progrès de l'attaque. Les assiégeants continuèrent, du côté de terre, leur feu jusqu'à minuit. La garnison se reposa.

On se montrait fier du dévouement héroïque avec lequel chacun avait rempli son devoir. Toutes les physionomies étaient épanouies, les esprits avaient repris leur confiance. Les soldats chantaient dans les rues; partout on criait *vive le roi !*

Mais c'étaient de tristes joies. Tous les engins destructeurs inven-

tés par la science sont maintenant éprouvés contre Gaëte. Désormais le feu ne cessera plus un instant. Au feu des batteries ennemies s'ajoutera, dans la nuit, celui des barques canonnières qui, en la tournant, attaqueront la place. Avec leurs feux courbes, elles s'efforceront d'atteindre la casemate royale.

Si l'on n'était plus condamné au supplice de l'attente, on était décidément exposé aux souffrances et aux dangers d'un bombardement sans interruption. Le roi n'avait d'autre souci que celui de ses soldats et des habitants qui allaient être écrasés par le feu des assiégeants. La place répondait toujours, mais sans se hâter. Cependant des éclats de pierres, de la maçonnerie des embrasures et des murailles des parapets, volaient tout autour, dans toutes les directions. Il était presqu'impossible aux artilleurs de servir leurs pièces. L'intérieur des batteries était couvert de ces éclats.

Vers la fin du 4 février, au milieu d'un bombardement effroyable, la réserve des munitions de la batterie *Fianco-Basso Cappelletti* sauta avec un horrible fracas. Le bastion en fut ébranlé, un pan de mur s'écroula et forma une rampe. Le pan de mur abattu fit craindre, dans le premier moment, qu'il n'exposât la place à un assaut. Le vieux général Traversa, à qui jamais rien n'était un obstacle, et qui savait partout se rendre utile, se précipita vers le le lieu de l'explosion; les chasseurs le suivirent en courant. Dans la nuit même on détruisit la rampe, et cette première brèche fut fermée.

Cependant vers le soir du jour suivant, une seconde explosion bien plus terrible se fait entendre. Partout on a senti le sol trembler sous ses pieds. Des globes de fumée s'élèvent dans les airs, suivis d'une pluie de pierres; on reste un moment dans l'obscurité. C'était un second magasin à poudre, à la jonction du front de mer, qui venait de sauter. Quelques habitants, fuyant éperdus, répandirent la nouvelle de ce dernier désastre, avec les exagérations que pouvaient y ajouter des imaginations frappées de terreur.

Malheureusement la réalité n'était guère moins cruelle. Les ténèbres dissipées, on s'aperçut avec effroi que le bastion *Dente di Sega san Antonio*, et les maisons environnantes s'étaient écroulés. La batterie de la citadelle avait été fortement ébranlée, et crevassée en plusieurs endroits. Il n'y avait que des décombres qui laissaient voir une large brèche du côté de la mer. La porte de terre, la grand'garde tout avait disparu, et les batteries environnantes étaient annulées. On ne

voyait que des cadavres broyés, des affûts brisés, des ruines partout. Un grand nombre d'artilleurs et de chasseurs avaient été ensevelis sous les décombres.

Avec eux était restó sous les ruines le brave et modeste général Traversa, qui avait jusqu'alors échappé aux plus graves dangers. Ce vieux soldat, dont l'activité était infatigable, s'était trouvé au siége de 1806 : Gaëte devait être sa tombe. Il ne s'était permis, pendant trois mois, aucun repos, et n'avait rien négligé de ce qui pouvait servir à la défense de la place. Il avait donné l'exemple de ne se refuser à aucune espèce de travail, de supporter toutes sortes de peines, et de braver tous les périls.

On trouva blessé, au-delà des décombres, le lieutenant-colonel du génie Paul de Sangro, mon neveu, qui seul avait émis l'avis que la place ne tiendrait plus que quinze jours. Et le quinzième il allait mourir, dans mes bras, de sa blessure. Peu avant d'expirer, il fit écrire sous sa dictée une lettre à sa malheureuse mère, lui demandant sa bénédiction, et la conjurant de se consoler de sa perte, puisqu'il mourait pour son roi et sa patrie.

Plus de trois cents personnes avaient péri, soldats ou habitants, sous les batteries et les maisons renversées. Un seul officier de chasseurs avait échappé comme par prodige. On ne rencontrait, pendant une heure, que des soldats estropiés, des femmes inondées de sang et poussant des cris affreux, des enfants hors d'eux-mêmes fuyant et criant au secours.

Au même instant toute l'artillerie ennemie était dirigee sur le lieu du désastre. On y tirait avec fureur, avec rage. Mais tout le monde y était déjà accouru. Les premiers soldats, en arrivant, restèrent immobiles d'étonnement et de douleur ; mais aussitôt ils se mirent à travailler sous un feu continuel, sans plus se troubler ou se rebuter.

L'ennemi continuant à tirer avec acharnement, le blindage de la casemate royale fut deux fois broyé. Dans la nuit du 4 février, un éclat de bombe entra dans la chambre du roi et traversa la place même d'où il venait de faire un pas en avant. Les généraux et moi, qui étions autour de lui, nous fûmes saisis de stupéfaction. Le roi ne fit que sourire, en disant : ***Ah ! si j'avais été là !***

ROME, le 20 août 1861.



LE TYPHUS ET LE CARNAVAL

LETTRE XIV.

*A Monsieur le général L***.*

VIENNE.

Avant ces événements, la garnison était déjà épuisée ; elle avait souffert des fatigues excessives. Les soldats étaient exténués ; quelques-uns pouvaient à peine soutenir le poids de leurs armes. Ils se couchaient par terre quand parfois leur travail était interrompu. Les boulets et les bombes ne troublaient plus leur repos, car on s'habitue à tout. Les matelots surtout étaient en haillons, et leurs figures portaient les marques de la lassitude et des privations.

Le typhus, cette dernière calamité des villes assiégées, s'était abattu sur Gaëte, avec cette fatalité invisible et sinistre qui devait bientôt accabler la garnison et peut-être l'anéantir. Le 26 décembre, en retournant de France, l'amiral français me l'avait annoncé sur la *Bretagne*. Bientôt le doute ne fut plus possible. La fièvre, augmentée par la misère, la malpropreté de la ville et la qualité des vivres, prit un caractère effrayant. Ce nouveau et terrible ennemi fait bientôt des victimes nombreuses. Le duc de Santovito, et quelque temps après le duc de Sangro, et bien d'autres meurent à peu d'intervalles.

Ces deux généraux étaient dévoués au service du roi par principes, par inclination et par reconnaissance. Le général Ferrara et le confesseur de la reine les suivirent. Tous mouraient dans la casemate royale, et à peu de distance de la chambre du roi. Le président du conseil et plusieurs généraux furent atteints de la fièvre. On comptait, dans les hôpitaux, huit à neuf cents malades, et on en perdait déjà près de soixante par jour.

Dans les mêmes hôpitaux gisaient les blessés, manquant des secours nécessaires et ressentant toutes les ardeurs de la fièvre. On les voyait immobiles, dans ce calme et ce silence qui annoncent la résignation et la foi. Les médecins en désespéraient. De leur part la science et le zèle ne faillirent point. Mais vivant dans une atmosphère empestée, les blessés étaient bientôt atteints par le typhus. C'est par ce terrible fléau, plus que par le manque d'instruments, désormais édentés, que la plupart des amputés mouraient peu après l'opération.

Au milieu de ces horribles ravages, les sœurs de charité ne furent ni moins intrépides, ni moins exposées. Elles étaient là pour recevoir la mort. Tout le monde était témoin de ce dévouement du jour et de la nuit, au milieu de l'ébranlement des hôpitaux et du sifflement sinistre des obus Tous admiraient avec attendrissement ces soins de mères qui entouraient non-seulement les blessés, mais les malades atteints d'une fièvre mortelle. Les soldats montraient à ces religieuses un respect profond et reconnaissant, une obéissance filiale. Ils en accueillaient avidement les paroles, et mouraient avec la sérénité et la conscience d'un devoir accompli.

La comtesse Jurien de la Gravière venait d'apporter du linge et des médicaments. Elle partagea, pendant quelques jours, les soins et les dangers des sœurs de charité. Mais celles-ci étaient déjà alitées, elles pliaient sous le fardeau. Une d'elles était morte, les autres malades; il n'y en avait plus que trois qui se soutenaient encore. Les hôpitaux vont donc manquer même de ce secours providentiel.

La situation misérable de la ville ne pouvait qu'accroître toujours l'intensité de l'épidémie. La ville n'est qu'un amas d'ordures. Les rues sont parsemées d'animaux morts de faim. Les mulets du train avaient, dès les premiers jours, rongé, faute d'avoine, les planches des chariots. Maintenant ils se traînaient péniblement dans les rues, léchant les portes, les immondices ou la peau des animaux morts. On avait ordonné de tuer les chiens, une prime avait été accordée pour les faire disparaître; mais c'était la faim qui les tuait. Quand on trouvait des animaux de toute espèce étendus dans les rues, on les attachait par une corde et les soldats les jetaient du haut du *Corrion francese*. Une odeur fétide s'élevant bientôt de ce côté et empêchant la respiration, on s'aperçut que les animaux tombés entre les anfractuosités des rochers s'y étaient putréfiés.

Il était impossible aux barques de les tirer loin du rivage ; on ne pouvait recourir au feu, car il y avait un magasin de poudre au-dessus. Un marin se dévoua ; il se lia à une corde, et se fit descendre, restant suspendu sur un précipice. Arrivé sur les rochers, il jeta les restes immondes de tant d'animaux à la mer. En remontant, la corde craquait ; pendant quelque temps on fut dans la plus terrible anxiété; on s'attendait à le voir se briser sur les rochers.

Les cadavres ensevelis sous les mines causées par les explosions, firent entrevoir la crainte d'un plus terrible fléau. Les médecins redoutaient la possibilité de la peste. Aux premiers rayons du printemps elle pouvait germer de tant d'éléments morbides semés dans la ville. En attendant, le typhus prenait des formes toujours plus hideuses. Mais parmi les blessés et les malades, admirables de courage en face de l'ennemi, de patience dans la misère, c'était toujours le même silence, la même immobile résignation. Quand des obus pénétraient dans les hôpitaux, ceux qui en avaient la force se levaient sur leur séant pour crier: *vive le roi!* Souvent ceux mêmes qui en furent blessés poussaient ce cri national.

Les ministres, les hauts fonctionnaires, les officiers supérieurs n'ont plus d'appointements. Les premiers n'obtiennent leur frugal repas que dans la casemate royale. Les officiers sont réduits au tiers de leur solde, et par l'exiguité des ressources, jointe à la cherté des vivres, ils n'ont plus les moyens de subsister. Ils partagent les distributions du soldat. Plusieurs, atteints par la fièvre, manquent, eux aussi, de secours; ils se résignent à leur sort.

Malgré ce spectacle navrant et de tous les instants, le carnaval avait essayé de prendre ses ébats. Les soldats le célèbrent à leur façon. Grotesquement accoutrés, au son du tambour de basque, ils exécutaient à cinq ou six la danse nationale, la tarentelle. Une foule de militaires de toute arme les suivaient par les rues étroites de la place. On entonnait une chanson populaire d'autres jours. On y avait changé les paroles, dans les casernes, pour en faire une chanson de guerre contre le roi du Piémont et les Piémontais. Chaque couplet était suivi du cri de *vive le roi!* Celui qui marchait en tête de cette cohue, entendant le sifflement de quelques obus, faisait semblant de le détourner de son orbite par son éventail; les autres feignaient de le chasser avec leurs tambours à grelots. Et tout le monde de se

garer à droite et à gauche; puis, quand l'obus avait éclaté, chacun de rire, de battre les mains et de crier encore *vive le roi!*

Le chant et la danse se poursuivaient jusqu'à ce que la mascarade se fût rangée devant la casemate royale, pour y répéter ses refrains.

C'est ainsi que les soldats s'efforçaient de se livrer aux transports de leur folie volontaire. Ils en ressentaient une sorte d'action magnétique. Un passé tout récent les attirait, parce que ce passé représentait un bonheur placé hors de leur portée par le destin; mais ce rire chez quelques uns était un spasme pénible; cette danse était la danse de la mort. A côté de ces tristes joies, le feu du dehors et le fléau du dedans sévissaient avec une rapidité et une violence effrayantes.

ROME, le 1er Septembre 1861.

LA CAPITULATION

LETTRE XV.

*A Monsieur le général L***,*

VIENNE.

Le courage du roi se maintenait ferme au milieu de tant d'épreuves et de tant de dangers. Son âme était aussi intrépide devant le péril que devant le malheur. Dans ces circonstances désespérées, il donnait l'exemple d'un calme, d'une présence d'esprit, d'une égalité d'âme, d'un dévouement entier à ses devoirs. Pâle, amaigri, intéressant par l'air souffrant de sa physionomie, il rivalisait par sa tenue modeste, par sa vie frugale avec le dernier de ses soldats. Par là, il encourageait non-seulement la garnison, mais les habitants à souffrir avec lui. Il inspirait des sentiments d'admiration qui ne pouvaient qu'augmenter de plus en plus le dévouement.

La reine, sur ces rochers, régnait encore par sa beauté, les grâces de sa personne, l'élévation de son âme, une grande douceur mêlée d'une extrême sensibilité et, dans l'occasion, d'une dignité fière; mais dans toutes les situations diverses, elle restait ornée de la simplicité la plus attrayante et du naturel le plus parfait. Elle se montrait pieuse, dévouée, toujours occupée des autres et jamais d'elle-même. Elle avait refusé d'abandonner la place pour y être la première des sœurs de charité. Quand elle cessait un moment d'être la Jeanne d'Arc de la nationalité napolitaine, elle allait très-souvent visiter les hôpitaux. Elle était belle dans sa pâleur, sereine dans son affliction, modeste, comme le roi, dans ses vêtements, toujours grave et majestueuse.

Les soldats éprouvaient en sa présence une ivresse calme et profonde, et alors seulement leurs yeux se remplissaient de larmes. Quand le roi l'accompagnait dans la visite des hôpitaux, il s'approchait de chaque lit, encourageait les malades et les blessés par ses bonnes paroles. Mais il sortait de là le cœur navré : car, il était convaincu que depuis longtemps on ne combattait plus que pour l'honneur, et que désormais la défense n'avait pas besoin de se prolonger pour être honorable.

Les jours de Gaëte étaient comptés. Les parapets de plusieurs batteries du front de terre étaiont renversés. Les explosions des poudrières en avaient détruit d'autres. Les batteries qui n'avaient pas été bouleversées étaient ébréchées. L'artillerie ennemie pouvait désormais prendre à revers les défenseurs de la batterie *Regina* et le bastion de la citadelle. La place manquait tout à fait de bois propre à faire des palissades et des blindages, d'esplanades et même de leviers. On n'avait pu seulement remplacer le blindage qui avait volé en éclats devant la chambre du roi. Enfin, on n'avait plus de corbeilles pour transporter la terre. Les décombres s'amoncelaient partout. Le nombre des blessés allait augmentant : quinze cents hommes étaient atteints du typhus, et cependant plus de médicaments, plus de rafraîchissements, plus d'instruments de chirurgie. Tout était épuisé, detruit, usé. Les munitions avaient diminué par les explosions, les vivres allaient faire défaut dans quelques jours.

Néanmoins un conseil de guerre, après deux heures de délibération, avait fait prévaloir les avis héroïques. Le général Riedmatten s'était fortement prononcé pour la continuation de la résistance. Mais tout le monde était profondément convaincu de la nécessité de céder. Seulement nul ne voulait prononcer le mot de capitulation. Peut-être comptait-on que le roi refuserait le sacrifice d'un héroïsme inutile. Mais le conseil plaçait le roi dans l'alternative d'être accusé de dureté ou de découragement. Aussi, d'après l'avis de ce conseil, le roi crut-il qu'il y allait de l'honneur du drapeau, et il ordonna de résister encore.

Cependant la place était désormais entourée d'un cercle de fer et de feu. Un incendie menace la réserve des munitions, les artilleurs se dévouent et l'éteignent. Le jour suivant, le feu des assiégeants était épouvantable. Mais artilleurs, matelots, soldats, tous noirs de poudre, couverts de sang, sont résolus à mourir plutôt que de se

rendre. Le roi, les princes, les généraux sont là pour les exciter et les encourager. Le comte de Caserte dirige le feu de la citadelle qui porte avec autant de précision que de vivacité. Tout le monde se presse au poste du péril, tous se battent comme des lions. Mais les pièces de la place n'imposaient guère silence qu'aux batteries ennemies qui étaient à leur portée. Or, l'ennemi tirait de loin et en toute sûreté avec ses canons rayés.

Bientôt le feu devint écrasant. Les bombes et les obus tombent partout: Églises, monuments, maisons sont ébranlés, enfoncés. La ville souffre horriblement. Des femmes, des enfants sont écrasés dans les rues, dans les maisons, dans les caves. Des blessés sont tués dans les hôpitaux. Vers le soir du 9 février, la place avait cessé de tirer, excédé qu'on était de fatigue sinon de rage. L'ennemi même paraissait se reposer. Tout à coup, vers dix heures, un feu très-vif se fait entendre du côté de la mer. Tout le monde se lève en sursaut et court à son poste. Les batteries de la place répondent aussitôt, mais au hasard. La nuit était obscure. On suppose que l'ennemi avec l'escadre, et rasant le rivage, ose s'approcher de la brèche. Au premier cri: *l'ennemi monte à l'assaut!* succède un silence profond. Chacun ne pense qu'à son devoir. Le roi, les princes, les ministres s'étaient levés de table et avaient repris leurs épées. Sans impatience, sans menaces, on attend l'assaut, on l'espère même. Mais aussitôt on apprend que c'était une frégate venue se placer en travers pour tirer sur la brèche, où l'on supposait que la garnison travaillait. Peu après, la frégate qui avait tiré sur la berge s'en retourne à Mola; et la place reprend un silence de tombe.

Cependant toute la valeur de la garnison était désormais en pure perte. Le roi réunit son conseil: il y avait la reine, les princes, deux ministres; ce fut comme une assemblée de famille. Tout le monde sentait que c'était la dernière heure de la monarchie et de l'indépendance nationale. Tous les visages étaient tristes, tous les yeux abattus. Les cœurs avaient cette plénitude qui ôte la parole. La grande majorité des hommes possède ou peut acquérir le courage nécessaire pour se conduire bravement; mais le jeune roi avait été éprouvé tout à coup par la perte d'une couronne, par la guerre, par la ruine du royaume; il l'était maintenant par les souffrances de ses soldats. Désormais il avait assez montré cette bravoure et cette énergie qui avaient honoré la résistance. Aussi, au milieu de l'émotion géné-

rale et des pleurs des ministres, le mot fatal de capitulation fut prononcé.

Néanmoins l'ennemi, après que les conditions en étaient convenues, ne voulut pas cesser le feu. Le 12 février, le ciel étendait sur la ville son dôme d'azur sans nuage. Le radieux soleil, qui ne connaît ni vainqueurs ni vaincus, inondait de ses rayons la malheureuse ville. Le bombardement reprit tout à coup avec une nouvelle violence, et fit tout crouler dans la ville. L'ennemi faisait un sacrifice de victimes humaines aux *Dieux infernaux*. Une dernière explosion lança en l'air et précipita à la mer soldats et officiers. Les assiégeants, à Mola, battirent des mains comme à un spectacle.

Ainsi tomba Gaëte. Mais après la chute de ce boulevard de l'indépendance napolitaine, la révolution et la conquête vont s'efforcer de bâtir sur un sol jonché de ruines, sans toutefois pouvoir en réunir les débris

ROME, le 14 Septembre 1861.

LE PROGRÈS

LETTRE XVI.

*A Monsieur le duc de M***,*

GENÈVE.

Nous nous intitulons siècle de progrès, parce que nous avons découvert la vapeur et l'électricité. Mais l'histoire confirmera-t-elle ce titre orgueilleux ? Quel est donc notre progrès politique, après tant de révolutions, tant de lois éphémères et tant d'institutions aux titres pompeux ? Avons-nous gagné sur nos ancêtres en sagesse et en puissance ? Et qu'est-ce que cette unité de l'Italie, unité qui devait faire oublier les républiques de Venise, de Gênes, de Florence, et le royaume de Naples ?

L'arbre se juge à ses fruits, selon l'Evangile. L'expatriation et la réaction qu'on a appelé brigandage dans ce royaume, étaient déjà des protestations énergiques contre les chimériques avantages des annexions. Vous aviez déjà dénoncé les fusillades philanthropiques de ces proconsuls Piémontais dont le nom appartient à l'histoire, et qui resteront, grâce à vous, attachés à son pilori. Le royaume Italien devait lutter, dès le premier instant, contre les conséquences de son principe. On s'était raidi contre le royaume de Naples, qui ne voulait pas être absorbé par l'unité ; on s'était joué de tout principe ; on n'avait pas voulu se souvenir que l'existence d'un peuple doit être fondée sur sa propre conscience, et celle-ci ne se forme que par les mœurs, les traditions et l'histoire.

On a invoqué l'unité pour justifier la violence. Cependant les émeutes de Juin viennent de montrer quelles passions ardentes couvent sous la cendre. Le sang a coulé à Turin, quand à peine on a essuyé le sang versé à Gaëte et Castelfidardo. On cherche à colorer l'âpre et ardent égoïsme de Turin et son ambition locale par ses

6

aspirations vers Rome; mais c'est l'esprit municipal, éveillé partout, qui s'irrite contre la cabale Toscane. Tous aiment à se couvrir de ce voile transparent de Rome; mais allez au fond, et vous verrez sans peine à quoi l'on prétend. Rome n'aurait pas moins frappé au cœur Turin que ne le fait aujourd'hui Florence. La ville des Médicis et des Lorrains s'enveloppera, elle aussi, de ce voile dédaigneux, pour flatter les exigences municipales. Mais elle aussi ne voudra pas perdre sa domination, et elle compte sur le temps. Quoiqu'on sente bien qu'on s'est engagé dans une voie dont on n'est pas sûr, on espère arriver au moins à la crainte qui empêchera de revenir sur ses pas. C'est ainsi qu'on s'efforcera de concilier les choses inconciliables.

Florence, mon cher Duc, pourrait un jour se soulever comme Turin, ne voulant pas perdre le titre et les prérogatives de capitale. En attendant, la capitale séculaire de la maison de Savoie descend au rang d'une ville de province. Et de quelle ville encore! Mais après avoir travaillé et aspiré à s'annexer les autres parties de l'Italie, pouvait-elle se flatter de n'être pas à son tour annexée? Désormais Turin, blessée au cœur, est à même d'apprécier quelles ont dû être les douleurs de Naples, quand du rang d'une des plus splendides capitales de l'Europe, elle se vit réduite à la condition de ville de province. Ah! nous, nous seuls peut-être, pouvons comprendre les angoisses des Piémontais. Turin va devenir une ville du royaume d'Italie, comme elle l'était au temps de Berengario. Qui l'eût dit au prince Eugène, quand il délivrait la patrie de Pietro Micca du siége mémorable des Français!

Dans peu de temps, c'est la loi Pica qu'on va appliquer à la maison de Savoie. A Rome même elle aurait été condamnée au *domicilio coatto*. Elle aurait été séparée de son sol et de ses racines; elle y aurait été enveloppée par la révolution cosmopolite, pour apprendre bientôt que *du Capitole à la roche Tarpéienne il n'y a qu'un pas*. C'est que les auteurs d'une révolution commencent par être coupables et finissent par être victimes.

Le roi Victor-Emmanuel ira chercher, souvent peut-être, dans le palais Pitti le repos dont il jouissait dans le château de Moncalieri. Mais il ne le trouvera pas plus qu'il ne l'a trouvé dans le palais des rois de Naples, et dans les lieux enchantés de Portici ou de Caserte. Il doit s'apercevoir qu'il a été entraîné sur une mer sans rivages. Le voilà, depuis le sang versé à Turin, triste et fugitif, ce roi naguère

triomphant et populaire. L'équilibre ne lui sera plus possible ; il versera du côté où il a penché, et ne s'en relèvera plus. Tant qu'il a marché avec la révolution, il a joui d'une popularité d'emprunt. A présent il doit commencer à s'apercevoir qu'on s'était servi de lui comme d'un instrument de transition, instrument que l'état de l'Europe rendait encore indispensable. Mais quand il a voulu rompre avec la révolution à Aspromonte, quand le sang a été répandu à Turin, cette jeune royauté a tout à coup vieilli. Une révolution qui avait beaucoup d'ambition et ne craignait pas les aventures, une habileté ministérielle sans scrupules ne pouvaient pas se laisser tempérer par une royauté qui n'était pas sans reproches. Elle ne ralliera plus derrière elle ni ceux qui veulent marcher, ni ceux qui pensent être allés déjà trop loin, et elle se trouvera toujours en face des partisans politiques et religieux des régimes déchus. Désormais elle ne fera plus rien, et tout en respectant matériellement les chambres, elle ne pourra y puiser aucune inspiration. La révolution, et le jour n'est pas loin peut-être, la regardera avec méfiance ; à la méfiance succedera le mépris. Nous autres, nous la regarderons désormais avec une amère tristesse. Le jour où une révolution enchaîne une maison royale à son char, elle la perd à jamais.

En attendant, la révolution italienne entre dans une phase. Cette royauté, reconnue de fait jusqu'à présent, signe maintenant une convention qui la fait reconnaître de droit : mais cette convention ne serait-elle pas le commencement des expiations? Le roi d'Italie abandonnant le trône sur lequel s'assirent ses ancêtres glorieux, la révolution ne voudra pas renoncer à Rome; car ce serait briser l'unité. D'un autre côté, la politique de la France ne peut pas abandonner Rome : c'est pour elle une politique traditionnelle. Cette politique doit concourir de tous ses efforts au maintien de la souveraineté pontificale, et refouler par la force morale et, au besoin, par les armes, les empiétements et les agressions de la révolution. Bientôt on devra se rendre à l'évidence. Nul ne sait ce que l'avenir réserve aux nations. Mais depuis le transfert de la capitale, les émeutes de Turin, le sang versé, là, comme dans le royaume de Naples, les Italiens ne sont plus une nation, mais plus que jamais un assemblage de gens se détestant entre eux, en attendant le jour où ils pourront s'entr'égorger.

Rome, le 29 Septembre 1864.

L'INDÉPENDANCE

LETTRE XVII.

*A Monsieur C***, sénateur,*

MADRID.

A la chute du royaume d'Italie, en 1814, s'était répandue et enracinée une opinion qui était une réaction de l'assujettissement à l'Empire français ; on invoqua l'indépendance italienne. On était humilié que l'Italie ne jouât pas de rôle dans la politique générale de l'Europe. Il est vrai, disait-on, que l'Italie n'est plus cette république de princes, ayant toujours des prétentions les uns contre les autres, entretenant une guerre tantôt sourde, tantôt éclatante et nourrie par les intérêts opposés. Mais les aigles latines où sont-elles ? L'Italie porte toujours dans son sein tout ce qui doit soutenir sa politique. Elle a l'unité de religion (ce qui n'existe pas partout ailleurs), celle de la langue, de la littérature et de l'histoire. Elle a toujours le génie des sciences, des lettres et des arts ; elle a montré sa valeur sur tous les champs de bataille de l'Europe.

Dans cette idée de l'indépendance il n'y avait pas cependant le germe de l'unité de l'Italie. On voulait l'autonomie des différents Etats de la Péninsule. L'opinion des écrivains était que l'action intelligente des gouvernements pût développer efficacement les conditions du bien-être et de la force du peuple italien. C'était l'esprit de conciliation, qui est indispensable pour le gouvernement de sociétés aussi complexes que nos grandes sociétés modernes. On voulait des réformes, mais non le renversement de tous les rapports établis. Les conspirations militaires de 1820 et 1821, les troubles de l'Italie centrale dix ans après, en furent la preuve évidente.

Cette pensée de conciliation possible, fondée sur l'ordre et la fédération, avait tâché, jusqu'en 1848, de raffermir la confiance publique à travers l'incertitude des idées et l'instabilité des événements. On regardait l'Eglise comme un moyen puissant pour la régénération italienne, comme elle l'a toujours été. On voulait à la tête de la fédération le Souverain Pontife, représentant de la civilisation introduite dans le monde par le christianisme. Par là, on ressuscitait le parti des Guelfes.

Malheureusement l'ambition de la maison de Savoie en fut excitée. Elle voulut s'emparer de cette idée et se poser comme la promotrice de l'indépendance.

Le Piémont avait occupé la place laissée vide par la chute des ducs de Milan. Les montagnes, l'aspect général du pays, le courage des habitants, lui assignèrent son rôle entre la France et l'Autriche. De là toute l'histoire et les malheurs de cette contrée. L'agrandissement du Piémont, en 1815, n'avait été inspiré que par la jalousie contre la France, à qui il devait fermer les Alpes et les plaines de la Lombardie. Mais la maison de Savoie, surtout depuis la révolution de Juillet, ne voulait plus être exposée à la conséquence forcée de sa position géographique et politique.

La révolution cependant lui gardait ses rancunes de 1821. Elle tournait encore ses regards vers Naples. En 1831 l'insurrection des Romagnes ayant éclaté, on avait offert au roi de Naples le rôle ambitionné par le Piémont. Ce fut sur le refus de Ferdinand II qu'elle se tourna vers Charles-Albert. Après la mort du duc d'Orléans, la fin supposée alors prochaine du roi Louis-Philippe, le levain de la sédition et la faiblesse d'une minorité en France, relevèrent les espérances du parti unitaire en Italie. Mais c'était encore une opinion qu'on n'osait pas avouer ; on ne respirait pas encore la faction ; il n'y avait pas d'accord établi entre la société visible et les sociétés secrètes. On marchait avec beaucoup de précautions. On faisait circuler une médaille sur laquelle était représenté l'ancien lion de l'écusson de Savoie, tenant une aigle entre ses griffes, avec le mot *j'attends*. Dans quelques discours, dans quelques brochures, on déclarait qu'aucun Italien n'était étranger à la maison de Savoie, la seule qui fût d'origine italienne.

C'est ainsi qu'on allait peu à peu ouvrir les écluses au flot révolutionnaire. Les autres gouvernements de la Péninsule n'en parais-

saient pas inquiets. C'est qu'ordinairement le calme de la surface nous fait perdre de vue ce qui s'agite dans les couches inférieures. On s'en fiait, peut-être, aux grandes puissances intéressées au maintien de l'équilibre européen. Néanmoins on remarquait un éloignement prononcé entre la cour de Naples et celle de Turin. L'Autriche, de son côté, se tenait circonspecte. Voyant que la maison de Savoie voulait entraîner les autres princes italiens à tourner comme satellites autour de l'astre piémontais, elle se préparait à la lutte. Elle ne supposait pas la possibilité de l'unité; mais elle était persuadée que sous Vérone, ancien théâtre de ses luttes avec la France, elle serait bientôt appelée à combattre.

La guerre et la révolution ayant éclaté en 1848, l'antagonisme entre Naples et Turin se manifesta ouvertement. Le Piémont ne voulut pas se lier pour la guerre de l'indépendance; à Naples on sentait qu'on n'avait aucun intérêt à aller au secours de l'ambition piémontaise. Le Piémont aurait dû voir qu'il ne pouvait avoir deux guerres sur les bras, lorsqu'il n'était pas en état de suffire à une seule. Mais à Turin on parut convaincu qu'une couronne ne coûtait que la cérémonie de la placer sur une tête. Le duc de Gênes attendait un signe de son père, pour aller jouer à Palerme le rôle que le duc de Guise, deux siècles auparavant, avait joué à Naples.

On sait le travail du Piémont pour se relever du désastre de Novare. Sa politique avait besoin du patronage de la France, elle voulait aussi se faire un appui de l'Angleterre, et se flattait d'empêcher la révolution de la déborder. Mais elle n'était nullement décidée à braver les dangers de l'anéantissement des Etats italiens. On était loin de penser que Turin pût en peu de temps devenir la capitale des annexions éventuelles. La guerre de Crimée et le congrès de Paris permirent au Piémont de se donner les apparences d'un dévouement tout désintéressé et même héroïque. Il mit en avant la question de la nationalité, qu'il disait être le sentiment le plus noble des Italiens. Mais le cabinet de Turin était alors si loin de rêver l'unité de l'Italie, qu'il travailla, peu après, à une combinaison révolutionnaire qui devait la rendre impossible. Il envoya une députation d'émigrés Napolitains à Aix-les-Bains pour s'entendre et se concerter avec un prince français qui affichait des prétentions au trône de Naples. Ce fut le comte de Cavour qui fournit à ces émissaires l'argent et les instructions, et ce fut aussi de la légation sarde à Naples que partirent, dès ce moment,

toutes les excitations pour agiter le royaume. Les regards avides du Piémont se tournaient seulement vers la Lombardie. Ils se plongeaient, pleins de colère, dans les horizons méridionaux, parce qu'ils y trouvaient un fort adversaire placé devant lui. Aussi tous les complots tendaient-ils à exciter une révolution dans l'intérêt d'un prétendant inconnu, qui, dès lors, ne pouvait y trouver des conditions favorables. Dans tous les cas, c'était implanter dans le midi de l'Italie l'influence et peut-être la domination française ; c'était ramener les complications du commencement du siècle.

Mais ce fut après la guerre de 1859 et le traité de Villafranca que le Piémont se montra ce qu'il avait toujours été, au dire de l'histoire, le plus traître des alliés et le plus incommode des voisins. Les luttes parlementaires et politiques lui avaient déjà donné une influence qui s'étendait au-delà de ses frontières et rayonnait dans la Péninsule. Maintenant le rôle qu'il venait de jouer dans la guerre le plaçait plus que jamais en évidence et dans une situation hostile en face de Rome et de Naples. Il va donc se mettre à la queue de la révolution pour piémontiser l'Italie, et sa politique devient très-accusée et très-persévérante, sinon très-honnête et très-honorée.

Mais depuis qu'on a prononcé le mot l'*Italie est faite*, a-t-on conquis l'ordre qu'engendre le jeu régulier des institutions, et d'où naissent à la fois la réussite et le progrès ? L'italie est-elle plus forte, plus indépendante depuis qu'on a donné au parti unitaire les moyens de mettre en mouvement tous ses ressorts ? A-t-on éveillé un génie plus ardent et plus belliqueux ? Depuis que la maison de Savoie représente la tête et l'espoir de la patrie italienne, la Péninsule est-elle plus tranquille au-dedans et plus respectée au-dehors ? Jouit-elle d'une indépendance différente de celle du royaume d'Italie du commencement du siècle ? Ce royaume italien pourrait-il, avec son indépendance, maintenir même sa neutralité, se ménager les profits de la paix, ou jeter l'*épée italienne* dans la balance et profiter des chances d'une guerre européenne ? De nos jours, d'ailleurs, on a souvent vu se renouveler l'exemple du prince de Conti, de Stanislas Leczinsky et de ce Théodore qui finit par avoir recours à l'humiliante générosité de lord Walpole. On ferme trop volontairement les yeux, et on oublie que la révolution est un Mahométisme politique, toujours impitoyable envers ceux qui, après l'avoir aidé, lui résistent.

LA FORCE

LETTRE XVIII.

*A Monsieur le Colonel S***,*

PARIS.

Quand le monde, comme au cinquième siècle, n'a plus de force que pour détruire, quel pourrait-être l'appui de la société? Et qui est capable de porter le poids d'un Etat qui croule, quand on voit la destruction certaine par la révolte ou par l'épée? C'est l'armée. Entre le désespoir et le découragement, abimes creusés par une catastrophe sociale, on n'a d'appui que dans l'armée, uniquement dans l'armée.

Cependant l'unitarisme a prétendu se donner pour le vengeur de l'Italie, humiliée toujours par les armes étrangères. L'Italie n'était pas, disait-on, un monde sans soleil, mais le soleil y était sans force. Les gloires de l'Italie avaient disparu, et quels abaissements n'avaient-elles pas laissé derrière elles? C'était la décadence militaire et politique qui affligeait surtout les unitaires. Qui aurait pu blâmer l'ardeur de ce patriotisme? Tout homme doit être jaloux de la grandeur et de la dignité de sa patrie; mais il était clair que la révolution, par ses regrets, se fardait devant la postérité et l'histoire. Elle reniait même l'histoire et un passé glorieux.

Etait-il donc vrai que l'Italie n'eût guère d'autre force qu'un faux sentiment d'orgueil? L'Italie n'avait-elle pas des armées suffisantes, sans écraser comme aujourd'hui les finances italiennes?

Gênes et Venise avaient jadis dominé l'Orient par leurs flottes

comme par leur commerce. Les escadres de Gênes s'étaient, une fois, hasardées à menacer les côtes de l'Angleterre. Venise résista seule et pendant des siècles à l'empire Ottoman. Un empereur d'Allemagne avait fui devant les armes italiennes. Charles VIII, de France, avait été obligé d'abandonner l'Italie plus rapidement qu'il ne l'avait traversée. Les Italiens, et surtout ceux du royaume de Naples, avaient combattu glorieusement sous les Normands, sous les Aragonais, et plus tard sous les étendards de l'Espagne, dans les Pays-Bas et dans la Catalogne. Alexandre Farnese, Vasto, Cantelmo, Poderico étaient les premiers généraux de leur époque. Le Piémont, quand il se contentait d'être un royaume modeste, mais bien gouverné, avait des troupes excellentes, surtout une bonne artillerie. Il avait contribué à tenir tête à Louis XIV; la patrie du prince Eugène fut sauvée alors par un siége mémorable. Le royaume de Naples comptait parmi ses gloires le siége de Messine, la bataille de Bitonto et celle de Velletri. Dans les temps plus récents, Naples opposa une résistance obstinée aux Français, soutint un siége mémorable à Gaëte et à Civitella del Tronto, combattit vaillamment à Campotenese, à Sainte-Euphémie et à Mileto. Sous l'Empire, les légions Napolitaines avaient lutté avec gloire dans le Tyrol, en Espagne, en Allemagne. En Espagne, elles combattaient contre leurs propres frères qui y venaient de la Sicile, amenés par les Anglais. Dans la bataille même de Macerata, les Napolitains avaient lutté un contre trois pendant trois jours. Et l'Italie avait perdu, depuis des siècles, le souvenir d'une bataille de trois journées. L'armée italienne des autres Etats, tirée de la patrie des Sforza, des Colonna, de Fernucio, de Montecucculi, le Végèce italien, avait combattu vaillamment en Espagne, en Lombardie, et jusque sur les rives de la Moscowa. De nos jours il y eut encore de belles pages de guerre à Goïto, dans la prise de Messine et de Catane, et dans la défense de l'armée napolitaine depuis le Volturne jusqu'à Gaëte.

Ce n'est donc pas le manque de valeur, la faiblesse militaire ou la division géographique des Etats qui a souvent perdu l'Italie; c'est la discorde politique, c'est la jalousie excitée et entretenue par l'étranger, et qu'une fédération solide pouvait faire disparaître. Il y avait l'exemple de la Suisse qui était assez proche. L'Italie, d'ailleurs, était, par sa situation péninsulaire, bien plus en dehors des querelles européennes que la France et l'Allemagne. Et même au milieu des

guerres qui la dévastaient, elle régnait toujours par la religion, les lettres et les arts.

Or, voilà cinq ans qu'on a substitué l'unité à l'union possible, et grâce à l'audace des usurpations, on a institué cette unité par le fer, par le feu, par la ruine. Toutes ces nationalités séculaires, jadis rivales de gloire, ont été absorbées l'une après l'autre par la trahison et écrasées ensuite par la force brutale. Les grandes capitales ont été réduites à n'être plus que des préfectures sous des proconsuls déconsidérés. On a rempli les prisons, on a relégué les suspects, on a brûlé des villes, on a désolé les campagnes. On a demandé une popularité facile à des opinions qui voulaient être flattées et peut-être perverties. Dans les temps de révolution, les esprits veulent être agités plutôt que rassurés, étonnés plutôt que satisfaits. Et la force ? L'armée et la marine ont surpassé de peu les armées et la marine des sept Etats préexistants. Mais est-elle mieux organisée cette armée, plus instruite, mieux habillée et animée d'un meilleur esprit ? La dignité et la grandeur qui étaient le dithyrambe sacré des unitaires, où sont-elles ? Ne pourrait-on pas leur demander désormais : — *Qu'avez-vous fait de l'Italie ?*

Rome, le 15 Octobre 1864.

LA DISCORDE

LETTRE XIX.

*A Monsieur le Colonel S***,*

PARIS.

Les Piémontais ont toujours été un peuple dévoué et brave. L'armée fut souvent malheureuse, mais toujours vaillante. La position du Piémont entre la France et l'Autriche et les guerres fréquentes occasionnées par les jalousies de ces deux puissances ont beaucoup contribué à entretenir l'esprit militaire du pays. Mais où est maintenant l'armée piémontaise? On l'a dissoute, on l'a fondue dans l'armée italienne. L'aristocratie s'en est retirée; le peu de représentants qu'elle y compte vivent isolés. Ce sont des individualités, ce n'est plus un corps dont l'honneur plus que l'argent est chargé do payer les services.

Les bases de l'armée italienne sont d'autant moins solides qu'elles sont plus étendues. Voyez cette maison militaire du Roi : elle compte neuf lieutenants généraux, deux majors généraux, vingt-cinq aides de camp, et quatre-vingt-onze officiers d'ordonnance (1). Voyez le génie qui n'a pas moins de quatre lieutenants généraux, neuf majors généraux, seize colonels, treize lieutenants-colonels, trente-huit majors. L'artillerie a onze lieutenants généraux, huit majors généraux, vingt-quatre colonels, quatre-vingt majors et deux cents quatre-vingt-onze capitaines pour six régiments. Enfin, il a six généraux de corps d'armée, soixante-treize lieutenants généraux, quatre-vingt-un majors généraux. En dehors de tout cela, on a vingt-

(1) C'était ainsi selon l'*Almanach militaire de* 1864; maintenant on a réduit la maison du roi à vingt-trois personnes, dont un aide de camp lieutenant général, deux lieutenants généraux, deux majors généraux, un colonel, etc.

cinq lieutenants généraux à la retraite, soixante-quatre majors généraux. Tous les généraux, tous les colonels des provinces annexées qui ont été mis au repos, ne comptent pas sur les rôles. Trois à quatre seulement ont été retenus en activité. C'étaient les artisans de la trahison et les héros du serment violé.

Ajoutez à ces états-majors plus de quatre cents employés du ministère de la guerre et une intendance militaire, avec neuf cent vingt-sept individus de tous grades en activité.

Les éléments de l'armée piémontaise ont été dispersés dans les rangs d'une armée plus nombreuse, mais qui n'en est ni plus unie, ni plus compacte. On a donné de l'avancement aux anciens sous-officiers, même dans les armes spéciales. On a jeté dans les rangs et dans tous les grades les aventureux compagnons de Garibaldi, qui n'ont été élevés qu'à l'école de l'insurrection. Il en est parmi eux qui n'ont pas même affronté ces dangers. Tel qui a rang de général a soigneusement évité, quoique lieutenant dès l'origine, de s'exposer aux rudes épreuves de la guerre. Tel autre général ne s'y est préparé que par le métier de folliculaire. Plusieurs n'ont eu également que l'éclat de la poltronerie. Il en est un qui n'a d'autre titre que d'avoir renoncé aux fonctions du sacerdoce, un autre d'avoir été apothicaire. Parmi les officiers supérieurs on trouve même un cuisinier.

Cet élément révolutionnaire entretient encore dans les rangs les soupçons, les jalousies et la discorde. Rien n'égale la morgue des officiers piémontais et leur mépris pour les nouveaux arrivés. Rien ne peut exprimer le dépit concentré de ceux-ci contre leurs orgueilleux camarades. L'aristocratie piémontaise se retire du service, froissée surtout de ce contact. Ce qui en reste est haï par l'élément démocratique. Mais c'est dans les rangs inférieurs, c'est parmi les soldats, sortant des classes populaires, et qui gardent plus longtemps l'esprit d'une nation, qu'il faut étudier l'armée italienne. Les vieux soldats de l'armée sarde n'estiment pas les officiers des autres Etats de l'Italie. Les officiers seront braves, selon eux, mais quel drapeau les trouvera fidèles? Les vieux Sardes affichent un grand mépris pour ceux des officiers napolitains qui furent traîtres à leur roi. On se souvient du cri de réprobation qui accueillit les nominations de M. Nunziante et de M. Pianelli aux grades de généraux de l'armée italienne. Le ministre de la guerre dut s'en justifier à la tribune et ne le fit qu'en aggravant, s'il était possible, la conduite de ces géné-

raux. Ils avaient rendu, disait-il, de biens grands services à la cause de l'Italie.

C'est ainsi que la plupart des officiers qui avaient forfait à l'honneur militaire, voyant leur position intolérable, ont demandé et obtenu leur retraite. Aux autres, on la donnera, et malgré eux, avec le temps. Il n'y a que ceux qui suivirent leur roi et le défendirent jusqu'au dernier instant, qui obtiennent de la considération. Mais ceux-là aussi inspirent de la défiance au gouvernement et n'obtiendraient pas la confiance de leurs soldats.

ROME, le 28 octobre 1864.

LES BATONS FLOTTANTS

LETTRE XX.

*A Monsieur le Général ***,*

PARIS.

L'armée italienne, en 1863, Monsieur le Général, n'était forte que de 273,044 hommes, et le ministre de la guerre comptait beaucoup, paraît-il, sur les réserves. L'armée active ne figurait que pour 234,726 hommes. Or, les différentes principautés italiennes avaient des armées effectives dont la somme totale s'élevait à 233,768 hommes, mais qui étaient tous sous les drapeaux. L'armée italienne donc n'est guère plus nombreuse et coûte néanmoins bien davantage. On a osé faire débiter par la presse qu'à présent l'armée compte 374,134 hommes, selon les rapports officiels. La garde nationale présente un effectif de 1,230,988 avec une réserve de 766,452, dont 728,216 mobilisables. Mais on connait la fable des bâtons flottants. L'armée a été dernièrement diminuée, et on a commencé par dissoudre le corps des vétérans, composé d'anciens soldats napolitains.

Oserait-on se flatter de tromper l'Europe par ce mirage? Le tiers de l'armée italienne se compose de jeune soldats, parlant tous une langue différente; ils ont des traditions, des affections, des intérêts divers. S'il est vrai que la valeur est tout entière dans l'état moral du soldat, comment a-t-on su provoquer l'énergie morale de ces soldats? Quand on les mènera au feu, auront-ils tous présente à leur pensée une même patrie? Non, ce sera une patrie différente, regrettée et qui ne peut être oubliée. Si le gouvernement italien avait été intelligent et animé de véritable patriotisme, son premier soin devait être de calmer les esprits, d'effacer les dernières traces de la lutte,

d'éteindre chez les vaincus l'amer souvenir de leur défaite, d'éveiller ce sentiment de solidarité et d'unité nationale, lien moral et vie même de l'armée italienne. Mais, loin de là, il sema du premier instant, dans le royaume des Deux-Siciles, la défiance et la haine par l'orgueil et le mépris. Aussi il y a maintenant quatre-vingt mille Napolitains qu'il faut compter seulement pour s'en garder. Le gouvernement italien n'a pas osé en former des régiments, de même qu'il a dissous la division toscane. Il n'aime pas qu'on jette des pierres dans l'eau de sa source. Il a confondu toutes les nationalités, surtout il a disséminé les Napolitains dans tous les vieux corps piémontais; il n'a pas formé les soldats de seconde catégorie dans les provinces méridionales. Les recrues ont été envoyées dans les places fortes, soumises à des instructeurs piémontais et traitées fort rigoureusement. La législation est barbare, comparée aux Codes napolitains. Pas une armée au monde n'a de règlements plus durs. On attache les soldats, pieds et poings liés, à un poteau, on les y condamne au pain et à l'eau. Dans tous les corps de garde on voit suspendues des chaînes; les piquets même des officiers en sont surchargés, comme une cour de justice au X[e] siècle. Cette discipline de fer est appliquée sans merci aux Napolitains. C'est qu'on ne peut pas rapprocher les deux pôles.

Les Ilotes sont toujours groupés entre eux. Ils se refusent à toute liaison avec leurs camarades, ils n'en comprennent pas le langage et n'en sont pas compris. Les *turcos* de l'armée italienne payent de haine le mépris qu'on affecte envers eux. Ces soldats, habitués à un régime plus généreux, jadis si bien vêtus, si bien nourris, s'indignent de se voir condamnés à une nourriture rebutante et à n'être couverts que de haillons. Ils sont contraints de s'ensevelir dans cette inexorable capote, qu'on leur impose même en été et sous le soleil de Naples.

C'est une chose touchante, mon Général, de retrouver chez les soldats napolitains une foi inébraulable à la résurrection de leur patrie. Ecoutez leurs chants! Ce sont les chants de leurs montagnes, ce sont les souvenirs de la patrie absente. Le chant est une passion innée chez le peuple napolitain. Il éclate souvent comme le cri de l'âme, de la source intime de ses sentiments. Maintenant, de même qu'au commencement du siècle, les chants sont les seuls interprètes des sentiments du peuple. Or, il est aisé de juger, par ces chansons

que les soldats ont apportées de leurs hameaux, quel trésor de sentiments haineux fermente dans le cœur de ces braves opprimés.

Interrogez ces soldats pâles et mal vêtus, approchez-vous du factionnaire qui se promène sur les murs d'Alexandrie et de Gênes, et ils vous repondront par des sonpirs étouffés ou par des menaces contre leurs oppresseurs. Ils vous demanderont aussitôt, les larmes aux yeux, des nouvelles du roi, et leur roi c'est François II.

La défiance entre ces soldats et le gouvernement est mutuelle. On vient d'ordonner une levée de cinquante-cinq mille hommes, et on a licencié les soldats de la première catégorie napolitaine, bien que le temps de leur service ne fût pas encore achevé. On préfère les conscrits aux hommes aguerris qui ont appartenu à l'ancienne armée. Le gouvernement a des doutes sur la fidélité des soldats des provinces annexées ; mais il a la certitude que les Napolitains attendent, en frémissant, la gnerre pour tourner leurs armes contre l'unité. On retient sous les drapeaux les soldats du vieux Piémont et les Lombards qui viennent de l'armée autrichienne. Mais on n'ose pas encore organiser la seconde catégorie des conscrits du royaume de Naples. Au sein du Sénat, le ministre de la guerre, della Rovere, a déclaré que quatre-vingt mille hommes de l'ancienne armée napolitaine avaient refusé de servir sous les drapeaux de l'unité. C'était presque le chiffre total de l'armée au moment de l'invasion de Garibaldi, et aussi presque le double de celle qui avait combattu au Volturne et au Garigliano.

ROME, le 10 novembre 1864.

LA DÉSERTION

LETTRE XXI.

A Monsieur le Général ***,

PARIS.

Il n'y a pas encore d'effectif réglé dans l'armée italienne, mais on n'admet presque pas d'autre cause de libération que l'impossibilité physique de servir. L'exemption exige 3,300 francs, de sorte que très-peu de jeunes gens échappent à la conscription. Et cependant on a encore inventé cette mesure si odieuse au sentiment chrétien, si contraire à la loi de l'Eglise, si opposée à toutes les législations, même à celles qui sont les moins favorables au catholicisme, l'enrôlement des clercs.

Aussi le service est-il en horreur. Le nombre des réfractaires est incroyable. On en compte, selon le ministre, 69,042. En Sicile, c'est presque le 57 pour cent, ou le 45, suivant le général Bixio. La proportion est de 37 dans les provinces de terre ferme, et de 40 dans les Marches. La seule ville de Palerme en avait plus de quatre mille.

La désertion est aussi épouvantable. Les déserteurs, selon les tableaux officiels, s'élevaient dernièrement au chiffre de 16,225 (1). En 1865, quatre mille, tous Napolitains, passaient de la Lombardie dans l'état de Venise. Il y en eut même qui osèrent franchir les Alpes à pied, pour se réfugier en France ou en Suisse. Ce qui arrive

(1) Le mal a empiré depuis 1865. D'après le rapport tout récent du général della Torre, du 1er Octobre 1866 au 30 Septembre 1868 il y eut 10,133 déserteurs; mais après l'amnistie combien étaient-ils, et combien en reste-t-il encore? Ceux qui désertèrent dans la même période furent au nombre de 5,514, dont 169 se suicidèrent, et *cinq mille dix-huit* furent condamnés *à la réclusion*.

journellement, c'est que les déserteurs se hasardent à traverser l'Italie dans toute sa longueur pour se rendre à Rome. Ils désertent de Pignerol, de Fenestrelle, de Cuneo, et ils n'échappent aux dangers de la route que par l'assistance des paysans des Romagnes et de la Toscane. On en cite quatre qui rôdèrent égarés plusieurs jours aux environs de Pise. Il y en a qui, de la Sicile, se jettent en Afrique au moyen de frêles embarcations. Un sous-officier qui avait subi quatre ans de prison pour désertion, profita du premier jour de sa libération pour déserter encore de Livourne et se rendre dans l'Etat pontifical. Ces déserteurs arrivent à Rome les vêtements en lambeaux, accablés de fatigues, mourant de faim. Mais on les occupe aussitôt à bâtir des casernes, à ouvrir des routes, et ils se montrent joyeux et reconnaissants. Ils se sentent auprès du roi.

Ces désertions menaçant de s'accroître de plus en plus, le ministre de la guerre a demandé au Parlement la prolongation des lois exceptionnelles de 1862. Bientôt il aura recours, comme alors, à la garde nationale pour surveiller l'armée de ligne.

Sous la monarchie légitime, Général, depuis longtemps l'armée napolitaine n'avait presque plus de déserteurs. Sur seize mille hommes réunis dans les Abruzzes, en 1859, malgré toutes les séductions de la révolution, on ne compta que trois désertions; et encore les trois hommes se présentèrent quelques jours après. Depuis le commencement de la révolution en Sicile, jusqu'à la retraite sur le Volturne, en dépit de l'exemple donné par la légion étrangère, et plus tard par quelques officiers napolitains, il n'y eut pas non plus de désertions. Les débandés des Calabres, eux-mêmes, à travers mille dangers et en proie aux plus grandes souffrances, rejoignirent peu à peu leurs drapeaux. Le 1er de ligne, dissous après la capitulation de Villa San Giovanni, en Août 1860, était déjà, en Septembre, complétement réformé, avec les mêmes soldats, dans les murs de Gaëte.

Et ce n'est pas seulement par les désertions qu'on voit la répugnance des Napolitains. Dans tous les temps les volontaires avaient été nombreux dans l'armée. Vers le milieu de 1848, il s'en présenta plus de cinq mille. Ils furent plus nombreux encore en 1859, quand la guerre eut éclaté en Italie. Et maintenant, en quatre ans, dans la ville si populeuse de Naples, qui a tant d'ouvriers jetés sur le pavé, l'armée italienne n'en a recruté, d'après les tableaux officiels,

que quatorze, et pas un seul dans les provinces ! Quand ce ne serait pas par répugnance nationale, on serait naturellement peu porté à ce sacrifice de onze années, les plus belles de la vie, pour aller se soumettre, dans les lugubres casernes du Piémont, à une discipline d'une implacable sévérité.

A la tribune de Florence, quand on parle de l'armée italienne, on a coutume de faire sonner bien haut ses triomphes prochains ; mais c'est qu'on veut cacher la triste vérité à l'Europe ; autrement il faudrait avouer officiellement la faiblesse du nouvel Etat. Mais on connaît parfaitement à l'étranger, les éléments disparates dont l'armée italienne est composée. On sait que les cent vingt mille hommes qui occupent le royaume des Deux-Siciles sont démoralisés par ce qu'on appelle le brigandage, qui renaît sans cesse de ses cendres. On n'ignore pas davantage la force de l'élément garibaldien, et les corruptions du mazzinisme. Lors du second débarquement de Garibaldi en Sicile, vingt-six officiers et plusieurs sous-officiers refusèrent de se battre. Après Aspromonte il fallut les juger et les condamner. On en est donc encore à se demander ce qui serait advenu, si Garibaldi se fût emparé de Naples.

On ne compte pas beaucoup sur les talents des généraux et des chefs de corps. La plupart de ceux-là même qui ont fait la guerre ne s'y sont trouvés que dans des grades subalternes. On ne compte même plus sur la vigueur de la discipline, depuis qu'on à lâché le frein à l'arbitraire. Il ne saurait plus y avoir de discipline dans une armée a laquelle on a permis les violences de tout genre ; et lorsque dans le royaume des Deux-Siciles la vie et la propriété, depuis quatre ans révolus, dépendent du caprice d'un soudard ivre et en colère. Partout il y a des commandants qui se permetteut de faire des lois menaçant de peines sévères et le plus souvent de la mort. Ce sont des chefs de détachements qui, au gré de leur arbitraire, proclament l'état de siége. Ce sont des officiers supérieurs qui exigent des autorités judiciaires l'impunité des soldats coupables de meurtre, ou qui les absolvent pleinement d'eux-mêmes et de leur autorité privée. La conscription peut aujourd'hui s'appeler doublement l'impôt du sang. On l'a exécutée avec des tortures à faire frémir. On a fait marcher partout des soldats pour assiéger des villes. Là un commandant bloque une localité et laisse les habitants mourir de soif jusqu'à ce qu'ils amènent d'eux-mêmes les conscrits. Ici un simple officier brûle une

maison de campagne avec ceux qui y résident, parce qu'on ne lui a pas ouvert la porte.

Ces étrangers ne sont que des oppresseurs devant lesquels les meilleures raisons sont mauvaises, et le patriotisme même est un crime. Dans les villes, ce sont des officiers, ce sont des carabiniers qui frappent à coups de bâton ceux qui doutent de l'unité. Ce sont des militaires qui, tantôt battent, de gaîté de cœur, les gardes nationaux, tantôt chassent du théâtre des citoyens inoffensifs, ou qui soufflètent des parents, des curés, lorsque les uns essaiont de défendre leur honneur outragé, ou que les autres veulent s'opposer à de criants scandales. Partout à la recherche d'un réfractaire, ils arrêtent des maires, emprisonnent des conseillers municipaux, extorquent de l'argent, ou exigent des indemnités. Bien des officiers, trop lâches pour manier l'épée du soldat, emploient fièrement la hache du bourreau. Et même cette hache, on la traîne dans la boue.

Dans les campagnes du royaume de Naples, les officiers, et parfois de simples sous-officiers, ont fait fusiller, hacher à coups de sabre, par douzaines, des laboureurs et même des prisonniers. On a brûlé des chaumières, incendié des hameaux. Ces militaires, indignes d'un tel nom, sont impassibles, comme jadis les instruments de torture. Or, la discipline peut-elle exister quand on laisse commander la force brutale, et quand dans une armée la justice n'est plus qu'un mot ?

Aussi, Général, tandis que le Piémont, en 1848, avec une armée de moins de cinquante mille hommes, osa attaquer les Autrichiens, le royaume italien, avec son armée quadruplée, ne l'oserait plus aujourd'hui. C'est qu'il sent le sol mal assuré sous ses pieds ; c'est qu'il sait bien que l'armée italienne n'a pas en elle-même cette force intime, ce lien moral que lui donnerait la conscience d'une bonne cause.

Rome, le 2 Février 1865.

LA FATALITÉ

LETTRE XXII.

*A Monsieur le Général ***,*

PARIS.

La révolution, depuis bientôt cinq ans révolus, a fait partout le vide pour commencer la ruine des princes et aboutir au malheur des nations. L'armée italienne, armée hybride, rongée au cœur par les divisions nationales et politiques, par le mécontentement et l'indiscipline, manque de tous points d'appui. On n'a rien fait pour lui donner ou pour compléter son matériel. On a abusé, même en cela, de la crédulité des peuples. On a fait une exhibition de la flotte à Naples, tandis qu'elle était mal équipée et dépourvue d'artillerie. On n'improvise pas, en effet, des escadres. On a étalé, dans une revue à Milan, trois cents pièces de canon, mais on n'avait pas de chevaux pour dix batteries. On cherche à en imposer ; car on sent qu'après avoir armé des hommes, on n'a pas une armée ; on veut cacher cette vérité aux yeux du monde ; mais déjà on entend des cris de détresse. Le général Bixio, chef d'origine garibaldienne, a déclaré lui-même qu'il ne pressentait que des désastres.

On est donc arrivé au point où l'on dit le mal, où on le signale, mais où l'on ne peut plus le guérir. Récemment encore le ministre de la Guerre a invité, par une circulaire, les officiers et les soldats de la gendarmerie à serrer leurs rangs, à ne pas déserter le drapeau national. Il a fait interroger les officiers qui auraient désiré la disponibilité ; mais les demandes lui sont arrivées en si grand nombre, qu'il vient de s'en plaindre aux chefs de corps.

Cependant cette nouvelle puissance italienne est condamnée, par son origine, à céder à des inspirations belliqueuses. C'est sa fatalité, soit qu'elle reste la complice naturelle des projets de la révolution,

soit qu'elle obéisse aux exigences de ses voisins. Avec la première, elle veut monter au Capitole, même par le chemin des gémonies; avec les autres, elle pourrait voir se renouveler ces guerres qui l'amenèrent jadis sur le Tage, sur la Vistule et jusqu'à la Moskowa.

D'autre part, l'unité italienne a besoin d'une armée nombreuse pour contenir toutes ses villes déshéritées de leur prospérité, de leur indépendance. C'est une telle armée qui fait croire encore à ce faisceau de différents Etats ayant leurs traditions historiques, leurs capitales naguère brillantes de luxe, d'arts et de plaisirs. Ne voulant pas renoncer à la gloire de leur passé, ces villes sont condamnées à s'incliner devant la terreur. L'unité ne peut les contenir que par des légions de strelitz. Ces légions, devant lesquelles tremble l'abaissement des caractères, forment seules la cohésion de l'Italie moderne.

Mais qu'adviendrait-il le jour où ces mêmes légions s'apercevraient que ce sont elles qui disposent des destinées de la Péninsule? Ce nouvel empire Romain serait volé, vendu, bouleversé encore par des Prétoriens. Ils serviraient d'appui aux convoitises de la tyrannie ou à l'insolence des factions. Alors l'Italie en sera peut-être réduite à porter envie à l'Amérique méridionale; personne ne se croira plus la mission et la force de détourner les périls d'une domination de soudards. Et les Prétoriens pourront, dans un jour donné, renier au même degré la cruauté, la luxure, la bassesse et le ridicule. Nul ne doute, et le gouvernement moins que tout autre, que l'armée porte en elle-même ses germes de dissolution. Mais dût-elle disparaître devant des ennemis extérieurs, elle aura servi efficacement à comprimer les ennemis du dedans. Si elle n'est pas l'épée qui protége, elle est le sabre qui opprime, et cela suffit. A Naples surtout, comment se soustraire à l'arbitraire tyrannique de ces reîtres de l'unité italienne?

Le gouvernement, au milieu de ses inquiétudes incessantes, ne peut plus être ramené à de sages réflexions. Il voit qu'il a brûlé ses vaisseaux. Il tourne et il s'use dans un cercle vicieux. Il n'a plus le choix de la paix ou de la guerre. On lui crie d'un côté de désarmer; d'autre part, la révolution lui commande de marcher. La situation de l'Europe et du royaume des Deux-Siciles ne lui permettent pas de diminuer l'effectif militaire, tandis que la pénurie des finances ne lui laisse pas la possibilité de l'entretenir. La guerre civile, les mesures de rigueur, les soupçons, la justice asservie, ne sont pas faits

pour accroître les ressources financières. Une armée solide ne s'improvise pas, et le Trésor ne peut solder une armée nombreuse sans paralyser l'essor de la fortune publique. La Légitimité pouvait se dispenser de s'entourer d'appareils de défense ruineux et permanents; mais le règne de la force porte en lui son ver rongeur. De là l'indécision et la faiblesse.

C'est ainsi que tantôt on supprime les colléges militaires de Parme et de Florence, tantôt on assigne au budget de l'armée sept millions de dépenses extraordinaires. Quatre millions sont destinés à en compléter l'armement; les fabriques de l'Italie et de la Belgique ne pourraient le fournir avant trois ans. Et néanmoins on préfère les fabriques étrangères à celles de Brescia et de Naples, qui ont toujours joui d'une juste réputation. Qu'adviendra-t-il quand il faudra songer aux approvisionnements, et l'on n'a pu encore s'occuper de la forteresse et des armements de la place de Capoue, et celle de Gaëte est dans le même état de délabrement où la laissèrent les assiégés de 1861 ? Que sera-ce donc quand on aura à se procurer les vingt mille chevaux nécessaires à la cavalerie et à l'artillerie? Oui, avec du temps et de l'argent, cette armée pourra faire des progrès dans les manœuvres, l'armement en sera amélioré, mais jamais elle ne sera une armée compacte et solide.

Malgré tout, le gouvernement italien se jetterait dans la guerre, comme le marin qui désire la tempête pour sortir du calme qui le tient en panne, ou pour échapper à un courant qui le pousse sur les récifs. La révolution préférerait cette chance périlleuse à celle de voir s'écrouler, de lui-même, l'échafaudage de l'unité. Elle croira peut-être s'affermir par des nouveaux bouleversements; mais elle sait qu'en attaquant la Vénétie elle se trouverait seule devant les aigles autrichiennes, et qu'en attaquant Rome, elle rencontrerait les aigles françaises, les unes et les autres douées de serres et d'un bec crochu. Néanmoins on parle toujours de l'armée italienne et de ses triomphes assurés. Les lauriers sortiront du sol, comme une tige fleurie qui s'élance des fentes d'un rocher. On grossit la voix, en parlant de vingt-cinq millions d'habitants, de leur intention inébranlable d'affronter les périls, tous les sacrifices... Mais on connaît partout en Europe la fable de la grenouille voulant imiter le bœuf.

Rome, 18 février 1865.

LA DÉFAITE

LETTRE XXIII.

*A Monsieur le Général ***,*

PARIS.

Custozza a été la Pharsale italienne. Et nous, qui pouvions espérer nous voir ouvrir les portes de notre patrie, nous-mêmes en avons été consternés. Notre orgueil national en a cruellement souffert, quoi que ce désastre fût prévu.

Tout le monde, en Europe, accuse en ce moment l'Italie et la valeur italienne. On leur reproche Custozza et Lissa, et l'on oublie que c'étaient les forces d'un Etat, né d'hier, qui se mesuraient avec celles d'un Empire de dix siècles. C'était une armée formée à la hâte, révolutionnairement, sans cohésion dans ses éléments, sans traditions, sans foi dans le succès. Les chefs et les soldats ne se connaissaient pas, ils n'avaient jamais fraternisé sur les champs de bataille. La patrie des uns n'était pas la patrie des autres. L'armée représentait la révolution et non pas l'Italie.

En Italie, comme partout ailleurs, on a commis la même erreur, celle de croire que les mêmes situations doivent produire les mêmes hommes et les mêmes résultats. On a vogué pendant six ans en plein Océan d'admiration. On évoquait les anciennes gloires de l'empire Latin ; on citait l'exemple de la France, de l'Espagne et même de la Grèce. Mais les aigles latines avaient plané sur un monde ou barbare ou corrompu. L'empire Romain était l'ouvrage de plusieurs siècles de luttes héroïques et d'une politique persévérante. La Grèce, de nos jours, ne se soutint pas par les souvenirs de Platée et de Marathon, mais par la vengeance et le désespoir. Elle avait à défendre sa vie et ses familles contre les cimeterres barbares et

contre les outrages infâmes des Musulmans. Quant à la France et à l'Espagne, les partis avaient la conscience de leur force, la mémoire du passé, les grandeurs de Charles-Quint et celles de Louis XIV. Les Anglais de Cromwell allaient au combat en chantant des psaumes ; mais, la Bible d'une main et l'épée de l'autre, ils se battaient vaillamment à Marstonmoor et à Naseby. Les Français de 92 chantaient aussi leur Marseillaise, mais luttaient en vrais lions à Valmy et à Jemmapes. Et puis, il faut bien convenir que c'étaient surtout les vieilles phalanges, et non pas les volontaires seuls, qui firent ces prodiges de valeur d'où sortit une série de victoires. En Italie aussi, l'on s'était préparé à la guerre par des chants et des harangues. Les mêmes Démosthènes qui avaient poussé les Piémontais à Novare, envoyaient dernièrement les Italiens contre le quadrilatère. Mais Démosthènes qui avait excité sa patrie à la guerre contre Philippe, malgré les conseils de Phocion, fut le premier à jeter son bouclier à Chéronée.

N'accusez donc pas l'Italie de ces désastres. La véritable Italie n'est pas cette minorité insolente qui s'applaudit de ses faciles triomphes, mais la majorité opprimée sous une force brutale. Ceux qu'il faut accuser de tous ces désastres, ce sont les insensés qui s'agitent sur les tréteaux où ils sont montés comme d'obscurs saltimbanques. La vraie cause des malheurs de l'Italie, c'est qu'on ait voulu violenter sa nature et jeter dans le même moule tous les peuples qui la composent. Une sévère expérience prouve aujourd'hui que la gloire de l'Italie était précisément attachée à ses éléments fédératifs, à l'existence de toutes les cours éclairées qui, jadis, rivalisaient pour civiliser et fortifier les diverses parties de la Péninsule. L'Allemagne elle-même ne dut pas à une autre cause sa florissante littérature, sa profonde science et même l'émulation de courage qui la fit respecter de l'étranger. Il a suffi de petits souverains, aimant les lettres et les arts et sachant aussi porter l'épée, pour créer et maintenir la grandeur de la race germanique. Dresde, Munich, Weimar, étaient comme Florence et Rome. Les princes de Saxe furent les Médicis de l'Allemagne ; les souverains de la Bavière pourraient être comparés à la maison d'Aragon, dans le royaume de Naples. Les Allemands ont-ils été moins vaillants pour être des peuples lettrés ? Remarquez, au contraire, que les merveilles d'art semées dans toute l'Allemagne ne se trouvent pas plus nombreuses à Berlin, qu'elles ne

l'étaient à Turin. L'une n'a pas à se glorifier plus que l'autre de son passé. L'une et l'autre ont pu s'approprier les Etats qui ont donné naissance aux grands hommes, mais elles en ont peu produit. La Prusse et le Piémont n'ont été que des Etats militaires. Mais Sparte, elle aussi, étendit pour quelque temps sa domination sur Athènes. On ne doit pas plus mésestimer l'Italie qu'on ne doit admirer la Prusse qui, du reste, dans ce moment où elle triomphe, sait bien faire valoir ses faciles victoires.

Les malheurs actuels, les fautes, les crimes même de l'Italie, ne sauraient nous faire oublier ses splendeurs passées. Cette terre où la religion, les lettres, les arts, la saine philosophie, l'industrie, le commerce, ont brillé d'un si vif éclat, n'a rien perdu de son ancienne valeur; nous en appelons au témoignage de ceux-là mêmes qui sont tombés à Custozza, ou se sont ensevelis dans les eaux de Lissa. On ne peut pas arracher à l'Italie cette couronne qu'elle a portée de Dante à Manzoni, de Michel-Ange à Canova, de Giotto à Raphaël et à Agricola, de Marco-Polo à Belzoni, de Telesco à Galluppi et Rosmini. L'Italie est une mère à qui il est permis d'être fière de montrer ses glorieux enfants, associés à jamais à son immortalité. Des désastres militaires? Mais quelle est la puissance d'Europe qui n'en a pas essuyé? Louis XIV passa de Rocroy à Malplaquet, Napoléon, d'Austerlitz à Waterloo. Combien de batailles perdues par les puissances Allemandes! On s'émerveille, en ce moment, du triomphe des Prussiens, et l'on oublie qu'en 1806 le royaume de Frédéric II disparut en un jour de la carte.

Cependant la Prusse, qui est une puissance militaire par excellence, avait préparé de loin ses triomphes. Elle a toujours entretenu les aspirations belliqueuses que Frédéric II avait développées chez le peuple. Elle a complété son organisation militaire, perfectionné son système de défense, et, le jour arrivé, elle a ressuscité la question du commandement militaire de la Confédération qui s'agita en 1815. Elle vient de faire une campagne imprévue, prodigieuse; elle vient de reconstituer le Saint-Empire à son profit.

Mais l'Italie unitaire, cet édifice construit en peu de jours avec des débris épars, qu'avait-elle fait pour attaquer l'Autriche? Elle avait habillé quatre cent mille hommes en soldats, et leur avait donné un drapeau qu'ils ne connaissaient pas, ou qu'ils maudissaient. Elle avait armé des volontaires, rebut de la société, ramassés dans toutes

les villes et commandés par des officiers tirés des Ecoles de médecine, de droit, et même des troupes de comédiens ambulants. Pour avoir la sécurité intérieure pendant la lutte, on avait exalté au dernier point les passions révolutionnaires. On avait laissé prendre le haut du pavé aux exaltés, on avait encouragé même l'institution des comités de salut public. On avait emprisonné, exilé, déporté la partie modérée de la nation. Le 93 italien déplorait déjà, peut-être, de n'avoir pas la *sainte* guillotine à sa disposition. Il menaçait, après le désastre, de faire un massacre à la manière des *Septembriseurs*.

Et tout cela n'a été que trop favorisé par l'abaissement général des esprits en Europe. Voyez quelle est l'apathie avec laquelle on observe, si tant est qu'on l'observe, le courant actuel! L'opinion publique n'a pas même l'air de s'apercevoir que, sous couleur de progrès et de nationalité, on nous ramène à la barbarie. Avec le droit de conquête et l'absorption des Etats indépendants, on reconstitue cette antique division de races que la civilisation devait se proposer, au contraire, d'adoucir. A présent il y a des puissances qui s'étonnent des annexions prussiennes. Mais n'ont-elles pas toléré les annexions italiennes, exécutées avec la plus insigne mauvaise foi et en violation des traités? Les droits des dynasties de Parme, de Modène, de Toscane, de Naples, étaient-ils moins légitimes et moins sacrés que ceux du Hanovre, de la Hesse et de Nassau? Et le droit que le Piémont exerça à son profit, n'était-il pas le même que celui qui présida au partage de la Pologne? Il n'y eut, de nos jours, que la conspiration et la révolution de plus. C'est maintenant le droit de dépouiller le voisin. Ainsi le Piémont a pris, la Prusse prend, la France et la Russie voudront bientôt prendre, et l'Autriche voudra reprendre. Théorie de l'équilibre! L'Europe passera encore par de dures épreuves. Sa robe sera déchirée, elle restera comme celle du curé Arlotto.

Che più non ha del primo drappo un dito (1).

(1) Qui n'a plus un pouce du premier drap.

Rome, le 10 juillet 1866.

LA CONSPIRATION

LETTRE XXIV.

*A Monsieur le duc de R***,*

MADRID.

La guerre de l'indépendance de la Grèce, comme l'expédition de Rome, semblaient encore être animées d'un souffle des Croisades. La guerre de l'indépendance italienne fut un réveil de la révolution; l'invasion des Etats de l'Eglise, de Castelfidardo à Mentana, fut une nouvelle irruption de barbares. La guerre de conquête vient de commencer en Allemagne, où la Prusse s'est arrondie à sa guise, comme six ans auparavant on avait autorisé et encouragé le Piémont à s'emparer de territoires protégés par les traités et par le droit des gens.

Cependant jamais il n'a été plus difficile qu'en ce moment de conserver la paix, ni plus dangereux de commencer la guerre. L'imprévu des batailles est plus grand qu'il n'a jamais été, devant les modifications profondes que l'art de la guerre a subies. Tout cela était vrai avant que, par une confiance trop présomptueuse, l'Italie eût passé par Custozza et Lissa. On ose parler encore, il est vrai, de Palestro et de Varèse; mais on entend partout répéter le nom de Mentana. L'armée est humiliée, la révolution n'est qu'exaspérée. L'armée n'est plus qu'un instrument de domination. Le gouvernement italien, après les dévastations du royaume de Naples et l'holocauste de Palerme, n'a pas cessé de prendre, appuyé sur ses canons, des décisions peu conformes aux principes tant prônés de son institution. Il a oublié trop facilement qu'un gouvernement, une fois qu'il s'est heurté contre l'émeute, perd de sa force et de son prestige. On ne l'a pas vaincu, sans doute; mais on sait qu'on peut l'atta-

8

quer. Les ministres, pour cela surtout, nó cessent de chanter les louanges du canon et de l'armée. Ils ont créé des dictatures militaires. Le général Cialdini a été dépouillé de ses lauriers par le général Cadorna, qui n'en avait pas besoin d'ailleurs. L'un et l'autre avaient reçu la mission de faire goûter les charmes do l'unité nationale à coups de baïonnettes. Tout récemment on a travosti les noms : l'état de siége a été baptisé investiture de tous les pouvoirs civils et militaires ; et le général Escoffier a reçu la mission de faire goûter les avantages do la loi sur la mouture aux populations que l'on a ravies au Pape, aux Ducs de Parmo et de Modène.

Cependant l'armée, depuis la révolution d'Espagne, éveillo bion des soupçons. On accorde des congés afin que les chefs de corps puissent se débarrasser des plus remuants. On en est déjà à une surveillance minutieuse, incessante, tracassière. On change fréquemment les garnisons. Le gouvernement se prépare à prendre des mesures sévères de précaution. Ce qui veut dire qu'il aura recours, pour se soutenir, à l'oppression et à l'arbitraire. Les instincts de subversion, qui travaillent de nos jours tous les Etats, s'éveillent avec plus de fureur en Italie. Dans un temps de révolution, les maux sont prompts à s'étendre comme le cercle formé sur les eaux ; mais on Italie, commo partout, le cerclo ne finira-t-il pas par envelopper l'armée ? Cette force étant l'uniquo appui de l'unitarisme, le gouvernement vient d'enfler le budget de la guerre et de la marine d'autres millions encore.

On parle d'alliances, en cas de conflagration générale en Europe ; on se flatte do garder sa neutralité. Mais où trouver les unes, et qui respectera l'autre ? On a trop grossi la voix pour faire croire à sa force, et on s'est trop joué de la foi publique. On s'est efforcé de réhabiliter la foi punique. Ainsi, avec 400 millo hommes, avec une garde nationale également nombreuse, on n'a et on ne peut avoir qu'une politique timide, déguisée sous des airs d'audace. Avec son armée, sa marine, ses gardes nationaux, le gouvornement Italien n'a quo des lumières qui lui arrivent fort tard, et des inspirations extérieures qui lui arrivent trop tôt.

Malgré tout cela, dans la voie d'aventure où l'on s'est engagé, la guerre est encore la dernière chance de vie. On se flatte que, dans un nouveau bouleversement, les Italiens unitaires pourraient retomber sur leurs pieds. Il paraît que pour les hommes du gouverne-

ment la satisfaction de tirer le canon ne saurait se payer trop cher. L'Italie unitaire est assez riche pour solder sa gloire; quant aux avantages, on les tient pour assurés d'avance. Le Piémont tira une soixantaine de coups de canons à la Tchernaïa. Cela lui coûta un emprunt de soixante millions, mais lui permit plus tard les annexions ; Custozza et Lissa coûtèrent plus d'un million par boulet, mais si l'on ne s'empara pas du quadrilatère, on obtint la Vénétie. Et maintenant le Tyrol italien, l'Istrie, Trieste ne sont-ils pas là ? En avant donc. On aura la guerre avec le despotisme, si l'on réussit ; avec la révolution et l'anarchie si l'on échoue.

Le despotisme ? Les Italiens se trouvent dans l'état d'une nation arrivée à cette période de crise politique, comme dit Mme de Staël, où l'on croit trouver le repos par le pouvoir d'un seul. Ainsi Cromwell et Napoléon offrirent aux hommes compromis par la révolution l'abri de leur despotisme. Et bien des Mercadets politiques de l'Italie, qui ont épuisé les délices de la vie et les satisfactions de l'amour-propre, grâce à la révolution, chercheraient volontiers un refuge et deviendraient les défenseurs les plus bruyants de la monarchie absolue. Cela s'est vu souvent et partout. Du reste, aux époques orageuses, les vastes commotions politiques se communiquent au monde moral, et le découragement succède à l'ivresse. Il devient si profond, qu'on ne trouve plus l'emploi régulier de sa force et de sa vie.

L'anarchie ? Oui, la révolution de 1860 portait dans ses flancs une fille plus redoutable qu'elle. La génération des causes et des conséquences doit conduire l'Italie à de nouvelles catastrophes; après huit ans d'un pouvoir sans limites, on n'a rien fait pour désarmer les haines, et on a emprunté tout ce qu'on pouvait aux mauvais jours de la révolution Française. Et maintenant il y a un grand nombre d'hommes qui brûlent de rendre la justice dans des tribunaux révolutionnaires. Ils deviendraient facilement les lyriques de la guillotine ; ils ramèneraient vite l'Italie à ces temps malheureux où elle nageait dans le sang, où Rome était livrée aux proscriptions de Marius et de Sylla. Peut-être le Ciel n'aura pas voulu décharger sur l'Italie toutes ses colères. Cependant ces parodiste de 93 affectent déjà de ne parler, même devant les magistrats, que dans un langage terrifiant. Ce sont de graves signes du temps ; bien aveugle qui n'en serait pas frappé ! Mais ceux-là mêmes qui ne demandent pas mieux que d'être effrayants, cherchent la complicité de l'armée Les hommes qui, dans

une révolution, résument un parti, n'osent pas regarder en arrière, de peur d'y voir des reproches ; en avant. de peur d'y voir un abîme. Ils ambitionnent le pavois sans le danger, et ils travaillent à s'assurer le triomphe avec l'armée. On n'a plus recours à l'impulsion artificielle d'enthousiasme pour l'unité et la grandeur de l'Italie, on cherche à allumer de plus naturelles ardeurs. On parle à chacun de sa patrie et on fait miroiter aux yeux de chacun la république fédérative . On ne parle plus aux soldats d'apothéoses militaires, mais de la revanche de Custozza et de Mentana. On leur dit qu'il y a un degré de honte que les grands comme les peuples, et surtout les soldats, ne doivent pas supporter. L'armée se laissera-t-elle ébranler ? L'exemple de l'Espagne est bien récent. Aussi tous cherchent avec anxiété à interroger l'avenir.

Ah ! il y a certes quelqu'un qui doit avoir songé, depuis le premier moment, que la grandeur à laquelle il s'est fait élever lui a plus coûté qu'elle ne lui a rapporté, et il doit avoir quelque chose de plus que les regrets.

Rome, le 3 Janvier 1869.

LES EMPRUNTS

LETTRE XXV.

*A Monsieur le marquis ***,*

PARIS.

La révolution unitaire avait surpris les Principautés italiennes en pleine prospérité. S'il n'y avait pas d'équilibre dans les finances, c'était en Piémont, où l'on avait contracté des emprunts en vue de la conspiration italienne. Le gouvernement réparateur de Turin, quand il eut accompli son dessein par l'annexion révolutionnaire des autres Etats, se vit au milieu de très-grandes ressources. Il trouva des économies qui étaient l'œuvre de la sagesse des gouvernements, de la probité des ministres, de la bonté des souverains légitimes. Au commencement de 1865 l'Italie était unifiée. L'intervention de la révolution, qui se disait gratuite, avait confisqué les biens privés des familles souveraines. On n'avait plus sept listes civiles à payer, on avait supprimé les cours et avec elles les charges des maisons princières, les ministères, les ministres d'Etat, les diplomates, les consuls et la plupart des administrations. L'armée même n'était pas encore réorganisée et ne présentait pas l'effectif militaire des sept anciens Etats. C'étaient là certainement de grands éléments de richesse accumulés tout d'un coup, et même la dette pontificale était encore payée par le Saint-Siége.

Bientôt cependant on s'aperçut de la singulière façon dont les unitaires voulaient que l'Italie *une* fût administrée. Le dictateur Farini, en peu de jours, avait accru la dette de Modène et de Parme de dix millions; M. Pepoli avait grevé de treize millions les Romagnes, et le baron Ricanoli, de cinquante six millions la Toscane. A Naples, on commença par tout gaspiller, et l'on finit par emprunter. Cavour

avait, disait-il, à rentrer dans les avances qu'il avait faites pour la révolution. On assure que l'invasion avait trouvé deux millions en caisse dans les Romagnes, et dix en Toscane. Mais à Naples elle put, en fouillant toutes les caisses, y puiser plus de cent millions. Malheureusement M. de Cavour, ni aucun autre, n'aurait pu chasser du temple les juifs et les marchands révolutionnaires qui s'y étaient rués. Ceux-ci se disaient même trompés, volés, parce qu'ils croyaient trouver plus encore à Naples, où ils avaient rêvé une nouvelle Californie.

Il fallut bientôt recourir à de nouveaux emprunts. On créa le grand-livre de la *dette publique du royaume d'Italie*, comme gage de stabilité et comme impossibilité de revenir en arrière. La première dette contractée fut de 500 millions et n'en produisit pas 400. Cet emprunt ne suffisant pas à combler le vide, au 1er janvier 1862 on porta la dette à 3,017,867,356 francs, comme capital nominal de la nouvelle dette. L'année 1862 coûta 752 millions, et l'exercice de 1863 annonçait déjà un déficit prévu de 350 millions. Un ministre déclarait alors la situation épouvantable; mais il ne manqua pas de faire les plus brillantes promesses. Avec un emprunt de 700 millions, l'équilibre devait être rétabli en quatre ans. On promettait de réduire les dépenses de 100 millions et d'augmenter les recettes de 175.

Il est vrai qu'il y eut des hommes sages qui jugèrent que, par des mesures injustes, par des spoliations, par l'accroissement brutal des impôts et l'aggravation de l'intérêt, la dette publique doublerait en quatre ans, avec les impôts, et dissiperait le patrimoine sacré et civil de l'Italie. Mais les hommes sensés et les cœurs généreux sont rarement écoutés.

On connaît l'histoire de cet emprunt. Il fut coté sur le grand-livre pour 714,833,800 francs; il ne produisit que 497,078,964 et coûta à l'Italie 35,744,190 francs d'intérêt annuel. On eut recours à de nouveaux impôts; mais que pouvait produire une augmentation de 20 millions sur l'impôt foncier pour des finances qui avaient *déjà* un déficit de 400 millions? C'était une goutte d'eau dans un gouffre. On établit d'autres impôts plus oppressifs, et surtout celui de la richesse mobilière, dont les vices étaient nombreux et devaient être irréparables. On mettait en circulation des bons du Trésor, avec des pertes de plus en plus notables. En février 1864 il n'y avait, dans

l'actif du Trésor que 135 millions, qui, avec les 150 qu'il fallait émettre à tout prix, s'élevaient à 285 millions. Le déficit était déjà de 350 millions; il fut bientôt de 400, car il fallut y ajouter l'intérêt accordé aux chemins de fer et l'intérêt des bons du Trésor. Ces bons, énormément multipliés sur les principales places d'Europe, ont été négociés à 10 et parfois jusqu'à 14 pour cent. Cela ne put servir qu'à précipiter la ruine.

Trois ans à peine s'étaient écoulés, Monsieur le Marquis, et les prédictions se trouvaient accomplies. On avait emprunté 1420 millions et l'intérêt de ces dettes absorbait 300 millions, presque la moitié de tous les impôts. A bout de ressources, le ministre demande 450 millions. Il l'espérait de la vente des chemins de fer qui se trouvaient déjà hypothéqués pour 90 millions, les biens domaniaux devaient rendre le reste.

Après les discussions de la Chambre, on arriva à cette conclusion, qu'en 1867, au lieu de l'équilibre promis, on aurait un déficit de 776 millions. Situation plus épouvantable que celle qu'avouait le ministre en 1862! Et néanmoins les plus experts en finances pensaient que le déficit atteindrait un chiffre encore plus élevé. On vient de publier le budget de 1865. Les dépenses ordinaires sont évaluées à 747,359,368 francs, et les recettes ordinaires à 574,063,107 francs. Les dépenses extraordinaires sont estimées à 106,450,266 francs, et les recettes extraordinaires à 61,437,611. Le déficit est moindre, a-t-on dit, de 190 millions qu'en 1863 et de 24 millions qu'en 1864. Mais on connaît l'art et la facilité de grouper les chiffres. Et quand un député a dévoilé qu'en 1866 le déficit serait de 1,807,588,500 francs, le ministre n'a pas démenti ce calcul ; il s'est contenté de sourire dédaigneusement ; mais ce ne sera pas lui qui rira le dernier, et ce sera l'Italie qui aura à plourer.

On a fait dans les budgets des erreurs bien volontaires: on n'y a *jamais* parlé des biens sequestrés aux Princes dépossédés ; on y a inscrit un crédit de Naples contre Rome, payé depuis quatre ans, et l'on a porté des lettres de change à protester ou déjà protestées. On y a mis quatre millions contre la Banque de Naples, qui en réclame au contraire douze du gouvernement. On s'est donné un crédit de 800,000 francs sur la caisse ecclésiastique, tandis que celle-ci se dit créancière de cinq à six millions. On a compté parmi les ressources de l'Etat la vente des biens domaniaux, en même temps

qu'on a calculé la vente de ceux qui avaient été déjà vendus. On a fait figurer des crédits contre les provinces méridionales, tandis que ce sont elles qui font valoir des crédits énormes contre l'Etat. Les discussions du Parlement ont prouvé que les sommes irrecouvrables dépassent les quarante millions. C'est un dédale.

Cependant, à côté de l'Etat, les communes sont criblées de dettes. Elles ne peuvent déjà les payer qu'en contractant de nouveaux emprunts. La ville de Naples a dévoré des sommes fabuleuses. Partout on a gaspillé l'argent en arcs de triomphe, en illuminations, et à Naples en bals de la cour. Les municipalités qui osent se plaindre sont dissoutes et remplacées par un commissaire royal. Les impôts sur la consommation, dans cinq à six mille communes, sont affermés à des particuliers. C'est plus fort qu'au temps de la domination espagnole. On a avoué dans le Parlement que la réaction et le brigandage, dans le royaume de Naples, occasionnent une dépense annuelle de cinquante millions ; mais a-t-on calculé les dépenses énormes et les dégâts occasionnés aux provinces par ce flux et ce reflux de colonnes mobiles ?

ROME, le 6 Septembre 1864.

LES DÉPENSES

LETTRE XXVI.

A Monsieur ***,

Le gouvernement unitaire a marché dans les dépenses, avec une progression effrayante.

Les dépenses italiennes, en 1860, étaient de 571 millions. Elles s'élevèrent à 643 au commencement de 1861, à 718 l'année suivante, puis à 776, et à la fin de 1863 il y avait 507,211,143 fr. de dépenses qui n'avaient pas été couvertes. On a la minutieuse attention de faire figurer aux budgets jusqu'aux centimes. C'est le gaspillage couronné par l'ineptie. Mais à quoi servent-ils ces budgets? Il n'y a de liberté possible que pour les pays dont les comptes sont clairs et nets. Or, les budgets passent toujours sans obstacle, et on ne donne jamais de comptes. On a révélé naguère qu'un ministre, en peu de mois, avait dépensé 670,000 fr. qui n'étaient compris ni dans les dépenses ordinaires, ni dans les extraordinaires. Mystères que tout cela! Et les autres ministres, pourquoi n'auraient-ils pas profité du même privilège? Le navire de l'Etat doit marcher. On se dit à l'oreille et tout bas, dans la salle du Parlement, qu'il y a *quelqu'un* qui a prétendu au remboursement de sept millions, avancés par lui pour la révolution de Sicile. Et on les a pris sur le budget de la marine. Les ministres, menacés perpétuellement d'apoplexie, se tournent toujours vers le peuple et semblent lui dire: *obéis et meurs*.

Ils en sont déjà réduits aux plus violents, aux plus injustes, comme aux plus mesquins expédients. La taxe mobilière, décrétée en Septembre 1864, doit être payée rétroactivement, à partir du 1er Janvier. Des propriétaires, dans le royaume de Naples, ont été contraints de payer pour des troupeaux que la réaction leur avait détruits

quatre mois avant la loi. L'un d'eux avait souffert une véritable dévastation, car le troupeau qu'il avait acheté au gouvernement était la propriété particulière de François II. Or, le gouvernoment, qui avait touché le prix de la vente, lui a demandé et a exigé le montant de l'impôt. On a soumis à l'impôt des employés qui avaient perdu leurs emplois. On les a poursuivis, condamnés et saisis.... Les imprudents avaient encore des meubles !

Les paysans ont un défaut : ils ont payé la terre et ils prétendent la garder. Malgré cela, un paysan voulait donner au gouvernemont la sienne qui ne lui rendait plus le montant des impôts ; le gouvernement a refusé le don et exigé l'impôt, sans consentir à aucune réduction.

A Naples, on refusait la petite monnaie à l'effigie de Victor-Emmanuel. Pour retirer la napolitaine qui circulait seule, ordro fut donné aux receveurs de n'accopter quo cette monnaie pour l'acquit do tous les droits légaux Mais voilà que la Banque, faute d'argent, répand la vieille monnaie rognée, que le gouvernement des Bourbons avait retirée de la circulation. Elle en a inondé le pays par ses paiements ; on même temps le gouvernement en a repris une quantité énormo qui était déposée à l'hôtel de la Monnaie, et personne n'a plus su où elle était allée s'abîmer.

La dette publique se soldo aussi par des expédients. Autrefois les intérêts étaient payés en peu de jours, au commencement de chaque semestre. Et voilà qu'on place un seul employé dans un petit trou où l'on ne laisse entrer qu'un créancier à la fois, et ce bureau n'est ouvert que trois heures par jour. On fait la queue, même pendant la nuit ; mais le gouvernement a du répit. Il ne peut payer qu'au fur et à mesure que les caisses publiques versent de l'argent au Trésor. On a souvent payé les appointements des employés par les recettes partielles des bureaux de la loterie.

Avec do grands éclats de voix, à défaut d'éloquence, on s'est efforcé d'étourdir la Chambre sur une pareille situation. Le stoïcisme hautain des ministres s'ost souvent trouvé en face de l'opposition qui, en sa qualité d'enfant terrible, a tout dévoilé ; mais la majorité satisfaite, quoique non repue, est là. L'accord est parfait ; ce sont des médecins qui no se dissimulent pas l'état désespéré du malade et leur propro impuissance. Ils veulent lui épargner quelque mauvaise crise ; ils peuvent se dire chaque fois, autant de gagné ; mais demain?

Ils verront. Quand on ne sait pas vivre d'autre chose, un expédient n'est pas à dédaigner; une semaine de répit est un succès. Mais tout cela comprimé, caché pour quelque temps, se fera jour biontôt avec plus de violence.

Qu'importent, du reste, à ces ministres et à leurs leudes ces impôts, ces ventes, ces détournements de richesses nationales, ces conditions ruineuses d'emprunts! Ont-ils à s'occuper des souffrances de l'agriculture et de l'industrie, de la dégradation des routes publiques, des enfants trouvés, des maisons d'asile pour les pauvres et des refuges pour la vieillesse? On va jusqu'à s'approprier les ressources de ces établissements, qui sont des fondations de particuliers. Témoin *l'Albergo de' poveri* de Naples, qui contenait jadis six mille malheureux ot qui est maintenant réduit à la moitié. Trois cents jeunes filles ont été jetées sur le pavé, on une seule fois. Témoin encore l'hopital des *Incurabili* qui entretenait 1,200 lits et qui est aujourd'hui réduit à six cents. Le gouvernement s'est emparé d'une grande partie des revenus de ces établissements, et cet argent n'a pas figuré dans les budgets. Les conseils provinciaux et les administratious peuvent bien émettre des vœux et formuler des réclamations, si tant est qu'ils l'osent, mais peuvent-ils so fairo écouter? Qu'importe aux satisfaits si presque toutes les plus nobles villes d'Italie sont pleines de démolitions et d'ordures, de mendicité et de vols! On se refuse à envisager le mal et l'impuissance des remèdes; d'ailleurs, ces remèdes ne sont que le mal lui-même ou un surcroît du mal. Un jour, si on le leur permet, ils pilleront Rome elle-même ot ils y attendront stoïquement la catastrophe de leur Italie unitaire. C'est ainsi que des traîtres, prodigues do serments, s'efforcent de persuader ot de contenir des sots prodigues d'argent. Mais ils sont tantôt durs et tantôt tremblants, et quand les caisses sont vides, quand les impôts ne rentrent qu'avec difficulté, quand ils croient toucher à la crise, ils consenteni à pactiser. Une caisse vide est comme un ventre affamé: elle n'écoute plus rien.

Rome, le 30 Septembre 1864.

LE RATELIER

LETTRE XXVII.

*A Monsieur le marquis ***.*

PARIS.

La satisfaction même des intérêts matériels n'aurait pas été une raison de pardonner la ruine des finances de l'Italie. Mais les déficits peuvent-ils être attribués à des travaux d'utilité publique ? Non. Ont-ils eu pour cause les apprêts d'une guerre glorieuse? Pas davantage. C'est l'esprit dissolvant du gouvernement qui a tout fait et qui détruit l'unité, plus que les anciens partages. L'anarchie passagère des révolutions n'approcha jamais, elle-même, de l'état actuel de l'Italie.

La liberté de l'Italie unitaire ne devait pas, sans doute, être celle de Sparte. Mais fallait-il pour cela élever la liste civile du roi au double de celle de tous les princes dépossédés ensemble ? Je ne parlerai pas des fêtes et des bals, payés bien souvent par la caisse des biens ecclésiastiques ; mais certains voyages ont plus coûté, proportion gardée, que celui de Catherine II en Crimée. Un seul voyage d'Ancône à Naples est revenu à trois millions ; un trajet de Naples à Palerme, sur un bâtiment à vapeur de l'Etat, à un million; celui qui fut entrepris pour inaugurer le chemin de fer de Foggia, à cinq millions. Il est vrai qu'on eut à solder les applaudissements, les arcs de triomphe et les illuminations de commande. On tenait, d'ailleurs, à éblouir la diplomatie remorquée par le wagon royal.

Les voyages diplomatiques ne coûtent, selon le budget, que trente-cinq millions ; mais cela ne comprend pas les tournées des commissions d'enquêtes. Le capitaliste qui posséderait l'argent englouti par

ces envoyés nomades, ferait pâlir les Rothschild et les Pina. La Commission d'enquête sur le cours forcé dépensa quatre-vingt mille francs pour frais d'impressions seulement. Ajoutez à tous ces chiffres les pérégrinations politiques ou matrimoniales, faites par les princes à travers l'Europe. Le roi avait bien donné soixante mille francs à la ville de Naples, affligée depuis deux ans par le choléra ; mais comme les frais de voyage ne permettaient pas une si énorme générosité, les soixante mille francs furent payés par la caisse ecclésiastique.

Assurément tout doit être royal quand il s'agit d'arts, de lettres et d'enthousiasme populaire. Aussi un poëte, pour un épithalame à la nouvelle reine de Portugal, fut-il estimé comme valant la moitié de la population de Naples, et il reçut trente mille francs et une décoration par-dessus le marché. Cela est grand et magnifique, nous en convenons ; cependant d'où sont tirées toutes ces récompenses ? des caisses publiques. Cette pensée est faite pour refroidir un peu l'admiration. Jadis, à Naples, les expositions des beaux-arts et des produits de l'industrie alternaient chaque année. Le royaume d'Italie n'en a fait, en neuf ans, qu'une seule à Florence, qui devait coûter sept cent mille francs . . . et l'on y a dépensé, en définitive, trois millions. La fête séculaire en l'honneur du Dante approcha d'un million.

Il faut, nous dit-on, pour la plus grande gloire de l'unité, entretenir princièrement les hauts fonctionnaires. Pauvre et mesquin royaume de Naples ! Autrefois ses ministres n'avaient que vingt-cinq mille francs par an, et ils étaient assez naïfs pour croire à l'honneur comme à la meilleure des monnaies. Aussi vivaient-ils comme des curés et mouraient-ils comme des poëtes. Quelques-uns poussèrent même l'abnégation jusqu'à consumer au service de l'État une partie de leur patrimoine ; et l'on vit des ministres des finances ne laisser personnellement, en mourant, que des dettes. C'était le monde primitif.

Maintenant on est bien revenu de ces vieux préjugés de désintéressement. Il y a ceux qui, ayant été ministres pendant vingt jours et moins encore en 1848, prétendirent, en rentrant à Naples, aux arrérages de leurs appointements, pour les douze années de leur émigration. Ils se firent allouer deux cent cinquante à trois cent mille francs. Un autre obtint même deux cent mille francs pour son

père qui avait dû émigrer avec lui. Cet argent fut prélevé sur les rentes sequestrées au roi de Naplos ; un de ces ministres de vingt jours, en homme prévoyant, avait opéré lui-même le soquestre. C'était un joli début. Aussi il y a tel ministre italien qui a touché jusqu'à *deux cent mille francs*. Le commandant de l'armée d'occupation de Naples a reçu près de quatre cent mille francs, bien qu'il fût logé aux frais de l'Etat dans une des résidences royales. Un général territorial reçoit ordinairement au-delà de cent mille francs, en sus de ses appointements. Tous ont prétendu, en outre, que le gouvernement devait les mettre dans leurs meubles. Un général a dépensé pour cela quatre-vingt mille francs. Misère ! Un autro s'en est fait donner 150,000 pour arranger son appartement et y construire des bains en marbre. Un simple conseiller de lieutenance, à Naples, à peine logé dans un des palais de la cour, a voulu se faire allouer quinze à vingt mille francs pour y bâtir un tout petit bijou de théâtre de société. La cécité incompréhensible de la cour de Naples n'y avait pas songé. Les vingt mille francs ont été payés, mais le conseiller a dû partir avant que le théâtre fût achevé.

Il est vrai de dire que ces dépensos no sont pas tout à fait infructueuses. Les meubles dont l'Etat pourvoit les résidences de ces fonctionnaires n'ont pas été soustraits à la circulation. Des fonctionnaires et des génóraux, en partant, les vendaient pour leur compte. Quant aux meubles, aux tableaux et aux voitures de l'ancienne cour de Naples, on ne pouvait plus y penser. On les avait transportés à Turin et à Bologno, pour les mettre en compagnie de ceux de Parme et de Modène. On no manqua pas, bien entendu, d'effacer *sur les voitures* les armoiries des Bourbons, et ce fut un architecte qui s'en chargea. Ceux qui furent improvisés administrateurs do ces résidences royales, se dispensèrent volontiers de dresser l'inventaire de tout ce qu'elles contenaient. C'est que, pour mieux on conserver et sauvegarder les meubles, ils les avaient transportés dans leurs propres salons, et surtout dans les boudoirs de leurs amies. La justice, quelque temps après, voulut s'en mêler un peu, comme si elle n'avait pas autre chose à faire ; mais on lui démontra qu'elle avait tort, en essayant un inventaire posthume.

Le Préfet de Naples, logé aussi dans un des palais de la Cour, jouit de cent cinquante mille francs d'appointements. C'est une somme égale à celle que recevaient jadis quatorze intendants du royaume.

On vient de faire une réduction pourtant, car on est très-ferme en fait d'économies. Cinquante préfets, dorénavant, ne recevront plus qu'un million, sauf toutefois les exceptions de faveur.

En attendant, les administrations regorgent encore de *martyrs*. Cela devait être : un gouvernement sorti d'une révolution ne peut jamais être assez prodigue quand il s'agit de contenter tous ses partisans ou de n'en trop mécontenter aucun. Les employés du ministère de la Guerre sont au nombre de 800, dont 482 de toutes classes sont seuls en activité de service. Les employés sans fonctions, au ministère de l'Intérieur, sont au nombre de 236 et comptent pour un million sur le budget. C'est qu'on avait renvoyé la plupart des anciens titulaires, et on fut obligé de mettre ensuite à la retraite tous ceux qui les avaient remplacés dans les premiers moments. Leur intelligence était en raison de leur patriotisme, et ce patriotisme était arrivé au zénith. Mais c'étaient des martyrs ; dès lors il fallait leur assurer des pensions !

C'est ainsi qu'on a, quant au personnel, une *triple administration*, comme l'on a une double armée, une double marine, celle en activité et celle des Princes dépossédés, qui a été réformée. On a fait des armements, on a élevé des fortifications, on a dépensé des sommes folles en navires qui sont déjà pourris. On a jeté à la mer quatre cent quarante-deux millions dans l'appréhension d'une guerre, sans que cette appréhension ait pu être conjurée. Rabattre de l'effectif de l'armée un homme ou un canon, c'était se compromettre. La destruction de toute confiance oblige à tenir constamment la main sur la garde de l'épée ; tandis que la paix est la règle des autres gouvernements, la guerre doit être la préoccupation incessante et dispendieuse du gouvernement italien.

Et cependant, Monsieur le Marquis, l'énorme déficit qui pèse sur le royaume Italien ne peut pas être le seul résultat de dépenses disproportionnées. Mais rien ne doit plus étonner, quand on s'attend à tout . . . dans le royaume de la faillite.

LES PROMESSES

LETTRE XXVII.

*A Monsieur ***, sénateur de Belgique.*

GAND.

Dans les finances italiennes, Monsieur le sénateur, le vide se fait partout. Le gouvernement unitaire a tout détruit: la prospérité du passé, la richesse du présent et les ressources de l'avenir. La Cour des comptes refusait naguère l'admission de certaines dépenses pour 55,676,606 francs, dont 39,177,777 francs pour l'année 1864. Mais combien d'autres dépenses que l'on n'ose avouer ! On a affirmé, et le gouvernement ne l'a pas fait démentir, que le suffrage universel des peuples italiens a coûté au Trésor la somme de cent cinquante millions. Puis, on a mis la main aux récompenses.

Il a fallu récompenser d'abord les auteurs et les complices de la révolution, payer largement la trahison des uns et la soumission des autres; enfin, acheter ceux qui pouvaient nuire. Après l'annexion, il a fallu encore payer la *camorra* (1) à Naples, afin qu'elle fit des démonstrations, brisât les presses, insultât le clergé et les autonomistes dans les rues. Après le plébiscite, on a dépensé des sommes énormes pour les élections. Le comte Cavour redoutait l'avénement des garibaldiens. On a payé en grande partie les officiers supérieurs de la garde nationale. Dans le seul royaume des Deux-Siciles, cela a coûté, pour les premières années, neuf millions annuels. On n'en avouait que quatre dans le budget, pour toute l'Italie. On a dû augmenter la police sur une grande échelle, combattre la réaction,

(1) Ce mot a passé de la langue espagnole dans le dialecte napolitain. Le camorrista est un querelleur, un fier-à-bras qui s'impose par la terreur.

mettre à prix la tête des brigands et enfin tenir serrés les rangs d'une majorité bien disciplinée.

La presse a été subventionnée, et surtout la presse étrangère qui a coûté annuellement neuf millions. On a donné à un seul journal de Naples huit mille francs pour un article sur la convention du 15 septembre. Un ministre en a payé deux mille à un journal pour y insérer un de ses discours. Le ministre Lanza vient de découvrir, dit-on, que son prédécesseur dépensait, à lui seul, trois millions pour la presse étrangère. Les vendeurs d'or sont au niveau des vendeurs de paroles.

On a de plus subventionné la révolution en expectative. Les émigrés vénitiens et romains ne coûtaient que 2,430,000 francs ; mais on devait fournir d'argent les comités et leurs agents secrets. Aussi trente-cinq millions, selon le rapport officiel, ont été dévorés par l'entretien... de la police secrète. Il paraît que les Italiens enthousiastes de l'unité doivent être surveillés de près. Il ne fallait pas, d'ailleurs, oublier les peuples qui étaient encore dans l'esclavage. C'est pourquoi l'on a dépensé généreusement des sommes énormes à Rome, dans la Vénétie, en Hongrie, en Pologne et jusqu'en Grèce. Pour faire pardonner à cette politique libérale et humanitaire, on payait largement les protections, les consciences... et même les vices.

Je ne vous dirai pas quelle a été l'action de la politique sur la magistrature et la justice. Mais combien le service judiciaire ne coûte-t-il pas annuellement ! La justice militaire, à Naples, ne dépensait que seize mille francs par an; pourtant on y eut longtemps une armée de cinq cent mille hommes. L'armée italienne, quand elle eut le quadruple de cet effectif, n'aurait jamais dû coûter cent mille francs ; or, elle impose annuellement un million cent mille francs de frais de justice. Est-ce défaut des institutions, ou décadence de la moralité ?

On ne peut évaluer au juste les frais de l'administration de la justice ordinaire. Mais la lenteur de l'institution du jury, au milieu du débordement de crimes de toute espèce, a tellement encombré les prisons, que le gouvernement a dû nourrir jusqu'à 80,000 détenus. Le jugement des accusés pour les affaires de Pontelandolfo, pris et brûlé en 1861 par les Piémontais, n'a pas encore été achevé. Grâce à la loi Crispi, à la loi Pica, aux soupçons de la police, la moyenne des détenus n'a jamais été au-dessous de cinquante mille.

Il a fallu successivement remplir les bagnes et les maisons de correction ; on a peuplé les îles d'abord par des relégués politiques et ensuite par des condamnés.

La magistrature, en même temps, a été augmentée au-delà du besoin et hors de toute proportion. Il fallait, là aussi, récompenser des *martyrs*. L'institution des tribunaux de district a énormément augmenté les frais de la justice correctionnelle.

Etonnez-vous donc qu'on n'entende parler, depuis les annexions, que d'emprunts de tout genre: emprunts d'Etat, emprunts de départements, emprunts de villes. Etonnez-vous que l'on mette des taxes sur tout et même sur la rétribution des messes. Tous les héritiers de Cavour n'ont recours qu'à des srtifices qui cachent mal leurs embarras. Le dard est entré dans le flanc de l'Etat, et l'Etat se débat vainement ; le fer y est, il y restera.

Cavour avait parlé de finances *à peu près restaurées*. M. Bastogi avait réduit le déficit de 1862 à cinq millions. Ce ne fut pas sa faute si le total se trouva être de 308 millions. M. Sella, en 1862, fit les mêmes promesses; mais avec les appendices, le déficit de 308 millions se trouva être de 418. Tout le monde connaît les souriantes promesses de M. Minghetti. On a dissimulé la vérité autant que l'on a pu pour 1863. On a parlé d'abord de 320 millions, puis de 393, et le déficit a dépassé 400. Les prévisions n'ont pas été mieux réalisées pour 1864. On avait prévu un déficit de 254 millions ; M. Sella est venu l'évaluer à 158, et l'on est retombé à 412. C'est une fatalité que ce chiffre de quatre cents.

M. Sella, rentré au ministère, a fait un exposé de la situation financière par lequel il a constaté que les nouvelles lois de l'impôt foncier, de la richesse mobilière et de la consommation, qui devaient donner tant de millions, n'en ont produit que trois à quatre. Il a avoué un déficit de 49 millions sur un seul chapitre: il en a signalé un autre de 107 millions sur l'aliénation des biens domaniaux et de la caisse ecclésiastique. On attendait de ces ventes 120 millions, on n'en a aperçu que 13. Le déficit total, selon lui, est de 316 millions, et il avoue qu'il lui manque 200 millions pour arriver à la fin de l'année. Où les prendre ? Il propose des taxes sur le sel, sur le tabac, sur les denrées coloniales, sur les lettres, sur les appointements des employés ; mais tout cela ne profitera qu'à la contrebande, mécontentera tout le monde et ne soulagera pas le Trésor. Et remarquez

que ce ministre s'est bien gardé de taxer le fer, le charbon et les esprits de vin. Cela aurait touché an commerce d'une puissance qui loue la libéralité des tarifs italiens. Il a parlé comme ses prédécesseurs, d'économies, d'anticipation de l'impôt foncier, de bons du Trésor. Mais l'anticipation de l'impôt, et l'émission des bons du Trésor ne sont-ils pas des emprunts qu'il faudra rembourser ? C'est toujours une somme qu'il faut ajouter d'avance au déficit de l'année prochaine.

Le ministre veut porter une augmentation de 80 millions sur les impôts existants. Cependant le rejet de la loi le mettrait dans l'impossibilité de tenir les engagements du Trésor ; son adoption, d'ailleurs, ne peut apporter qu'un soulagement graduel, et on a un besoin pressant d'argent. Et qu'on ne se fasse pas illusion sur les offres des municipalités : elles sont grevées de dettes, et ne peuvent payer sans en contracter de nouvelles. Malgré les circulaires des préfets, les promesses de M. Sella ne s'accompliront pas plus que celles de M. Minghetti et de ses prédécesseurs. On a toujours glissé d'un emprunt dans un autre, et on ira s'y précipiter encore. Il faut au Trésor de l'argent et toujours de l'argent. Et certainement on trouvera encore des banquiers qui, aidés comme auparavant par d'énormes commissions et bonifications, placeront un troisième emprunt. Les intermédiaires soutiendront pour quelque temps les cours ; mais bientôt après le bénéfice obtenu, la baisse commencera.

Les ministres des finances italiennes paraissent des hommes dévoyés, sous l'influence des folles visions qui les assiégent. Ils n'osent pas se dire à eux-mêmes : tout est bien qui finit bien, car tout finira mal. Ils savent ce qu'on leur répète partout : qu'ils ont beau créer des impôts et contracter des emprunts, les finances italiennes sont appelées le tonneau des Danaïdes ; elles resteront toujours à sec. L'Italie est déjà atrophiée, mais il ne faut pas la rendre solidaire des actes de son gouvernement : ce serait injuste. Plaignons-la plutôt d'être ainsi livrée à la tyrannie des unitaires, qui lui font si durement sentir leur aiguillon. Ce despotisme lui enlèvera jusqu'à son dernier écu. Mais qu'adviendra-t-il le jour où la révolution elle-même ne s'appartiendra plus, mais appartiendra à de plus fous et de plus furieux ?

Rome, le 24 Décembre 1864.

NOTE DE L'ÉDITEUR.

L'éminent auteur de ces lettres, en traçant le tableau des cruautés commises par les troupes piémontaises dans les Deux-Siciles, a dû éprouver une sorte de lassitude pour les qualifier comme elles le méritent. L'indignation finit par se fatiguer et les expressions lui manquent en quelque sorte. Le grand orateur romain disait : Rien ne se sèche plus vite que les larmes. Le ministre, émigré de Naples, ne pleure donc plus et ne s'irrite plus en parlant de ces affreuses scènes qui ont ensanglanté sa patrie ; mais par une amère et froide ironie il feint de les justifier, en les comparant avec les exemples des tyrans anciens et modernes. L'ironie est une arme familière aux Napolitains, qui se souviennent toujours de leur origine et de leur nom de Grande-Grèce. Chacun comprendra donc que la forme adoptée dans les lettres suivantes est loin d'impliquer la résignation aux abus de la conquête et à la morale fataliste de nos révolutions.

L'ÉDITEUR

LA JUSTIFICATION

LETTRE XXVIII.

*A Monsieur Th***,*

PARIS.

Ce n'est pas la première fois, Monsieur, que vous avez dépensé à la tribune des trésors d'énergie, de science politique, de virile éloquence. Mais, dans votre dernier discours, l'élévation des vues, la netteté, la lucidité et l'abondance rapide de la parole ont fait pâlir tous vos triomphes passés. Nous avons cru revoir l'orateur antique drapé dans la chlamyde grecque. Votre discours a été un grand service rendu à la France et un bienfait pour l'Italie. Aussi avez-vous reçu les hommages sympathiques de tous ceux qui, en deçà des Alpes, sont les défenseurs les plus intrépides de la cause de la reli-

gion, de tous les hommes aussi dévoués à Dieu qu'à la liberté et à la patrie.

Mais on vous accuse, de l'autre côté, d'avoir mis en évidence l'extrême fragilité du nouvel édifice italien et de n'avoir pas trouvé d'excuse aux faits qui se sont accomplis dans la Péninsule. Ah! on parle déjà d'excuse et non d'apothéose !

Depuis quelque temps, en effet, nous voyons l'enthousiasme des journaux se refroidir, mais leur foi reste toujours robuste. L'Italie justifie si bien cette confiance ! Elle donne le spectacle de la pleine possession de toutes les ressources morales, politiques et matérielles. Le gouvernement italien s'est tracé, dès le premier jour, une ligne de paix, d'équité et de haute sagesse et s'y maintient. Bientôt toutes les passions seront éteintes, les partis réconciliés, les forces groupées, les richesses du pays largement administrées. On fera de notre Péninsule un Eden de prospérité, de puissance et de gloire. Le gouvernement y met les procédés réguliers de la machine à coudre.

Il est vrai que, parmi les bruits que la réaction propage, on prétend que ces journaux sont les serviteurs de l'administration de Florence. Leur juste admiration ne se lasse point, quoiqu'on ose accuser leur lyrisme d'être excité par les fonds secrets. Mais ne doivent-ils pas *éclairer l'opinion publique* ? Les ministres italiens ne pouvaient pas hésiter. C'était leur droit de profiter de la publicité de la presse, et ils en ont tous également usé. Cela, du reste, ne coûtait que neuf millions par an.

Ainsi ces feuilles, vouées à la mission de chercher la vérité, ont le courage de la mettre en lumière. Cela est clair et cela est juste. Elles sont toujours à l'œuvre et ne se lassent pas d'opposer aux mensonges la réalité.

L'Italie était à la recherche de ses destinées; elle les a trouvées. Et depuis cinq ans, elle est calme, prospère, maîtresse d'elle-même; chaque question internationale qui s'est élevée a toujours été une nouvelle occasion de mesurer sa grandeur et de connaître ce qu'elle pèse dans la balance politique de l'Europe. L'Italie peut être fière d'avoir vu surgir une race de héros pour résister à tout, vaincre tout, sauver ou reconstruire tout. Et on a tout transformé en peu de temps, tout transfiguré. Le désert a été parsemé d'oasis, il est devenu un riant jardin. On sait maintenant où est l'âme de la civilisation, l'appui de la liberté, la force du pouvoir,

Pour que l'Italie revînt à la jeunesse, il fallait la dépécer comme l'Eson de la fable. Et l'on a vu comment une entreprise si glorieuse s'est accomplie. Gaëte résista héroïquement, il est vrai, mais ce n'était qu'une noble folie, et l'Europe dut nécessairement demeurer témoin impassible de sa ruine. Qu'était-ce que l'indépendance du royaume de Naples, en comparaison de la résurrection de l'Italie ? Et quel stupide entêtement était celui des Napolitains qui voulaient imiter leurs ancêtres ! Pouvaient-ils se flatter de faire à l'Italie une guerre de soixante-douze ans, comme leurs pères la firent à Rome ? Et la destruction des Samnites ne fut-elle pas enfin la base de l'empire Romain, qui réalisa le premier l'unité, non de l'Italie, mais du vieux monde ? Sylla avait donc bien raison de faire égorger six mille de ces rebelles en un seul jour. Les Italiens en ont fusillé dix à douze mille, mais en quatre ans. Et du moment où le peuple napolitain ne voulait pas profiter des clémentes dispositions du vainqueur, assis sur des canons qui portent au-delà d'une lieue, et entouré de légions dociles, il devait un jour entendre le licteur lui dire ; *actum est* : c'est fini.

Il sied bien à ces Napolitains de se plaindre et de se nommer aujourd'hui, après les scènes d'égorgement, les Maronites de la Péninsule ! C'est leur faute si les Italiens se sont montrés, dans les montagnes de la Lucanie et du Samnium, comme les Druses sur le Liban. Ces braves soldats que les Napolitains se plaisaient à appeler des *Barbetti* en uniforme, n'étaient-ils pas contraints de se servir de leur sabre, comme les musulmans de leur cimeterre ? Cette réaction qu'on croyait toujours avoir étouffée, ne renaissait-elle pas sans cesse ? Avait-on droit de s'en prendre au général La Marmora qui se disait sûr de n'avoir à combattre que cinq cents brigands, si l'on se vit obligé d'en fusiller douze mille ?

On n'a pas droit non plus, Monsieur, de s'en prendre aux sollicitudes du gouvernement italien. Le gouvernement qui veut réunir tous les Italiens sous ses ailes, avait essayé, dès le premier moment, son système. Il en avait confié l'exécution à ses braves militaires : c'était Cialdini, c'était Fumel, c'étaient Fantoni, Pinelli, Galateri, Neri... C'étaient les plus humains, les chevaliers, les Bayards de l'armée. Ils avaient commencé par des proclamations, par des avertissements; mais on avait ri des proclamations, on avait dédaigné, méprisé les avertissements. On les avait considérés comme les actes

d'hommes ivres, sous le prétexte que des généraux chrétiens ne pouvaient pas être des généraux mantchoux. Il fallait donc combattre une telle supposition comme une calomnie ; car les généraux italiens ne sont pas des missionnaires.

Pour déraciner une idée aussi fausse, les faits devaient répondre aux menaces. De là la nécessité de tuer, de brûler les brigands, les parents des brigands, les complices, les témoins des brigands. S'ils se mettaient à l'abri dans des hameaux, dans des villages et même dans des villes, ne fallait-il pas les livrer aux flammes ? Est-ce qu'on ne détruit pas la tanière des animaux malfaisants ? sans cela le royaume de Naples n'aurait été bientôt qu'une caserne de bandits, malgré le régime bienfaisant des carabiniers et des préfets italiens.

ROME, le 10 Avril 1865.

LA MODÉRATION

LETTRE XXIX.

*A Monsieur J. ***,*

PARIS.

Le gouvernement devait donc encourager et non réprimer l'énergie si guerrière et si politique inaugurée par le général Cialdini. Il l'a en effet aidée, et même s'est efforcé de perfectionner le système *Pax et quies bonis artibus indigent.* Il avait mis à prix la tête des chefs de bandes. Les commissions provinciales ajoutèrent des sommes à celles du gouvernement. Tout cela était en sus des prix accordés par la commission centrale N'y avait-il pas des primes de cinq cents, de mille et même de trente mille francs ? On ne dira pas que le gouvernement épargnait l'argent. Les Napolitains payaient des impôts, sans doute ; mais pouvait-on espérer que, pour leur tranquillité, on consacrât cinquante millions par an à l'anéantissement de la réaction ? Si elle n'a pas été anéantie en quatre ans, si elle vient de se transformer en brigandage, est-ce la faute du gouvernement, de ses préfets, de ses généraux ?

Le gouvernement voulut étudier exactement le mal pour y appliquer le remède. Il choisit pour cette pathologie une commission d'enquête, parmi les députés les plus connus par leur patriotisme. Il pourvut magnifiquement à leurs indemnités de voyage, il garantit leur sûreté, en les entourant d'une véritable armée. Toutes ces mesures ne témoignaient-elles pas de la sollicitude paternelle du gouvernement ? Libéral et conciliant, mais bien décidé à réprimer toutes les velléités anti-italiennes, il s'est toujours inspiré des véritables intérêts du royaume de Naples. C'est ainsi qu'il est le bouclier de la liberté, et l'épée de la justice.

Elles sont donc bien injustes ces plaintes d'après lesquelles toutes les brutalités, toutes les ruses, tous les despotismes se sont conjurés contre le royaume de Naples et l'ont assailli, l'ont accablé. D'ailleurs, que peuvent invoquer les Napolitains en faveur de leur résistance et de leur opiniâtreté ? Le droit des gens ? les traités ? les notions ordinaires de la justice ? Le monde est sous le joug de trop de vieilles erreurs, les mots sont par trop usés pour qu'on s'en serve encore. La réaction devrait savoir varier un peu mieux son vocabulaire.

Est-il de bonne guerre, en effet, d'agiter encore aux yeux du peuple le *drapeau municipal* ? Il s'agit bien de se plaindre de l'indépendance perdue ! La patrie de Sigismond, de Sobiesky et de Kosciusko n'a-t-elle pas aussi été coupée en morceaux, depuis bientôt un siècle? Et peut-on se soucier de la patrie de Roger et du royaume de Charles III, quand il s'agit de la résurrection de l'empire des Césars?

A-t-on le droit de se plaindre de la justice ? Mais le capitaine comte del Bosco et le capitaine Maliverni ont été traduits devant un conseil de guerre. L'un avait fait fusiller, il est vrai, six innocents, sur une simple dénonciation. L'autre avait fait passer par les armes des paysans qui n'avaient pu lui indiquer le lieu où les brigands cachaient leurs armes. Cependant ces braves militaires ne furent-ils pas acquittés ? La justice trouva qu'ils n'avaient manqué qu'à quelques superfluités de pure forme. Le lieutenant Pallieri avait fait fusiller un moine qui revenait de la quête. Mais ne l'avait-il pas rencontré dans la campagne? Le tribunal, d'ailleurs, le renvoya absous, parce qu'il avait été poussé par *une nécessité imprescriptible* !

La justice pouvait-elle se prononcer différemment ? En condamnant ces officiers n'aurait-on pas créé la triste nécessité de traîner devant les tribunaux tous les généraux, tous les colonels, les officiers et les sous-officiers qui, depuis cinq ans, travaillent bravement à extirper la réaction ? Pouvait-on exhumer des faits déjà oubliés ? Bosco et Maliverni condamnés, qu'aurait-on fait du capitaine Bigotti, brillant sujet qui fit passer par les armes, à Policastro, ceux qu'il supposait complices des brigands ? Pouvait-on le rendre responsable de son enthousiasme militaire, quand on avait haché à coups de sabre celui qui, après la décharge, restait encore debout? Aurait-on trouvé criminelle la bravoure de ce commandant qui, à Auletta, tua de son revolver tous ceux qu'on lui désignait dans les rues comme réactionnaires? La justice pouvait-elle punir la noble indi-

gnation de ce lieutenant Dupuis qui brûla une maison de campagne, à Petralia, et y étouffa un père et trois enfants qui avaient refusé de lui ouvrir de nuit ? N'aurait-on pas alors prétendu faire condamner cet intrépide capitaine qui fit, à Montescaglioso, enfermer et brûler douze laboureurs dans une chaumière ? Les obstinés n'avaient-ils pas déclaré qu'ils ignoraient le chemin pris pas les brigands ?

C'était à n'en plus finir. On aurait crié vengeance contre tous ceux qui, à la tête de leurs soldats, avaient pénétré à Bovino, à Melfi, au Gargano, surtout contre ceux qui avaient fait fusiller des brigands après leur avoir promis l'amnistie. On en serait venu jusqu'à vouloir punir ces braves carabiniers qui tuèrent à coups de bâton celui qui avait osé, à Maratea, se plaindre de l'illégalité d'une visite domiciliaire. N'avait-il pas poussé l'audace jusqu'à demander l'exhibition de l'ordre écrit du magistrat ?

Le gouvernement italien se serait vu ainsi obligé de condamner le zèle, la bravoure, le dévouement, l'héroïsme. Tous ces dignes militaires auraient été déclarés coupables d'avoir bien compris leur devoir. Leurs chefs, Fumel en tête, n'avaient-ils pas déclaré qu'il fallait faire une guerre d'extermination, une guerre dans laquelle la *pitié serait un crime* ? Le gouvernement pouvait-il condamner en eux l'armée et dépouiller le palladium italien de son prestige ?

Il y a eu des fusillés par erreur, dit-on. Mais c'est la fatalité de la faiblesse humaine. Le jeune Cipriano fut naguère fusillé après s'être soumis. Mais il y en eut bien d'autres exécutés de la même manière. Il ne fallait pas exhumer de pareilles méprises. Le jeune Carbonara fut aussi fusillé, après avoir été acquitté par le magistrat, cela est vrai ; mais les magistrats ne comprennent rien aux exigences de la politique. On a même osé accuser le ministre de la guerre de l'avoir laissé exécuter sans avoir pris le temps de lire la dépêche télégraphique qui l'en avertissait. Ne l'a-t-il pas lui-même déclaré devant la législature chrétienne de l'Italie ? Le ministre della Rovere a fait la confession de ce petit péché. C'était une pénitence publique, même un héroïsme qui honore le temps et le pays. Tout cela sent la magnanimité. Le jeune Carbonara était mineur, il avait été déjà absous, son crime remontait à deux ans; tout ce qu'on voudra, Sophismes ! Pourquoi la conscience d'un ministre devrait-elle en être troublée ? Il ne pouvait pas se distraire de ses graves occupations et faire perdre un temps précieux aux cours martiales.

Il vaut bien la peine, Monsieur, de rappeler des rustres passés par les armes! On s'est apitoyé sur des paysans de Rapolla, fusillés dernièrement comme détenteurs d'un pain. Mais ce pain ne dépassait-il pas le poids fixé par les ordonnances militaires? C'est l'inflexibilité qui fait la force de la loi. Ceux qui se scandalisent de tout auraient voulu traiter le peuple napolitain comme un infirme, avec patience et douceur. Ils se sont aussi plaints de quelques paysans tués parce qu'ils erraient daus la campagne; d'un pâtre qui dormait ; de quelques prisonniers que des soldats s'ennuyaient de conduire; de quelques vieilles femmes, de quelques enfants qu'on avait supposés complices de brigands ! Ce sont des puritains qui veulent que des soldats soient des moralistes, ou qui attendent un curé pour leur expliquer le cas (1).

Il faut regarder la question à son vrai point de vue, sous son vrai jour. La guerre, la peste, la famine sont parfois des crises salutaires dans la vie des peuples. Et quand il s'agit d'amener un peuple à un état de civilisation que l'on peut envier, fallait-il imposer des règles de conduite à une armée qui en est l'instrument ? Pour les réformateurs il n'y a pas de différence entre Lycurgue et Gengis-Kan. La peste, dans le royaume de Naples, aurait-elle été plus ménagère ? Et faut-il s'arrêter, quand il s'agit de l'exécution d'un grand dessein, à quelques milliers de paysans fusillés ou brûlés.

Voyez les Etats-Unis : c'est là que l'on comprend bien la grandeur de l'Etat. Dès les premiers moments de la guerre, cent mille hommes jonchaient la terre, et ce n'était que pour commencer. Attendez que les Italiens aient repris haleine et ils sauront profiter de l'exemple.

Les grandeurs croissantes de la civilisation et les merveilles du progrès de plus en plus multipliées, permettront un peu plus tard

(1) On fit beaucoup de bruit, en 1862, parce qu'on n'avait pas trouvé des détenus que les magistrats venaient de libérer. Les soldats de l'escorte les avaient fusillés près de Bénévent. Mais les soldats peuvent-ils comprendre certaines lenteurs de la justice ? On en avait fait autant de six détenus près de Mandurria, mais les pauvres soldats étaient fatigués d'une longue route et d'un soleil brûlant. Du reste, ils l'avaient avoué au juge qui les leur demandait. *Ils sont là*, avaient-ils répondu. Un député ne vient-il pas d'abuser de la patience de la Chambre, en indiquant par noms, prenoms et lieu de naissance soixante détenus acquittés à diverses reprises par la justice, et fusillés par derrière, tout le long du chemin? Eh bien! les ministres, par hasard, ont-ils nié ces faits ? C'est que ces soixante imbéciles n'avaient pas assez de confiance dans la justice et avaient tenté de s'évader. Pourquoi s'en plaindre ? Dans trente ans tous ces individus seraient morts également, tandis que dans ce temps l'unité sera accomplie.

aux Italiens de se passer de la Papauté et de ne plus insister pour l'existence de la monarchie.

On a prétendu que les brigands étaient plus humains que leurs ennemis. Oser comparer ces forbans, ces kabyles de Naples aux soldats Italiens! Mais leur humanité même était une clémence insolente, irritante. N'ont-ils pas renvoyé un détachement italien fait prisonnier, tout nu et sans même une feuille de figuier pour se couvrir ? Ne l'ont-ils pas ainsi exposé à la risée, aux huées des gamins de Castelminardo ? C'était une insulte que l'armée italienne devait venger sur la bande de Masini. Aussi les soldats ont tout tué, brûlé, broyé. S'ils ont foulé toute cette race comme la grappe dans la cuve, est-ce que le comte Cavour, de glorieuse mémoire, en commandant de fusiller, ne disait pas que *le temps des grandes mesures était arrivé* ? Et les soldats italiens ne font qu'exécuter le testament du grand ministre qui avait le génie des fondateurs. C'est donc avec toute raison que lord Stanley a pu louer *le bon sens et la modération* de l'Italie.

ROME, le 13 Juin 1865.

LES TOURISTES

LETTRE XXX.

*A Monsieur J. ***,*

BERLIN.

Les sots rétrogrades, en Italie sont, depuis cinq ans, d'une stupidité à laquelle les sots d'aucune contrée ne peuvent atteindre. Leurs plaintives litanies sont ce qu'on peut entendre de plus impatientant au monde. On crie que tout est tombé, on se plaint de tout.

On a crié bien haut, Monsieur, que le gouvernement italien avait violé les capitulations de Capoue et de Gaëte, et laissé mourir du typhus, sur des rochers, les débris des capitulés ; mais d'abord, pour quoi s'étaient-ils avisés de se montrer braves et fidèles, au milieu de la défection générale ? Ils étaient les ennemis de l'unité et de la résurrection de l'Italie. Et devait-on leur assurer un état et une position, en vertu de capitulations qu'on ne leur avait accordées que pour hâter la conquête ? Un mois plus tard, ils allaient rester sur le carreau. Il est vrai qu'à l'ouverture du Parlement on n'aurait pu annoncer la chute de Gaëte, et c'est pour cela qu'il fallait bâcler une capitulation quelconque.

Barrère a dit : les morts ne reviennent pas. C'est n'avoir pas de fibre politique que de s'attendrir sur le sort des individus, lorsqu'il s'agit du bonheur d'un État. On parle d'arrestations arbitraires, de jugements iniques, comme si, dans le temps de la résurrection d'une nation, les tribunaux n'avaient qu'à acquitter les accusés ! Jefferys et Fouquier-Tinville ont laissé d'autres enseignements. Cependant on est là toujours prêt à fausser l'esprit des jurés, des magistrats et surtout des commissions militaires. Dans ce moment, on ne parle

que des quatre sœurs Cioffi de Cervinara, traitées comme complices des brigands. Et bien ! il n'y en a que deux qui aient été condamnées aux travaux forcés à perpétuité. Les deux autres, l'une de quatorze ans, et l'autre de quinze, n'ont été condamnées qu'à dix ans seulement. Et cet exemple n'était-il pas au contraire bien humain ? Ne pouvait-on pas les fusiller, tandis qu'on leur laisse la vie et l'espérance ?

Les sociétés ne reculent pas plus que le temps. Il y a, dans la vie des peuples, des phases qui s'enchaînent et se succèdent sans se rassembler. Si aujourd'hui Isocrate venait se montrer en deuil dans les rues de Naples, comme il le fit dans celles d'Athènes. après qu'il eût bu la ciguë, trouverait-on étonnant qu'un carabinier lui fendît la tête ? Et cependant la liberté dont jouissent les Napolitains, permet qu'on se plaigne à son aise du malheur des sœurs Cioffi.

Quelle est donc cette presse rétrograde et puérile qui manœuvre pour exciter la pitié de l'Europe sur l'incendie de quelques hameaux? N'étaient-ils des réceptacles de brigands? Il fallait faire sortir ces hommes terribles de leur retraite par la flamme, comme on fait sortir l'huitre de son écaille. Les Italiens ne se décident qu'à bon escient Depuis cinq ans, ils n'ont pour se reposer que le temps où la police se met en mouvement; et encore! La sévérité n'est ici qu'une défense et l'exercice d'un droit : on doit la trouver légitime et naturelle. Ne se défendrait-on pas contre les voleurs ? Et les voleurs sont assurément les Napolitains. C'est un argument péremptoire.

Que veulent-ils aussi ces touristes qui se sont laissés prendre dans les filets de la réaction? Le calme et la paix ne devaient-ils pas se faire à tout prix dans les provinces méridionales? Qui est-ce qui pourra s'arrêter devant les ruines de quelques villes, ou devant les ossements des fusillés, alors même qu'il y en aurait vingt ou trente mille, tandis qu'il n'y en a que de dix à douze mille à peine ! N'étaient-ils pas coupables d'aimer un gouvernement tyrannique et cet enfantillage qu'ils appelaient du nom d'indépendance ? On verra désormais s'il fera bon de résister, et s'il sera prudent et profitable de refuser d'adorer l'unité de l'Italie.

Ces touristes histériques, après Pompeï et Herculanum, auront une distraction de plus, et voilà tout. Du reste, les touristes doivent déjà s'être repentis. N'ont-ils pas compris qu'il n'y avait pas assez d'ovations pour l'ermite de Caprera ? Pontelandolfo et Casalduni four-

nissent tout au plus quelques croquis pour l'album de ces dames qui ont ambitionné d'avoir un cheveu de Garibaldi. Leurs grand'-mères rendirent chauve le général Blucher, en 1815.

Il ne manque pas de misanthropes qui déplorent hautement de voir de jeunes réfractaires traversant les rues enchaînés, leurs familles traînées en prison, des villes bloquées de nuit et privées d'eau, des cabanes brûlées. C'est qu'ils ne se pénètrent pas assez de la nécessité de mettre sur pied une belle armée. Qu'importe si quelque ville est assiégée, si quelque cabane est incendiée, si quelque paysan, à qui la peur a fait tourner la tête, y est étouffé ! Ces touristes n'en seraient pas surpris s'ils savaient comment les Egyptiens enrôlent les Cophtes.

Ils peuvent s'étonner un peu, il est vrai, en sortant, à Naples, de Saint-Charles ou du Musée, en revenant du Pausilipe ou de Sorrente, de rencontrer des files de condamnés au *domicile forcé*; mais c'est une nécessité politique, une fatalité de la situation. On y distingue des vieillards, des enfants, des filles de douze ou de quatorze ans et de vieilles femmes de soixante ; n'est-ce pas une preuve convaincante de l'impartialité de la justice italienne ? Ne voyait-on pas naguère une femme sexagénaire, privée d'une jambe, charitablement soutenue par deux carabiniers ? Et l'on ose les accuser d'inhumanité ! Si on les avait vus attentifs à ne pas faire asseoir les prisonniers entassés dans les bateaux, de peur de les faire chavirer.

Si l'on traîne ainsi ces opposants au *domicile forcé*, est-ce que l'histoire n'en fournit pas des exemples ? Une population qui résiste doit être déportée. Les Lombards, qui sont les ancêtres des Piémontais, n'emmenaient-ils pas, liés comme des chiens, les Italiens qui osaient encore s'appeler des Romains ? Les Lombards travaillaient, eux aussi, pour l'unité italienne. Alors l'Empire était tombé aux mains des eunuques, ce qu'on ne dira pas, sans doute, des princes et des ministres italiens. Et même à cette époque il y en avait qui, comme Bélisaire, épousaient des Antonines et obéissaient à des Théodores. On trouve donc de beaux exemples dans l'histoire, et on n'a qu'à les suivre pour fonder un empire.

On a dit, Monsieur, dans la législature italienne, que les transportés dans les îles étaient au nombre de vingt à trente mille ; qu'il y en avait cinq mille seulement en Sardaigne ; mais n'étaient-ils pas parents , cousins ou neveux des cinq cents brigands du général

La Marmera ? C'est une nombreuse parenté, sans doute, mais par cette conduite les Italiens ne montrent-ils pas qu'ils rejettent les rigueurs anciennes pour introduire un droit nouveau? Tout bien examiné, ils sont humains ; ils n'ont pas continué l'orgie de sang et de crimes, le despotisme de la hache de 1793. Les fusillades ne sont pas des noyades, et les relégués de Capraja, de Pantellerie et de Sardaigne ne peuvent tout au plus que mourir de faim.

Ne les a-t-on pas, du reste, mis à la disposition des propriétaires de ces îles, comme on fait des colis aux Antilles ? Le gouvernement devait-il y faire couler le lait et le miel ? On a toujours considéré l'esclavage ancien comme un progrès, parce qu'on aurait pu tuer les prisonniers. Or, c'est le même cas : on relègue pour ne pas fusiller. Certainement le gouvernement italien n'a pas envoyé une commission d'enquête chez les Iroquois pour y apprendre comment on doit rôtir les captifs.

Les civilisateurs ont été de tout temps grands amis de la mitigation des peines et grands partisans de l'abolition des supplices. Ils ont, en même temps, demandé qu'on bâtisse des prisons douces et même charmantes. Or, les philanthropes italiens, une fois maîtres du pouvoir, se sont aussitôt mis à l'œuvre. Une prison italienne est désormais comme la piscine qui guérissait les lépreux et les paralytiques. Il est vrai que, dans le royaume de Naples, gisent dans les prisons plus de trente mille détenus affamés, presque nus, sans distinction d'âge, de sexe, de condition. Mais qu'y faire ? C'est le temps seul qui a manqué.

Peut-on raisonnablement se plaindre de la mortalité des prisons, comme si le typhus eût dû demander la permission d'y entrer ? Les prisons de Potenza, de Salerne, de Catanzaro, de Cosenza ont été atteintes de l'épidémie. Mais le gouvernement n'a-t-il pas accru le nombre des prisons ? La sollicitude gouvernementale est allée quelquefois jusqu'à métamorphoser en prisons les murs des tombeaux. On exagère, du reste, le nombre des victimes. En quatre ans, et sur 146 détenus pour le procès d'Isernia, la mortalité n'a été que de cinquante. S'ils sont restés enfermés longtemps, c'est que le temps a fait défaut au juge d'instruction ; on ne doit pas oublier, disent avec raison les unitaires, qu'ailleurs on envoyait les prisonniers à l'échafaud pour vider les prisons.

Et puis, les prisons napolitaines devaient produire ces résultats :

si l'on y meurt à présent de faim et de typhus, on n'y subit pas d'autres violences que celles des geôliers choisis parmi les *camorristes*, ou quelques coups de fusil des sentinelles lorsqu'on se montre à une fenêtre. Mais jadis, c'était, dit-on, la *coiffe du silence* et les plus funèbres instruments de la torture. Un réactionnaire répondra peut-être qu'on n'a jamais su trouver, quelques recherches que l'on ait faites, ni ces instruments, ni un seul homme qui se soit dit torturé. Qu'importe ! Si le fait n'existait pas, il fallait l'inventer. Dès qu'il s'agit de la réalisation d'un grand dessein, le mensonge n'est qu'un moyen. Et le mensonge plaît tant à la crédulité humaine, qu'il serait vraiment dommage que cette *coiffe du silence* n'eût jamais été imaginée.

Avec un petit effort de bonne volonté l'on peut trouver encore que l'état présent des prisons napolitaines est tout simplement une continuation de l'ancien. Un illustre Anglais n'a-t-il pas, il y a quinze ans, révélé à l'Europe les horreurs des prisons napolitaines ? Et si un lord, un peu moins crédule, vient attester au Parlement anglais, sur sa parole d'honneur, ce qu'il a vu de ses propres yeux dans ces mêmes prisons sous le régime italien, ce ne sera pas un témoignage sérieux. Il y aura d'ailleurs et toujours une profonde différence. Ceux qui, ainsi qu'on l'avait assuré à M. Gladstone, gémissaient dans les cachots de la police napolitaine, voulaient régénérer leur patrie, et pour eux la barricade était un chemin. Ceux que lord Lennox a vus lui-même dans les prisons, ont le tort de ne pas aimer la régénération italienne. C'était donc pour les deux voyageurs une affaire de goût.

ROME, le 6 Mai 1865.

LES INVENTIONS

LETTRE XXXI.

*A Monsieur J. ***,*

PARIS.

Il y eut un temps où l'on prenait plaisir, où l'on éprouvait un doux frissonnement à lire les romans d'Anne Radcliffe et, plus tard, les exploits de Han d'Islande. Pourquoi donc ceux qui aiment encore les fortes émotions ne pourraient-ils se faire montrer à Palerme cet *Antoine Cappello* qui se permit d'être sourd et muet, même après la conscription? Il peut leur exhiber les cent cinquante-deux blessures que lui causèrent les *révulsifs volants* appliqués par les chirurgiens militaires. Est-ce que ceux-ci devaient se laisser duper? Qui est-ce qui pourra désormais simuler le mutisme et la surdité, depuis qu'on a appliqué les *révulsifs volants* à celui qui était sourd et muet? Amenez-leur demain un myope, ils l'exposeront, pour s'assurer de la vérité, au miroir brûlant de Byzance.

Voyez, en effet, *Carmine de Martino* de Salerne qui, sorti à la conscription, s'était dit sujet à des attaques d'épilepsie. Les commandants italiens devaient-ils s'en laisser imposer par les certificats des médecins napolitains? Ils sont adroits, ils ont l'esprit subtil, les commandants italiens! Ils le feront conduire à l'hôpital, et à la première crise, ils le feront garrotter sur le lit, et les chirurgiens militaires lui appliqueront des fers rougis sur les jambes. Cette idée avait quelque chose d'ingénieux et de plaisant. On en rit beaucoup. L'expérience fut même répétée, et les bourreaux (non, pardon, les chirurgiens) ne cessèrent que lorsqu'ils virent le sujet prêt à expirer. Mais cela servira à l'avenir. On se persuadera qu'il n'est pas aisé de tromper la loi et la sagacité italienne.

Si *Antoine del Zio* se dit atteint d'asthme, on aura une nouvelle expérience toute prête. Qu'ils sont inventifs ces Italiens ! On l'avait déjà essayé sur le fils de *Pierre Guelfo*, à Florence. Malheureusement le jeune *Guelfo* étant mort en chemin, on n'avait pu constater la bonté du moyen. Maintenant c'est un bonheur qu'*Antoine del Zio* se présente à l'alchimie unitaire. Le commandant le fera donc charger d'armes et de bagages et lui imposera une marche de huit lieues. Si les forces lui manquent sur la route, les soldats le pousseront à coups de crosse et de baïonnette. S'il se traîne jusqu'à une chaumière et y expire comme *Guelfo*, ce sera sa faute. Les Italiens ne doivent pas se laisser mystifier. Enfin, si *Antoine del Zio*, expirant, tourne ses yeux mourants vers sa pauvre mère et vers sa terre native,

..... *et reminiscitur Argos*,

les Italiens fixeront leurs regards vers Florence. Là il y a un gouvernement qui sait récompenser. En effet, il a mis la croix de Saint-Maurice sur la poitrine du médecin qui appliqua les *révulsifs volants* à *Cappello*. Les autres ne perdront rien pour attendre. A Florence, les conseillers ne se trouveront jamais déclassés. Quand il s'agit de la grandeur italienne, ils sont prêts à tout, ils sauraient amuser Dioclétien en personne.

Rome, le 10 Mai 1865.

LA DISCORDE

LETTRE XXXII.

*A Monsieur Th***,*

PARIS.

Tandis que les unitaires sont si vigilants, si actifs pour le bien public, on ose encore parler à Naples des belles lois abrogées, des institutions détruites, des arsenaux vidés, des musées dépouillés. Passe si l'on voulait parler des finances un peu dérangées, du commerce et de l'industrie un peu gênés, et encore! Il est bien un peu question des exilés, selon la loi Pica, des quelques villes ou villages incendiés çà et là, des quelques milliers d'hommes fusillés, des quelques monastères spoliés, des quelques prêtres blessés ou tués. Mais ceux qui envisagent les choses d'une façon sage et élevée, ne peuvent pas s'arrêter à ces menus détails. A cela près, le royaume des Deux-Siciles est-il donc si digne de pitié? Ce serait être bien injuste et bien exigeant.

D'abord la vanité nationale ne se sentit-elle pas flattée d'être unie au Piémont? On disait que les Napolitains et les Piémontais n'avaient aucune affinité entre eux. Mais il y avait entre ces Italiens le rapport qui est entre le malade et le médecin, et les Napolitains étaient assurément les malades. Ce n'était donc pas à eux d'ordonner des prescriptions.

Les Siciliens, par exemple, ne sont-ils pas assez heureux puisqu'en cinq ans ils ont plus de trois cents mètres de chemins de fer? Avantage incontestable, qu'ils n'ont pas assez payé par des impôts décuples et des milliards de dette qui leur reviennent de la dette italienne. Les chemins de fer, ils les auront infailliblement quand ceux de la Haute-Italie seront achevés et qu'on se sera procuré de

l'argent. — Si, en attendant, on a dépensé plusieurs millions pour la gare de Turin, c'est qu'il fallait embellir l'ex-capitale, comme il faut arranger et agrandir maintenant la capitale provisoire du nouveau royaume. Quant aux ports, les Méridionaux les auront aussi. On a décrété que celui de Naples serait construit, et le projet est à l'étude depuis cinq ans. Mais il faut achever auparavant celui de la Spezzia. Naples et Palerme auront des rues plus larges et plus droites, mais on doit auparavant achever l'installation de la nouvelle capitale et le percement du Mont-Cenis. On ne peut faire tout à la fois. En attendant, on a commencé par tout démolir dans les villes italiennes. N'est-ce pas le signe certain que le gouvernement a le dessein de tout reconstituer ?

On paie plus d'impôts qu'auparavant, il est vrai, et cela n'est pas gai ; mais c'est l'esprit des Napolitains qui les empêche de voir toutes les conquêtes de la civilisation assurées à leur patrie. Ils sont même assez aveugles, assez ingrats pour dire que l'unité italienne est impossible, et que l'Italie n'aura jamais une vie heureuse et glorieuse, grâce à ses vertus ! Ils osent se plaindre et dire que, pour former l'unité, on a fait une Italie divisée en bêtes de somme et en animaux de proie. Comme si les Italiens dévoraient sans remords et les Napolitains se laissaient dévorer sans révolte !

Il n'y a, en effet, que des aveugles qui puissent nier les lumineuses sérénités de cet Eden de l'Italie affranchie, que, depuis cinq ans, on est parvenu à environner de clartés et inonder de délices. L'Italie n'aurait jamais connu ni le sang, ni les larmes, si elle avait été conquise et dominée par le Piémont, dès l'instant où il entendit les *cris de douleur*. Et maintenant, au lieu de célébrer cette révolution si grande, si modérée, si douce ; au lieu d'entonner un dythyrambe à la gloire et à la régénération italienne, le peuple napolitain ne parle que d'oppression, de chaînes, d'esclavage ! Il ose dire que l'unité est pour lui un banquet platonique, où il ne mange qu'en désir et ne se nourrit que d'espoir et de fumée, qu'elle est pour lui le supplice de Tantale ! Quelques députés, et ceux qui sont presque de la maison, ont l'insolence de disputer au gouvernement sa gloire. Il est vrai que ce sont des discours que personne n'entend, sauf ceux qui les prononcent.

C'est de là, Monsieur, que procède l'indignation légitime des unitaires contre Naples, qui, s'étant jadis affaissée sous la tyrannie,

maintenant s'obstine à ne pas voir la libertó. Les Napolitains sont des imbéciles, selon un noble lord, mais certainement ce sont des rebelles, selon les unitaires. Ces barbares, en effet, ces Béotiens du midi se croyaient jadis heureux. Ils formaient, dit-on, un peuple joyeux, à qui l'existence matérielle ne coûtait rien. La pauvreté même était franche et de bonne humeur. Eh bien ! tout le monde n'a-t-il pas maintenant le droit d'être pauvre et de se montrer joyeux ? Si Naples veut ressusciter cette race de *lazzaroni* que Montesquieu vit de son temps sales, déchirés, nu-pieds et pourtant effrayés du Vésuve, elle peut bien s'en passer la fantaisie. Naples aura toujours un soleil qui n'a pas vieilli, un soleil radieux qu'on n'a pas à Turin. Et si elle le conserve, peut-elle raisonnablement se plaindre ?

C'est justement au moment de sa régénération, au moment où il renaît à la vie intellectuelle, à la vie de la liberté, qu'une partio de ce peuple résiste par son inertie, une autre se raidit; il en est même qui se soulèvent, se battent, meurent sans se croire vaincus ! C'est une outrecuidance fabuleuse. Et quel triste phénomène ! le peuple veut à tout prix prolonger son enfance maladive ot turbulente. Quand le pouvoir, à Florence, pense à cela, la qualité d'homme doit perdre tout son lustre à ses yeux, et il est naturel qu'il se dise alors que le peuple est un souverain qui mérite bien force coups de bâton. Comment traiter différemment ce peuple souverain de plébiscite, qui, au lieu de trépigner de joie, révèle la haine qui s'allume aux cœurs des esclaves !

Plus on fait, moins il se montre satisfait. Il ne voit pas quelle vaillante armée veille à sa sûreté; il ne voit pas quels honnêtes fonctionnaires règlent ses intérêts, sa liberté, sa vie. Il ne voit pas la sagesse économique du pouvoir ; il ne voit pas la bonté des lois. Il s'obstine à ne pas s'apercevoir que si on lui envoie du nord de l'Italie des administrateurs, des employés, des douaniers, et même des jardiniers et des nourrices, c'est pour lui inoculer la civilisation. Pour les géôliers, ils sont de la même confrérie que les carabiniers, et peuvent mieux fraterniser avec les *camorristes*. Comment donc se permet-il de dire que Naples, depuis cinq ans, sert de ratelier à tous les manants du Piémont ! Il veut absolument croire qu'une race étrangère s'est implantée pour y dominer, et que le sol napolitain n'appartient plus à la véritable race de la patrie.

Le peuple des Deux-Siciles a l'esprit bien difficile. Dans ce gouvernement paternel pour les corps, respectueux pour les âmes, il ne trouve que des contradictions et des iniquités. Il se plaint des emprisonnements, et ne voit pas la liberté de la cité. Il se plaint qu'on lui ôte les couvents, et ne voit pas qu'on lui donne les *lupanars* et les maisons de jeu ; qu'on ferme ses églises, tandis qu'on lui ouvre avec empressement les casernes et les *philicomes*. Il est injuste même envers la police, bien qu'on en ait si prodigieusement augmenté le personnel. Tantôt il l'accuse d'être molle et mal faite pour les crimes ordinaires; tantôt il l'appelle minutieuse et tyrannique pour les suspects. Il ne voit pas la différence évidente entre les vols, les assassinats et les conspirations.

Et au milieu de ces contradictions de jugement et de ces pleurnicheries éternelles, il se permet pourtant des railleries très-amères contre l'unité et les unitaires! C'est la folie de la servitude.

Ecoutez plutôt ceux-ci. Ils vous diront qu'il faut se défaire des vieilles erreurs. Qu'il faut être homme de son temps, homme d'une situation donnée, si l'on ne veut pas en être le jouet. Ils vous avoueront bien que l'unité italienne n'est qu'ébauchée, mais ils se réservent de prouver au monde que ce n'est pas une utopie. Ils vous prouveront que la jeunesse d'un peuple est toujours forte et ardente, et qu'il faut bien fermer les yeux sur quelques écarts. Ainsi à Naples, on relève à tort quelques abus, quelques extorsions, quelques violences et même quelques meurtres. Quand la police sera portée à sa perfection, toutes ces plaintes cesseront. Elle n'a que cinq ans d'existence! Maintenant ces jérémiades napolitaines ne serviront tout au plus qu'aux correspondances des journaux, ou à quelque note qui ira s'ensevelir dans les catacombes de la diplomatie.

Que voudrait-on ? répètent-ils ? Que les Italiens fissent tomber le rideau, pour disparaître de la scène ? Que le royaume, après tant et de si nobles exploits, restât inachevé et embourbé dans la fange ? Non, dût-on revoir les jours des anciens Lombards, dût-on en revenir au dixième siècle, dût la tempête de sang redoubler et se prolonger, c'est du chaos que sortit le monde lumineux, que l'histoire doit le plus honorer. Elle dira un jour :

Tantæ molis erat Romanam condere gentem !

L'Italie faite, le torrent qui maintenant emporte tout sur son

passage, deviendra maître de ses eaux, règlera son cours et coulera tranquille entre ses rives. Alors les Napolitains béniront le jour où le Piémont accorda à Garibaldi une lettre de marque contre le royaume des Deux-Siciles. En attendant, si l'on accuse l'Italie unitaire d'être le règne de la force, il est de toute nécessité de jouer la tragédie. Pour les Napolitains, nous les forcerons à tomber avec grâce et à mourir avec élégance ; car ce sont eux qui se sont placés comme les anciens gladiateurs dans le cirque.

Rome, le 20 Mai 1865.



LES ILOTES

LETTRE XXXIII.

*A Monsieur J***,*

PARIS.

Les Napolitains qui sont de race grecque trouvent, les aveugles ! que les Piémontais sont les Sarrasins, ou bien encore ils les comparent aux Hongrois qui foulèrent autrefois l'Italie. Cette érudition n'a rien qui puisse déconcerter. On leur dira qu'ils ne s'aperçoivent pas que les Piémontais sont les Romains qui ramenèrent la liberté en Italie, en Grèce, partout. Et ce sont eux les Napolitains, comme les Grecs, qui sont indignes de la liberté. Il a fallu forcer ce royaume, par les baïonnettes piémontaises, à marcher au plébisiste ; plus tard on a dû les traquer comme des bêtes fauves pour les amener sous les drapeaux italiens. Voyez ce qui arrive aux élections. L'indifférence, l'abstention sont telles, qu'il n'y a jamais de résultats. Malgré le respect du droit des électeurs et la pratique honnête et loyale des institutions répresentatives, les colléges électoraux sont déserts. Voyez aussi les députés napolitains à la Chambre ! La Chambre n'est pas pour eux une enceinte législative, un tournoi d'orateurs, mais un lieu de pugilat. Ils s'opposent toujours à cette majorité compacte, solennelle, silencieuse. Et que serait devenue la majorité sénatoriale si le comte de Cavour n'avait pas dépensé tant de soins et d'argent pour amener à la Chambre les amis les plus dévoués ? Décidément le peuple napolitain a un dégoût évident pour la liberté ; il faut la lui inoculer. Mais toute initiation est lente et pénible, et le progrès ne se fait pas en un jour.

Les unitaires le disent partout, et ils ont raison. Du moment qu'il y a, d'une part, refus de participation, il doit s'en suivre de l'autre

séparation d'intérêts. Et ils sont bien venus, les Napolitains, à débiter au gouvernement tant de subtilités sur les droits, la justice et l'économie, quand ils refusent la liberté. C'est à cet aveuglement obstiné qu'il faut attribuer leurs protestations sur la destruction de l'Académie des sciences, comme si l'Italie régénérée avait besoin de savants. De là les plaintes sur la destruction de tant d'institutions littéraires, comme si la jeunesse ne devait pas avant tout apprendre à marcher au son du tambour. De là tant de reproches sur l'éducation des jeunes filles, comme si l'on devait détourner tant de belles personnes d'entrer dans le corps de ballet ! De là encore ces cris sur les impôts, sur la suppression des chantiers et des arsenaux, sur le manque de travail. De là cette protestation contre la vente à vil prix de l'établissement de Pietrarsa (qui avait coûté des millions), et contre l'anéantissement de la colonie de San Leucio, qui était devenue si libre. En détruisant cette manufacture de soie et de velours, on a mis 800 ouvriers sur le pavé. Est-ce qu'ils ne peuvent pas devenir de bons soldats ?

Les Napolitains donnent le spectacle inoui de jeter les hauts cris pour le sequestre des biens ecclésiastiques, pour quelques images détruites, pour quelques moines chassés de leurs couvents. Et l'on est en plein XIX[e] siècle, dans le siècle des lumières où nous avons le bonheur de vivre ! Comme si le libéralisme unitaire devait tolérer la liberté d'autrui, quand elle est la liberté des préjugés. Puisqu'on devait arriver à la liberté une et indivisible, il fallait avoir recours au sequestre, à la destruction, à l'expulsion. Cela n'avait pas le mérite d'être nouveau, mais on doit savoir profiter des bons exemples.

On s'est plaint en Sicile de la conscription, méconnaissant l'avantage de devenir des Spartiates. On s'est plaint à Naples des impôts; comme si le nouveau royaume n'avait pas à entretenir une cour splendide, et à pourvoir à ses plaisirs de toute nature. On avait à récompenser d'ailleurs les ministres et à soulager les martyrs de la liberté. Une fois à Rome, on trouvera de quoi rétablir l'équilibre.

Il faut bien l'avouer, si les unitaires ne brillent pas par l'invention, les Napolitains ne brillent pas par la raison. Ce sont des pessimistes de la pire espèce, nourrissant des illusions vindicatives. Vous leur donnerez les meilleures raisons du monde qu'ils les prendront pour mauvaises. Qu'ils se plaignent ou qu'ils raillent, cal-

culont-ils les besoins de l'unité? Comment solder une grande arméo, et comment ne pas la maintenir tout entière quand il reste encore à couronner l'unité? Comment ne pas employer et récompenser tous les conspirateurs qui ont travaillé à la résurrection italienno? Sans eux les émigrés de toute la Péninsule seraient encore condamnés à se promener sous les portiques de Turin, qui ne sont pas ceux d'Athènes. Les ministres pouvaient-ils ne pas penser à leurs parents à leurs clients, aux parents de leurs amis et de leurs maîtresses? Et quel avantage y aurait-il alors à être ministre? Sans cette libéralité, on les aurait marqués d'un stigmate ineffaçable? Mais ont-ils manqué de bienfaisance envers l'Italie? N'ont-ils pas fondé la Banque nationale, dont ils sont devenus les principaux actionnaires et pour des millions? Et on ose leur reprocher les milliards de dette dont l'Italie est accablée! Ce reproche est tout simplement une impertinence. C'est l'Italie de l'avenir qui paye sa grandeur en attendant la conquête qui la remboursera; fallait-il économiser quand il s'agissait de s'asseoir *au banquet des nations* et d'entrer dans le Temple de la Gloire.. . plus tard? Si l'Italie a des rentes, il faut bien les manger. Même avec des dettes on peut aller loin. D'ailleurs, pour fonder de belles institutions, et recompenser dignement tant de martyrs, tant de fidèles instruments et se montrer reconnaissant envers tant de diplomates et de généraux, il aurait fallu, en frappant du pied, faire surgir des fontaines d'or.

On s'était formé, à commencer par Cavour, une idée exagérée de la richesse de Naples. Et l'on n'y trouva que quelques centaines de millions dans les arsenaux, et les biens domaniaux. Il est vrai qu'on s'empara aussi des propriétés de la famille royale, et des biens de l'Eglise. Mais tout cela pouvait-il suffire? Ce sont les unitaires qui peuvent se dire volés. Aussi c'était une nécessité pour eux de tout vendre. La politique des mécontents, en général, n'est quo la politiquo de Sancho... mais lorsqu'il n'avait pas d'île à gouverner. Les unitaires qui gouvernont devaient-ils lui voler ses inventions?

C'est une criante injustice d'accuser son temps. Dante, lui aussi, était injuste; car il se plaignait du sien. Il disait que les *terres d'Italie étaient toutes pleines de tyrans, et que le dernier des manants, dès qu'il était factieux, y passait pour un grand homme* (1). Mais

(1) Che le terre d'Italia tutte piene — Son di tiranni ed Marcel un diventa — Ogni villan che parteggiando viene.

si c'est pour cela qu'il demandait un remède, les unitaires l'ont trouvé. Du temps du Dante, on gouvernait en prenant pour règle ce que l'on croyait être le droit. Maintenant le gouvernement unitaire prend pour règle ce qu'il croit être une nécessité. Voilà la différence.

C'est cette nécessité que les Napolitains refusent de reconnaître ; obstination qu'il faut vaincre à tout prix. S'ils résistent encore, les unitaires auront bien le droit de faire un marchepied de cadavres et d'ossements à l'unité. Avec du temps, l'unité comblera l'abîme, son ombre même fera fleutrir les chemins; s'il y en a qui en doutent encore, ce sont des réactionnaires. Ils ne sont pas capables, ni dignes de sonder la profondeur de la politique italienne.

On a dit que c'est la politique de Machiavel. Mais Machiavel, s'il vivait, serait fort étonné, j'imagine, de l'honneur inattendu qui lui est fait. Elle est bien ancienne la politique qui, en faisant à l'humanité l'honneur de caresser ses vices et ses penchants, teignait sa pourpre dans le sang. Mais cette politique horrible, quand il s'agissait des Césars, des Borgia, des Ezzelins, devient recommandable quand il s'agit des peuples qui se régénèrent. Aussi c'est une calomnie de dire que 1793, en usurpant le nom de liberté, l'a rendue pour longtemps impossible. C'est une calomnie de dire que la lutte qui se poursuit dans le midi de l'Italie est une lutte fratricide. Non, c'est la guerre servile. Ce n'est pas même Spartacus, Eunus, ou Athénion qu'on y détruit. La concorde viendra après. Le Parlement italien n'a-t-il pas proclamé la concorde, et n'a-t-il pas les carabiniers et la loi Pica pour l'atteindre ? Si l'on pousse le gouvernement italien, il n'a qu'à se modeler sur la Convention. Il trouvera là un exemple magnifique de ce que peut l'amour de l'unité et de la fraternité.

Mais quel que soit l'auteur de cette politique, Monsieur, qu'elle soit ancienne ou moderne, qu'elle regarde les peuples ou les princes, on y croit fermement. Tout ce qui prouve le contraire ne prouve rien. A Florence, on ne peut pas en douter. Si le monde croit voir le chaos, ce chaos enfantera un monde. Et ils se montrent tous frais d'innocence et de foi naïve ceux qui en doutent. C'est l'assemblée parlementaire, miroir de justice, lis de candeur et océan de science qui le préconise. Elle réalisera pleinement la conception et le rêve des siècles. Un moulage en platre n'aurait pas plus de relief.

Si les Napolitains, jadis, n'étaient pas fiers, l'Italie ne peut pas leur

permettre d'être arrogants. Tout au plus elle leur accordera d'être serviles. En attendant, pour qu'ils deviennent dignes de leurs nouvelles destinées, on les déracine. Naples, épousée du Piémont par procureur, en exécutera mieux les consignes d'allégresse publique. Elle va bientôt hurler de joie, quand on décrétera la joie. A présent on voit parfois la ville en fête. Il y a des affiches, des arcs, des autels de verdure, des statues en papier mâché, des fleurs, des oriflammes, des fenêtres pavoisées. C'est l'affaire et la gloire du Préfet. Mais d'ici à peu de temps, ce sera la ville en fièvre. Chaque personnage y trouvera les acclamations chaleureuses dont on a salué Garibaldi à Londres, et Blondin en Italie. Ce seront de véritables apothéoses. C'est alors qu'on pourra habiter Naples à son aise.

Que les Napolitains se soumettent donc à la destinée, et la destinée est la régénération de l'Italie dans l'unité. Qu'ils ne se bercent plus de l'espoir de lui échapper. On ne permettra pas qu'ils se dépouillent de leur robe virile pour retomber dans une seconde enfance. Les Italiens du V[e] siècle ont trouvé les Barbares, et les ergoteurs de Byzance ont trouvé les Turcs. Mais aujourd'hui il n'y a plus de Barbares devant le canon rayé, et les Turcs sont, eux aussi, occupés de leur régénération.

Rome, le 10 Juin 1865.

LES SOUSCRIPTIONS

LETTRE XXXIV.

*A Monsieur H***,*

LONDRES.

Les finances anglaises nous donnent un grand spectacle. On se dispense en Angleterre de faire appel au crédit, on y amortit la dette, on abaisse les taxes fiscales, la dette a été réduite de 450 millions en six ans. On se flatte d'avoir un excédant de cent millions dans l'exercice de 1865, et on l'utilisera en nouvelles diminutions d'impôts. En Italie, au contraire, où l'on a voulu faire des enjambées avec des bottes de sept lieues, tout recule au lieu d'avancer. On a dépensé 400 millions par an, dans le vide ; car on en est toujours au chiffre de 500 à 520 millions de recettes ; je puis vous assurer qu'il n'y a pas eu de ministre qui ait connu la véritable situation des finances italiennes. Les rapports officiels prouvent que le recouvrement des impôts est un chaos à n'y rien comprendre. Ajoutez à cela des dépenses qu'on ne peut pas avouer, et qui sont parfois un mystère pour les ministres eux-mêmes, excepté celui des finances. De là le refus de donner des comptes et la complaisance de la Chambre à ne pas les demander. On oppose toujours l'impossibilité de régler les comptes de l'an 1860. On a, dans la Chambre, le petit mot pour rire : sur les 700 millions de l'emprunt Minghetti, 234 millions disparurent sans laisser de traces.

La Chambre autorisera peut-être un autre emprunt comme elle autorisa l'emprunt Minghetti, en 1863; elle en autorisera toujours jusqu'au terme fatal de la banqueroute. Elle se prêtera à toutes les combinaisons, comme elle vient de voter la fusion des Compagnies

des chemins de fer qu'elle blâmait, les garanties qu'elle trouvait exorbitantes, les ventes qu'elle jugeait ruineuses; la Chambre a, dans les flancs, l'aiguillon de l'avidité, l'aiguillon de la révolution qui la poussent. Voulût-elle y resister, elle serait forcée de s'incliner et d'obeir. La révolution, c'est sa fatalité.

Le gouvernement italien ne communique pas non plus cette fois un exposé quelconque des recettes et des dépenses, des importations et des exportations de l'Italie. Les recettes, en général, ordinaires et extraordinaire, sont portées à 669,438,562 fr. et les dépenses à 876,639,308; ainsi le déficit serait de 107,200,746 fr.; mais est-ce là toute la vérité? Le seul fait incontestable est qu'on court après l'équilibre du budget sans pouvoir l'atteindre jamais. Les budgets, jusqu'à présent, se soldent toujours en déficit. M. Sella compte sur les 200 millions de la vente des chemins de fer, mais voilà que déjà la question des 80 millions du crédit Hambro commencent à embarrasser. On est donc pressé de chercher des ressources extraordinaires, et on va les demander encore à l'impôt et à l'emprunt. Mais ce n'est pas toujours en augmentant les impôts qu'on arrive à leur faire produire davantage. Le droit d'enregistrement n'a pas rendu au fisc ce qu'il en recevait avec un droit plus modéré, qui laissait aux transactions leur libre développement. Le barreau chôme, même à Naples, où l'esprit litigieux était une fièvre. Au lieu d'agir comme en Angleterre et d'exciter les progrès de la richesse publique par des dégrévements successifs, on les entrave par des augmentations d'impôts. On propose dans ce moment l'abolition des ports francs et des lettres de change de douanes, moyen le plus sûr de tarir le commerce. Tout tomberait bientôt dans un état de stagnation, comme il est déjà arrivé à Ancone et à Livourne.

C'est la conséquence du gaspillage et des embarras financiers qui ne peuvent pas attendre les bienfaits du temps. S'il est vrai que l'Etat doit régler ses dépenses sur les progrès de la fortune publique, on peut se demander: la richesse de l'Italie, dans les cinq années qui viennent de s'écouler, s'est-elle accrue dans la même proportion que ses dépenses? Une fièvre vertigineuse poussait nos maîtres à simuler les antiques grandeurs, mais on a beau ériger les expédients révolutionnaires en axiomes, les déficits passés et futurs ne peuvent être couverts que par d'autres emprunts, au bout desquels on trouvera la banqueroute et l'écroulement. L'aliénation des biens de

l'Eglise procurera des partisans à l'unite, mais non pas des ressources au trésor. Voilà qu'on vient de décréter un autre emprunt qui ne rapportera pas même le 61 pour cent. Quant aux 160 millions offerts aux souscriptions intérieures, on les cherchera vainement. Les Italiens sont devenus de singulières gens, à la vérité ; ils aiment à entendre dire qu'ils sont revenus aux traditions de la grandeur romaine, à voir manœuvrer simultanément l'infanterie et la cavalerie, à contempler l'appareil bruyant de l'artillerie à Milan et le déploiement de la flotte à Naples. Ils s'empareraient volontiers du quadrilatère, mais tout cela sans bourse délier. Est-ce parce qu'ils voient surgir tant de fortunes improvisées et insolentes au milieu d'un déluge d'impôts et de la misère publique ? se sont-ils aperçus de ce qu'on leur répète toujours : que l'œuvre du gouvernement est celle de Sisyphe ? Ce qui est certain, c'est qu'ils s'éloignent de toute souscription volontaire, comme s'écarte avec dégoût celui qui voit tout à coup ramper un serpent à ses pieds. Les malheureux ne comprennent-ils donc plus les bienfaits de l'unité, et n'ont-ils plus de foi dans sa durée ?

Rome, le 2 Décembre 1865.

LES FONDS PUBLICS

LETTRE XXXV.

*A Monsieur le comte M***,*

BRUXELLES.

Le ministre Sella vient de présenter un nouvel exposé financier. « Dans les conditions où est l'Italie, a-t-il dit, un plan financier est impossible ». Et en effet, c'est depuis cinq ans qu'on vit ainsi sans système, sans plans, au hasard du jour et des circonstances. La fatalité inexorable est le besoin d'argent, et le ministre avoue que les impôts actuels ne suffisent plus, et que le pays doit se préparer à faire de nouveaux sacrifices. Cependant la rente italienne baisse chaque jour davantage. Les inquiétudes politique affectent particulièrement le crédit qui se resserre. C'est de là que naît la raretédu numéraire, l'élévation du taux de l'escompte, la vente des valeurs mobilières. Autrefois les cinq pour cent italiens se plaçaient à primo, ceux mêmes du Piémont au pair. Les fonds publics napolitains étaient montés à 119; maintenant la rente italienne est à 65. La rente suit une loi économique évidente ; elle est très-offerte et baisse de prix. C'est que voyant les déficits s'accumuler d'année en année, sans autre moyen de les couvrir que l'emprunt, on se sent perpétuellement sous le coup d'une nouvelle émission de rentes. Supposez la guerre, cas très-possible, puisqu'on laisse les nuages s'amonceler de plus en plus sur l'horizon, et tout s'écroulera d'un coup. Le crédit a besoin de la paix du jour, de la paix du lendemain, de la garantie qu'elle ne lui sera pas ravie d'un moment à l'autre, et la guerre le détruirait tout à fait !

Depuis six ans les capitaux disparaissent, le numéraire se retire de la circulation, le commerce s'éteint. C'est déja un marasme. Vous

n'avez qu'à consulter les appréciations mêmes de M. Sackville West, si chaud partisan de l'unité. Gênes, Livourne, la Sicile ont déchu, et le commerce ira toujours s'amoindrissant davantage par le traité avec la France, les nouveaux emprunts et la rareté de l'argent. On parle encore et toujours de la ressource des biens domaniaux, mais la vente en est encore incertaine. D'ailleurs on en paie le prix par cinquième, par sixième ; on prend des répits pour dix, pour vingt ans, et les accapareurs ne soldent le capital que par les produits mêmes de la terre. On parle de la ressource des chemins de fer. Mais on en offre 184 millions, qui sont déjà affectés à la garantie de l'emprunt Hambro pour quatre-vingt millions. Ajoutez-y les 174 millions, valeur présumée des biens domaniaux, et vous arriverez à une somme qui restera toujours de 134 millions au-dessous du déficit. Et le solde de l'emprunt des 700 millions qui va peser sur le budget de 1865 ? Et le manque des dix millions qui, déduction faite de l'emprunt Hambro, étaient la recette des chemins de fer ? Et les douze à quinze millions de revenu des biens domaniaux ? On est d'ailleurs engagé par les garanties données pour une sommo de près de soixante-douze millions aux Compagnies des chemins de fer, du canal Cavour, aux indemnités allouées à Turin, au déplacement do la capitale, aux employés transférés à Florence. Le gouvernement assure que le transfert de la capitale n'absorbera que sept millions, mais bien des gens s'en frottent les mains et se flattent qu'on en dépensera vingt au moins.

Le contrat avec M. de Rothschild n'a pas été ratifié, et le fût-il, voudra-t-on comprendre dans le paiement une grande partie de ces bons du Trésor qui sont en circulation? On est poussé par la fatalité à en émettre toujours davantage. Il y en a déjà, dit-on, pour bien des millions. Et comme ils ne peuvent s'escompter dans le pays, on doit en trouver le placement hors d'Italie. Les banquiers imposent un taux d'escompte très-élevé et un très-court délai. Aussi quand les billets viennent à échéance, on est forcé de les renouveler à des conditions plus onéreuses encoro. Il paraît que de hauts fonctionnaires, et quelques députés poussent à la roue. C'est que ces bons ne représentent point une portion déterminée des revenus de l'Etat, les dépenses et les revenus ne se balancent pas. Les ministres n'ont pu jamais et no peuvent dire quelles sommes ils retireront des contributions ; aussi, outre un nouvel emprunt, on parle déjà tout bas

d'aliéner la perception des tabacs. L'Italie régénérée ne rêve, depuis cinq ans, que de biens à vendre et d'argent à emprunter.

Il a été aussi question des sociétés à constituer, et la seule qui se soit établie l'a été par M. Bastogi ! On voulait encore consolider pour un quart la dette flottante ; comme si ce n'était pas non-seulement un emprunt déguisé, mais un commencement de banqueroute. On est donc forcé de revenir à l'emprunt, tandis qu'on a tué le crédit; après cela il ne restera plus, soyez-en sûr, que le suicide, que la banqueroute,qui sera bientôt aux portes. Et la banqueroute est bien plus effrayante que Catilina. Cette catastrophe que le marquis de l'Isle, causant avec moi en 1863, disait facile à prévoir, et qui cependant n'épouvantait guère, ajoutait-il, *ces gens-là*, s'approche à grands pas. Ils auront encore le papier monnaie ; ils en rendront le cours forcé, immense désastre qui ne retardera guère la ruine finale. On pourra émettre peut-être 2 à 300 millions d'obligations, ayant pour garantie la ferme des tabacs, 4 à 500 millions garantis par les biens ecclésiastiques. Mais après ? va-t-on se jeter dans la guerre en désespoir de cause ? En effet, si la guerre n'avait pas lieu, le royaume italien s'épuisera de plus en plus et tournera contre lui-même l'arme dont la révolution a frappé les pouvoirs légitimes. Un vent se lèvera qui emportera le nouveau trône ; car l'Italie demande l'ordre et la paix et la souhaite à quelque prix que ce puisse être. Elle trouvera le repos sous ses propres ruines.

ROME, le 18 Décembre 1865.

LES EXPÉDIENTS

LETTRE XXXVI.

*A Monsieur le comte M***,*

BRUXELLES.

Il n'est pas un seul Italien, mon cher Comte, qui se fasse illusion sur l'état des finances du royaume uni. On connait parfaitement cet homme pâle et rachitique qui s'appelle crédit italien; et que M. R.... a créé avec tant d'efforts et de si gros profits. Et ce sera lui probablement qui lui rendra les honneurs suprêmes. Pas un Italien n'a pensé un seul instant que le gouvernement de Florence dût percevoir la moindre partie de l'emprunt forcé. Chacun est résolu, et cela dès la publication du décret, à ne rien payer. Les citoyens veulent faire payer aux municipalités, les municipalités aux provinces, et les provinces à la Banque. Cette Italie qu'on nous représente unanime, enthousiaste, enivrée de l'unité, refuse à son gouvernement aux abois quatre cent millions, qui ne représentent que vingt-cinq francs par tête !

Et la Banque, que fera-t-elle ? Elle ne le sait pas elle-même. Émettre pour trois cents à trois cent cinquante millions d'assignats encore, ce serait faire monter l'agio de 6 à 7 pour cent. Aussi le ministère a consacré les derniers instants de la dictature à chercher sur votre marché les moyens de contracter un premier emprunt partiel de cinq cent millions effectifs pour un milliard nominal. Mais la France a déjà deux milliards de fonds italiens, et les maisons de banque françaises ne pourraient plus faire accepter par les couches populaires de l'épargne des inscriptions de rentes italiennes. Le monde financier a dû naturellement remarquer que tandis qu'on demande encore l'argent de l'étranger, l'emprunt forcé traîne

depuis trois mois, sans avoir produit un centime, et n'en pıoduira pas plus que le *Consorzio nazionale*.

Cependant il faut chercher des expédients pour parer aux terribles embarras du Trésor, sans exposer toutefois publiquement la situation financière, je ne dis pas avec exactitude, mais dans la mesure même la plus rigoureusement indispensable.

Vous avez été surpris qu'on ait aliéné les cent millions que le Trésor avait à toucher, avec une perte de quinze millions : vous serez sans doute plus étonné encore, quand vous saurez que le réseau des chemins de fer Lombards, appartenant à l'Etat, avait coûté deux cent soixante millions. On commença par le vendre deux cent millions *nominaux*, réduits à cent quatre-vingt millions par l'agio et l'escompte des premiers cent millions. Il restait encore cent millions complémentaires, sur lesquels on vient de perdre, par l'emprunt Stern, quinze millions; de sorte que, pour se procurer de l'argent, on aliène un réseau qui a coûté deux cent soixante millions pour cent soixante-cinq, dévorés d'avance. On n'a jamais marché plus gaîment vers l'abîme. Et remarquez que le gouvernement italien vient de payer, par le traité de paix, quatre-vingt-sept millions à l'Autriche, tandis qu'il pouvait lui rétrocéder la créance sur les chemins de fer Lombards, dont la moitié du réseau est en Autriche. C'est qu'on avait besoin de cette ressource, si tant est qu'on ne l'ait pas encore engagée et dévorée. Les quatre-ving-sept millions et demi de traites donnent du répit, et en cas de malheurs, il adviendra de ces pauvres traites ce que voudra le hasard.

On m'assure que le gouvernement italien aurait fait contracter à la banque R.... un emprunt sur gages de 30 millions, au taux de 15 pour cent, avec garantie de soixante-quinze à quatre-vingt millions de titres 5 pour cent, de l'emprunt forcé. Une autre opération consistait à faire contracter par quelques municipalités un emprunt collectif de quarante millions pour dix-huit mois. Ainsi l'Etat s'appropriait l'argent des municipalités, comme il a déjà fait de l'argent des hôpitaux et des établissements de charité. Il aurait fourni simplement l'aval, en cas que les municipalités n'eussent pas pu rembourser les créanciers. Mais cet aval, sur quoi s'appuyerait-il? Toujours sur le crédit du gouvernement qui n'en a aucun pour emprunter directement. Aussi toutes ces combinaisons vont-elles échouer.

Harcelé par des besoins pressants d'argent, le gouvernement veut faire précéder l'emprunt, assure-t-on, d'une opération du cinq en trois pour cent italien. Ce serait une réduction qui n'aboutirait qu'à procurer de gros bénéfices à ceux qui opéreraient cette conversion et qui rendrait l'emprunt encore plus impossible. Il paraît qu'on voudrait essayer d'affermer les tabacs pendant vingt ans, moyennant trois à quatre cents millions. Mais on abandonnera, pour le moment, cette aliénation et la conversion de la rente, parce qu'elle empêcherait l'emprunt, et aussi parce qu'il s'agit d'un revenu spécial le plus certain et le plus utile. Mais plus tard on reprendra ces expédients singuliers, et je dirai même étranges et injustes, parce qu'ils aboutiraient à diminuer de quarante-cinq millions les recettes de chaque année, aux dépens de la dette actuelle, théoriquement garantie par la collective des revenus de l'Etat. Les dépenses de l'administration des tabacs sont de près de trente-cinq millions environ, et les recettes de quatre-vingt millions.

Toutes les jalousies et les manœuvres de vos banques pour dépouiller un cadavre sont un spectacle de débats usuriers et mesquins, qui doivent bien édifier le public ; car, au fond, c'est de son argent qu'il s'agit. En attendant, on entonne déjà un chant funèbre sur le ministère italien, et particulièrement sur le ministre Scialoja qui tient le ratelier. En Italie, le remplacement d'un ministre des finances s'opère aussi facilement que celui d'un chambellan.

ROME, le 14 Octobre 1866.



PRESTIDIGITATION

LETTRE XXXVII.

*A Monsieur de W****,

PARIS.

Oh quantum est in rebus inane ! Je vous le répéterais cent fois, mon cher de W..., avec Perse, mais je dois vous avouer humblement que je n'ai jamais lu Perse, pas même dans une traduction, et je ne sais où je viens de puiser cette érudition qui m'épouvante moi-même. Le ministre des finances italiennes chasse deux lièvres à la fois, et conséquemment il n'en attrapera aucun. M. de Rothschild, d'une part, et les divers groupes de banquiers, de l'autre, ont bien moins, paraît-il, le désir de faire un emprunt italien que celui de se contrecarrer. Et voilà M. Scialoja, se croyant plus fin qu'eux tous, qui vient se jeter au milieu. Il fatigue, il use le télégraphe pour annoncer la splendide situation de ses caisses. La Californie, sans doute, en sera humiliée. L'or, en Italie, se remue à la pelle. C'est l'El-Dorado de Candide, et je crois que M. Dumas rongira de honte d'avoir fait son Monte-Christo si gueux. Il n'y a pas vingt jours que M. Scialoja empruntait trente millions au taux de quinze pour cent avec garantie de fonds italiens à quarante. Et c'était bien à tort en vérité. Il vient de découvrir qu'après avoir fait face aux besoins de l'exercice, à toutes les dépenses de la guerre, aux quatre-vingt-sept millions et demi de la Vénétie, aux cent quatre-vingt millions de coupons et pensions diverses à payer au 1er janvier, il peut ouvrir son tiroir plein d'or et le caresser complaisamment de la main. Et ce sera une jouissance bien légitime, car il lui restera deux cent millions d'écus sonnants pour commencer l'exercice prochain.

Si vous en doutiez, vous auriez tort. Voyez la souscription au syndicat formé par la Banque nationale d'Italie pour l'emprunt forcé !

Il est vrai qu'il y a aussi des sceptiques qui ont eu l'impertinence de vouloir examiner la chose de plus près. Ils ont observé, ces jaloux de la grandeur de l'Italie, qu'il n'y a plus, dans la Péninsule, de ces papillons assez étourdis pour venir se brûler à la même chandelle. Donc la Banque a pris pour elle, et *provisoirement*, les trois cent cinquante millions de l'emprunt forcé, qui devient volontaire. Elle les prend à trente pour cent de perte, c'est-à dire à soixante-dix. Mais ce report est trop lourd pour elle seule. Elle invite les autres à participer à ce sacrifice. La durée n'est que de deux ans et demi. Ils disent donc, ces opposants conspirateurs ou ces émigrés, que la Banque ne veut ainsi que déguiser le concours des billets émis qu'elle va prêter au gouvernement. Les institutions de crédit, banquiers, gros négociants, *invités* par le gouvernement à *souscrire*, par une prestidigitation financière, ne verseront pas un centime. Ils donneront leur papier à la Banque pour payer leurs souscriptions, et moyennant ce papier, ils deviendront participants au syndicat. La Banque ne recevra donc que du papier, elle en créditera le montant, elle créera des assignats pour une somme équivalente et donnera ces assignats au ministre. Les souscripteurs ne courront aucun risque, parce que la Banque renouvellera l'escompte de leur papier. La Banque, elle aussi, ne court aucun risque parce qu'elle restera détentrice des titres jusqu'à leur résiliation pour vente. Ce n'est que l'Italie qui risque dans ce jeu. Car toute cette complication revient purement et simplement à créer une quantité d'assignats égale au chiffre de l'emprunt. Mais est-ce qu'un ministre doit s'arrêter devant cette considération ? Il n'est pas ministre pour rien.

Ce sont des mécontents qui débitent de ces balivernes, et je leur dirais : *o miseras hominum mentes, o pectora cæca*, si j'avais mieux lu Lucrèce que je n'ai lu Perse.

Au bout des deux ans et demi, que fera la Banque ? Elle doit vendre. A qui vendra-t-elle ? Que deviendront les participants au jeu de la liquidation du syndicat ? Ils n'auront que le choix ou de se transformer en détenteurs définitifs, ou de perdre trente ou quarante pour cent, ce qui réprésente la différence entre le taux de soixante-dix et le cours présumé des fonds italiens. C'est de la

mauvaise foi politique, de la mauvaise foi financière, ou de la naïveté outre mesure. M. Scialoja veut-il, comme l'Italie jadis, *fare da se*, ou façonner l'opinion étrangère à l'idée d'un emprunt?

Ce qui est certain, c'est qu'il a frappé inutilement à la porte de divers banquiers. Si l'on a répandu le bruit d'un emprunt (auquel on doit arriver), c'est par le besoin de faire lever des primes vendues et de se débarrasser du *ferme* correspondant.

Rome, le 20 Octobre 1866.

LES IMPORTATIONS

LETTRE XXXVIII.

*A Monsieur de W***,*

PARIS.

Il a été publié, il y a peu de temps, à Naples, une brochure qui éclaircit tellement la situation financière de l'Italie, que chacun peut en calculer les inévitables conséquences. Elle constate que les importations, en 1859, pour tous les pays qui forment le royaume italien d'aujourd'hui, excédèrent les exportations de trente-sept millions. En 1861, ce chiffre de trente-sept millions se trouva porté à cent cinquante-sept ; en 1862, à cent quatre-vingt-dix-sept ; l'année suivante, à deux cent quatre-vingt-deux ; en 1864, on arriva à la somme de quatre cent soixante millions. On n'a pas encore les chiffres officiels des années 1865 et 1866, mais, d'après les hommes les plus compétents, ces chiffres ne pourraient être moindre que ceux de 1864. L'Italie s'est donc vue contrainte de payer en numéraire, à l'étranger, de 1861 à 1864, la somme de 1 milliard et quatre-vingt-seize millions. Si l'on ajoute les sommes soldées durant les deux derniers exercices, on aura le total énorme de deux milliards qui ont dû sortir en espèces sonnantes de la Péninsule, depuis six années. C'est là un vrai désastre.

M. Sciajola vient d'affirmer en plein Parlement, que le tiers des effets publics de l'Italie se trouvait en la possession de mains étrangères. Or, le capital de ces divers effets, suivant les documents les plus certains, s'élève à huit milliards et demi. Calculez l'intérêt de cette somme à 8 pour cent, dont le tiers est de cent quarante-trois millions environ, et voyez le chiffre qu'on a, chaque année, à

payer hors de l'Italie. Et l'introduction des matières brutes, les objets pour le service du gouvernement, les achats d'armes, de munitions, de matériel de guerre de toute sorte, les bâtiments de guerre construits à l'étranger? Il faut y ajouter encore le prix d'escompte des valeurs courantes du Trésor, et l'amortissement des effets publics ou privés, au même moment où l'on doit payer le prix de la cession de la Vénétie et les vingt millions de la rente perpétuelle de la dette pontificale.

Tout cela vous expliquera aisément la crise monétaire, le cours forcé des billets de banque, la dépréciation incessante des effets publics, l'avilissement de la terre, la détresse du commerce, les faillites, le renchérissement des vivres, la misère profonde et générale. La fièvre inintelligente de tout commissionner à l'étranger, a presque anéanti les industries du pays. La voix indignée d'un grand manufacturier du royaume de Naples, en sa qualité de député, vient de le manifester à la Chambre. Le vieux manufacturier, lui, a été le plus actif instrument de la révolution et de l'annexion ; mais ces révolutionnaires-là, il ne fallait pas les mener trop vite ou trop loin.

Jusqu'à présent il était toutefois possible de faire face à cette sortie de numéraire, excessive et hors de toute proportion. Il y avait les capitaux étrangers qui s'étaient engagés dans les effets publics, soit par la voie des emprunts, soit par l'achat des actions des chemins de fer ; mais aujourd'hui ces sources sont taries. Un déficit épouvantable dans les finances, un déficit plus épouvantable encore dans le commerce et l'industrie, tel est l'abîme où l'unité a précipité l'Italie, encore si riche et si prospère il y a peu d'années ! Cela justifie le cri d'alarme et presque de désespoir poussé chaque jour par le pays.

Les étrangers sont-ils plus satisfaits? Ils avaient, presque sans exception, et les Anglais surtout, applaudi aux changements réalisés. Mais les pertes successives auxquelles ils ont été exposés vont bien changer leurs idées. Le commerce anglais, n'en déplaise à M. le secrétaire de l'ambassade britannique à Turin, a beaucoup souffert par la révolution. La statistique du commerce italien, rédigée par le noble M. West, à l'usage du *foreing office*, ne correspond nullement au compte de caisse des négociants anglais, et les Anglais savent compter. On peut s'en faire une idée par ce qu'en disent les journaux

qui ne sont que les échos des plaintes de leurs compatriotes. Les exposés des ministres des finances italiennes ont dû faire froncer les sourcils à bien des graves négociants de la Cité. Ces exposés, au contraire, ont excité la gaîté des Napolitains, qui se soucient peu de souffrir et de payer, pourvu qu'on les laisse se moquer des ministres.

Les Anglais s'étonnent peut-être de l'insouciance athénienne des Napolitains ; mais combien durera-t-elle encore sous la pluie des taxes, et quand l'industrie et le commerce sont déjà aussi féconds que la mer en naufrages !

En attendant, on ne peut pas se promettre encore qu'ils renoncent à leur nature. Ainsi ils ont ri à gorge déployée, en découvrant que, pendant les trois mois d'été, on ait consommé dans un seul ministère, 8,400 francs de rhum, pour réconforter MM. les employés. Les ministres ont été assez bons pour ne pas faire figurer cette petite somme dans les colonnes des dépenses. Peut-être en sont-ils à réunir les documents des autres dépenses des bureaux, parmi lesquelles, dit-on, va compter celle du chirurgien pédicure. Et le Parlement leur donnera un brevet d'honnêteté, comme celui que le baron Ricasoli délivra à M. Suzani.

ROME, le 13 Avril 1866.

L'INSURRECTION

LETTRE XXXIX.

*A Monsieur de R***,*

PARIS.

La ville de Palerme est aux mains des insurgés, la garnison est refoulée et renfermée dans le Palais ! Voilà ce que nous apporte le télégraphe.

Personne n'osera se prononcer sur un fait d'une telle gravité. Les événements marchent si vite par le temps qui court, l'imprévu joue un si grand rôle dans la politique, qu'il ne faut jurer de rien. Ce qui est incontestable, c'est que Palerme, la ville des initiatives insurrectionnelles, la patrie adoptive de Garibaldi, vient, après six ans, de prononcer un autre plébiscite par les armes contre le gouvernement italien. L'insurrection de Palerme n'est pas un mouvement républicain ou bourbonien. C'est un mouvement Sicilien, un coup de désespoir. Une administration prévoyante et paternelle, en s'y prenant avec adresse, en respectant les croyances, en ménageant les intérêts et les affections, serait parvenu peut-être à fixer la mobilité des esprits, à établir un équilibre, à maintenir le courant dans le lit qu'il s'était creusé. Mais l'administration unitaire a été d'un orgueil stupide, d'une incapacité effrontée, d'une brutalité rare, d'une imprévoyance au-delà de toute comparaison. L'insolence et le fanatisme des unitaires, arrivés à la puissance, ont préparé la crise.

On a caché le mal autant qu'on l'a pu; on a dissimulé les inepties, les turpitudes, les orgies d'impiété et de cynisme du gouvernement de Florence. Les classes les plus élevées en devenaient complices, parce qu'on les avait ménagées et compromises. Mais à Palerme comme à Naples, plus de cour, plus de luxe, plus de commerce, plus

d'industrie, plus de travail, et à leur place la surcharge de tous les impôts, la conscription jusque-là ignorée, l'insulte aux choses de l'ordre moral et religieux. Les esprits, comme les consciences, recevaient coup sur coup de rudes atteintes Ce qui était épuisement d'abord est ensuite devenu misère hideuse, et enfin démoralisation profonde. La mesure était comble, la résistance s'est organisée et l'insurrection a éclaté.

Quel que soit le drapeau levé, le soulèvement de Palerme prouve plus que jamais que les empires ne se fondent et ne subsistent que par le respect de la justice, et que la force des armes n'y suffit pas. Mais les unitaires ont voulu rester dans le royaume des Deux-Siciles, comme les Turcs en Europe. Et les *Turcs n'y sont que campés*, disait de Bonald. On a prétendu attribuer à la révolution une force créatrice, et l'on a même proclamé quo la tyrannie pouvait devenir mère de la liberté. Machiavel lui-même n'aurait pas osé le diro à César Borgia. Et voyez maintenant où en est le royaume d'Italie. Il a froissé les croyances et les intérêts ; il s'est aliéné les conservateurs ; il a rompu avec le clergé et les catholiques ; il s'est jeté dans les bras des révolutionnaires. Mais c'était vouloir se tromper que de conserver des illusions à cet égard. La révolution n'embrasse que pour étouffer. Bientôt Palerme sera peut-être écrasé, et l'on verra que la révolution n'inspire que des desseins de violence sur les peuples, la ruine des nationalités et l'oppression des âmes.

Ceux qui ont, il y a sept ans, brisé les digues, s'étonnent maintenant du débordement révolutionnaire de la Sicile. Les vainqueurs du jour, opposants de la veille, vont traiter de criminels ceux qui ont osé les imiter. Ils seront inexorables surtout pour leurs anciens amis et complices qui auront trempé dans une nouvelle conspiration. Et il doit s'en trouver un grand nombre, car les moins babiles ou les plus honnêtes n'ont pu, dans la débâcle, profiter du moment pour assurer leur fortune. Le gouvernement unitaire fera ce que font tous les gouvernements dont l'origine est contestable. Il fera de la compression sanglante ; la presse l'encourage déjà et le pousse même. Ecoutez les menaces et les cris de rage de cette presse furieuse. Elle accuse le gouvernement de faiblesse, elle l'accusera peut-être de trahison, s'il ne s'arme pas du marteau qui, en 93, démolissait Lyon. C'est ainsi qu'un enfant qui traverse un cimetière, muet de terreur d'abord, se met à siffler ou à chanter pour se donner

du courage. A Florence, on mesure l'abîme ; mais si la réaction triomphe, tous les aboyeurs qui n'attendent jamais que le lendemain du combat, mettront des panaches à leurs chapeaux et crieront bien haut qu'ils ont tout fait.

Rome, 18 Septembre 1866.

LA RÉPRESSION

LETTRE XL.

*A Monsieur de R***.*

PARIS.

Palerme, capitale de la Sicile, ville de deux cent vingt mille habitants, siége des autorités italiennes, après s'être insurgée, a combattu avec le courage du désespoir. Mais elle a succombé !

On a présenté ce mouvement insurrectionnel comme une levée de boucliers des Garibaldiens ; on l'a appelé ligue démocratico-cléricale, conspiration Bourbonienne masquée de républicanisme. Cette divergence même d'opinions prouve que ce sont des interprétations intéressées et calculées. La vérité est que l'esprit d'autonomie est tout-puissant en Sicile. Les campagnes, les ateliers, la populace même des grandes villes ne connaissaient d'autre mot d'ordre que celui de l'indépendance. Cet esprit sicilien avait causé tous les troubles de l'île pendant cinquante ans. On se sentait humilié de la dépendance envers Naples, malgré la communauté de l'histoire, des mœurs, des habitudes, des intérêts, malgré même les liens de la parenté. Dix ans de séjour non interrompu en Sicile m'autorisent à vous assurer que c'est là le caractère général et dominant de toute insurrection dans ce pays.

Or, cet esprit sicilien avait été froissé. Palerme était devenu chef-lieu de province et s'était vu dépouiller de son influence sur l'île, de ses établissements, de l'aisance qui en résultait. Le despotisme militaire, la conscription imposée, les taxes jadis inconnues, la rapacité insatiable du fisc, l'abolition des ordres religieux, surtout les exigences et la morgue des unitaires, ont fait souvenir les Palermi-

tains, que, dans leurs veines, coulait encore le sang de la race implacable des Vêpres. La Sicile, comme l'Italie d'aujourd'hui, comme la Gaule au temps de César, comme la Grèce au temps des Romains, comme l'Italie à la fin du siècle passé, fut stupéfaite de se trouver livrée pieds et poings liés à celui qui lui avait annoncé qu'il venait la délivrer. Elle a compris ses fautes, mais comment les réparer? De quel côté organiser la résistance ? Sur quoi s'appuyer, en qui avoir confiance, puisqu'on s'est fait une loi de ne plus croire ? Aussi l'insurrection a été conseillée par le désespoir.

La répression a été implacable. On a commencé par bombarder la ville, par l'accabler de grenades, par brûler presque tout un faubourg, par fusiller les quarante premiers insurgés qui sont tombés aux mains des assaillants. On nous apprend des horreurs qui rappellent les scènes sanglantes de la Syrie en 1860. C'est l'aberration des chefs, c'est la fureur du soldat, c'est le caprice de la vengeance. Les unitaires vainqueurs, brisent les portes des églises et des couvents, ils frappent, tuent, traînent par milliers en prison les habitants suspectés d'avoir pris part à l'insurrection. Et n'allez pas croire que c'est l'éloignement qui grossit les objets. La conduite des soldats de l'unitarisme, dans le royaume de Naples, nous dit quelle a dû être leur victoire à Palerme. Le général Cadorna a été froid comme le marbre et calme comme le destin. Il s'est montré implacable, afin que Palerme serve de leçon aux autres villes qui seraient tentées de suivre son exemple.

Le gouvernement italien ordonne ou approuve toutes les rigueurs. Il a compris que l'insurrection de Palerme prouve jusqu'à l'évidence l'hostilité des populations italiennes contre l'unité. Il sait mieux que personne qu'elles ont résisté et que c'est seulement à force de lois d'exception, d'exils, de sang répandu que l'unitarisme a pu établir sa domination sur la ruine générale de la Péninsule. Mais eût-il été modéré, contrairement à sa nature et à ses instincts, et la diplomatie fût-elle intervenue pour le fléchir, les journaux l'auraient poussé aux excès. Dès le premier moment ils n'auraient su que l'accuser de n'avoir pas pris les mesures exigées par les circonstances. Ils ont crié qu'il fallait en finir, en fusillant en masse les insurgés. Les troupes ne devaient faire aucun quartier; maintenant qu'ils mesurent avec épouvante ce qui serait advenu si l'insurrection avait suivi de près la défaite de Custozza, ils ont invoqué le droit de défense

qu'ils contestaient aux princes légitimes, et ils allèguent à l'appui des actes les plus inhumains le grand mot de nécessité :

Cette nécessité, l'excuse des tyrans.

La révolution avait tant crié contre les princes qui, cependant, pardonnaient après avoir combattu une révolte Et maintenant elle s'extasie devant le roi *galantuomo*, au moment où Palerme brûle ou s'écroule. C'est ainsi que l'unitarisme se fait pourvoyeur de tombeaux dans le royaume des Deux-Siciles palpitant et deshonoré.

Mais lui-même, n'en doutez pas, sera attiré dans son vertige et chancellera sur cet entassement de cadavres. Avec la révolution de Palerme il est entré dans le cycle de sa décadence. Il ne pourra plus maintenir cette cohésion factice de la nationalité italienne. L'Italie est un grand corps frappé au cœur; c'est un peuple malade à qui on a présenté, comme remède, le poison qui devait l'achever. Tout ce que l'unitarisme fera, ne pourra plus être d'accord avec les antiques mœurs, avec les vieux droits de la patrie. C'est un abîmo qu'on a creusé. Aucune région, il est vrai, ne pourra plus devenir uno Vendée religieuse et nationale. Où trouver l'abnégation, lorsque depuis sept ans tout est mensonge, égoïsme et vénalité ? Ce ne sera plus la révolte peut-être, mais ce sera le désordre, qui mènera à un cataclysme épouvantable. Un hasard, la cause la plus imprévue peuvent couper encore l'Italie en tronçons, noyés de larmes et de sang. Les querelles des peuples deviendront l'instrument des ambitions sans scrupules. Et ce ne seront plus des aristocraties locales, des principautés luxueuses mais tyranniques, comme à la décadence des républiques du moyen-âge.

Dans l'anarchie, et dans l'abaissement des esprits, ce sera, à un jour donné, l'intervention peut-être, ce sera une avalanche qui se précipitera des Alpes, et alors le despotisme unitaire restera maître du terrain. Il y a déjà, dans l'air, en Europe, à côté de la révolution ouverte ou latente, une contagion de despotisme. Et l'unitarisme italien en aura surtout répandu le germe. Ce triste spectacle aurait déjà son enseignement, si les peuples pouvaient apprendre ; mais dans un temps où la force morale n'est plus comprise, où les hommes sont dressés à ne croire qu'à la souveraineté brutale du glaive, on ne s'apercevra même pas que l'unitarisme, à Palerme, peut avoir écrasé aussi bien la liberté que la révolte.

Oui, on s'est vengé, et on continue à se venger cruellement de la peur qu'on a eue, on traque les révoltés dans les campagnes, et ce sera encore du sang répandu. Oui, le ministre Ricasoli peut dire, lui aussi : *L'ordre règne à Palerme!* Mais le gouvernement italien sera-t-il de force à réagir contre la dissolution, contre l'énervement et l'affaissement du pays ? Qui le peut ? qui l'a pu jamais ? Lorsqu'un pays et un gouvernement sont descendus si bas, le châtiment ne se fait guère attendre. Les Persans tombent sur Babylone, les Goths sur Rome, et les Turcs sur Byzance.

ROME, le 5 Octobre 1866.

ÉCONOMIES

LETTRE XLI.

*A Monsieur le comte M***,*

BRUXELLES.

Selon les renseignements qu'on m'a fournis, le Trésor italien a pourvu à ses nécessités, moyennant un emprunt de 350 millions avec la Banque, avec les 150 millions restant du prix des chemins de fer qu'on a escomptés, et moyennant des bons du Trésor. Le chiffre normal de 200 millions étant insuffisant, on en a augmenté indéfiniment la circulation, et, outre l'intérêt, on donne encore une commission qui va jusqu'au 3 ou 4 pour cent. Pour les bons qui servent à solder les fournisseurs à l'étranger, bons qui sont en or et non en papier, les commissions sont énormes.

On a recours à l'emprunt forcé de 400 millions, et comme le ministre comprend que les contribuables ne peuvent pas le payer, il a adopté l'expédient de l'anticipation de l'impôt foncier, mise à la mode par M. Sella. Les Préfets vont presser les représentations provinciales et les municipalités d'en faire l'avance. Mais les communes et les provinces ayant besoin de contracter pour cela des dettes qui leur reviennent au *trente pour cent*, les contribuables, en définitive, paieront 600 au lieu de 400 millions. L'Italie, pour se constituer, a toujours fait des opérations désastreuses. Elle a dépensé trois milliards en sus de ses revenus, et cependant elle a inscrit sur son grand-livre plus de 200 millions de rentes. Ce seront bien 400 millions, aussitôt la paix signée, pour le service des intérêts de la dette publique.

Une mesure vient de produire, surtout à Naples, un effet désas-

treux: M. Scialoja a ordonné le paiement en espèces métalliques de tous les droits d'entrée et de sortie. Cela a produit la grève, pour quelques jours, du petit commerce, qui ne peut pas donner en espèces, quand il ne reçoit que du papier. Et à Naples, c'est le port qui alimente presque toute la ville. Si cette mesure fût, pendant la guerre, adoptée par les Etats-Unis, c'est que tout le commerce d'importation et d'exportation était aux mains des étrangers. Mais en Italie le commerce est presque tout indigène et l'importation excède l'exportation. Une telle mesure ne peut qu'activer davantage la contrebande, tandis que les coffres resteront vides.

On assure, Monsieur, qu'on se propose d'entrer avec résolution dans une période de réductions et d'économies. Soit; mais pourra-t-on se maintenir, même une seule fois, dans le domaine de la justice? La révolution a des principes qui n'ont pas la réputation de consolider les Etats. Voudra-t-on jeter sur le pavé tous ces employés qui se sont élevés par la trahison et la révolte? Voudra-t-on faire rendre gorge aux voleurs? Voudra-t-on porter le flambeau dans les faits et gestes d'une administration qui a tout dévoré en six ans, et qui, avec la ressource des biens du clergé, a tout dissipé en orgies et en folles dépenses? Au milieu d'une société tourmentée et torturée, le pouvoir italien est issu d'un principe qu'il ne parviendra pas à effacer, qui ne lui permettra jamais de fortes et généreuses résolutions.

Turgot, en acceptant le ministère, avait dit à Louis XVI : *point de banqueroute, point d'augmentation d'impôts, point d'emprunts.* C'est le contraire de ce qu'ont fait tous les ministres des finances en Italie. Le ministre français ne trouvait d'autre moyen, ponr accomplir ces trois conditions, que celui de réduire les dépenses au-dessous des recettes. Et les ministres italiens ont cru qu'ils avaient trouvé le Pactole dans l'Arno, et l'El-Dorado à Naples, et que peut-être ils découvriraient une Californie sous Aspromonte. Ils ont dépensé depuis 1860 environ sept milliards (6,805,062,499 francs). Turgot prévoyait que, sans l'économie, le premier coup de canon forcerait la France à la banqueroute. Et la guerre d'Amérique prouva combien ses paroles étaient prophétiques. MM. Sella et Scialoja ont pensé au contraire que la guerre allait remplir les vides du Trésor. En effet, une guerre heureuse pouvait, non pas empêcher, mais retarder la ruine. Et maintenant à quoi servirait la rétrocession de la Vénétie? On n'a gagné par elle que les biens du clergé vénitien, et ces biens

ne rapporteront que très-peu. Il y aura bien encore le cours forcé du papier-monnaie imposé à cette autre partie de l'Italie régénérée. Mais, en attendant, on se trouve grevé de la dette vénitienne, d'une partie de la dette autrichienne, peut-être de 200 millions, pour le matériel militaire des places et, de plus, de la restitution des biens particuliers aux Princes dépossédés. Remarquez qu'on a pris des biens et des sommes énormes dont on n'a payé, depuis six ans, ni les revenus ni les intérêts.

La situation financière doit donc devenir plus déplorable chaque jour. La rentrée de la taxe mobilière est depuis quinze mois assez compromise. L'emprunt forcé paraît destiné au même sort que celui du *consorzio nazionale*. Pour celui-ci, on avait même fait l'injonction aux employés, sous peine de suspension ou de destitution, d'abandonner volontairement un mois de leurs appointements. Deux chefs d'administration, à Naples, refusèrent de céder à une telle pression. On avait fait grand bruit des offrandes des communes, qui étaient aussi volontaires que celles des employés. Mais, dès le premier moment, on était à se demander qui est-ce qui payerait ? L'impôt foncier anticipé qui devait être acquitté par les communes, l'année passée, avec une bonification de six pour cent, est encore en retard de 14 millions. On avait supposé les municipalités plus aimables et leur patriotisme plus généreux. Maintenant c'est le tour de l'emprunt forcé.

On ne peut plus avancer, Monsieur, on ne peut pas reculer, et voilà que l'insurrection de Palerme exige encore de nouvelles dépenses, et amoindrit pour longtemps la perception des impôts de la Sicile. Les besoins du gouvernement sont énormes, aussi fait-il flèche de tout bois. Sur la vente des voies ferrées appartenant à l'Etat, il a escompte contre 85 millions les 100 millions qui restaient à recouvrer de la Compagnie des chemins Lombards. L'Italie escompte au taux de 17 pour cent, non pas sa propre signature, mais celle de la société des Lombards, qui est elle-même refusée. Cette société aurait à réclamer du gouvernement des sommes arriérées pour frais de transport. Que feront les prêteurs, dont on ne veut pas reconnaître la délégation ? Comment le gouvernement paiera-t-il les indemnités de l'Autriche, ce qu'il doit au gouvernement pontifical, les dépenses qu'il va faire pour constituer l'unité à Venise ? Où trouver de l'argent ? On fera encore des efforts et des sacrifices et on payera l'Au-

triche. Mais ce sera aux dépens des besoins les plus pressants. On ne tient pas compte de la dette vénitienne, l'Italie n'ayant après tout qu'à servir l'intérêt à raison de huit à neuf millions par an. Mais la restitution de leurs biens aux Princes dépossédés constituera un déboursé réel, avec les revenus et les intérêts. Et cela diminuera le revenu, si tant est que ces biens en aient fourni un à l'Etat.

Il s'agit donc de trouver d'autres moyens pour battre monnaie. Et c'est dans ce sens peut-être qu'il faut comprendre ces expressions que l'*Italie est faite mais non complétée*. Elle le sera le jour qu'elle aura retrouvé le Pactole ou qu'elle deviendra... conquérante.

En attendant, tous ceux qui ont conservé leur bon sens, le sentiment de la dignité et du patriotisme, s'indignent en voyant de quelle manière on a ruiné les finances, jadis si magnifiques de la Péninsule. Ils ne voient dans l'Italie unitaire qu'un cadavre. On n'attend plus que l'arrivée du croque-mort. Les autres vivent dans l'attente d'un nouveau bouleversement qui mettra, en peu de temps, tout de niveau. De Garibaldi à Mazzini il n'y a que la main. Les Eunuques émérites de la révolution de 1860 y font à peine une différence.

ROME, le 12 Octobre 1866.

LA RÉSURRECTION

LETTRE XLII.

A Monsieur ***,

PARIS.

Les libertés coûtent cher. C'est votre Montesquieu, je crois, qui l'a dit, et le comte de Cavour ne fut qu'un plagiaire. Mais de nos jours combien coûtent-elles en Italie ? *L'Unità Cattolica* vient de publier un tableau exact des dépenses et des emprunts faits par l'Italie, et on se demande : qu'a-t-on fait de tant d'argent ? Ah ! il ne suffit pas de dire *mauvaise politique, mauvaises finances*. Le baron Louis verrait quelque chose de plus que la mauvaise politique dans les finances italiennes.

La *Gazette officielle* de Florence vient de publier récemment les chiffres des recettes douanières pour les trois premiers mois de 1866. Le total de ces chiffres est de 13,223,907 francs. Il avait été, en 1863, dans les trois mois correspondants, de 11,830,638 francs; d'où il ressortirait pour 1866 une différence en plus de 1,333,269 francs. Cette différence constituerait sans doute un avantage direct pour les caisses de l'État. Mais de combien les préparatifs de la guerre n'ont-ils pas augmenté, par exception, les importations, et combien de numéraire n'est-il pas sorti encore de l'Italie ? Le même avantage témoigne-t-il que le développement de la production a suivi d'un pas égal l'accroissement des besoins ? Oui, il y a un million et demi de différence en plus; mais, jadis le port de Naples, à lui seul, donnait presque cent trente mille francs par jour.

On me communique cependant un document que le gouvernement de Florence se garder, t bien de publier. C'est le tableau

des recettes pour le second semestre de l'année 1864 et pour le premier de l'année de 1865. On y voit que le recouvrement des impôts n'a procuré, en moyenne, que 31 pour cent, et que le plus grand déficit est à la charge des provinces des Deux-Siciles. L'impôt sur la richesse mobilière n'a donné que de très-minces résultats, et le chiffre de 50 pour cent est encore au-dessous de la moyenne. On évalue à quatre-vingts millions les sommes qui sont à percevoir; car il y a encore dix-huit mois, c'est-à-dire le second semestre 1861 et tout l'exercice 1866, sur lesquels on n'a perçu que des petites sommes. Et les charges de la paix de Vienne et de la dette Vénitienne? Et les frais de la guerre dont le chiffre est encore inconnu? En attendant, le ministre n'a pas un liard en caisse. Le fond du tableau n'est donc pas couleur de rose; on touche au quart d'heure de Rabelais.

Il peut bien advenir à l'unité italienne ce qui vient d'arriver à l'*Affondatore*. C'était un navire vicieux dans sa construction ; il a résisté aux combats et aux dangers de la haute mer, et il vient de sombrer dans le port.

Il en est de même de la cohésion de l'unité italienne ; elle n'existait que dans les journaux étrangers, qu'on a largement soudoyés. Jusqu'ici elle n'a résisté que par la violence même de sa situation. Mais la violence disparaissant, la dissolution suivra. Elle passera par la banqueroute, par l'anarchie, par l'action et la réaction ; elle passerait même par la Terreur, si l'Europe pouvait le lui permettre. Mais c'est déjà la politique de la révolution, moins le bonnet phrygien.

Vous ne pouvez vous imaginer quel est l'état moral avec cette situation financière du royaume italien. Le choléra, le typhus, les fièvres, font des ravages affreux. On les dissimule le plus possible; mais la vérité finit toujours par percer. Le papier monnaie a dérangé toutes les existences. Partout arrivent les volontaires garibaldiens. qui rentrent malades, déguenillés, mourants de faim. Le gouvernement les tiendra sous la surveillance pour les jeter dans les prisons à la première occasion. Le parti en est furieux. Il crie qu'on a fait passer Garibaldi par un second *Aspromonte*.

L'état actuel des choses n'est déjà plus la guerre, mais n'est pas encore la paix. L'Italie a le plus grand intérêt à mettre fin à la situation précaire où elle se trouve. Les finances exigeraient d'im-

périeux ménagements. C'est le retour à l'ordre, à l'économie, au travail que l'Italie appelle de tous ses vœux. Mais la révolution a d'autres aspirations. Elle a ses rancunes, ses préjugés et ses ambitions, et veut que l'on compte avec elle ; je ne crois pas que le gouvernement italien puisse se débarrasser encore de son alliée. Ce serait dangereux, car la révolution en est déjà aux regrets et aux menaces.

En attendant, les faits eux-mêmes ont leur langage, et il est des plus significatifs. Les correspondances des journaux étrangers parlent souvent des théâtres, du jardin d'hiver à Naples, de l'activité des transactions commerciales, de la satisfaction publique. Mais, l'hiver passé, il y a eu des malheureux qui sont morts littéralement de faim. Mourir de faim à Naples! Aussi y a-t-il un grand nombre d'ouvriers qui émigrent de Naples en Egypte, et de la Sicile à Tripoli et à Tunis. C'est précisément ce qui arrivait, il y a deux siècles, sous la domination espagnole.

Mais on a la liberté, et pour tous. Oui, pleine liberté aux brigands, aux voleurs, aux meurtriers. Pleine liberté aux fonctionnaires prévaricateurs, aux caissiers infidèles, aux receveurs qui préfèrent la fuite à l'honneur. Les caisses publiques pourvoient aux frais de voyage. Un général vient de quitter les Marches avec deux cent mille francs, qu'il a prélevés sur la caisse pour s'en aller en Amérique. Il compte peut-être y fonder une colonie qui n'empruntera rien aux Fouriéristes. Enfin, il y a pleine liberté de causer du scandale aussi bien que de mourir de faim.

C'est pour cela que le peuple, toujours malin, croit découvrir des vols dans tout ce qui arrive. Il a supposé, par exemple, que l'incendie des tribunaux, à Naples, a été allumé par quelque débiteur que l'on pressait de payer ses dettes. Les archives des collocations, qui remontaient à 1836, ont été brûlées avec bien des dossiers et des procès criminels. Le peuple a supposé même, avec une criante injustice assurément, que le feu avait été mis à l'arsenal de marine pour s'épargner l'ennui de rendre des comptes. Le bureau qui en contenait les documents a été le premier incendié. Et vraiment que de temps n'a-t-on pas ainsi économisé !

Rome, le 24 Octobre 1866.

L'ÉMIGRATION

LETTRE XLIII.

*A Monsieur ***,*

PARIS

Si votre Royer-Collard revenait au monde, lui qui s'écriait que la démocratie coulait à pleins bords, en croirait-il ses yeux ? Il verrait l'Italie déchirée, foulée aux pieds, jetée dans l'abîme de la misère et du désespoir. Et c'est la démocratie qui a fait en Italie le travail des *termites rongeurs*. Et que dirait l'illustre député, en apprenant la rapidité des catastrophes, le froissement des intérêts et des passions, l'injustice des partis, le scandale des défections et des fortunes mal acquises ? Il se croirait revenu en France en plein Directoire... non ; car il n'y avait pas un Garibaldi remuant les masses. Il n'y avait pas un Mahomet comme celui-ci qui se dit soldat, qui se fait prêtre et veut devenir prophète. En France il y avait alors un général qui s'était placé sur les confins de la république et de la monarchie. Mais il y était par ses triomphes ; Garibaldi ne s'y place que par sa témérité. Mais sa Médée s'appelle révolution.

Le peuple manque de travail, de pain, d'espérance. Même à Naples, on a eu un spectacle navrant. Il y arrivait une caravane non interrompue de paysans des Calabres, de la Balisicate et du Cilente qui venait s'y embarquer pour émigrer. On les a décrits pâles, défaits, ayant l'aspect de la misère la plus cruelle. Déja une quantité d'ouvriers, chassés des arsenaux et des chantiers, sont partis pour l'Egypte, où ils ont espéré se procurer du travail et du pain auprès de la Compagnie de l'Isthme de Suez. De la Sicile l'émigration à Tunis, à Tripoli, à Alger est pour ainsi dire continuelle. Plusieurs

habitants des provinces continentales cherchent, dans le port de Gênes, l'occasion de s'embarquer pour l'Amérique méridionale. Il en est qui ont été cruellement déçus, et se sont trouves enrôlés soldats. Les habitants de l'Ile d'Ustica, en Sicile, assez dépeuplée d'ailleurs, doivent, presque tous, se rendre à Buenos-Ayres.

Comment donc est-il arrivé que les habitants des Deux-Siciles, le peuple le moins fait jadis pour sortir de sa patrie, ne fût-ce que pour voyager, soient poussés maintenant par cette rage d'émigration ? Ce sont les impôts accablants, c'est le manque de commerce et de travail, c'est le despotisme du gouvernement, c'est le brigandage, c'est la loi Pica, c'est la loi Crispi, qui en sont la cause. Il en arriva autant aux XVI[e] et XVII[e] siècles. Le paysan. qui devait donner à un gouvernement lointain ce qu'il tirait de la terre et qui se voyait opprimé par les seigneurs féodaux, aimait mieux abandonner la patrie pour aller chercher ailleurs du pain et du repos. Et maintenant les proconsuls italiens, les brigands et les impôts sont-ils moins oppressifs qu'ils ne l'étaient du temps des Espagnols ? Au contraire, et le peuple, d'ailleurs, ne se souvenait pas de temps plus heureux, ne gémissait pas de la conscription, avait moins le sentiment de ses droits, et on ne l'opprimait pas au nom d'une feinte liberté.

C'est ainsi que la population des Deux-Siciles qui avait doublé, depuis la Restauration, ira diminuant dans une proportion effrayante, grâce à la conscription qui n'existait pas sous les Espagnols, à la délégation politique et à l'émigration. Et ce résultat ne se fera pas longtemps attendre, si l'on pense aussi aux facilités qu'on a de nos jours à traverser la mer. Serait-ce la pensée de l'unité et de la grandeur de l'Italie, et la satisfaction d'avoir un Parlement à Florence qui retiendraient les paysans attachés à leurs glèbes ? La plèbe romaine cherchait du pain, des spectacles, s'intéressait à la loi agraire et ne se souciait nullement des discussions du sénat ou de l'opposition des tribuns. Et d'ailleurs le peuple ne sent-il pas que c'est ce Parlement qui a décrété les taxes, qui a permis ou amnistié toutes les persécutions endurées depuis six ans ? Ah ! oui, dormez en paix, vous, pauvres habitants des campagnes et vous, malheureux ouvriers; vous avez un Statut, un Parlement, et dès lors le champ, l'atelier, la famille, tout est sauvé. Pauvres rustres, ils ne comprennent pas les bienfaits de la grandeur nationale et de la liberté du

pays ! Ils sont encore assez barbares pour ne songer qu'aux besoins matériels de la vie, et ils abandonnent la patrie, et parfois la famille pour se procurer le travail et le pain. Ils se sont trop hâtés, peut-être : un jour on pouvait leur permettre la vie des Mormons. Cependant, combien d'autres, qui ne sont pas des paysans et des ouvriers, abandonnent leur patrie, adressant à l'Italie les mots indignés que Jugurte lançait contre Rome en sortant de la ville corrompue !

Rome, le 1er Novembre 1866.

LE DISCOURS ROYAL

LETTRE XLIV.

*A Monsieur le Comte M***,*

BRUXELLES.

Puisque l'événement du jour est encore le discours de la couronne à l'ouverture des Chambres, parlons-en, mais au point de vue économique. On l'a déjà trop examiné au point de vue politique.

Dans ce discours, il y a une phrase qui paraît avoir été jetée là négligemment : *Mon gouvernement vous demandera pour* 1867 *la continuation des mesures financières votées pour* 1866. Or, n'est-ce pas dire d'abord qu'on demandera de percevoir les impôts avant la discussion du budget ? Cela ne signifie-t-il pas que les comptes qu'on avait demandés, et pour lesquels on avait nommé une commission, ne seront pas plus donnés dans cette année, qu'ils ne l'ont été dans les précédentes ? N'a-t-on pas voulu annoncer d'avance qu'en 1867, de même qu'en 1866, de même qu'en 1865, on exigera peut-être le payement par anticipation de l'impôt foncier ? Il est vrai que le discours promet *d'améliorer l'assiette des impôts ;* ce sera donc pour les impôts à créer, car vous conviendrez que c'est une amélioration ravissante que celle qui consiste à substituer la perception anticipée à la perception après échéance.

On a parlé de perfectionner l'organisation militaire. Mais après avoir dépensé en six mois 800 millions dans la dernière guerre, combien en faudra-t-il encore pour prendre une revanche de Lissa et de Custozza ? Nous sommes dans un siècle de progrès, et notre budget est entre les engins de vie et de mouvement, et les engins de mort et de destruction. Réduire les dépenses de la guerre est impossible. Il faut, comme tous les autres Etats, payer son tribut à l'invention des Dreyse et des Chassepot ; penser peut-être aux torpilles, peut-être même aux mitrailleuses. Comment laisser sans de fortes

garnisons la Vénétie délivrée et les forteresses du quadrilatère? Comment dégarnir de troupes les heureuses provinces méridionales, et la Sicile plus heureuse encore, qui sont assez aveugles pour ne pas vouloir rester dans le giron de l'unité?

Le discours assure que le gouvernement a pourvu d'avance aux dépenses de l'année qui va s'ouvrir; mais comment? En créant 500 millions d'assignats; en contractant l'emprunt forcé, et en mettant les titres en dépôt en France au taux de 40; en aliénant à la maison Stern les 100 millions dûs par la Société Lombarde sur les chemins de fer de l'Etat; en consolidant subrepticement en rentes l'emprunt sur les bons du Trésor; en aliénant les rentes appartenant à des hospices; en inscrivant, par décret dictatorial, de nouveaux emprunts! Dans ce décret on affirmait que les millions étaient applicables aux 87 millions d'indemnités dûs à l'Autriche. Mais n'avait-on pas donné la même raison pour l'aliénation des 100 millions dûs par la société Lombarde? Lequel des deux emprunts a servi à payer ces indemnités? Quand a-t-on falsifié la vérité? Et comment les payera-t-on, avec 100 millions nominaux qui ne peuvent en donner en réalité que 55 effectifs?

Les ministres italiens ont fait dire au roi, dans son discours: *tournez vos efforts vers l'accroissement de la prospérité de l'Italie... Il ne faudra pas longtemps pour que la fortune publique atteigne son équilibre définitif.* Je n'aime pas les documents optimistes, aux prévisions dorées, à la couleur de rose. Je ne crois pas, et pour aucun pays, aux budgets en équilibre, ni aux excédants des recettes, aux Trésors qui ont plus de ressources que les gouvernements n'en ont besoin. Ce sont de très-belles choses... ailleurs que sur le papier. Mais en Italie, parler d'équilibre définitif, c'est se moquer cruellement du peuple régéneré. C'est l'avilir après l'avoir réduit à l'impuissance. Les ministres italiens nous ont habitués à mettre toujours des ombres bien obscures aux tableaux des finances. Dans tous les pays l'avenir déjoue les calculs financiers plus souvent qu'il ne les justifie. Mais en Italie, les ministres paraissent affectionner le langage du docteur Sangrado, qui, après avoir réduit un malade à une anémie absolue, lui disait : maintenant marchez vigoureusement, et ne doutez plus de rien. Et notez que les autres ministères ne semblent guère plus disposés que celui de la Guerre à laisser réduire leur actif; tous au contraire réclament des

allocations nouvelles pour des besoins *indispensables*. Il ne s'agit plus do trancher un problème entier, mais de trouver des combinaisons, offrant un mieux relatif. En médecine, on les appellerait des calmants. Cependant M. Scialoja croit qu'aux pauvres agneaux il reste assez de laine sur le dos pour les tondre encore.

Le ministre avait présenté dans le mois de mai, un budget où le déficit présumé s'élevait à 246,906,392 fr. Il se flattait, il est vrai, de trouver un accroissement de recettes de 6 à 7 millions. Mais à la fin de juillet on constatait déjà, dans l'exercice courant, une diminution de 14,042,783 fr. Cette somme, ajoutée au déficit avoué, le portait à 260,649,175 fr. Et on était alors au commencement de la guerre. Maintenant il faut jeter un coup d'œil sur le budget que l'on vient do présenter au Parlement. Les prévisions des dépenses d'avant la guerre étaient de 905,560,000 fr. et celles d'après la guerre sont de 997,000,000 fr. C'est une différence en plus de 96,440,000 fr., et il y a eu en outre une augmentation d'environ 100 millions dans le chiffre de la dette publique, dont l'ensemble monte à 521 millions. On a dû faire face aux frais de la guerre, quelque chose comme un demi-milliard ; on a dû aussi payer une jolie fraction de millions pour le réglement de la dette Pontificale. Or, avant la guerre, on avait déjà un arriéré de dette que les plus modérés évaluaient à 700 millions, et que les mieux informés calculaient ne pas devoir être éloigné d'un milliard. Et le discours du roi promet, dans peu, l'équilibre !

Pendant ce temps l'Italie a joui du cours forcé; le gouvernement se serait borné, dit-il, à retirer de la Banque 250 millions d'assignats et à profiter du cadeau de 350 millions de l'emprunt forcé. On a reçu do plus 85 millions de l'aliénation des chemins de fer Lombards ; enfin on a glissé à votre Bourse complaisante des titres de rente hypothéqués sur le bonheur futur de l'Italie, titres qui peuvent être évalués à 60 millions. Tout cela peut donc se résumer à 700 millions en chiffres ronds. Le passif se composerait alors, dans la plus favorable des hypothèses, de 250 millions, valeur des assignats en circulation, de 500 millions (et je suis bien discret) pour frais de campagne, de 218 millions à l'Autriche et au Pape. Ajoutez-y les 997 millions portés au budget pour les dépenses, et vous serez conduits, si l'arithmétique ne ment pas, à 1765 millions contre un actif de 812.

Vous conviendrez, Monsieur, que, pour un particulier, ce serait une position assez heureuse, assez propre à faire faillite, car elle doit se faire pour une somme qui en vaille la peine. Et vous en serez mieux convaincu, si vous comptez aussi les bons du Trésor qu'on m'assure s'élever au total de 500 millions. Le ministre, d'ailleurs, fait aussi figurer les engagements du gouvernement pour garantie des chemins de fer et d'autres entreprises. Mais le capital a été mis au pillage par des annexeurs au petit pied, ou gaspillé par des administrations incapables. Les travaux n'ont pas été exécutés, ou on les a laissés dépérir. Il faut donc satisfaire aux obligations prévues au budget, et refondre tout ce qui existe. Quel chiffre assigner à cet imprévu ? Si par hasard il était prévu, on n'en trouverait pas de traces au milieu de la confusion qui règne dans la comptabilité des ministères italiens.

M. Scialoja, il est vrai, espère une augmentation de recettes de 129,346,300 francs. Ah ! Panurge, vous insultez vos moutons. Si vous ne parlez ni d'emprunts, ni de nouveaux impôts, ces millions ne peuvent sortir que du progrès de la richesse nationale. Et l'on sait, depuis sept ans, comment a été rapide et miraculeuse la progression de la prospérité publique. La balance commerciale, l'industrie ont souffert une perte de quatre à cinq cent millions L'existence du cours forcé se traduit par une perte moyenne de 10 à 12 pour cent, et par l'augmentation correspondante du prix des choses. L'armée et les volontaires ont consommé et non pas produit. Les brigands de Naples, les insurgés de Sicile et les révoltés de Sardaigne ont augmenté cette consommation parasite. La suppression du travail de tant de bras a amené celle des salaires, correspondant à l'anéantissement d'un grand capital. Le peuple italien est déjà un peuple de mendiants.

C'est ainsi, M. le ministre, que si, au lieu de vos rêves fleuris d'une augmentation de 130 millions, vous aviez préféré dévoiler la vérité au Parlement, vous auriez joué un rôle plus digne. Le public s'en serait ému, s'il est encore capable d'émotions ; le crédit en aurait reçu, sans doute, une atteinte ; mais la franchise de l'aveu aurait provoqué la confiance. Cependant il est vrai de dire qu'on a tant menti jusqu'à présent, que la vérité aurait eu les apparences du mensonge.

Rome, 1867.

L'EXPOSÉ FINANCIER

LETTRE XLV.

A Monsieur ***,

PARIS.

C'est par l'exposé même du ministre qu'on doit être convaincu que le royaume italien est sous le coup d'un arriéré écrasant, qu'il ne parviendra pas, quoiqu'on fasse, à établir l'équilibre, et que chaque année l'abîme se creusera davantage.

L'exposé financier de M. Scialoja était attendu avec autant de curiosité que d'impatience; mais il n'a rien eu, assurément, de très-réjouissant. A la franchise on a préféré le manque de respect au Parlement, et de bonne foi envers les créanciers. Les déficits des finances italiennes se sont développés avec une incroyable rapidité, et la pénurie du Trésor est une maladie chronique. Déficits des années antérieures, dépenses de la guerre, payements à l'Autriche, payements au Pape, garanties aux sociétés et aux banques, où trouver les ressources nécessaires pour combler ce gouffre? Où s'arrêtera-t-on? Les 600 millions du clergé ne sont qu'un leurre. M. Scialoja a expliqué le *pas longtemps* du discours royal. Il promet l'équilibre pour 1880: d'ici à treize années! C'est un espoir à longue échéance. Mais existera-t-il? existerons nous? existera-t-elle? Et encore il faudrait en demander la permission à la guerre, aux épidémies, aux inondations, aux tremblements de terre... et aux insurrections. Quand on atteint à une telle profondeur de ridicule, on désarme l'indignation.

Il est vrai que le ministre a des théories à lui. Il est revenu à l'idée émise l'année passée, au sujet de l'impôt foncier, qu'il s'agit de distinguer désormais de l'impôt sur le revenu. Il faut avouer

que la Chambre ne paraît pas convaincue de l'exactitude de cette théorie, qui sent le droit féodal. Mais ce qui doit la décider, c'est ce que le ministre a déclaré sans ambages. Si l'on adopte les taxes proposées ou d'autres, s'est-il écrié, qu'il y ait sur ces bancs tel ministre ou tel autre, il faut se soumettre à de *nouveaux sacrifices* pour sauver le pays ... *et voilà pourquoi votre fille est muette !* M. Scialoja, malgré sa doctrine, m'a l'air d'un homme qui voyage dans des pays alpestres et qui cherche à s'orienter au milieu de la nuit. Il fait des songes creux.

Son discours n'a été applaudi que par la claque des unitaires à tous crins. La gauche va le combattre; on peut s'attendre à une tempête; mais quoique l'école de parler pour ne rien dire fleurisse plus que jamais de nos jours, ils ne sont pas même parleurs ceux qui marchent derrière le char de l'unité. Cependant les populations murmurent de la continuation des lourdes charges qui les écrasent et qui, d'après l'exposé du ministre, devront immanquablement être augmentées. Elles murmurent à présent, crieront plus tard, et battront en brèche et démoliront d'autant plus facilement que la démolition sera une reconstruction après laquelle soupire le plus grand nombre. C'est que tous, en général, sont en souffrance. Il n'y a pas dans la Péninsule une seule localité où les gendarmes ne soient chargés du rôle de percepteurs. Parfois le refus d'acquitter les impôts a soulevé des tumultes et même des résistances séditieuses ; c'est que le plus grand nombre des Italiens régénérés est insolvable : ceux qui payent ne le font qu'en maudissant l'unité et en se raffermissant de plus en plus dans le désir d'en être débarrassés.

Pour ce qui regarde les exercices passés, la moyenne, en 1865, a été d'environ 50 pour cent; en 1866 elle s'élèvera probablement à 60, mais on n'en est pas sûr, parce que les comptes n'étant pas encore centralisés, on n'a fait cette évaluation que par approximation. Le retard le plus remarquable dans la rentrée des impôts vient des Deux-Siciles. Il y a des provinces qui n'ont payé do la taxe mobilière que le 30, le 20 et même le 15 pour cent. Florence elle-même n'est arrivée qu'au 45 à peu près ; on vient de donner des ordres rigoureux pour la poursuite des débiteurs. Mais ils vont être exécutés au moment où l'on accable le peuple d'un nouvel impôt sur le sel. C'est l'impôt qui lui est le plus odieux. Aussi la révolution de Naples, en 1820, comme Ferdinand II, en 1848, l'avaient diminué.

Le ministro paraît négliger ces non valeurs. Et en effet il s'en était fait avancer le total par la Banque. Mais ne devra-t-il pas rembourser celle-ci ? Et si les contribuables commencent à s'aguerrir dans leur refus ? Ce sera encore une somme à ajouter, d'une part, au total de l'arriéré, de l'autre à l'importance du déficit des budgets futurs.

Vous voyez maintenant la valeur des calculs optimistes du ministre, promettant la possibilité de l'équilibre... en treize ans. Mais on pourrait lui demander ce qu'il fera pour les intérêts du télégrapho méditerranéen, de l'omprunt Hambro, des obligations du canal Cavour et de celles du Savoja-Aqui. Déjà il y a un nombre infini de procès des particuliers contre le Trésor, l'administration de l'Enregistrement, la Caisse ecclésiastique, l'administration des douanes L'Etat se trouve grevé de frais; il fait des transactions inadmissiblos, il a l'air de faire une liquidation ; et s'il devait arriver à aliéner les sels et les tabacs? Nous l'avons assez vu à l'œuvre depuis six ans pour nous attendre à un pareil coup do théâtre.

Rome, 1867.

L'ÉQUILIBRE

LETTRE XLVI.

A Monsieur ***,

PARIS.

L'exposé financier du comte de Larisch laisse voir que, s'il n'y a pas de guerre, l'Autriche passera l'année 1867 sans emprunts, ni augmentation d'impôts. En est-il de même en Italie ? En Angleterre, l'héritage laissé par M. Gladstone n'a fait que prospérer aux mains de M. d'Israeli. Lord Derby a bien pu se complaire, dans son discours, à railler la guerre et exalter les œuvres de la paix ; mais le lord maire a bien pu, dans sa réponse, dévoiler les véritables sources de la prospérité publique. Et ces sources-là, en Italie, sont tout à fait taries. Où sont la liberté personnelle, la liberté de la presse, l'administration intègre de la justice ?

On s'extasie de la hausse momentanée de la rente italienne à Paris. Mais cela ne dévoilerait-il pas des efforts pour un autre emprunt qu'on voudrait contracter ? Ne serait-ce pas là l'effet des manœuvres des agents financiers de l'Italie, ou l'effet des rachats forcés de vendeurs en spéculation ? Le mouvement rétrograde se fera-t-il beaucoup attendre ? En octobre, on m'a écrit de Paris, et très au long, sur le singulier phénomène de l'immobilité dont les valeurs ont été longtemps atteintes, et sur la baisse qui s'en est suivie. C'était une campagne profondément calculée, m'assurait-on; mais pour moi c'était une science cabalistique. Qui est assez initié pour comprendre quelque chose à cette stratégie ? Peut-on se refuser de croire à des nouveaux emprunts italiens ? Mais peut-on échapper à cette nécessité ? On n'a qu'à compter les charges et les besoins toujours croissants du nouveau royaume, et le retard du

recouvrement des impôts partout, et l'insuccès complet de l'emprunt forcé. On n'a qu'à constater la multiplicité des tentatives que font les provinces et les communes de la Péninsule pour contracter des emprunts particuliers. Les banquiers ont accueilli toutes ces demandes par un refus absolu. Quelques villes italiennes ont offert 10 pour cent à une grande institution de crédit à Paris ; mais elle n'a pas été séduite par ce taux usuraire. Le gouvernement se sent entraîné vers l'abîme, et il saisit tout ce qu' il rencontre le long du précipice. Mais tout cède, tout se brise, rien n'arrête la chute. Aussi l'on prétend que le négociateur qui se rend à Paris pour arranger l'affaire pontificale, s'occupera en même temps des moyens de venir en aide au Trésor italien. Réussira-t-il?

Le ministre des finances italiennes paraît en avoir perdu la tête. Rien n'est parfait sous le soleil et les ministres italiens non plus. Ils ont dû faire, depuis six ans, de bien tristes réflexions. Il suffit de la main d'un enfant pour détruire un chef-d'œuvre ; mais pour faire un chef-d'œuvre, que de méditations et d'efforts ! Le siége des finances italiennes aux abois n'est pas à Florence, mais à Paris. Il ne se trouve en Italie que lorsqu'il s'agit de gaspiller les fonds de l'Etat. C'est peut-être comme en Espagne, mais c'est certainement comme en Turquie. Cependant personne, pas même le ministre, ne songe sérieusement à remédier au délabrement des finances. On a licencié les volontaires, après la guerre ; on veut ramener l'armée à un chiffre normal, assez élevé pourtant ; on désarmera, pour quelque temps, la flotte. Mais ces économies ne seront tentées, si elles le sont, que quand l'ordre sera rétabli en Sicile, et elles ne donneront pas les 400 millions de déficit annuel.

On ne saurait dire à quel degré de bon sens on est arrivé en Italie, à force d'abuser du sens commun. On croit marcher par les efforts qu'on fait pour déguiser l'état du pays. On veut surtout maintenir l'illusion à l'étranger, dont on redoute le jugement, la réprobation et les sarcasmes. C'est un cynisme incroyable. Et n'allez pas croire que ce soit un cynisme à la Voltaire. Celui-ci était au moins du bel air. C'est un cynismo judaïque. On doit tenir pour certain que les assurances et les démentis des journaux officieux ne sont toujours que la négative de leurs affirmations et la confirmation de ce qu'ils prétendent nier. On veut remettre à flot les finances sans les économies, sans empêcher le gaspillage, sans guérir l'immoralité des

employés, sans assurer la justice. L'Italie est chaque jour entretenue, par les gazettes officielles, de la fuite de caissiers, de receveurs, de fonctionnaires qui volent à l'Etat trois, quatre cent mille francs et parfois des millions. On ne peut pas s'arrêter à ces employés qui vendent ou troquent tout. On découvre des fraudes dans les administrations, dans les arsenaux, dans les ventes de l'Etat, des vols même dans les archives de la Chambre. On ordonne des enquêtes, on nomme des commissions, et tout est dit. On veut remettre l'équilibre dans les finances, et on ne se soucie pas du commerce, et on ne se demande pas pourquoi tant de faillites viennent de se déclarer en six ans. On parle d'industrie et on donne des commissions dispendieuses à l'étranger pour tout ce qu'on pourrait exécuter, à moins de frais, chez soi. Les taxes ont été accordées par le Parlement précisément, paraît-il, pour encourager l'agriculture. Aussi, au milieu de populations désorganisées et opprimées, contenues par des soldats déguenillés, tous les crimes, et surtout les vols, se sont énormément augmentés. Et le ministère, sans remonter à la source du mal, s'est borné à demander une augmentation de fonds pour l'entretien des prisons !

Rome, le 10 Février 1867.

BASCULE

LETTRE XLVII.

A Monsieur ***,

PARIS.

Le ministre Cambray-Digny vient de faire son exposé financier. Vous savez que tous les ministres des finances se sont donné cette distraction. Il y eut deux exposés en 1861, deux en 1862, trois en 1867, deux en 1868. Dans les autres années, on a été plus réservé : on n'a fait qu'un seul discours d'usage ; mais quelle en était la nécessité ? A quoi bon mettre à découvert les plaies béantes des finances italiennes ? L'administration du royaume italien n'est-elle pas elle-même une exposition permanente de déficits, de dettes et d'emprunts ? Sept ministres, à la même époque, ont annoncé que l'année prochaine il n'y aurait plus de déficit. L'année prochaine arrivée, un ministre ne se décourageait pas, et il prononçait avec assurance : Attendez l'an qui vient, on ne perdra rien pour attendre. C'est l'histoire de la carpe de Bilboquet. Cependant, chaque exposé était suivi d'un emprunt, d'un ou de deux impôts, ou d'une aliénation. Chaque ministre fait comme ces dames qui, chez vous, en 93, se miraient au moment d'aller à l'échafaud.

Il paraît que les lauriers tout récents de M. Lowe n'ont pas empêché le ministre Digny de dormir. Et il a vu en songe les millions passer, passer, sans en avoir le vertige, car il dormait. Mais quand un ministre italien s'éveille, c'est aux Italiens à solder les frais du spectacle. C'est que, si un ministre anglais réduit chaque année les taxes, un ministre italien les augmente. La progression des ressources est toujours dépassée par les dépenses. En Angleterre, l'administration se préoccupe de diminuer les charges, en Italie, elle ne

songe qu'à augmenter les revenus. Et encore cette augmentation reste-t-elle insuffisante pour combler en partie les déficits que l'on se trouve périodiquement dans la nécessité d'avouer.

Ecoutons maintenant le martyrologe des finances et des financiers italiens.

Voilà que l'on avoue d'abord que la naissance de l'Italie, en huit ans, a coûté, de février 1861 à 1868, neuf milliards. Le produit de la vente des biens de l'Etat, les mille impôts qu'on a inventés, les emprunts libres, les emprunts forcés, les millions tirés de l'aliénation des biens du domaine et du clergé n'ont servi à rien. Malgré tout l'argent soutiré aux contribuables, en détruisant le commerce et l'industrie, et en ruinant l'agriculture, le Trésor est toujours vide. C'est le fil d'Ariane qu'il faut avoir en main, si l'on ne veut pas s'égarer à travers les chiffres d'un exposé financier; car c'est un labyrinthe de caisses vides. Et cependant, quand on tient ce fil, on s'aperçoit qu'on s'approche de ce doux régime dans lequel l'Etat possédera la fortune du pays, et où les particuliers ne seront plus que les fermiers ou les régisseurs du gouvernement.

On a épluché des budgets en huit ans, et on n'a jamais proposé de réformes, pas même d'insignifiantes ou même d'absurdes. Si l'on eût touché au moins les taxes existantes! Mais M. Ratazzi avouait, il y a deux ans, qu'à peine si la taxe sur la richesse mobilière était entrée dans les caisses de l'Etat. Et le ministre Digny vient d'avouer une diminution de 34 millions sur le revenu de la taxe mobilière, ce qui aurait dépassé de deux millions l'augmentation qu'il assure s'être vérifiée sur les autres impôts. Si l'on proposait au moins des économies. Pas du tout. Le budget des dépenses augmente toujours. Et voilà que le ministre nous dit avec une touchante conviction que l'équilibre viendra, et le déficit disparaîtra... en 1875. C'est se donner bien du répit, et tout le monde va être pleinement rassuré.

Le ministre, au 2 mars, calculait qu'en 1869 il aurait un revenu de 804,316,743 fr. Puis, cela ne lui parut pas assez, et en novembre il présenta un autre bilan, selon lequel il aurait obtenu 1 milliard 84,215,199 fr. Il avait ainsi augmenté le revenu de 304,327,179 fr. Mais il ne suffit pas d'arranger des chiffres dans un budget pour enrichir les Etats. S'il eût suffi d'écrire les recettes sur un tableau, le ministre Digny aurait été le premier financier du monde. Hélas! l'hyppogriffe est mort depuis longtemps, et on ne peut pas voyager

comme Astolphe; sur la terre il faut marcher. Pour la pauvre humanité, d'ailleurs, il n'y a pas de langage plus éloquent que celui des chiffres. Aussi le ministre vient d'avouer encore un déficit qui sera de 614 millions à la fin de 1869. La taxe sur la mouture, qui devait lui rendre d'abord au-delà de 100 millions, puis 80, puis 38, ne suffira pas en 1869 à couvrir les frais. Et voilà qu'il parle, lui aussi, d'autres *sacrifices nécessaires*.

Mas ces sacrifices, si les Italiens désiraient la liberté avec l'unité, n'étaient pas nécessaires. Il serait injuste de les y obliger s'ils ne la désiraient pas. Toutes ces dépenses de préparation : le sabbat des apôtres de la liberté, l'expédition de Garibaldi et celle des réparateurs, de Curletti à Farini, n'étaient pas nécessaires. Les récompenses aux ministres traîtres, aux généraux déserteurs, aux ambassadeurs parricides, les dépenses des gouvernements provisoires, la cohorte innombrable des employés martyrs, des commissions, les comités, la propagande, auraient été épargnés avec la volonté nationale. Et sans elle, comment demander aux peuples de nouveaux sacrifices qui ne seront couronnés que par la banqueroute ?

Mais le ministre, rôdant au milieu de caisses vides, ne voit encore que des sacrifices pour les remplir. Il a besoin de 728 millions pour abolir le cours forcé. Il compte les obtenir par une anticipation sur les biens ecclésiastiques, par une anticipation de deux établissements de crédit et... sur un emprunt forcé de 320 millions. Il y a peu de mois, en 1868, le ministre déclarait qu'un emprunt forcé était impossible. Et en effet, dans ce moment même on est occupé à recouvrer encore les quotes-parts du premier emprunt, évalué à 28 pour cent. Maintenant il le tient pour très-facile. Aurait-on donc enfin découvert le Pactole ? Non, c'est qu'il y a huit mois, le ministre voulait extorquer le consentement des Chambres pour l'aliénation de la ferme des tabacs, et maintenant l'argent qu'il en a tiré étant déjà dévoré, il faut en venir à un nouvel expédient.

Tels sont les ingénieux moyens par lesquels le ministre Cambray-Digny pense arriver à l'équilibre... en 1875. Ce sont au moins cinq ans de gagnés sur les promesses de M. Scialoja. Les Italiens en seront ravis. Le ministre, lui, paraît plein de confiance. Au lieu de 728 millions, il s'en procurera 794. Le déficit de 1869 sera de 75 millions, et en 1870 de 94. C'est une misère. Mais en sera-t-il ainsi ? Nous ne saurions être étonnés ni des chiffres exposés, ni de

l'annonce du ministre, si ce n'était la même formule qu'on reproduit chaque année. Le roi lui-même avait promis l'équilibre en *peu de temps*... il y a deux ans. Malheureusement, ce qu'il y a de plus certain dans l'exposé du ministre, c'est que le déficit total est de 313 millions et qu'il s'élèvera à 614 à la fin de 1869. On avait calculé aussi gaîment en 1862, et le déficit s'éleva à 450 millions, et celui de 1863 au-delà de 500. Mais alors on trouva de l'argent à l'étranger. On emprunta 300 millions, puis 700. A présent le pavillon a cessé de couvrir la marchandise.

Le cours forcé no pourra être aboli en 1875, selon le ministre, qu'à la condition de laisser peser, à cette époque, un déficit de près de 100 millions sur le budget. Cependant il considère toujours la taxe sur la mouture comme le pivot de son système financier. Il a déjà oublié, le bon ministre, les scènes de sang qu'elle a provoquées. Il estime, grâce à la réforme de l'octroi, avoir un accroissement de revenu de 30 millions. D'ailleurs, à l'entendre, les biens ecclésiastiques sont une mine inépuisable. Il est vrai qu'il ne s'en promet que 100 millions. Et tous ces milliards que la révolution comptait en tirer ont donc disparu comme la fumée qu'emporte le vent? Enfin, la Banque nationale est toujours là. Si on lui sacrifie le *Banco* de Naples, qu'importe? C'est une épave inutile du naufrage des Deux-Siciles. Mais, de tous ces beaux calculs, ne résulte-t-il pas évidemment qu'on arrivera à l'équilibre en 1875, moins les 94 millions de déficit, après avoir consommé 100 millions de biens ecclésiastiques, 100 millions de la Banque et 350 millions de l'emprunt forcé? Et le ministre n'aurait-il pas oublié les 28 à 30 millions annuels que lui coûteront ces nouveaux emprunts avoués ou dissimulés?

Comment peut-on croire réalisable un emprunt forcé, lorsque celui de 1866 n'a pas abouti, quoique l'Italie fût alors en de meilleures conditions! Le ministre le renvoie, il est vrai, à deux ans. Mais ce terme écoulé, ne devra-t-on pas le payer? Il se trompe en annonçant le remboursement en dix ans. Ce remboursement n'ajoute-t-il pas de nouvelles charges au budget passif? Et ne rendra-t-il pas impossible toute espèce d'efforts pour établir un niveau entre les dépenses et les recettes? Il faudra toujours avoir recours à un nouvel emprunt pour payer celui qu'on doit rembourser. On tire 100 millions de la Banque. Mais c'est encore un emprunt à 3 pour

cent, qu'on devra payer, ot pour cela il faudra trouver de l'argent. N'est-on pas aussi condamné à l'emprunt forcé et à la planche aux assignats? Tous les ministros des finances, en Italie, sont de l'école de Mazarin : Que les contribuables chantent, s'ils veulent, mais qu'ils payent.

Vous me demanderez peut-être de quelle manière lo ministère, qui écume de rage et ne sait plus où donner de la tête, va s'arranger avec la Chambre? Bien simplement. A part la gauche, et pas même la gauche entière, les députés se réfugieront derrière lui, et feront chorus, en invoquant la nécessité, la raison d'Etat, l'avenir. Si quelqu'un fait bonne contenance, ce sera de peur qu'on ne l'accuse de palinodie. Ce sera comme pour la loi sur la mouture, ce sera commo pour la loi sur l'aliénation de la ferme des tabacs. Devant cette avalancho do millions, quelques-uns décocheront des flèches envenimées contre les ministres, mais les serfs de la glèbe parlementaire sont là. Et les Italiens payeront... mais n'auront assurément nulle onvie de chanter.

Les Italiens avaient cru voir le ministre reculer au moment de faire ce nouvel exposé. Maintenant ils s'aperçoivent que le ministre n'a reculé que pour mieux sauter. C'était pour se cramponner à son budget comme le naufragé à la planche quo le flot a arrachée au flanc du navire englouti.

Ils ne comprendront rien à ce logogriphe du cours forcé, mais seront soulagés d'une grande appréhension. Le ministre vient de leur assuror quo l'arriéré dans les recettes, qui est énorme, *ne provient pas du défaut d'argent ou du manque de volonté de payer dans le peuple.* On pouvait en douter oralement, et croire le peuple réduit à l'état de parchemin, surtout après les troubles de l'Emilie et des Romagnes pour l'impôt sur la mouture. Le peuple résista même alors qu'il vit le général Escoffier chargé du rôle de percepteur, et ses soldats exiger du métier do recors l'impôt à coups de fusil. On arrêta par milliers les obstinés, on fit condamner les plus rétifs par les tribunaux... mais l'impôt sur la mouture n'a pas été perçu, pas même demandé dans le reste de l'Italie. Les plus sceptiques pensent que si le peuple avait de l'argent et de la bonne volonté, il ne fallait pas parler de *nouveaux sacrifices.* Il ne fallait pas demander 350 millions par *emprunt forcé.* Mieux eût valu lui laisser le mérite de la spontanéité. Il n'était pas nécessaire de demander

une anticipation de 100 millions à la Banque nationale, en lui sacrifiant la Banque de Naples. Pourquoi prendre encore 100 millions sur ces biens ecclésiastiques qui devaient, selon le ministre lui-même, *tirer et pour toujours la nation italienne de ses embarras?* Mais ce sont les incorrigibles qui ont de tels doutes. Permis à eux d'appeler l'exposé du ministre une insulte à la misère publique. (1) Le peuple italien va chanter et danser d'ici à quelques jours pour le centenaire de Machiavel. Cela devra convaincre les plus incrédules.

(1) Après l'assassinat tenté contre M. Lobia, on pouvait dire de M. de Cambray-Digny, comme jadis d'un ministre célèbre, qu'il allait glisser dans le sang. Non, ce sont ses lois qui y ont glissé : il vient de les retirer. Cependant le budget avait été approuvé et voté par la Chambre! Le ministre avait compté, pour les recettes, sur la somme de fr. 1,074,215,199 97. La commission l'avait réduite à fr. 999,472,619 27. Puis la Chambre l'avait fait monter à fr. 1.003,422,619 27. La même chose était arrivée avec les dépenses. Et la différence de ces chiffres prouve combien sont imaginaires les calculs des ministres et les appréciations du Parlement. Mais, depuis l'enquête, on ne peut plus mettre à exécution les conventions financières, même modifiées. Elles se rattachaient toutes à la régie des tabacs.

Rome, le 27 Avril 1869.

LES LETTRES

LETTRE XLVIII.

*A Madame la Marquise S***.*

PARIS.

Ce qui marque infailliblement, Madame, le progrès d'un pays, c'est le passage de l'ignorance au savoir, de la pauvreté à la richesse. Les causes de ces progrès, les seules qu'il importe de bien connaître, ne sont pas toujours faciles à distinguer. Mais c'est à les découvrir qu'on doit surtout appliquer son esprit. Ce sont elles qui enchaînent les faits les uns aux autres, et qui donnent parfois aux événements leur vie, leur caractère et leur signification.

Sous l'ancien régime, à Naples, ce n'étaient que les grands seigneurs, hommes de loisir et d'un esprit cultivé, qui aimaient les lettres et les littérateurs. Le XVIIIe siècle, sous la dynastie des Bourbons, fut particulièrement pour le royaume l'époque la plus heureuse de sa civilisation, souvent interrompue, traversée, ralentie par les événements et les passions. Des temps de calme et de splendeur invitaient les esprits à la culture des lettres. Partout il y avait de la chaleur, de la vie, de l'émulation parmi les écrivains et de la bienveillance dans la société. Mais le disque brillant de ce soleil qui vivifiait le ciel de Naples s'éclipsa, sur la fin du siècle, dans la tempête.

La conquête française avait bientôt opéré une étonnante transformation dans les mœurs et dans les habitudes. Il y eut alors comme une folie d'imitation. La littérature française devint la grande ressource des écrivains, plus sûrs de leurs sentiments que de leurs pensées. Tous s'en pénétraient par la manière dont les uns en subissaient l'influence et dont les autres (trop peu nombreux) y résistaient. La littérature de cette époque montra plus d'esprit et d'habileté que de dignité et de patriotisme. C'était une triste et opiniâtre stérilité.

Cependant si cette littérature avait perdu en profondeur, elle avait gagné en étendue et en superficie.

Ce fut la Restauration qui ramena le royaume à la littérature du XVIIe siècle, formée sous les trois influences de la religion, de l'antiquité et de la monarchie. La philosophie reprit son essor et se dégagea de la matière, les lettres reportèrent leurs regards vers le ciel qu'elles avaient oublié. Le feu sacré n'était pas éteint, ni la lyre brisée. Les adorateurs de l'art et de la pensée brûlaient un encens plus pur. Il y eut dans toute la littérature une soudaine suavité, une sobriété de lignes, un naturel de coloris, une finesse de ciselure, et cette force, toujours si rare même dans les écrivains d'un talent et d'un caractère également généreux. Temps fortuné et trop rapidement écoulé !

A peine quelques années s'étaient écoulées, que les littérateurs se disputaient déjà le bonheur de l'Etat, et la satisfaction de le gouverner. Ils préparaient des combats sans victoires, des bouleversements sans but, et des malheurs sans fin. Vers le commencement de 1821, le théâtre s'écroula sur les acteurs !

Après la crise ce fut une torpeur dans laquelle il y avait plus de découragement que de paresse. La lassitude était générale ; vaincus et vainqueurs en subissaient également l'effet. La vie littéraire se ralentit. Mais les ondes, un moment troublées, devaient reprendre un cours plus tranquille. On allait encore penser en philosophe, sentir en artiste et chanter en poète.

A partir de 1830, Madame, notre littérature devint plus chaleureuse et plus féconde. On y vit l'heureuse alliance de la raison et de l'art, du bon jugement et du beau style. L'année 1831 marqua dans la littérature napolitaine une date qui fut une espèce de révolution dans les traditions. C'est depuis 1831 que la littérature respira un enthousiasme raisonné auquel les esprits politiques pouvaient consciencieusement s'associer. Le mouvement national dans les intelligences se prononça mieux, et les travaux scientifiques se multiplièrent sur presque tous les points du pays. Le mouvement intellectuel se produisait avec force ; il eut cette sève qui pour longtemps ne devait pas s'épuiser. Le gouvernement entrait dans cette voie de transaction à pleines voiles, et avec les vents les plus favorables.

Le caractère de la littérature de ce temps fut le spiritualisme

catholique. Il devait augmenter la force morale pour marcher d'un pas ferme dans le chemin de la vie. L'attention de ce temps se concentra de plus en plus sur les questions économiques. L'économie politique, la plus paisible et la plus féconde des créations du XVIII° siècle, avait commencé avec le XVI° à Naples. D'éminents publicistes contribuèrent à en populariser la connaissance. Le gouvernement admit et favorisa l'exercice de cette liberté nécessaire pour que la science des questions économiques se constituât. Ce fut ainsi qu'on obtint la révocation de plusieurs lois nuisibles à l'industrie, au commerce, à la dette publique. On obtint d'excellents résultats de l'amélioration du bassin du Volturne, et de cette entreprise tout à fait romaine de l'assainissement du lac Fucino. De nouveaux centres de population se formèrent dans des contrées autrefois insalubres. On donnait le premier exemple des chemins de fer en Italie.

Le mouvement littéraire s'élargissait, parce qu'on avait conservé ce sentiment du beau si voisin du sentiment de la vertu. La poésie montra que son art était d'aimer, était de croire. La poésie tenta même, pendant quelques moments, de se couvrir d'un appareil métaphysique, mais elle s'anima aussi par intervalle de fraîches couleur, et s'enrichit d'une nouvelle harmonie. La critique de ce temps fut habile, mais sévère, parfois railleuse. Le théâtre ne rabaissa pas l'humanité, en prétendant la retracer plus vraie. On ne lui aurait pas permis de se traîner dans la fange du vice avec la nudité du satyre. L'éloquence du barreau fut purgée des lieux communs ambitieux, et elle chercha la justesse élégante. L'éloquence de la chaire fut plus élevée, sans finesse recherchée et sans élégance académique.

Mais ce furent les recherches historiques qui se placèrent alors au premier rang et attestèrent un retour sincère aux études sérieuses. De nombreuses publications furent consacrées aux sciences historiques pour lesquelles l'esprit napolitain allait montrer une prédilection marquée. La littérature paraîtra s'être proposée le même but que l'érudition, au moment où la poésie cessait d'être trop fertile...

Hélas ! je me croyais trop vieux pour assister à une autre décadence, et voilà que je ne puis maintenant me consoler que par les souvenirs de la fécondité, de la grâce et de l'esprit d'autrefois !

Rome, le 24 Avril 1868.

LA DESTRUCTION

LETTRE XLIX.

*A Madame la Marquise S***,*

PARIS.

L'Italie s'est souvent portée, Madame, et avec sollicitude à la rencontre des autres peuples. Autrefois, ce fut à l'Espagne que s'attacha l'imitation. Sous la domination française, on rejetait le passé comme un obstacle ou comme un reproche. Le Dante et le Tasse devaient céder le pas à Corneille et à Racine. Les restaurations furent une ère assez courte do fécondité et de crise salutaire. Mais après les révolutions de 1820 et de 1821, ce fut avec l'Allemagne qu'on aurait voulu entrer en relations, en s'efforçant d'animer la littérature de tous les prismes, en entassant les vapeurs, et en amoncelant les nuages.

Mais à présent où sont les nobles élans et les inspirations élevées ? Où est même l'imitation ? Y a-t-il encore une trace de cette admiration stérile qui s'arrête à la contemplation des triomphes de la civilisation ? Non : c'est le marasme, c'est l'affaissement intellectuel, c'est la décadence morale. On ne trouve plus de passion que dans le désordre, on ne trouve d'etude que dans l'abjection des préoccupations purement matérielles. Où sont les travaux de l'intelligence? Où est la dignité d'un talent littéraire qui se soit élevé dans les neuf ans écoulés de révolution et qui ait excité l'apostolat du bien par la littérature? Nous n'avons que des brochures politiques, d'ignobles satires Ménippées, des polémiques virulentes dans une langue vulgaire et un style de tréteaux. Le stylo noble n'appartient qu'aux écrivains à convictions fortes et pures. Où se sont-ils donc cachés les écrivains qui ne séparaient pas le culte du beau du culte de l'honnête?

Dans quelques romans, dans quelques pièces de théâtre, on fait l'application pratique et journalière des idées de Hégel, habillé à l'italienne. On n'a que des colères, des sarcasmes, des injures, un désespoir furieux et une insolence d'emprunt. Ce n'est pas la littérature qui influence la société, c'est la société qui déteint sur la littérature.

Toutes les littératures, Madame, se sont corrompues autrefois, et c'était la satiété qui faisait recourir à la bizarrerie. Parfois c'était un temps de révolte et de schisme, mais parfois aussi c'était une exubérance de vie. Ce n'était du moins ni l'indifférence, ni l'impuissance. Maintenant, en Italie, on ne peut pas dire que ce soit la satiété, c'est la décrépitude byzantine, voisine de la mort.

Ce matérialisme moral qui se développait à côté de l'industrie, cette civilisation purement physique qui conduit directement à la barbarie, sont partout les mêmes. La société que des intérêts positifs dominent, maîtresse souveraine du monde matériel, croit, il est vrai, dominer de même le monde de l'intelligence ; mais il y a encore là du mouvement, et même les cris de détresse pourraient indiquer que nous portons au-dedans de nous le sentiment d'un merveilleux état de choses. Nos craintes exprimeraient alors nos désirs. Mais non, on calomnie le passé, on corrompt le présent, on compromet l'avenir, et on n'en est pas seulement ému. C'est le feu sacré qui s'éteint.

Triste atmosphère morale que celle qui s'appesantit sur l'Italie ! Si la science civilisatrice doit semer la licence et récolter le désordre, que peut-on attendre de cette fermentation révolutionnaire, de cette épidémie politique ? Un temps d'arrêt déplorable imposé aux labeurs de l'intelligence, au développement moral du peuple. La jeunesse italienne n'est déjà plus sous le charme des idées souriantes. La triste expérience n'a pas tardé à lui montrer la réalité des choses. Elle est très-portée à se payer d'apparences. Aussi, tout ce qu'elle a essayé en neuf ans, devait être superficiel et vain. Maintenant elle n'étale même plus ce désir ardent de conquérir le globe. Mais où la jeunesse italienne pourrait-elle apprendre que la liberté doit être morale avant d'être politique ? N'a-t-on pas déjà appris à cette pauvre jeunesse le mépris des siècles écoulés, des temps héroïques et des vertus chrétiennes ? Le gouvernement, depuis neuf ans, ne s'efforce-t-il pas de prouver que la religion est une infirmité

de l'âme? Ne veut-il pas inoculer à nos jeunes gens le fanatisme de l'incrédulité qui est le pire des fanatismes? Incapable d'obéissance et capable de toutes les audaces, la jeunesse révolutionnaire ne s'enivre que d'un esprit frondeur, indiscipliné. Elle s'est façonnée à la raillerie sceptique jetée sur les choses de l'Eglise. Les pensées les plus généreuses, la loyauté, la fidélité au malheur ne sont pour elle qu'un sujet de dérision et le thème d'une amère ironie. Tout est déjà éteint au souffle mortel de la démagogie.

Une telle jeunesse pourra-t-elle être galvanisée par un amour sincère de l'étude? N'ayant déjà plus ni la noblesse des sentiments, ni l'ardeur de la gloire et de la justice, comment son âme deviendrait-elle courageuse et se révolterait-elle contre l'injustice, si elle voit les jurés ne consulter que leur crainte ou leur haine, et les orateurs du barreau défendre des victimes condamnées d'avance? Où cette jeunesse trouvera-t-elle un jour la verve, l'élan, l'inspiration de l'éloquence? Et quelle foi peuvent lui inspirer les orateurs de la chaire, si les carabiniers sont là pour les traîner en prison, si le pouvoir est là pour les exiler? Où la liberté manque, l'intelligence s'atrophie. Si on pénètre dans la Chambre des députés, on sentira bientôt la fatigue et l'angoisse que laisse souvent le vide de la parole. On observera que les députés ne prononcent pas dix mots sans s'accorder neuf fautes d'italien. L'éloquence a quitté la chlamyde grecque et la toge romaine. Elle s'est coiffée, comme eût dit Cormenin, d'un bonnet de coton.

Depuis neuf ans, plus de ces études solitaires qui indiquaient les fortes individualités et produisaient les grandes œuvres. Ou les grands écrivains sont adversaires de l'unité italienne, et attendent des temps paisibles et des lecteurs, ou l'Italie est désormais véritablement la *terre des morts*. S'il reste encore quelque rayon sur l'horizon intellectuel de l'Italie, c'est un reflet des époques précédentes. Mais l'héritage est déjà difficile à porter. Les lettres, si tant est qu'il en existe, s'exercent à flatter les préjugés publics, au lieu de les combattre. On aspire à une popularité facilement acquise par des écrits sans art et sans inspiration. Toutes ces brochures d'occasion sont un spectacle quotidien qui vous donnerait une colère d'iconoclaste. Au théâtre, c'est la farce grossière et le drame irréligieux et ordurier, car c'est la société qui fait le théâtre et le pervertit. Dans le champ de la politique, c'est l'apothéose de la révolu-

tion. On ambitionne les murmures flatteurs du peuple, le char de triomphe, l'honneur du pavois. Mais l'ambition des hommes politiques veut recueillir sans avoir semé. Chez tous les autres règnent la paresse et l'insouciance qui sont devenues les traits distinctifs du peuple italien. Rien n'émane de la pensée, rien n'en jaillit.

Il n'y a pas de contrée, Madame, qui ne possède des moyens d'enseignement multipliés. Les connaissances que l'on achetait jadis à prix d'or et à force de travaux, s'offrent maintenant d'elles-mêmes à la jeunesse. Cependant les Académies, les Athénées, les Bibliothèques, les Collections d'antiquité et d'histoire naturelle ne sont pas toujours des garants biens sûrs des progrès de l'instruction publique, de la littérature et de la civilisation. Or, qu'a-t-on fait de cet héritage, de ce véritable éclat intellectuel, de ces richesses scientifiques de l'Italie? Les Universités ont été bouleversées, des Académies ont disparu, des trésors de sciences ont été dispersés, donnés, vendus. On a aboli l'Imprimerie royale à Naples, comme on a détruit celle de Milan ; on a pillé la Bibliothèque du roi, à Naples, comme on a presque ruiné la Bibliothèque Palatine de Florence. Tous les emplois de l'instruction publique ont été occupés, toutes les Universités ont été envahies par les émérites, non de la littérature, mais de la révolution. Un employé bien retribué d'une bibliothèque publique... ne sait pas lire ! Les professeurs des Universités se font gloire, les uns d'un enseignement athée, les autres de jouir de leur emploi comme d'une sinécure bien rétribuée.

Est-il donc étonnant que les étudiants fassent de la politique, forment des clubs, rédigent des adresses à Garibaldi et à Mazzini, et organisent des émeutes ? Ils descendent toujours les premiers sur la place, et leurs démonstrations sont peut-être le contrepoids de la grève des ouvriers. Il ne faut plus demander pourquoi ces élèves du désordre échouent dans leurs faciles examêns; pourquoi 90 sur 100 sont rejetés. *L'Annuaire de l'Instruction publique* constate qne la plupart des Universités ont plus de professeurs que d'étudiants On compte parfois un professeur pour un demi-écolier! Aussi l'impulsion jadis donnée aux lettres s'est-elle tout à coup arrêtée. Il n'y a maintenant en Italie que le rôle du demi-savant, de l'écrivain politique d'occasion. Et ce rôle même disparaitra bientôt. Comment ramener à la vie intellectuelle des esprits dévoyés ou profondément assoupis ? Alors même que quelques talents se développeraient

comme la fleur qui éclot, ou encore comme le fruit qui mûrit sur l'arbre épuisé, cette efflorescence n'en demeurerait pas moins sterile. « Il nous prend un dégoût de littérature, de l'étude et de la pensée, lorsque la vie est si pesante, disait Sismond. »

On a cru réorganiser les Universités d'Italie, et on leur a donné les noms les plus glorieux de la littérature italienne. A Florence, c'est l'Université du Dante; à Ferrare, c'est l'Université de l'Arioste: à Salerne, c'est l'Université du Tasse. Telesio, Vico, Spedalieri, Galluppi, tous les plus nobles écrivains ont reçu cet honneur. Ce sont comme des cénotaphes. Mais ce baptême glorieux donnera-t-il aux Universités des professeurs plus en renom ou plus nombreux et plus disciplinés ? Rendra-t-il la paix et la concorde aux lettres, pour que les savants de Naples, de Bologne, de Florence, de Milan concourent à la gloire littéraire de l'Italie des Italiens, et non de l'Italie des unitaires ? Oh ! non, le fer mortel restera dans la plaie, tant que durera cette folie sanglante de l'unitarisme révolutionnaire.

Rome, le 8 Mai 1868.

LES ARTS

LETTRE L.

*A Madame la Marquise S***,*

BERLIN.

Tout est solidairo, Madame la Marquise, dans la littérature et dans los arts. Le même mouvement qui domine l'une s'empare aussi des autres. L'association des beaux-arts avec les lettres, au XVIe et au XVIIe siècles, prouve l'influence que les lettres exercen toujours et spécialement sur les arts du dessin. Les grands artistes italiens furent de véritables poètes qui se servirent du marbre et des couleurs pour exprimer la plus haute pensée. Le goût et la nature n'avaient pas été leurs seuls maîtres. Michel-Ange sacrifiait aux muses ; Benvenuto Cellini est un écrivain d'une remarquable pureté; Léonard de Vinci un savant supérieur de beaucoup à son siècle.

Sous la Restauration, à Naples, les arts eurent une physionomie et un caractère réel qui les rendirent plus intelligibles et plus populaires. On parut aussi pénétré de cette vérité, résultat de la littérature du temps, que l'art n'est qu'un noble langage qui transmet les oracles, et qu'il est pour l'artiste une partie de sa morale. C'était l'influence avouée des lettres qui se faisait sentir. Et il est remarquable que plusieurs des artistes de co temps méritèrent aussi d'être comptés parmi les poètes. Ils eurent l'inspiration qui est la première source des beaux-arts. On préférait la nouveauté simple et belle à la nouveauté outrée et bizarre. Le dessin, qui sera toujours l'élément le plus important de la peinture, devint plus élégant et plus correct. Dans la sculpturo on ne voulait imiter que

cet art grec tel qu'il triomphe encore sur les marbres du Panthéon.

Et c'est dans ce même temps que la poésie s'efforçait de ressusciter ce théâtre et ce style héllénique qui enveloppe comme d'une vapeur divine le moindre fragment de l'art grec.

Le gouvernement, depuis 1831, encouragea les arts, et ce fut à ses soins éclairés qu'on dut d'avoir mis au jour l'amphithéâtre de Pouzzoles et celui de Capoue, un quatrième temple à Pœstum, et des édifices à Pompéï et à Herculanum. On fut redevable encore au gouvernement des progrès de l'Institut des Beaux-Arts, du Pensionnat de Rome, des expositions annuelles et de la fondation d'une École de gravure qui forma des élèves estimés. C'est à Naples que l'infant Don Sébastien vint chercher son inspiration d'artiste. Un autre Prince de la maison royale voulut s'initier dans l'art de Michel-Ange et de Canova. On ne connut de vraie peinture et de vraie sculpture que celle qui reproduisait la réalité, mais en lui prêtan une forme idéale. C'était une idée inhérente à la nature du sol et à la transparence éclatante de l'atmosphère de Naples. Les artistes s'étaient identifiés avec le pays.

Rome, le 18 Juin 1868.

LA STÉRILITÉ

LETTRE LI.

*A Madame la Marquise S***,*

PARIS.

Trop souvent, Madame la Marquise, avant même la dernière révolution, on avait répété que les arts étaient à peu près morts en Italie. S'il m'était permis d'avoir un avis en pareille matière, j'avouerais que nous eûmes un temps de décadence, mais non de pauvreté absolue. On pouvait constater la maladie sans prédire la mort, car le goût du beau est toujours populaire et traditionnel en Italie. Sous la société inquiète et vaillante de l'époque, il y eut toujours, pendant trente ans, une vitalité énergique. Peut-être y avait-il à craindre que, par suite de l'espèce de panthéisme ouvert devant les artistes, ils n'allassent un jour chercher leur inspiration aux dernières extrémités, soit de l'idéal, soit du réel. Mais quant à l'anéantissement de l'art, c'était encore un des secrets de l'avenir que nul ne pouvait savoir. Il restait toujours l'intérêt que les gouvernants portaient aux artistes, et c'était une chose précieuse, que, sur une route pénible, un appui fût offert aux talents isolés. La protection des princes donne à de certaines époques historiques un caractère d'immortelle grandeur.

A Naples, on accordait des pensions et des marques d'honneur. On mettait au concours l'envoi des pensionnaires à Rome, on donnait du travail aux artistes, on avait une exposition publique. par les soins de l'Académie, dans les galeries du Musée. La Cour achetait les tableaux les plus remarquables.

Aujourd'hui, après neuf ans de révolution, les arts ont tout à fait disparu. On n'a même plus la fécondité vulgaire du commencement du siècle. Non, et c'est triste à dire, c'est la destruction, c'est l'anéantissement. Et si, au milieu de la boue sanglante de ce chaos italien, les arts ne peuvent pas briller comme des diamants, à qui doit en revenir la honte? Où est, depuis neuf ans, ce tournoi de peintres, de sculpteurs, de musiciens? Où sont les tableaux, les statues, les partitions? Pour l'exposition de Florence, en 1862, on tira des résidences royales de Naples, des tableaux dont elles étaient décorées depuis plusieurs années. Ces tableaux n'y sont plus revenus. On a fait de la révolution dans l'art: On a placé des bustes d'hérétiques dans la cour do l'Université do Naples. C'est une sorte de Panthéon dans lequel on a prétendu décerner des récompenses, et élever ces récompenses à la hauteur d'un enseignement. On a élévé, à Naples, une statue au général Colletta, une au général Pepe, à Turin. On doit ériger un monument à Cavour, un monument au Dante, et il faut espérer qu'ils ne ressembleront pas au monument do la victoire, à Naples. Les arts, désespérés et morts, ne pourront bientôt plus s'opposer aux contrefaçons du moyen-âge. Si les poëtes ne peuvent atteindre Cino de Pistoja, les peintres ne pourront pas même reprendre Cimabue. Les uns ne se soucieront pas de devenir des ménestrels, les autres dédaigneront do devenir des imagiers.

Le gouvernement unitaire prétend qu'il s'occupe des intérêts matériels de l'Italie. Mais quand cela serait vrai, ces nouveaux barbares qui veulent donner lo pas à la matière sur l'esprit, croient-ils qu'ils feront vivre leurs œuvres?

Ce qui est maintenant incontestable, Madame la Marquise, c'est que, dans ce temps, on a tout oublié. Les modèles des arts italiens, les maîtres et les inspirateurs de tous ceux qui ne sont pas insensibles aux jouissances délicates do l'esprit et de l'imagination, restent abandonnés dans les musées. Ce sont commo les débris des monuments antiques qu'on peut rencontrer en Afrique.

La musique même a perdu cette mélodie, ce parfum, cette magie d'autrefois. Citera-t-on une seule partition célèbre de ces dernières années? Où est maintenant cette muse dont les phrases étaient imprégnées de la mélancolie et de l'amour? Qu'est devenue cette poésie mélodique qui s'exhalait des lèvres de Cimarosa? La pensée

touchante de Bellini, le rhythmo irrésistible de Rossini ne possèdent plus le cœur des Italiens et ne réveillent plus leur âme palpitante. La musique ne sent plus la chaleur du midi, le soleil de Naples, l'air du Vésuve ! San-Carlo est déchu, les autres théâtres lyriques sont fermés. L'architecture, qui est l'écriture des peuples, et qui bâtit, selon Châteaubriand, les idées du poëte et les fait toucher aux sens, se cache au milieu des décombres.

C'est à Rome, et seulement ici, que les arts se sont réfugiés. C'est ici qu'au milieu des douceurs de la paix, ils vivent tranquilles et excitent encore l'admiration. Les somptueuses maisons, les collections de livres, de tableaux, d'antiquités, tous ces trésors qui font encore partie de l'apanage patrimonial, tout y est encore enseignement, sérénité et lumière. L'orfévrerie, les armures, les sculptures en marbre, en ivoire et en bois, les tapisseries, les émaux, tous les arts, enfin, qui parurent dans l'antiquité, au moyen-âge et sous la Renaissance, forment ici le luxe de la vie et la décoration de ces maisons fortunées. C'est ici que la peinture, la sculpture, le burin, ne sont ni stériles, ni découragés. C'est ici que l'architecture relève et restaure les anciens monuments mutilés ou dégradés, érige de nouveaux temples, bâtit de splendides palais, et élève sur un pittoresque emplacement la grandiose nécropole de la ville éternelle.

Partout ailleurs, c'est la torche incendiaire d'Omar qui s'est promenée. Regardez ce qui s'est passé à Naples, où des soudards ivres et sales se casernèrent au milieu des admirables fresques de Zingaro. Regardez les deux chevaux de Canova, dont on a détruit les modèles, lorsqu'on voulait trancher la tête des deux cavaliers, Charles III et Ferdinand Ier, pour leur substituer celles de Garibaldi et de Victor-Emmanuel. Observez ce qui s'est passé à Florence, lors du déplacement de la capitale. Les Vandales arrivant, le marteau abat, enfonce et détruit tout. Nul souci, nul regret de voir tomber en poussière ces beaux monuments de l'Arno, ces richesses artistiques de la ville des fleurs, qui sont le patrimoine de toute l'Italie, les gloires du passé et qui doivent engendrer les gloires de l'avenir. La commission conservatrice qui ne pouvait rien conserver, renonça à sa surveillance impuissante. Les maçons toscans eux-mêmes refusèrent de se prêter à ce sacrilége journalier.

Avec les destructions et les vols, au milieu des troubles de la

place et des prétentions si actives de l'esprit politique, les sources de l'invention des arts sont taries. La verve italienne est non pas épuisée, mais tuée. Il y a des solennités et des fêtes qu'on célèbre sur les ruines, et il y a des décors de théâtres. Mais le talent qui y préside est un talent d'emprunt, une affectation de pompe remarquable seulement par son étrangeté. Témoins seulement les deux entrées triomphales de Victor-Emmanuel à Naples ; témoins encore les fêtes mêmes de Florence.

Ce n'est plus l'art, mais un moyen, une arme pour combattre ; c'est un caprice du pouvoir, c'est un mensonge de la conscience.

Déjà les artistes ne nous arrivent plus, même par fragments. Nous n'avons pas de ces talents dissipés, qui se livrent au premier entraînement. Cette période ingrate sera une véritable lande de l'histoire des arts. Il est des phases incolores de transition, où la stérilité des faits en stérilise le récit. Mais l'Italie éprouve maintenant quelque chose de pire: c'est le néant, la mort. Malheureux seront nos enfants qui seront appelés à recueillir l'héritage du présent. Les vieux athlètes, depuis neuf ans, déposent leur ceste et se meurent. Les arts, les nobles arts n'auront plus droit d'asile en Italie. La révolution, depuis neuf ans, a oblitéré les parties les plus nobles du pays.

Les lettres et les arts, Madame la Marquise, aiment la paix et le repos. C'est la paix qui développe les forces intellectuelles des peuples. Ceux qui ont pensé que les temps d'existence agitée et d'émotions politiques produisent les œuvres éminentes et originales ont confondu les lettres et les arts avec les génies qui se frayent une route à travers les obstacles de leur époque. L'esprit des lettres et surtout des arts est pacifique et calme. Quand l'effervescence politique a absorbé la somme d'attention et de veilles qui sont dérobées aux travaux de la pensée, à l'amour des arts, aux recherches du savoir, où peut-on retrouver encore cette Italie si spirituelle et si polie du XVIe siècle ? Où retrouver ces victoires pures et magnanimes de l'intelligence qui jadis entretinrent en nous le feu intérieur, la lumière et la vie ?

A Naples surtout, la beauté du climat, le goût des plaisirs et de la société, tout ce qui embellit la vie, a toujours servi les lettres et les arts. Mais c'est que la société avait encore un esprit et une âme. Elle avait un principe générateur qui la dirigeait. Le point d'honneur chevaleresque n'était pas entamé, la fidélité monarchique n'avait

pas été ébranlée. Les doctrines étaient assurées, on n'évoquait pas une nouvelle foi. L'attachement pour le pays natal était vif, et les douces impressions qui faisaient couler les larmes à la vue des lieux où s'était passée notre enfance n'étaient pas des émotions fugitives. Temps fortunés ! Que n'a-t-on pu briser alors l'aiguille qui marche toujours et fixer ainsi l'heure du bonheur sur le cadran !

Rome, le 28 Juin 1868.

LES DÉPUTÉS

LETTRE LII.

A Monsieur ***,

PARIS

On avait promis, Monsieur, de faire l'Italie grande et respectée. On ne l'a faite grande que dans les corruptions, dans les rapines, dans les blasphêmes. Quant à la faire respecter, on a obtenu qu'une chose : l'indifféronce systématique des nations, témoins de son suicide.

Voyez quel est, depuis neuf ans, ce grand spectacle de passions orgueilleuses et cupides, où chacun voudrait garder son masque. Où est l'intelligence politique assez haute pour donner à la force morale un appui victorieux ? Où est-il celui qui ose encore soutenir les lois éternelles de la justice sans défaillance ? L'inertio a gagné toutes les âmes, et on l'érige en axiôme. S'il y a encore quelque rude athléte qui ose résister aux oppresseurs, aux insulteurs, aux blasphómateurs, ou leur infliger des châtiments implacables, regardez, il sort des rangs des défenseurs de la légitimité.

Le comte Cavour qui avait toutes les habiletés du temps de Narsès avoua en plein Parlement que lui, chef du cabinet, avait été conspirateur dans toutes les cours d'Italie. Il fallait donc récompenser ses complices et ceux mêmes qui l'avaient applaudi. Et qui étaient-ils? Pendant vingt ans on avait dévoilé les noms de ces patriotes qui, avant et apres 1848, avaient été soudoyés par les polices italiennes, ou qui s'étaient faits les dénonciateurs de leurs complices dans les procès politiques de Naples ou des Romagnes. Plus tard on dut chasser du Parlement un député prôné comme un martyr de la liberté et de l'indépendance. Cet émigré, qu'on avait élevé aux premières charges de la magistrature, à cause des souffrances de son exil, ne fut-il pas reconnu pour avoir été un agent de police? Mais

combien de masques encore pour un seul qui venait de tomber ! Et ne siégent-ils pas toujours dans le Parlement, plusieurs de ces fougueux unitaires qui jadis, de leur exil, faisaient arriver à Gaëte leurs avis périodiques ? Parmi ces fiévreux patriotes de 1860 on pourrait bien trouver les dénonciateurs de 1854 et 1857, ou des écrivains prôneurs des principes les plus outrés de l'absolutisme. Il en est deux qui révélèrent à la police napolitaine l'expédition de Garibaldi dans ses détails. Cela n'empêcha pas l'un des deux de suivre Garibaldi en Sicile. Il est vrai de dire que tous ces Léotards de la corde politique n'avaient pas renoncé, d'autre part, à leurs intelligences avec Mazzini.

On trouve parmi les députés plus d'un être difforme mélangé de délateur et d'histrion, et qui s'est traîné dans toutes les apostasies. Liborio Romano fut aussi député. Tout cela se donne, depuis neuf ans, pour des champions de la liberté et de l'humanité. Leur unique habileté est de fausser à la fois le pouvoir et la liberté, en faisant de l'un et de l'autre un double instrument de leurs convoitises. L'Europe entière a retenti de ce tripotage honteux auquel les députés s'étaient prêtés dans une concession de chemin de fer. Quarante d'entre eux recevaient des appointements des sociétés des chemins de fer, garanties par l'Etat.

Le Parlement y pourvut. Il décréta que ses membres, désormais, devaient être honnêtes. *Soyons honnêtes !* hurlait un ministre. Les députés ne doivent pas dorénavant participer à des entreprises dans lesquelles l'intérêt de l'Etat et l'intérêt particulier peuvent se trouver en conflit. Le Parlement vient de le décréter, et cette loi votée, on peut dormir tranquille. La Banque nationale cependant reste toujours une exception.

Mais que dira-t-on des primes énormes qui ont été prélevées dans les emprunts ? Un ministre, le plus célèbre, mais en même temps le plus modeste, n'a pris pour lui que le deux pour cent. Des députés n'ont pas été non plus étrangers aux ventes des biens domaniaux. On a créé une société par actions pour l'achat des biens ecclésiastiques. Il y a eu des actionnaires étrangers et des actionnaires italiens, et les députés y ont mis leurs griffes. Aussi s'est-on empressé d'acheter les biens du domaine, les biens de l'Eglise et surtout les bois. Celui de Persano, délicieuse propriété royale qui avait coûté des millions, a été pris pour le vingtième de sa valeur. Le bois la

Pineta, de Ravenne, qui valait vingt millions, a été sur le point d'être concédé pour quarante mille francs. Un député, illustre par son silence, s'est emparé d'une étendue de terres défrichées de Mondragone pour une somme égale à peine au revenu de trois années.

Bien d'autres marchent sur leurs traces. La femme d'un général, vrai type de trahison, s'était présentée pour acheter à 200 mille francs une propriété qui vaut deux millions. Les moins entreprenants sont ceux qui se jettent sur les contrats de l'administration et sur les fournitures militaires.

Dans cette empléomanie qui fermente partout et surexcite tous les ambitieux, dans ce débordement qui suit son cours sans obstacle et sans digues, c'est le triomphe, non pas des idées, mais des positions et des profits. Le partage des emplois publics ne se fit que sous le patronage des députés. Ceux de nos législateurs qui en sont eux-mêmes pourvus ne connaissent de leurs emplois que les appointements. Un député de Sicile a placé, dit-on, ses neuf fils dans des postes très-bien rétribués. On cite une famille qui, grâce à deux députés, a assuré des emplois à tous les politiques imberbes qui lui appartiennent. Malheureusement aujourd'hui c'est une mine épuisée que celle des emplois. Mais il y a remède à tout. On patronne une élection ou l'on fait nommer un sénateur.... et cela pour une bagatelle. Il est telle personne à qui ce courtage n'a pas coûté plus de douze mille francs. Il est vrai qu'elle les a deboursés en or.

Les députés avocats ont été peut-être les mieux partagés. Ils se sont vus appelés de tous les côtés à la défense des accusés politiques. Aussi ils ont défendu, en leur qualité d'avocats, ceux qu'ils avaient persécutés et anathématisés en leur qualité de législateurs. Il n'y a pas, d'ailleurs, de procès un peu important où l'on ne s'empresse d'acheter l'influence de ces défenseurs. Nous avons des députés avocats, et l'un d'eux ancien ministre, qui font des tournées triomphales dans les provinces, non pour défendre, mais pour patronner les clients auprès des magistrats. Les députés qui ne sont pas avocats le deviennent. C'est si aisé ! il ne faut que débattre le prix. Dans les premières années, il ne s'agissait que de garantir d'une destitution ou de faire destituer ; de supprimer ou de conserver une corporation religieuse. Dans la suppression d'un couvent à Naples, on a trouvé les preuves écrites de ce qu'un député avait reçu pendant trois ans pour en suspendre l'abolition. C'était un spectacle

quotidien que de voir tel député qui se posait en protecteur de tel plaideur patriote ou de tel patriote accusateur.

Tous ces députés qui ont gagné leurs éperons sans même avoir été des aventuriers d'épée, d'exil ou de conspiration, commandent de loin la crainte à défaut du respect. Parfois ils se montrent bons princes. Ils sont si bienveillants et si modestes, qu'ils ne trafiquent pas, mais il font participer leurs parents, leurs amis et même leurs domestiques au privilége de la poste, des chemins de fer et des bateaux à vapeur. La médaille de député est un talisman. Un député ne se fit-il pas envoyer ses caleçons et ceux de son domestique, par la poste? Et c'était juste, il faisait si froid à Turin.

Pourquoi, d'ailleurs, se gêneraient-ils et resteraient-ils au-dessous des ministres? Un ministre de la justice ne fit-il pas annuler par décret le testament de M. Zuccarotti de Massafra? Ce M. Zuccarotti, en 1829, avait laissé ses biens à la confrérie et à l'hôpital des *Pellegrini* de Naples. Il n'avait pas de parents successibles. Mais le ministre se souvint qu'il avait, en qualité d'avocat, soutenu les prétentions de parents éloignés du testateur. Il épargna donc, par un décret, un embarras aux tribunaux et se chargea de faire justice à ses clients. Il y a un courant dans la vie, a dit Shakespeare, dont on doit profiter. Il ne vient pas deux fois.

Les moins actifs ou les plus insouciants n'exploitent que la mine de leurs votes. Un député des provinces méridionales ne s'était jamais empressé de se rendre à la Chambre. Dans une occasion mémorable, le ministre l'appela par le télégraphe. Il vola, vota, et s'en revint bientôt acheter une propriété de cent mille francs. Il avait même commencé à bâtir un palais. Mais le peuple eut le caprice de le trouver mauvais : il s'ameuta et dévasta tout.

C'est ainsi, Monsieur, qu'on a vu surgir en peu d'années des fortunes subites et scandaleuses. C'est l'histoire de tous les bouleversements politiques. Monti, qui avait vu la révolution italienne de la fin du XVIIIme siècle, en déplorant les malheurs de son temps, n'avait fait que prédire ce que voit notre époque :

Dal calzato allo scalzo le fortune
Migrar fur viste e libertà divenne
Merce di ladri e furia di tribune (1).

(1) On vit les fortunes passer du chaussé au déchaussé, et la liberté devenir marchandise de larrons et furie de tribuns. (*Marche Romana*, chant II, v. 53).

Et nous aussi nous voyons tous ces parvenus n'estimer rien au-dessus du but qu'ils ont atteint. Ah ! si Goldoni ou Molière les avaient connus !

Ces monopoleurs, d'autant plus affamés qu'ils s'élèvent davantage, sont arrivés du même coup au comble de leur ambition et au comble de l'ignominie. Ils le sentent, et ils s'efforcent de dénaturer la morale publique. Ils espèrent ainsi être honorés, ne pouvant être honorables. Voyez ce député connu par ses principes exaltés, qui passe, bannière déployée, de la gauche à la droite au prix des terres d'une abbaye ! Voyez cet autre qui donne un vote de confiance au ministère parce qu'on lui garantit les terrains qu'il a usurpés. Les satisfaits sont la plupart à la chasse des biens domaniaux, au vu et au su du gouvernement. Les plus modérés ou les plus adroits échangent leurs suffrages contre des portefeuilles. Voyez la fraction des *Permanenti* qui n'ont pas eu de longue permanence. Du moment où la morale est dans le succès, il n'y a de honteux pour eux que ce qui ne réussit pas.

Le royaume d'Italie, d'ailleurs, ne pourrait-il pas mourir comme le comte Ugolino ? Il a suffisamment prouvé qu'il n'a pas de répugnance à dévorer ses enfants. Aussi ces députés et ces sénateurs achètent des châteaux en Suisse, ou placent des fortunes sur les fonds publics... étrangers. Que leur importent les questions du passé ou de l'avenir ! Le passé est clos pour eux, et s'ils laissent à la postérité un déluge de maux, on s'en tirera comme on pourra.

Dans cette cohue triviale d'agioteurs politiques, on remarque des décorés de St-Maurice et de la couronne d'Italie. Ils n'ont pas l'air de s'apercevoir que la même croix brille sur la poitrine d'officiers généraux et de fonctionnaires qui ont forfait à leur serment ; sur la poitrine de M. Renan et sur celle d'un photographe qui a inondé d'obscénité l'Italie entière. Qu'importe ! Peut-être en tirent-ils vanité. Ne sont-ils pas distingués de la foule ? Ils remercient Dieu, comme le Pharisien, de ne plus ressembler au commun des hommes. D'ailleurs ne sont-ils pas déjà au milieu d'une foule avide de jouissances matérielles, aujourd'hui sans vertu, demain sans foi ? Au risque de tomber dans le mépris, on marche en avant.

ROME, le 10 Mars 1869.

LA CHAMBRE

LETTRE LIII.

*A Monsieur ****,

PARIS.

Tous ces mendiants de galons, de croix, de dignités, marchent la tête haute et le sourire sur les lèvres. Cependant ils se battent, se volent les uns les autres. C'est la jalousie, à défaut de convictions, qui les pousse. Tous, à différents degrés, sont remplis de haine sans fierté, de fourberie sans pudeur. Ils n'ont d'hypocrisie qu'autant qu'il est nécessaire pour se nuire et s'entredéchirer.

Observez-les, Monsieur, à la Chambre qui represente la sagesse de l'Italie dans toute sa maturité. C'est le désordre moral de la place qui a pénétré dans la législature. On s'y fait la guerre avec toute l'ardeur que peuvent donner l'amour-propre froissé et les ambitions destituées, ou non assouvies. Les oies du Capitole ont émigré du palais Carignan dans la salle de Savonarole. Elles n'y représentent pas la vigilance de l'Italie, mais les rancunes, les luttes insensées. On s'y livre à des diatribes, à des injures, à des récriminations outrageantes, à des accusations scandaleuses. Hors de la Chambre, les membres du Parlement se ménagent en public ; mais ils se font des piqûres (qui ne sont pas des piqûres d'épingles) derrière les portes. On n'est pas courtois entre confrères. Depuis neuf ans, ils n'ont réussi qu'à renverser les ministères les uns après les autres, et à les acculer aux plus cruels embarras financiers. Mais *tous ces champignons montés en une nuit*, ne font la plupart que balancer l'encensoir au nez des ministres. Cependant ils sont dans une attente sombre et anxieuse lorsqu'on remue devant le public des

affaires d'argent. C'est le spectre de Banco qui les terrifie. Dans cette sale affaire des fusils, dans cette autre si malsaine question des chemins de fer, dans la concession de la Pinetta, dans le vol de l'Arsenal de Gênes et dans la soustraction des documents des archives de la Chambre, enfin dans bien d'autres fumiers semblables, ils ont eu l'art d'échapper à la justice des Cours d'assises. Mais ayant voulu blanchir ces linges sales en présence du monde, la Chambre peut-elle dire ce que disait François I[er] à Pavie? On n'y a vu que M. Bastogi pleurant devant des complices qui riaient.

Peut-être aurait-on pu pardonner à l'usurpation d'être spoliatrice; mais comment lui pardonner d'être méprisable et ridicule? La Chambre avait nommé une commission d'enquête pour rechercher les 56 millions perdus dans les arsenaux de la marine. La commission déclina cet honneur. Et en effet, 56 millions sont difficiles à retrouver. La Chambre peut y pourvoir par une loi. Elle prescrira aux employés et aux amiraux *d'être honnêtes*. Stimulée par l'opposition elle a eu un instant la velléité de faire scruter les mystères des finances. Il s'agissait d'ouvrir une enquête sur les causes, le caractère et l'importance des désordres financiers; d'instituer une commission permanente, chargée d'en empêcher le renouvellement. On fit du bruit d'abord, mais on finit par tout laisser tomber dans l'eau. On parla de vérifier un déficit de 14 millions dans la caisse des gages, avec un reçu de M. Minghetti. La Chambre passa, si je ne me trompe, à l'ordre du jour, et l'ex-ministre fit de son silence un sacrifice *à la concorde*.

On s'était flatté dernièrement de cingler, de balafrer le visage du ministre des finances. On lui demanda compte de 20 millions de monnaie de billon dont on ne trouvait aucune trace dans le budget. On avait cru lui faire un grand mal, mais qu'est-ce qui fait mal aux ministres unitaires? Le comte-ministre, qui est très-dédaigneux, déclara que bientôt il saurait tout, et il finit, dix jours après, par déclarer qu'il ne savait rien Et les 20 millions de billon s'en allèrent rejoindre les 14 millions de la caisse des gages et les 56 millions des arsenaux.

Rien ne peut égaler les scandales des débats sur l'énquête parlementaire au sujet du procès de Milan et de la Régie co-intéressée des tabacs. Le spectacle offert par la Chambre italienne est unique. Jamais Parlement n'en vint à discuter sur l'honorabilité et l'hon-

nêteté do ses membres. Qu'on dise encoro que les loups ne se mangent pas entre eux !

Pas une loi de justice ou d'économie n'a été discutée au point de vuo technique. On tient son éloquence en réserve pour les questions de politique générale. Tout ce qu'on a débitó pour la suppression des corps religieux et pour la vente des biens de l'Église, n'a été qu'un vol fait aux orateurs do la révolution française. Le *vade-mecum* des députés les plus éloquents ne paraît être quo le *choix des rapports*. On y puise et on le pille comme un patrimoine commun. Dans toutes les autres questions, les députés ne font que crier, gesticuler, se provoquer. Parfois on les a vus imiter l'exemple do certaines Chambres américaines. Ils sont seulement d'accord et entonnent en chœur un hymne quand il s'agit de l'unité italienne. A les entendre, l'Italie, comme Epiménide, avait été jusqu'à présent plongée dans le sommeil. Elle avait dormi douze siècles, et les Princes italiens avaient abusé de son sommeil pour lui imposer les institutions les plus barbares.

C'est pour cela qu'à tout prix il faut, selon ces députés à la mode, qu'elle s'affuble de la défroque du vieux monde romain. Il nous semble pourtant que ce vieux monde romain, avant de mourir, était tombé dans l'extrême licence, dans l'extrême assoupissement.

C'est par imitation anticipée que ces députés justifient tous les despotismes, amnistient toutes les violences. Ils ont eu le triste courage de sanctionner la loi Pica et la loi Crispi; ils ont permis les déportations et les fusillades, absous toutes les oppressions, toutes les atrocités. Ils ont amnistié Cadorna, et se sont montrés reconnaissants envers le général Escoffier.

Partout où il y avait une inquiétude, la Chambre plaça une approbation; partout où existait un mécontentement, la Chambre le voila d'un sourire. L'État doit être dominant parce que la Chambre fait partie de l'Etat. L'opposition même doit paraître généreuse et méritoire. Les sénateurs do Tibère n'affichaient-ils pas parfois l'indépendance? Si l'État est sceptique, on parlera de tolérance religieuse, on combattra, au nom de la liberté, contre le catholicisme, contre la vocation du prêtre. En refusant la liberté de l'enseignement, la Chambre fera irruption au foyer de la famille.

Les députés, ces enfants qui jouent avec des lois draconiennes, n'ont pas vu que la vérité religieuse est un dépôt que nous avons

reçu de nos pères et que nous devons transmettre à nos enfants. Aveugles! La Chambre n'a pas même vu le côté politique. Elle n'a pas même connu ce peuple italien qu'elle voulait réunir et régénérer; ce peuple, chez qui la vie physique est trop puissante, qui est tout yeux, tout oreilles, toute sensation. L'imagination de ce peuple a besoin des chants de l'Eglise, le cœur de ce peuple a besoin des prières. Et les Lycurgues italiens n'ont pas craint de le froisser dans ses croyances, d'outrager sa foi; ils n'ont pas calculé la puissance de l'inimitié du clergé. Et ils s'exaltent dans cette lutte, appelant cela lumière du progrès, triomphe de la civilisation!

Enfants! Cette civilisation qu'on prône depuis neuf ans n'est que le progrès des Pharisiens politiques qui s'agenouillent devant l'autel du pouvoir. Ils s'en font les thuriféraires, sûrs de ne pas s'enivrer d'encens seulement. Cependant il n'y a plus, en Italie, autant d'aveugles volontaires. Les faits se sont chargés de convertir déjà bien les esprits.

Toutes ces causes réunies devaient fatalement amener la Chambre où elle en est arrivée... aux débats sur la corruption pour la ferme des tabacs. Maintenant que le fard a rongé la peau, maintenant que les grelots sont tombés, les députés viennent de se mordre à belles dents. On s'est insulté par gestes et par propos; on s'est jeté à la face les épithètes de voleurs et de calomniateurs. Et on avait supposé que le Parlement avait déjà tout taxé! Non, certes, il avait oublié le rire du mépris. Dans un temps où les bassesses n'étonnent plus, ces débats ont fait rire, mais tristement. Si l'on pouvait taxer le mépris, il aurait, dans ces jours, rempli le Trésor et payé toutes les dettes.

ROME, le 12 Juin 1869.

LES FONCTIONNAIRES

LETTRE LIV.

*A Monsieur ****,

PARIS.

Tous les hommes politiques que la révolution a consommés en neuf ans sont tous devenus conservateurs de leur fortune. Ils voudraient bien tracer un cercle de Popilius autour d'eux-mêmes pour n'y pas laisser entrer ceux qui sont dévorés de la soif des places et des honneurs. Mais ces rivaux-là sont sur pied, animés de toutes les passions dangereuses, qui engendrent les divisions intérieures et poussent aux entraînements irréfléchis. Tous ceux qui n'ont pas été appelés à s'asseoir au banquet de la régénération sont hostiles, téméraires par orgueil et par avidité. Ils affichent la frénésie jacobine de 93 comme une forte conviction. Ils veulent refaire la révolution et brûler les Eglises au moyen du grand-livre de la dette publique, des archives et des registres d'hypothèques employés comme combustibles. Ce sont les niveleurs de l'époque. Ecoutez leurs hurlements. Ils ne songent qu'aux pontons de la révolution anglaise et aux noyades de la révolution française. Dans une époque où la politique est une aventure, pour eux Catilina était un enfant, Babeuf un béat, et Mazzini lui-même un utopiste. Ils s'impatientent de ne pouvoir encore tout abattre, tout brûler, tout jeter au vent, pour s'asseoir ensuite au milieu des ruines.

Le gouvernement sait bien que le parti d'action, qui déjà s'appelle républicain, est une hydre qui ne dort que d'un œil. Il a lui-même trop profité de l'état fébrile de ce parti, pour ne pas le connaître. Après s'être imposé, grâce à la révolution, à une majorité toujours docile, le gouvernement s'efforce maintenant de l'épouvanter

parce qu'il implique l'ordre en même temps que la liberté, les fonctionnaires italiens ne l'admettent que pour eux seuls. Et toutes les idees de justice se résument pour eux dans le droit et la nécessité de punir. Une fois tout-puissants, ils deviennent lâches. Ces fonctionnaires ne pouvaient se former sur un autre sol, ni mûrir à une autre heure. Les meilleurs n'ont que les vertus qui n'empêchent pas d'être secrétaire de ministre.

Les excès de ces fonctionnaires sont défendus par la loi, et tolérés par le gouvernement. Ils n'ont de modération quo pour corrompre ou pour se vendre. Et voilà pourquoi le gouvernement qui a une légion de fonctionnaires, avec le prestige de la puissance publique, ne s'y fie pas. Il sent qu'il respire dans une atmosphère d'appétits matériels et d'ambitions subalternes. Si le parti d'action rêve le despotisme de l'anarchio, le parti de l'unitarisme officiel rêve un despotisme autoritaire. Dans les premières années, chaque maire, chaque officier de garde nationale, chaque garde champêtre se croyait permis de battre et d'arrêter... au nom de la liberté! A quoi bon les institutions et les lois, quand il s'agit d'établir l'unité. Un maire, à Polysterra, crut qu'il était tout naturel do menacor les électeurs de les arrêter comme Bourbonniens, s'ils ne votaient pas pour le candidat du gouvernement. Un capitaine de garde nationale menaça de la prison ceux de ses subalternes qui refuseraient do travailler à ses champs. Tout préteur, tout délégué de police menacent encore ceux qui ne mettent pas des drapeaux aux fenêtres dans les fêtes de commande. C'est toujours et partout lo même bois qu'on brûle.

Tout sous-préfet so croit la force d'un Polyeucte, mais tout préfet n'aime que le rôle de Verrès et de Pison.

La loi Pica et la loi Crispi, avec leurs allures de salut public, ont contribué surtout à cette fureur du lucre. On a vu des marchés honteux; et l'on pourrait nommer tel fonctionnaire et tel général qui ne menacèrent que pour faire acheter leur protection. Les suspects coupablos d'être riches, devaient baisser la tête et acheter la miséricorde. La vénalité se trouva tout à coup organisée à tous les degrés de la hiérarchie. Partis du plus bas, arrivés au plus haut, pleins de foi en eux-mêmes et de mépris pour les autres, les fonctionnaires civils avaient compris qu'une existence d'emprunt ne va pas trop loin. On vit un administrateur, chargé d'organiser la police.

qui noua des intelligences lucratives..... avec les voleurs. Ces germes ont bien fructifié depuis, et l'exemple a profité.

L'exemple étant devenu contagieux, ceux-là même qui se partageaient les dépouilles de l'Etat ont été obligés de sévir contre leurs inférieurs. Ils se virent contraints d'ordonner de nombreuses arrestations, à la suite de falsifications des coupons du ministère des finances. On dut interdire aux employés l'entrée des ministères dans la soirée, et cela à cause de nombreux *abus de confiance* remarqués dans les bureaux. Rien ne s'y fait, mais tout s'y vend. Pour obtenir une pension de retraite, c'est un marché ordinaire où l'on transige sur l'arriéré qu'on doit toucher. Des employés judiciaires, au moyen de procès supposés, ont tiré des sommes considérables des caisses de l'enregistrement. On remarqua que les dépenses pour voyages, expertise et frais de justice, dans les provinces méridionales, ont dépassé celles de tout le reste du royaume italien.

Les dilapidations, les malversations, les vols administratifs sont de notoriété publique. Deux employés de Palerme prirent la fuite emportant 800 mille francs! Un autre les avait précédés, après avoir volé la caisse de la loterie. Un employé du ministère des finances, à Turin, n'emporta que 200 mille francs. Un employé des prisons, à Milan, prit la fuite avec 60 mille francs. Les employés de la Banque de dépôts, à Naples, enlevèrent les bijoux qui s'y trouvaient déposés. A Livourne, les employés mettaient en gage trois à quatre fois les objets déposés, et partageaient le prix de ces faux dépôts. Un directeur des postes, en Piémont, fut traduit devant les assises pour avoir soustrait l'argent des lettres. Plus habiles, d'autres directeurs se sont enfuis avec l'argent du gouvernement. Un employé postal vient encore de prendre son vol, de Naples, ayant dans ses griffes 200 mille francs de la correspondance. Enfin c'est une maladie épidémique dans l'administration des postes.

Un agent de change a disparu avec trois à quatre cent mille francs. Des employés ont vidé les caisses de la manufacture des tabacs. Dans les douanes de Naples on a constaté un vol de plusieurs millions : tous les jours on entend parler de quelque caissier qui a pris la clé des champs avec celle de la caisse. Trois cent mille francs se sont évaporés de la caisse municipale de Naples. Un receveur de Bénévent a emporté plus d'un million, sous le patronage d'un

député. Mais on ne peut énumérer tous les méfaits de ce genre, ce serait à n'en plus finir.

On vole dans les arsenaux et les chantiers, on vole dans les fabriques et les musées, en vole dans les banques et les bibliothèques. Dans les perquisitions domiciliaires, c'est toujours l'argent qui disparaît. Rarement il reste trace des cautions déposées au greffe. Les pièces de conviction, pour la justice criminelle, ont parfois été introuvables au moment où les assises allaient juger.

Pour ce qui a trait aux dilapidations, le pillage journalier et impuni est celui des biens domaniaux, des propriétés des Princes dépossédés, et des caisses ecclésiastiques. Tout ce qu'on a détourné ou volé dans les résidences royales de Naples et de Modène ne peut pas être évalué. C'était une destruction systématique, un pillage organisé. On les dépouillait de tous les objets les plus rares. Ce qu'on ne put voler, on le laissa briser en mille morceaux. En cela les employés ne faisaient que devancer le gouvernement. La presse, depuis quelque temps, les a flétris, la justice s'en est un peu occupée ; mais les coupables n'ont pas l'épiderme très-sensible et la justice craint tant de frapper !

Rome, le 30 Mars 1869.

LES MARTYRS

LETTRE LV.

A Monsieur ***,

PARIS.

Partout on a trahi la liberté pour la révolntion. La forco morale no pouvait plus avoir d'empire dès le jour qu'on s'était permis d'annexer les peuples, de fouler aux pieds tous les droits, de bafouer la justice. Quels spectacles que les jeux des plébiscites et le pillage des demeures princières! Quels pouvaient être les employés d'un gouvornement qui n'avait qu'uno politiquo de parti, ne pouvant jamais transiger avec le passé et poussant tout à l'extrême? Il les a cherchés parmi les *martyrs*, c'est-à-diro parmi les condamnés politiques et parmi les émigrés. Il voulait des auxiliaires, des complices, et il se trouva naturellement entouré des enfants perdus de la révolution. Il fut coudoyé par des prêtres apostats, grâce aux passions irréligieuses qu'il n'a pas craint d'exciter. Il a pratiquó, pendant neuf ans, un système de fonctions publiques, forçant même, jusqu'à les rompre, les ressorts du régime représentatif. Et c'est avec ces leudes qu'il a cru marcher, et qu'il prétend encore exciter le patriotisme italien, favoriser les idées économiques et libérales et arrêter la progression des dépenses publiques. C'est avec eux qu'il se vante d'avoir formó un État modéle capable de mériter les suffrages de Venise et bientôt de Rome.

Cependant le pouvoir ne se fie guère à ses serviteurs, et de leur côté les fonctionnaires martyrs n'ont pas de confiance en lui. Un gouvernement, quelque mauvais qu'il soit, a néanmoins un certain nombre de partisans, intéressés personnellement à le soutenir. Mais écoutez les fonctionnaires italiens, écoutez les magistrats, les

députés, et demandez-vous où sont les partisans du gouvernement.

Ceux-là même qui vivent de son gaspillage le détestent et le maudissent. Tous ces martyrs, Thersites de la liberté, jetteraient demain l'Italie palpitante aux pieds d'un autre maitre, et ils évoqueraient le souvenir de la dictature païenne, à la condition de rester eux seuls debout. Aussi le pouvoir se voit souvent obligé de se souvenir qu'il dispose de la fortune publique pour l'employer à se faire des créatures. Quant au peuple, on n'y pense pas.

On voit partout, depuis neuf ans, ce mélange dégoûtant d'empressement à servir et de moquerie contre ce qu'on sert. On blâme tout, on n'empêche rien, et les meilleurs se modèlent sur les ministres qui craignent les événements et qui espèrent guérir les maux en en détournant les yeux.

Le gouvernement italien chercha, dès son berceau, un appui dans la presse. C'est là que le combat s'engagea. La plume, dans des mains perfides et viles, fut le poignard, le poison ; mais qu'importe ? Ils étaient là les écrivains de la révolution : les uns pour servir et défendre ; les autres pour attaquer et bouleverser. Ces écrivains étaient en grande partie des martyrs émérites. Les uns et les autres étaient d'accord pour insulter à la justice, mentir à la vérité et étouffer les cris des victimes. Leurs écrits furent longtemps une semence de crimes. A force de déprécier la tradition, on laissa l'esprit du peuple sans frein ; on fit plus : on le jeta dans le sang en même temps que dans l'immoralité.

La morale, Monsieur, fait partie des lois de la religion : elle en est l'application. Or, quelle pouvait être la morale des fonctionnaires d'un gouvernement qui repoussait absolument toute influence religieuse ? N'avait-il pas, dès son premier jour, tenté de détruire la pensée chrétienne ? Cependant, depuis neuf ans la presse d'opposition s'est élevée à mesure que la presse gouvernementale baissait. Il reste à peine quelque journal monté au ton de l'enthousiasme. Mais lisez ces journaux, qu'ils soient officieux ou opposants, vous aurez la mesure du langage et de la conduite des fonctionnaires italiens. Chacun pare ordinairement sa marchandise ; mais en Italie on dédaigne même cette vulgaire habileté de déguiser sous l'honnêteté des mots l'iniquité des choses. Nous conspirons ouvertement à légitimer le droit de la force.

C'est ainsi que les fonctionnaires ont permis la vente d'abomi-

nables pamphlets et de livres immondes ; qu'ils ont encouragé, depuis neuf ans, la représentation de drames orduriers et irréligieux; qu'ils ont toléré l'étalage des plus sales et des plus ignobles peintures. Et pourquoi pas, puisqu'on avait élevé un trône entouré d'anciens conspirateurs, d'espions et de soldats ? Le vice ne devait même plus être stigmatisé par l'opinion publique. La crainte de la honte, cette dernière barrière contre le débordement du mal, fut détruite. Pendant les négociations avec Rome on avait feint de s'indigner de ces scandales; on avait paru même les empêcher. Mais bientôt après, les dessins obscènes recommencèrent à ricaner dans les devantures des boutiques, et les drames irréligieux et cyniques revinrent profaner la scène. Il ne manquait au théâtre d'Alfieri et de Goldoni que l'importation du *cancan*, et Florence en donna le spectacle au peuple et au roi.

Autrefois les mauvais instincts pouvaient sans doute entraîner les individus, mais non tenter et séduire la foule ; à présent, c'est le gouvernement qui s'en charge. On a laissé multiplier les maisons de jeu ; on a favorisé la prostitution la plus déhontée. Les caisses d'épargne, à Turin, offrent, non pas le 3, mais le 8 pour cent d'intérêt aux filles qui y déposent le fruit de leur libertinage. C'est un encouragement édifiant. Et pourquoi non ? Ne sont-elles pas aussi des martyres ? En peu de temps les enfants trouvés se sont tellement multipliés, que le gouvernement doit dépenser annuellement au-delà de 6 millions pour les entretenir. On a assigné deux millions et demi pour les prostituées et les *philocomes*. On a destiné à cet usage des couvents supprimés. On l'a tenté à Palerme. Aussi bientôt les huit dixièmes des conscrits qui se présentaient devant les conseils de révision, se trouvaient-ils atteints de maladies honteuses.

Discours, écrits, chansons, livres, gravures, théâtres, tout a été inspiré par les fonctionnaires martyrs. Ils ont fait appel à tout pour flétrir ce qui est honorable et se moquer de ce qui est digne de respect. Et tandis qu'on traînait dans la boue les personnes et les choses les plus vénérables, on laissait le scandale en liberté. Le premier, c'était celui des martyrs eux-mêmes. Les décorations pleuvaient sur toutes les infamies, les rescrits élogieux sur toutes les hontes, les pensions sur toutes les lâches complaisances, sur toutes les ordures. Narcisse et Tigellin, Phryné et Bathylle, Cagliostro et l'Arétin s'en voileraient la face.

Ah ! la société se meurt, disait Donoso Cortès, parce qu'elle a été empoisonnée ! Et en Italie, c'est le pouvoir même qui s'est fait l'empoisonneur.

Voyez-en les résultats. Les crimes les plus atroces se multiplient tous les jours. On a créé en neuf ans une race qui ne brandit pas l'épée, mais le poignard. Le nombre des suicides dépasse toutes les proportions connues. La statistique médicale constate les ravages extraordinaires de la folie. Le duel, et souvent pour des causes inavouables, prend chaque jour une extension effrayante. On se fait un droit de la violence, comme on s'est fait un honneur du vice.

Le gouvernement italien n'évite aucune occasion d'étaler cette intention de salir l'esprit et de gâter le cœur des populations.

C'est ainsi qu'on a tenté, pendant neuf ans, de détacher l'Italie de son passé. On ne voit pas que, si d'autre part, on n'avait pas fait regretter ce passé, on aurait rendu le peuple rebelle à toutes les lois de la morale et de la justice.

Le Dante, qu'on a supposé à tort un des pères de l'unité italienne, le Dante faisait un sombre tableau de l'Italie de son temps. Il l'appelait *esclave, asile de douleurs, navire sans pilote au milieu d'une affreuse tempête*, et pour tout dire enfin, *véritable lupanar* (1).

Ce tableau ne brille-t-il pas aujourd'hui d'un éclat de vérité rajeuni ?

(1) *Ahi serva Italia, di dolor ostello,*
Nave senza nouhiero in gran tempesto,
Non donna di provincia, ma bordello.

Rome, le 11 Mai 1869

L'ÉGLISE

LETTRE LVI.

*A Monseigneur G***,*

P****.

La révolution italienne, Monseigneur, n'aurait pas renoncé au concours du clergé, quoiqu'elle eût mis volontiers la science de la nature et le culte de l'humanité à la place de la foi religieuse. Elle se plairait à faire de l'ordre humain suivant sa fantaisie, se livrant aux hasards des événements et courant aux dictatures, dans lesquelles seulement elle peut trouver un certain calme. Mais elle comprend, sans le dire, que l'esprit scientifique n'a fait et ne fera jamais rien qui approche de l'action immense de l'Église. Ainsi, tout en ne croyant qu'à la force matérielle, elle protégerait bien, aujourd'hui encore, la religion, à la condition de s'en faire un auxiliaire, un bouclier, un instrument de police. Mais au milieu des scandaleuses trahisons de l'époque, l'épiscopat italien échappait à cette honte. Il n'y eut qu'une seule exception, et cet évêque devait bientôt expirer dans les convulsions de l'apostasie.

L'usurpation d'un royaume doit être toujours un fait détestable, un crime énorme pour l'Église et le clergé. L'Église n'en conçoit pas même la possibilité, quoique l'Europe en présente depuis longtemps bien des exemples. Il était donc impossible que la révolution gardât lontemps une conduite modérée envers cette religion, gardienne des droits et des devoirs.

Ne pouvant avoir l'Église et le clergé pour complice, le gouvernement italien se décida à les subjuguer, et, s'il le pouvait, à les détruire. Il voulait affirmer la force, la puissance et la sagesse des in-

stitutions du nouveau royaume. C'est de la crainte que naquit la conjuration antichrétienne. Il fallait intimider cette classe rebelle qu'on ne pouvait prendre par la douceur. Il fallait punir les prêtres de leur fidélité au chef de l'Église. Mais pour isoler le clergé, on commença par ébranler dans le peuple les croyances religieuses. On jura d'arracher les générations nouvelles aux lois de l'Evangile et de soulever toutes les passions populaires pour soutenir les desseins de la révolution.

Une presse corruptrice se chargea de cette œuvre; ce fut dès lors une hostilité implacable contre l'esprit et l'influence catholique. La presse accusa, calomnia, persifla. Mais on n'avait pas fait autre chose depuis Celse et Fronton, Plotin et Porphyre, jusqu'à Voltaire et à Renan. Et dans cette guerre, les modernes ne sont pas les plus savants, mais bien les plus ridicules. Cependant qu'importe au gouvernement si la sottise déborde, si elle lui vient en aide. Du moment où il convoitait Rome, il voulait faire oublier que c'est l'Eglise qui affranchit les peuples de l'omnipotence des Césars. La presse italienne n'était pas de force; elle suppléa à l'habileté par l'acharnement; elle ne cessa d'accuser, de noircir, de calomnier le gouvernement, et cent journaux en Europe la secondèrent. On voulait à tout prix ébranler et renverser ce trône qui est la pierre angulaire de l'ordre sur la terre.

Le Pape ne fut plus le gardien de la justice; la vocation monastique ne fut plus qu'une absurdité, les cloitres des bagnes, les monastères des *lupanars*. On imprima les confessions de certaine *dame* qui crut amnistier le scandale de sa vie en favorisant le cours de la sottise et de la haine. Personne, dans les rangs de cette conspiration, ne voulut se dire que l'erreur peut détruire, mais jamais réédifier. La foi du peuple ne fut pas cependant ébranlée, mais le gouvernement italien parut triompher, en restant seul debout au milieu de la foule prosternée.

Aux périls que court la société chrétienne, âme de toute civilisation, on oppose partout en Europe une lutte glorieuse. De grands talents et de grands courages sont toujours prêts à affirmer la vérité et à combattre l'erreur. Mais en Italie les livres et les journaux qui battaient en brèche le catholicisme ne pouvaient pas être réfutés sans danger, dans les premières années de l'ère revolutionnaire. Ainsi la foi religieuse fut attaquée et persécutée dans le royaume des

Deux-Siciles, comme le dévouement était conspué et menacé. Sans les complaisances du pouvoir le mal aurait été entravé dans ses desseins, et contraint de s'arrêter. Il ne manque pas à présent, il est vrai, de courageux écrits, de nobles paroles et de hautes idées. Il y eut toujours des défenseurs ardents de la cause de la religion, aussi dévoués à Dieu qu'à la liberté et à la patrie. Mais partout, hors de Turin, c'était au risque de la prison et de la vie. Les catholiques n'avaient qu'à élever leurs yeux vers Dieu, dont la justice a des arrêts bien differents de ceux des hommes. Mais à présent on ne s'efforce plus d'étouffer leur voix: on se croit assuré du triomphe. Et même dans le Parlement on tolère que MM. Cantù, d'Ondes, Castagneto, Ghilini et le comte Crotti déploient à la tribune une raison profonde, la logique, la passion, l'éloquence.

Le gouvernement italien s'est, depuis neuf ans, piqué d'émulation avec ce monde païen si dur, si intolérant, si injuste et si atroce pour la foi naissante. Et cela, malgré le Statut piémontais qui déclare la religion catholique religion de l'Etat, et avec l'hypocrisie qui feint d'assurer à tous les cultes la plus entière liberté. Dans un pays régénéré, on ne pouvait laisser penser en liberté des hommes qui n'aimaient pas la régénération. Quand même le clergé eût consenti à se taire, on ne devait pas le supporter. Le gouvernement, par tous les moyens, devint donc agressif. C'est l'habitude de tous ceux qui ont tort. Il croyait ne pouvoir proclamer l'Italie vraiment régénérée, que lorsqu'elle serait devenue la nourrice des apostats. Ce dessein persévérant fit glorifier les prêtres renégats; on eut pour eux des couronnes civiques. La loi du mariage civil vint ébranler le fondement le plus solide de l'ordre politique, la sainteté et la pureté des liens de la famille; le mariage des prêtres y est formellement reconnu. Les tribunaux, après quelque hésitation, se sont hâtés de le déclarer. La validité légale est enlevée aux vœux solennels.

On ne s'étonne de rien. L'empire de Byzance, en effet, n'eut-il pas des prêtres de cour comme des eunuques? Que l'on soit athée, panthéiste, déiste, sceptique, qu'importe? Pourvu qu'on ne soit pas catholique, on a droit à la bienveillance et à la protection du gouvernement. Il doit venir à Rome. Pourquoi un Photius italien ne se léverait-il pas? Henri VIII est tout prêt à devenir pape; pourquoi aussi ne préconiserait-on pas des évêques comme Elisabeth? Le

czarisme, après qu'on a semé la discorde pour arriver à l'anarchie, ne siérait pas mal à l'Italie régénérée. Alors le pouvoir politique parlerait seul aux consciences.

On s'efforce, Monseigneur, par tous les moyens, de répandre et d'autoriser ces habitudes de discipline que le matérialisme contemporain tient à établir. Cependant on croit se couvrir, par instants, d'un masque troué. Et n'ayant pas craint de mentir, comme on n'a pas craint de corrompre et d'opprimer, on affiche une hypocrisie pire que la folie. On feint des airs de religion qui grimacent sous le voile. On a vu, dans les premières années de l'unité, le roi et M. Ratazzi s'agenouiller d'un air contrit devant les reliques de saint Janvier, à Naples. Cependant, lorsqu'ils se faisaient bénir, ils avaient le petit mot pour rire : le peuple aussi riait ; car persécuter et spolier, en faisant des signes de croix, cela lui semblait ignoble. Un peuple pardonne à un adorateur de la force, mais il méprise Judas couvert de la robe des apôtres. Il hait cette piété hypocrite qui tâche de couvrir la luxure et la cruauté cynique. Les vices des Césars non baptisés étaient couverts par la terreur. Ils n'allaient pas s'agenouiller dans les catacombes !

ROME, le 20 Mai 1869.

LA PERSÉCUTION

LETTRE LVII.

*A Monseigneur G***,*

P****.

Le premier devoir d'un homme d'Etat, c'est d'éloigner les causes de discorde, et de discordes religieuses surtout, les plus funestes de toutes. Un écrivain peut aller en avant de son siècle, mais l'homme d'Etat doit se contenter de marcher avec le siècle. Quel est l'homme d'Etat qui ne se soit pas fourvoyé en parlant contre le catholicisme ? Et qu'ont fait les hommes d'Etat en Italie ? C'était en pacifiant les esprits que le gouvernement italien aurait assuré, s'il était possible, la sécurité de l'Etat nouveau. La liberté même, qu'on prônait tant, pour qu'elle ne dégénérât pas en licence avait besoin du frein de la religion.

Mais les hommes d'Etat italiens sortaient d'une révolution de la pire espèce. Ils ne voulaient laisser aucune place à l'Eglise. Peut-être étaient-ils contrariés de ne pouvoir dresser des bûchers qui auraient été des arguments suprêmes et victorieux. Iconoclastes par anachronisme, ils détruisaient à Naples les images. Ils ont, en effet, quelque peu de la folie furieuse de l'Isaurien, et l'Isaurien n'était qu'un rustre devenu empereur. S'ils ne brûlent pas encore les bibliothèques, c'est qu'ils y ont pourvu autrement. On ne lira plus les vieux livres. Ils se souviennent qu'il y eut un temps où les bibliothèques furent frappées d'interdit ou saisies.

Le gouvernement, par la loi sur l'instruction publique, voulut s'immiscer dans l'administration des séminaires. Mais ayant trouvé

de l'opposition dans les évêques, il les ferma successivement. C'est en attendant qu'on puisse se rendre à Rome pour chasser les prêtres du Vatican. Mais alors les unitaires seront assez cléments pour leur ouvrir, du haut du Capitole italien, les murs de la prison Mamertine. Rome ancienne n'y égorgeait-elle pas jadis les vaincus ?

En attendant, ces nouveaux Gibelins persécutèrent dans le royaume de Naples. Ils frappèrent ou laissèrent tuer. Ces Socrates italiens, qui ne soutiendraient pas leurs principes jusqu'à la ciguë, trouvaient naturel que le clergé soutînt sa foi jusqu'au martyre. On avait commencé par le plus pressant : on avait confisqué les biens ecclésiastiques. C'est en flattant les intérêts matériels, en proscrivant et en dépouillant les ordres religieux, c'est en vendant les biens du clergé que l'on compromit bien des intérêts dans les révolutions, en Allemagne, en Angleterre et en France. Et comme on ne peut pas créer en Italie les pontons anglais, ou imiter les scènes sanglantes des Carmes français, on chasse, on déporte, on emprisonne. Le gouvernement s'est senti poussé, dès le premier instant, d'abord par la révolution et par les Pantins en chemise rouge, puis par les leudes du Parlement et par les Juifs, maîtres de la presse et de la Bourse. Il a voulu faire accroire qu'il agissait selon sa volonté ; mais quelle sera sa volonté de demain ? Il l'ignore. Il a parfois celle de commander, mais il ne trouve pas, au-dessous, une extrême envie d'obéir.

Dans le royaume de Naples, quand il voulut chasser les religieux et les religieuses, il employa les procédés les plus durs et les plus inhumains. De fortes patrouilles contenaient le peuple, tandis qu'on enfonçait les portes et qu'on escaladait les fenêtres. Peine superflue! Les opprimés puisaient de pures émotions à une source cachée aux oppresseurs. Dans cette source qui ne tarit jamais, ils trouvaient le courage, la résignation, une bénédiction, un espoir. Cette poussière que soulevaient les pas de jeunes gens fanatiques, retombait plus vite qu'elle ne s'était élevée. Les opprimés recueillaient, dans l'indignation des gens de cœur, la compensation de ces odieux outrages. Souvent la colère du peuple fit reculer le pouvoir épouvanté, et alors il s'efforçait de faire du beaume avec du venin.

Ce n'est pas même l'avidité qui le poussait exclusivement. Une commission d'enquête prouva que les rentes des religieux s'élevaient à seize millions deux cent mille francs. Or, les pensions que

le gouvernement aurait été obligé de faire, s'élevaient à près de neuf millions. Tout le profit donc aurait été de six millions au plus, et encore le gouvernement restait chargé des employés et des frais de l'administration. Mais on savait que les pensions ne seraient pas payées et que les biens seraient vendus. On oubliait que le vol appauvrit.

Dans ce carnaval macabre on obéissait surtout à la haine. Aussi vit-on reparaître tous ces sophismes dont la conscience publique en Europe a depuis longtemps fait justice. On proclama le prétendu droit de l'Etat sur les biens du clergé, et, par suite, la spoliation. Le *projet pour la suppression des ordres religieux* fut un véritable traité de rapine officielle. Le ministre Vacca disait *qu'on était dans un temps où il fallait sacrifier aux nécessités suprêmes de la patrie, toute chose, le culte même des doctrines générales et le respect des traditions les plus chères.* Il n'était donc plus question de principes; mais il fallait faire de l'argent en dépit de tout : de l'honneur, de la vérité et de la justice. On érigeait le brigandage en doctrine. La propriété, sacrée dans toutes les mains, ne l'était point dans celles du clergé. Pas de volonté des donateurs, pas de destination des dons, pas de possession séculaire. C'était la théorie du vol, une spoliation socialiste. Il est vrai de dire qu'au moment où l'on dépouillait le clergé catholique, on faisait des pensions aux ministres vaudois. Le gouvernement ne pensait pas se livrer ainsi aux lanières de Juvénal et aux soufflets de Pétrone.

Bientôt lois nouvelles, fausse application des anciennes mesures administratives, violences contre la presse catholique et les orateurs de la chaire, tout fut mis en œuvre. On voulut ressusciter la *constititution civile du clergé*. On croyait pouvoir faire et défaire des évêques, en violant les lois imprescriptibles de la conscience. C'était la désorganisation, la servitude et la persécution de l'Eglise qu'on se proposait. Mais on se jetait dans un sentier couvert de ronces et d'épines, dont on ne se retire pas sans se blesser.

Parmi les vexations et les illégalités, il y en eut de vraiment étonnantes. On condamna ceux qui avaient mis à exécution une bulle pontificale, accordant dispense d'âge pour l'ordination, ou dispense de mariages entre parents. On arrêta un évêque pour avoir fait distribuer un décret de la Pénitencerie. On incarcéra des prêtres et des évêques coupables de *perturbation jetée dans les consciences*,

C'étaient ceux qui n'avaient pas solennisé la fête du Statut. On condamna des évêques pour avoir suspendu quelque prêtre, ou *osé molester* des prêtres apostats. On poursuivit judiciairement ceux qui refusaient l'absolution. On en appelait du tribunal de l'Eglise au tribunal du ministère. On traîna devant la justice des prêtres qui avaient prononcé du haut de la chaire des louanges ou des prières pour le Pape. Heureusement ils furent acquittés. Mais ils n'en furent pas moins conduits au tribunal entre les carabiniers. La publication d'un mandement, une exhortation au peuple de se prémunir contre les hérétiques, la souscription à une adresse au Pape, dans laquelle on déclarait rester irrévocablement attaché à la religion, tout fut un crime et motiva des arrestations. On arrêta un curé pour avoir reçu, par la poste, des médailles de Pie IX ; des missionnaires qui prêchaient le carême, pour avoir parlé contre la prostitution publique. C'était vouloir *ameuter la population ;* et l'on s'écriait : L'Eglise libre dans l'Etat libre !

L'ambition du gouvernement, Monseigneur, a toujours été celle de réduire le clergé à l'état de fonctionnaire public. Aussi la religion aurait été bientôt une société de bienfaisance, autorisée par la police. Et dans ce but, et pour de si redoutables problèmes, le gouvernement italien a trouvé des agents très-zélés. Le curé d'Acorno fut envoyé au domicile forcé, parce qu'il avait résisté au préfet. Cet administrateur humain et éclairé lui enjoignait de concourir, même par les moyens de la confession, à la destruction du brigandage. Le curé avait osé lui répondre que c'était la besogne des gendarmes et non des prêtres. L'archidiacre de Benevent fut arrêté parce qu'on avait trouvé une lettre chiffrée dans la sacristie. Le premier magistrat se déclara incompétent, des juges d'instruction refusèrent de faire le procès. Mais l'archidiacre n'en demeura pas moins huit mois sous les verrous. L'archiprêtre de Pontolandolfo ne fut déclaré innocent, avec douze de ses compagnons, qu'après quatre ans de détention. Dans ce moment, on traîne devant le tribunal correctionnel le vieux et saint évêque de Manfredonia pour un simple acte de juridiction. On a envoyé aux assises l'archevêque de Salerne pour un mandement qui annonce la réunion du Concile œcuménique. Il a osé s'y plaindre des persécutions contre l'Eglise, persécutions que la presse dénonce et dont retentit souvent le Parlement.

Rome, le 30 Mai 1869.

LA TOLÉRANCE

LETTRE LVIII.

*A Monseigneur G***,*

P****.

Violer les droits du culte et offenser les consciences, voilà ce que le pouvoir appelle liberté. Et le peuple, qui un jour aura les instincts du pouvoir, finira peut-être par les traduire en actes. Ne vit-on pas, à l'arrivée de Garibaldi, des curés chassés de leurs paroisses, battus, blessés, tués ? Ne vit-on pas des prêtres arrachés de l'autel au milieu du sacrifice de la messe, et des prédicateurs forcés de descendre de la chaire ? N'a-t-on pas vu naguère lancer des pierres contre un curé qui portait le Saint-Sacrement dans les rues ? un sergent souffleter en public un archidiacre qui l'exhortait à laisser tranquille une honnête famille ? N'a-t-on pas caressé la démagogie jusqu'au sang ?

Le gouvernement italien a autorisé l'ouverture des écoles évangéliques, a fait bâtir des temples protestants. Maintenant il en est déjà qui pensent que les catholiques ne doivent pratiquer leur religion qu'en secret, et que le gouvernement, en permettant des processions, accorde trop de latitude à leur culte. Et c'est dans la catholique Italie que le gouvernement professe ou agrée de telles maximes ! C'est dans l'Italie, où le sens chrétien a été de tout temps si profondément enraciné, que les dissidences politiques et même les révolutions n'ont jamais pu l'ébranler !

On empiète toujours sur les droits les plus anciens de l'Église. Un décret ordonnait qu'aucun curé ou administrateur ne pût entrer en possession d'un bénéfice ou d'une paroisse sans l'autorisation du garde des sceaux. Par une loi toute recente sur le recrutement, on

vient d'abroger l'exemption accordée toujours et partout aux jeunes ecclésiastiques. En abolissant l'exemption militaire accordée même par les Césars païens, on se flatte de tarir la séve de l'Eglise jusque dans sa racine. Et l'on voit clairement le coup direct porté à la foi ot aux pratiques religieuses; aussi la révolution a-t-elle battu des mains. L'Épiscopat protesta autrefois et proteste encore. Mais que peut la voix des Évêques contre l'insolent triomphe du glaive, contre un pouvoir pour qui la révolution est la justice!

Et ce sont ceux-la mêmes qui se sont appliqués, Monseigneur, avec une opiniâtreté fiévreuse à exalter sans cesse les progrès de l'esprit humain et à prêcher la liberté de conscience et la tolérance qui se placent par leurs persécutions au-dessous des Mahométansl Ils mettent les catholiques hors la loi commune. Ils ne parlent pas, ils agissent, et l'iniquité d'hier sera suivie de l'iniquité d'aujourd'hui, de l'iniquité de demain. La tolérance , question inconnue aux siècles de foi, est, dans notre siècle sceptiquo, une question d'hostilité contre l'Église. Tolérance, pour un gouvernement qui ne fait des athées que parce qu'il ne peut faire encore des martyrs, c'est la discipline de l'État impliquant la servitude et l'oppression. Ces ministres qui plaideraient les circonstances attenuantes pour Judas, sont impitoyables pour les catholiques qui s'obstinent à ne pas cesser de l'être.

Cependant quand on parle avec tant d'emphase sur les droits de la liberté, sur les droits de l'humanité, il ne faudrait pas être ignorant, servile et persécuteur. Et néanmoins ils persistent et persévérent; ils suivent leur chemin, comme si l'Italie était atteinte de folie, et qu'eux-mêmes sentissent un besoin de suicide. Est-ce là ce qui a fait dire à un noble lord, dans le Parlement d'Angleterre, que la question italienne était une question de droit et de justice?

Heureusement, Monseigneur, il y a trop d'esprit chrétien dans le peuple italien , trop de reflets des anciennes principautés. Le peuple a toujours la confiance résignée ; le crucifix est honoré dans les demeures indigentes, et partout les malheurs sont encore allégés par la foi. Les Napolitains surtout, et leurs enfants, iront à l'Église malgré le pouvoir et les temples évangélistes.

Cependant la science des idées et la frénésie des vices peuvent préparer une ère d'athéisme, de corruption et de décadence. Et si un jour cet esprit chrétien venait à disparaître, il n'y aurait plus en

Italie que les délires de la tyrannie d'en-haut, et les caprices sanguinaires d'en-bas. Mais non; les Italiens ne peuvent pas oublier que l'Église et la liberté sont sœurs. Ils ont appris par leur propre histoire que c'est l'Église qui a enraciné l'ordre dans le monde, la liberté, et la grande pensée de l'humanité. Là est l'avenir de l'Italie tout entier, s'il est vrai, comme c'est incontestable, que la paix ne peut reposer que sur la morale. Et c'est sur la morale que peut seulement reposer la purification des âmes et le patriotisme. Les Italiens sentent même, par l'instinct de leur race, que la vraie religion et la vraie liberté sont la condition l'une de l'autre. Aussi ce sont les catholiques qui forment le vrai parti national et profondément libéral. Ce sont eux seuls qui auront servi avec l'Eglise, la liberté politique et la monarchie.

La conscience, dans ce moment même, leur dit qu'on se brisera contre cette tout-puissante faiblesse de la Papauté qui est la vraie gloire de l'Italie, la vraie protection de la liberté. Ils sentent que la question de Rome, c'est la question qui s'agite entre la révolution et la civilisation, entre la violence et la justice, entre l'anarchie et le droit. Ils savent que l'Église est la tête et le cœur du genre humain, et que, malgré la tempête, elle poursuivra, comme le soleil, sa carrière éternelle. La tempête est toujours obéissante au souffle de Dieu.

Rome, le 10 Juin 1869.

LE BARREAU

LETTRE LIX.

*A Monsieur G***,*

LONDRES.

Vous me faisiez naguère l'honneur de m'écrire, Monsieur, qu'après avoir porté un jugement très-sévère sur le gouvernement des Bourbons de Naples, il ne vous appartenait pas d'élever aujourd'hui la voix en faveur des Napolitains opprimés, parce qu'ils ont une presse libre et une tribune ouverte. Je supposais que vous aviez oublié vos lettres d'autrefois ; mais vous venez de les rappeler dans un banquet pour accuser les vaincus de Naples.

Un esprit aussi distingué que le vôtre, en relevant le prix de la parole éloquente et libre, aurait dû, ce me semble, rendre hommage à l'éloquence de M. Berryer, éloquence sans égale, et s'abstenir de blesser indirectement un Prince qui, après avoir combattu, armé du dernier tronçon de son épée, lutte encore dans le malheur et en appelle avec confiance à la justice du monde civilisé. Vous accusiez cependant les Bourbons devant un orateur illustre, illustre par son talent et plus encore par sa fidélité ; par la constance de ses opinions et par une dignité de conscience qui n'a jamais fléchi ; devant ce Berryer, enfin, qui a donné dernièrement une nouvelles preuve de la fermeté de ses convictions et de l'unité de sa vie en élevant la voix en faveur de François II. Cette considération pouvait bien être une grande raison d'indulgence.... mais c'était là une question de convenance et de délicatesse dont vous seul étiez juge.

Sans doute, Monsieur, il est grandement à désirer que la presse et la tribune italienne puissent prendre la défense de la justice et de

l'humanité outragées. Mais de quelle liberté cette presse et cette tribune jouissent-elles à Naples ? On dévaste les imprimeries, on brûle les journaux ; on a arrêté et même poignardé les rédacteurs qui avaient osé dévoiler les maux des Deux-Siciles. Toute voix courageuse est étouffée par les cris des repus. Vous avez cru vous faire, il y a quinze ans, le champion de l'humanité outragée contre le gouvernement des Bourbons ? Que ne reprenez-vous la parole pour le même motif, aujourd'hui que vous êtes ministre d'une grande puissance ? Quand on s'est consacré à la cause des opprimés, il faut la défendre en tout temps et sans relâche. Ou l'Angleterre ne prend aucun intérêt aux souffrances des peuples, et alors votre intervention, il y a quinze ans, fut un acte inqualifiable, ou l'Angleterre a à cœur de ne pas laisser un peuple à la brutale merci de ses oppresseurs, et alors l'intervention est aujourd'hui pour vous un devoir d'honneur.

Ce qui a causé le mal, Monsieur, peut devenir parfois le remède. Personne n'est plus apte que vous à tenir la lance d'Achille. Le temps doit vous avoir éclairé sur bien des accusations chimériques et sur les tortures de ces prétendus martyrs que vous posiez en victimes et en héros. Vous, qui avez trouvé des accents si chaleureux pour dépeindre des tourments imaginaires, n'éprouveriez-vous aucune indignation en présence de villes et de villages en cendre, de tant d'individus déportés ou fusillés, de tant de victimes réelles entassées dans les prisons des Deux-Siciles, pour tous ces excès enfin dont les débats de la Chambre des Communes et la voix de lord Lennox vous ont signalé l'horreur ?

J'ignore qui peut vous avoir dit, il y a quinze ans, qu'avec la clôture du Parlement et la suppression de la presse, à Naples, on avait détruit les libertés municipales et violé toutes les lois. J'ignore ce que vous avez pu voir alors dans nos cours de justice ; mais quand vous assurez les avoir trouvées encombrées de soldats en armes, je me prends à croire que les souvenirs du temps des Stuarts vous ont égaré. Les deux gendarmes qui se tenaient *hors de la salle d'audience* et les deux autres qui gardaient les accusés, parfois en grand nombre, mais libres et sans lien, devant leurs juges, vous ont-ils rappelé les *agneaux* de Kirke et les assises de Winchester ?

Vous avez bien voulu reconnaître que le barreau était indépendant, à Naples, comme en Angleterre. En effet, le barreau napoli-

tain no cessa de retentir, sous l'ancien régime, d'une libre et noble éloquence. Les débats judiciaires de 1806, devant *le tribunal extraordinaire*, ceux de 1821 et de 1850, rappelleront plus d'une fois ceux des républiques anciennes. Moi-même, en 1821, j'ai entendu souvent des orateurs animés de généreuses ardeurs, de passions fécondes et parfois de saintes colères. J'ai vu souvent jaillir la flamme de l'enclume. D'avocat devenu accusateur public, je dois à leurs exemples de n'avoir jamais varié pendant vingt-cinq ans d'exercice.

Après avoir signalé la fière indépendance du barreau napolitain, vous pouviez ajouter qu'il était plein de confiance dans la justice. Là où le barreau est un forum, les juges ne sauraient être transformés en bouchers judiciaires ; là où la justice ne rend pas ses arrêts dans l'ombre du mystère, où le barreau fait preuve de liberté et de courage, il est impossible que l'iniquité parvienne à siéger dans les tribunaux. Les juges, obligés de motiver leurs jugements, se sentent en présence de l'opinion publique et de la postérité, et consultent, non la colère du gouvernement, mais leur conscience. C'est devant les Jeffrys qu'il n'y a ni indépendance, ni éloquence possibles.

Après cela, y a-t-il un gouvernement qui, tout en proclamant la justice envers les opprimés, et le respect pour les malheureux, n'ait à déplorer, dans ses annales judiciaires, quelques rigueurs inutiles? Écoutez aujourd'hui ceux qui se donnaient, il y a quinze ans, pour les victimes de l'oppression. Ils se vantent d'avoir conspiré, d'avoir été condamnés, d'avoir pris l'Italie dans leurs bras comme un enfant malade, pour lui rendre la santé !

L'Europe, Monsieur, assiste depuis cinq ans à la décomposition de ce royaume d'Italie qui, né d'hier, tombe déjà en lambeaux. On en entend le glas funèbre, même au Parlement. Et il est étonnant que des hommes d'Etat anglais soutiennent encore le travail ténébreux de la révolution, en accusant les dynasties dépossédées. Mais la force du droit finira par l'emporter sur le droit de la force. La rédemption des différents peuples de l'Italie ramènera l'indépendance, qui est le souverain bien des peuples civilisés, et la justice qui est le premier de leurs besoins.

ROME, 25 Novembre 1864.

PHILOSOPHIE DU JOUR

LETTRE LX.

*A Monsieur de W***,*

PARIS.

S'il est vrai que la première condition d'un gouvernement soit de respecter la nation dont il prétend diriger les destinées, le gouvernement unitaire a été jugé dès le premier jour. A la faveur du nouveau régime il fallait rendre la sécurité aux esprits, rétablir l'ordre, doter l'Italie d'excellentes lois, d'une administration régulière et intègre, éclairer les intelligences, propager la vérité, satisfaire à toutes les nécessités de la situation. Et puisque les sociétés ne vivent et ne prospèrent que par la justice, par le respect du droit, par la défense des principes immortels, on devait aider à la propagation des doctrines sur lesquelles repose la grandeur véritable des nations. Et si la liberté n'est pas un rêve abstrait, une inspiration platonique, elle aurait dû se mêler réellement à tous les bienfaits matériels de la vie italienne. Or, l'histoire dira des hommes du gouvernement italien qu'ils se sont conduits sans génie, sans patriotisme et sans foi. On remarque en eux une absence complète du caractère national.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que l'Europe connaît ces hommes nouveaux pour qui les questions de politique, de morale, de liberté sont secondaires. En Italie, comme partout ailleurs, ils n'ont poursuivi que la réalisation d'un système qui mît le haut en bas et le bas en haut. Ils ont formé une collection confuse d'idées de révolution ramassées en tout pays. Comme tous ceux qui se servent des révolutions pour s'emparer des fortunes, ils

devaient préférer tout gouvernement qui leur fournirait les moyens d'atteindre leur but. La liberté, la gloire et lo patriotisme ne pouvaient être pour eux que l'argent. Au lieu de la patrie, du devoir, et même de la famille, il y avait la caisse. Ils avaient, pendant vingt ans, guetté la société comme une proie. Aussi ils ont rangé d'avance leurs convictions du côté de leurs intérêts et sacrifié sans sourciller les devoirs nécessaires aux ambitions lucratives.

Les voilà donc tous ces grands personnages unitaires qui se sont tout à coup élevés du fumier de Job à la richesse d'Épulon pour vivre dans une fièvre de luxe. Les voilà tous ces grands patriotes qui, en soutirant des millions du peuple régéneré, n'ont rien perdu.... *fors l'honneur*. Mais cela désormais n'a plus cours. Le peuple dépouillé oppose encore, il est vrai, et avec avantage les fidèles aux transfuges et les courtisans du malheur aux adorateurs de la fortune. Mais combien cela durera-t-il encore? Et qu'importe d'ailleurs à l'avidité et à l'ambition triomphante l'opinion des hommes d'un seul serment qui ont tout sacrifié à leur honneur, à leur conscience pour servir Dieu et la justice ? ce sont des poètes de fidélité, ce qui veut dire assurément des insensés. Les naïfs ! ils supposent avoir emporté dans leur exil le droit et la grandeur véritable de l'Italie ! Qu'importe l'opinion du vulgaire à cette médiocrité dorée, insouciante et satisfaite ? C'est lo vulgaire qui peut calculer ce qu'ils ont prêté de serments, servi de régimes et effectué de métamorphoses. Tous ces hommes qui ont quêté, depuis 1860, des suffrages et obtenu la hache et les faisceaux, ils peuvent maintenant repaître leurs yeux des misères auxquelles ils ont eu l'adresse et le bonheur d'échapper. Ils savent bien à présent ce qu'on gagne en passant de la familiarité des Princes à l'amitié do Garibaldi. Ils ne se sont pas même aperçus de la différence des visages ou de leur propre dégradation. Il ne devait pas leur être inutile de se décerner le bénéfice du courage et les palmes du martyre.

Les accuser c'est les calomnier, et ceux qui l'osent sont des envieux qui suivent du regard l'homme puissant et qui se plaignent de pourrir dans l'avilissement. Les heureux du jour, ils savent bien comme cela est poignant. D'ailleurs ils n'ambitionnaient pas l'honneur, mais la fortune. Ce fut de tout temps une insuppor-

table simplicité que de blâmer ceux qui accumulaient des richesses, même en accumulant des crimes. Lucrèce, vous étiez un imbécile quand vous accusiez ceux qui

..... Divitiasque
Centuplicant avidi, cædem cædi accumulantes.

Ceux qui ne savent pas profiter de l'ébranlement des institutions, des vieilles mœurs et des idées, et qui n'osent pas se jeter à temps dans les tourbillons de la tempête sont des niais. Ils sont condamnés à ne jamais se reconnaître et à flotter entre l'audace qui rêve à tout et la défaillance qui n'ose rien. Qu'ils souffrent donc sans se plaindre. Le temps marche et il ne doit pas marcher seul.

Voilà, Monsieur, la philosophie commode de tous ceux qui ont passé de l'indigence à l'éclat d'une grande fortune, subitement par des voies déloyales. Ils sont philosophes à la manière de ces terroristes qui, au pied de l'échafaud, en France, ramassèrent bientôt les richesses, les titres et les priviléges qu'ils avaient proclamé vouloir supprimer à jamais, car il fallait purger le sol.

Regardez-les maintenant passer la tête haute, la démarche superbe et le regard méprisant, ces généraux qui, à Naples, substituèrent leurs intérêts à l'honneur et leur parjure à leurs serments. Ils n'oublient pas encore leurs menaces, comme ils ont l'habitude d'oublier leurs promesses. Par le manque de foi le plus honteux et le plus téméraire, après avoir soulevé un cri général de reprobation par leurs intrigues et leurs hypocrisies, ils renversèrent le trône qu'ils avaient compromis. Peut-être dans ce guet-à-pens politique qui ne mérite pas même le nom de révolution, ces traineurs de sabre n'embrassèrent la liberté que pour l'étouffer au jour donné. En attendant, ces piliers de caserne s'efforcent de se donner encore des airs d'aigle, se sentant connus comme des vautours. Ils se hâtent de jouir du fruit de leurs forfaits, comme le criminel guidé par le sentiment de son expiation prochaine. Jusqu'à présent on leur oppose les ressources impuissantes de l'indifférence et du mépris, mais la justice de l'opinion a déjà devancé la justice de l'histoire qui sera pour eux implacable.

Regardez aussi ces députés à qui il n'est pas nécessaire de savoir signer leur nom, pour s'en faire un. Ils se sont dit que la lecture

est inutile aux réformateurs. Les Turcs, jadis si puissants, ne se donnaient pas la peine d'apprendre. La plupart de ces honorables assis sous la coupole du *Palazzo Vecchio*, ont autrefois, par un bref emprisonnement, obtenu les bénéfices de la notoriété et plus tard les avantages du martyre. Parfois ils parlent comme chantent les orgues de Barbarie. Vous pouvez admirer comme ils ont poussé loin la perfection du vulgaire. Que leur importe, dans un temps qu'ils appellent temps de progrès, si les Italiens n'ont rien gagné sur leurs ancêtres en morale, en probité, en art, en littérature ! Ils ne se soucient nullement de savoir ce que peut être la disposition des esprits. Tous ces législateurs, pour faire l'Italie unitaire devaient reveiller toutes les anciennes gloires, souffler même sur les ossements de nos pères pour les ranimer. Et voilà, qu'obéissant à leur génie brutal et à leur insatiable rapacité, ils ne savent pas s'apitoyer sur le sort des victimes qui sont écrasées sous les roues de la machine gouvernementale. Ils ont facilement oublié les crimes par lesquels ils ont gagné un sommet qui, pour eux seuls, n'est pas stérile. Ils ne tournent pas le regard vers le peuple qui est resté au bas de la roue : les persécutions, les emprisonnements, les forfaits, les massacres, cela regarde la foule.

Que leur importe à eux, propriétaires improvisés, acquéreurs des biens d'Eglise, sans bourse délier, et qui s'arrogent le privilége de ne pas payer d'impôts, que leur importe d'en décréter tous les jours de nouveaux ? Ils sont ou des sourds qui ne veulent pas entendre, ou des muets qui ne veulent pas parler. Pour retarder la banqueroute, ils ont taxé la nourriture du peuple. Ils taxeraient même l'air, s'ils le pouvaient. Les plus indépendants n'usent pas de leur liberté contre le budget. Pauvre budget, il ne leur a jamais fait aucun mal. Ils ne s'inquiètent pas si le gouvernement a vendu les chemins de fer, la régie des tabacs, les biens du domaine et ceux du clergé ! Ils ne demandent pas de comptes, mais ils avouent les déficits, ce qui est de la dernière galanterie. Si le gouvernement a pris à la Banque nationale trois à quatre cent millions ; s'il va en prendre encore ; s'il afferme les postes, ensuite la loterie et les douanes ; si cela mène à un abîme, ce n'est pas leur affaire ? Ils seront toujours satisfaits tant que le gouvernement aura de l'argent. On ne l'abandonnera pas tant qu'il ne sera pas à bout de ressources.

La presse leur reproche que les finances et la vie de l'homme

sont, depuis neuf ans, gaspillées comme l'eau des fontaines publiques. On leur dit souvent que le socialisme d'en-haut ne vaut pas mieux que le socialisme d'en-bas, et que toutes les tyrannies sont sœurs. Le peuple, leur criera-t-on, s'étiole et s'abâtardit... Qu'importe! les députés auront peut-être plus de loisir d'améliorer dans leurs propriétés les bœufs et la race chevaline. L'accroissement des impôts, comme l'exagération des octrois, la cherté exorbitante des choses les plus nécessaires à la vie, la difficulté des logements, l'effrayante multiplicité des indigents et des criminels, tout cela ne les regarde point. Des prospérités promises à l'Italie, ils en laissent la réalisation à la postérité et à Dieu, tout en le niant, parce qu'ils ont encore la crainte de perdre quelque chose en s'arrêtant devant ses autels. Qu'elle serait terrible, si elle était sincère, la bonne foi de ces hommes! Leur sérénité serait même une excuse, si elle n'était venue après le scandale de leur fortune.

1869.

LA CONTAGION

LETTRE LXI.

*A Monsieur de W***,*

PARIS.

C'est parmi ces députes, la plupart des gens sans nom, qu'on choisit les ministres, et l'on y trouvera toujours plus de ministres que de portefeuilles à donner. Ces vampires politiques, qui seraient horribles s'ils n'étaient ridicules, patronnent le système de la pure jouissance. Et en effet, ce système en politique ne peut être profitablo qu'à ceux-là seuls qui vivent de corruption.

En politique, ceux qui veulent asservir commencent par corrompre. On remplace la considération par l'éclat, les satisfactions de l'honneur par les jouissances de l'amour-propre. L'ambition en fait des esclaves de cour. On no s'effraie ni do l'abaissement des esprits, ni de l'amollissement des caractères. La pente des idées suit la pente des mœurs, et la progression des vices privés doit amener inévitablement la dégradation des mœurs publiques. Aussi parmi tous ces députés, ces sénateurs, ces généraux, ces ministres, il n'y en a plus qui éprouve le tourment des serments violés, des affections trahies ou des espérances ruinées. Ils sont trop rapprochés les uns des autres pour que leurs roues ne s'accrochent parfois; mais ils sont toujours unis pour broyer l'indépendance intérieure, pour effacer les caractères, pour plonger le peuple dans une muette stupeur. Parfois on a l'air de plaindre le *pauvre peuple*. Mais c'est la fable du loup devenu berger; ce serait peut-être le sujet d'une jolie pastorale; mais c'est une amère dérision dans le Parlement.

On n'a érigé la tolérance en proverbe depuis dix ans,que pour l'im-

punité des vols et de la licence. Aussi ceux qui, dans cette Italie atrophiée, portent le plus haut le scandale de leur élévation rapide, ont accumulé bien des iniquités, mais ne les ont pas encore épuisées. Amnistier d'avance et glorifier tous les moyens, quelque réprobation qu'ils méritent, c'est aussi d'avance amnistier et glorifier tous les abus du pouvoir, tous les attentats possibles; c'est proclamer la légitimité de l'arbitraire. C'était renoncer à fonder cette liberté dont on avait bercé le peuple, et l'amener à la loi Pica, à la loi Crispi, aux relégations et aux fusillades. Une fois qu'on a commencé à descendre dans l'abime, on roule inévitablement jusqu'au fond.

La justice suppose un sentiment public de vérité et de probité dans le cœur de ceux qui commandent et de ceux qui obéissent. Les uns et les autres ne peuvent pas se passer du concours de la société publique. Or, depuis neuf ans, qui est-ce qui sait, en Italie, ce qu'il convient de respecter pour être honnête, et de demander pour être libre et juste? Quels enseignements le peuple italien a-t-il puisé dans cette révolution qui compte neuf ans d'expérience? Il voit une table déserte et nue, mais les prisons et les hôpitaux encombrés, la vie de l'homme gaspillée, les massacres sans raison et sans frein. Il n'a pas récolté d'autres fruits de l'arbre planté en 1860. Ce peuple gardait un fond de vénération, et même de tendresse pour la monarchie; c'était un sentiment profond, séculaire dans toutes les classes. Or, ce peuple a vu tout à coup une ambition triomphante, et misérable dans sa grandeur, renverser la monarchie, persécuter l'Eglise et s'efforcer de planter partout le scepticisme religieux et philosophique. Il devait être naturellement et vivement frappé dans sa vie intellectuelle et morale, par la perturbation des idées, par la guerre faite aux croyances, par la diffusion des utopies les plus insensées. Que devait-il se dire en voyant la conspiration audacieuse s'établir même dans les hôtels des ambassadeurs, et les *Buoncompagni* et les *Villamarina* la couvrir de l'immunité de leur caractère?

Cette nation aux vieilles mœurs catholiques, que devait-elle penser lorsqu'elle entendait proclamer que le régicide était un héroïsme, le sacrilége une preuve de force d'esprit, et l'assassinat un sacrifice à la patrie? N'y avait-il pas de quoi perdre entièrement le sens moral, quand on voyait pensionner la famille d'Agésilas Milano, et consacrer des inscriptions et des monuments à Locatelli, le lâche

meurtrier, et à Monti et Tognetti, les incendiaires? Ne devait-il pas être stupéfait quand un député ne rougissait pas d'avouer qu'il avait accepté le mandat de tuer Charles-Albert, et d'avoir retenu mille francs et un poignard? N'a-t-on pas entendu l'apothéose de ces Monti et Tognetti, qui n'étaient pas même de la famille exécrable de Milano, mais de celle des Fieschi et des Pépins? Et c'étaient des municipalités, des universités, des meetings forcenés qui témoignaient de la sympathie, non pour les victimes de la caserne Serristori, mais pour les deux forbans qui l'avaient fait sauter. Le Parlement lui-même n'hésita pas à revendiquer, devant le peuple italien et devant le monde, sa complicité morale dans cet épouvantable forfait.

Déjà le royaume de Naples avait vu couronner la statue de Pisacone et pensionner sa fille adultérine. Et voilà qu'il vient d'entendre un député appeler les prostituées du nom de *femmes généreuses.* En effet, avec l'argent d'autrui elles paient au gouvernement le droit d'entrenir les temples de Vénus. Le trésor italien ne peut que gagner à changer les couvents en *philicomes!* D'ailleurs, on apprend au peuple, par le mariage civil, que les unions peuvent se passer de la bénédiction de Dieu; on ne se marie plus, on s'accouple. Convenez que si l'homme ne descend pas du singe, il y remonte au moins à grands pas.

Le peuple ne sait pas encore rire de ces turpitudes, il s'en émeut. Il croit que si l'on ne veut pas déranger un commissaire de police pour les interdire, on pourrait envoyer un gardien de petites maisons. Mais quand on tolère tant d'excès, le peuple cherche autour de lui et ne voit que des faits plus monstrueux que les paroles. Avant qu'il fût courbé sous le poids des taxes et des impôts exigés à coups de fusil, il ne voyait pas de vols commis tous les jours par les employés, des concussions effrontées de fonctionnaires publics, des ministres et des sénateurs accusés de fraudes coupables. Il n'avait jamais connu la nécessité de tant de commissions d'enquête pour rechercher des voleurs qu'on ne retrouve jamais. Il ne supposait pas la possibilité d'un jugement public contre la corruption des hommes politiques. Le peuple ne voit plus nulle part l'amour du bien et le désir du mieux. Il voit au contraire les églises changées en écuries, les révoltantes dissolutions qui auraient fait rougir Héliogabale. Il voit enfin, dans les bas fonds de la société, les chasses mys-

térieuses, dans les hautes régions et presque partout des infamies publiquement étalées, car non content de mal faire, les heureux du jour s'enorgueillissent de donner leurs débauches en spectacle.

Voilà doncoù devaient aboutir ces chimériques progrès qui ont été achetés par tant de larmes et tant de ruines! C'est à ce prix que les idées démocratiques tendent de plus en plus à dominer la société moderne!

Or, tout cela le peuple italien l'observe, depuis neuf ans que tout a été enveloppé dans un réseau de misères, d'asservissement et de honte. Il dévore son désespoir en silence, parce que le sentiment de la force domine seul, la justice est devenue un vain mot.

Au milieu de cette décadence mortelle, le peuple éprouve ce sombre chagrin de l'âme qui se replie sur elle-même et se dégoûte de tout. En cet état, comment pourrait s'opérer une réaction salutaire dans la vie de torpeur d'une nation si forte et si généreuse qu'on la suppose?

Gênes, Vérone, Naples et la Sicile avaient jadis donné de bien terribles exemples de représailles. Les Pâques Véronnaises et les Vêpres Siciliennes ont une double signification dans l'histoire de l'Italie.

Rome, le 4 Juillet 1869.

LES CRIMES

LETTRE LXII.

*A Monsieur H****,

PARIS.

Il n'y avait jadis, en Italie, que le seul gouvernement de Naples qui publiât des statistiques sur la population, sur le commerce, sur l'administration civile. Depuis 1833, il rendait un compte général de l'administration de la justice criminelle. Et quoique une statistique puisse servir parfaitement à dissimuler les fautes administratives, on voit aisément, par les tableaux de ce temps, combien la justice était rapide, clairvoyante, et combien le nombre des crimes était borné. Or, si la justice a une double fonction, si elle doit songer bien plus à maintenir les bonnes mœurs qu'à infliger des supplices, les hautes cours de justice et les tribunaux de l'Italie peuvent maintenant nous fournir un tableau fidèle de la situation morale de la Péninsule. Parmi les promesses de 1860, on avait bien cru nécessaire de faire celle de moraliser le peuple italien ; promesses de la veille que le lendemain se réservait de démentir !

Maintenant, dans un gouvernement de liberté et de publicité, on n'a plus même le moyen de compulser les statistiques officielles. On ne peut puiser des renseignements que dans les discours de rentrée de quelques procureurs généraux, et encore dans le seul royaume de Naples, où l'on était habitué depuis trente-six ans, à une telle publicité. Jusqu'à présent il n'y avait eu que quelques députés qui s'étaient plaints de l'augmentation effrayante des crimes et du nombre toujours croissant des détenus. Le garde des sceaux, de son côté, s'était vu réduit à demander une augmentation de fonds pour l'entretien des prisons. Mais écoutons les aveux du procureur général de la Cour de cassation de Naples.

L'année 1868 commença avec 7569 causes criminelles inachevées et 1882 causes correctionnelles pendantes. Autrefois, depuis 1833, dans le royaume de Naples, il n'y avait que 300 détenus environ qui ne se trouvaient pas jugés à la fin de chaque année. C'étaient les derniers arrivés. Chaque Cour criminelle pouvait attester, dans son ressort, la véracité de la statistique. Maintenant les chiffres sont effrayants. Le nombre des crimes est de quatre à cinq fois supérieur à ceux de la France; mais ce qui doit faire plus frémir encore, c'est que la plupart des coupables restent inconnus ou sont relâchés. Un tiers des instructions judiciaires sont sans résultat. Le procureur général a osé expliquer ce débordement de crimes et ce défaut de répression par les prétendus vices de l'ancien gouvernement, qui n'eut jamais à déplorer le vingtième de ces forfaits, de ces relâchements. Oh! puissance de la logique, qu'il serait facile de la retourner contre son auteur! Mais le passé, lui, n'a plus rien à donner: aussi on l'accuse même des crimes qui ne se commettaient pas alors, et l'on absout le présent, au moment même où ils se commettent avec une incroyable audace.

Il faut croire qu'il en est de même dans le reste de la Péninsule, car le commandant des carabiniers seul annonce une moyenne de quatre à cinq mille arrestations par mois. Et combien de coupables qui parviennent à se soustraire aux poursuites! Témoins tous ces fonctionnaires, ces caissiers, ces employés qui disparaissent avec leurs caisses. Et les arrestations exécutées par les gardes municipales et les gardes de sûreté publique!

Mais écoutons encore le procureur général.

La statistique qu'il expose embrasse une période de six ans. Or, dans la circonscription de la Cour royale de Naples, qui comprend une population de 3,464,796, on a constaté 43,737 crimes et délits en 1863, et 57,030 en 1868. Dans la juridiction de la Cour de Trani, sur 1,315,268 habitants, on en compta 14,967 en 1863, 21,095 en 1867, et 17,661 pour l'année 1868. C'est une rare exception de décroissance. Dans la juridiction de la Cour d'Aquila, avec une population de 866,828 habitants, les résultats furent de 6,956 crimes ou délits en 1863, et de 17,649 en 1868. Récemment, dans la juridiction de la Cour de Catanzaro (1,140,627 habitants), on eut 22,316 crimes en 1863.

Pour connaître la nature de tous ces crimes, il faut remarquer

que les trois cinquièmes de ceux qui furent jugés par les assises de Naples, se composaient de 236 homicides et meurtres, 12 parricides (crimes inconnus autrefois), de 15 tentatives d'homicide, de 99 affaires de coups ou blessures, d'infanticides, d'empoisonnement. La France, et c'est le procureur général qui en fait la remarque, en 1866, avec une population de 38 millions d'habitants, n'eut que 3906 crimes à punir. Les provinces napolitaines, avec 6,785,000 habitants, en eurent 9,725, c'est-à-dire trois fois plus. Les criminels se sont donc attachés à la société, comme le mollusque l'*hélicine* marine (*burgau perceur*) s'attache aux huîtres et les détruit par une liqueur corrosive. C'est un travail égal et continu de perforation.

Les absolutions ne sont pas une présomption d'innocence, mais une preuve de la faiblesse des juges : c'est le procureur général qui le remarque. Sur 72,408 instructions criminelles, 7,254 n'ont pu s'appliquer à personne ; 15,449 ont été amorties après les investigations préliminaires ; 49,705 ont donné lieu à des renvois aux assises. De sorte que presque une plainte sur trois est restée ensevelie dans les préliminaires des enquêtes. A cela, il faut ajouter les absolutions du jury. Ainsi, sur 100 détenus, on a obtenu seulement 44 condamnations. Tout accusé peut donc compter sur cinquante-six chances d'impunité.

Épouvanté de ces résultats, le procureur général en accuse l'ignorance dans laquelle l'ancien gouvernement laissait pourrir le peuple. Mais ce peuple ignorant n'a-t-il donc appris en neuf ans que le crime ? Et comment en commettait-il alors si peu ? Ce serait le cas de béatifier l'ignorance. Et puis l'inutilité des poursuites, et le scandale des absolutions, doit-on les attribuer aussi à l'ignorance du peuple ou à celle des magistrats et du jury ? Les anciennes lois du royaume étaient de beaucoup supérieures aux lois actuelles. Le procureur général ne doit pas l'avoir de sitôt oublié ; les peines étaient encore plus humaines, la détention préventive de beaucoup moins longue et moins effrayante. On parle depuis neuf ans de liberté, de commerce, de chemins de fer. Les résultats de la justice criminelle auraient dû être tout à fait différents. Le procureur général n'en aurait-il pas trouvé des explications plausibles, dans la détresse du commerce, dans la destruction des industries, dans le manque de travail, dans l'énormité des taxes, dans la misère inconnue auparavant ? N'en trouverait-il pas la cause dans cette ten-

tation journalière de la richesse improvisée à côté de la pauvreté imméritée; dans la souffrance en face du luxe insolent, et au milieu des fausses joies officielles ? Ne la trouverait-il pas dans la perte de respect à l'égard des autorités et des classes supérieures ? Et surtout dans la destruction de tout esprit religieux, puisqu'on s'est efforcé pendant neuf ans de l'effacer de l'esprit du peuple ? Ah! si l'on a oublié l'histoire, qu'on la relise.

Le jury, selon le procureur général, ne sent pas la dignité et l'importance de sa mission. Le jury admet presque toujours les *circonstances atténuantes;* il ne croit pas aux preuves les plus évidentes, et même aux aveux des accusés. Il est toujours prêt à céder à toutes les influences, et même à l'influence ignoble de la peur. Le jury est pourtant choisi parmi les classes plus éclairées de la société. Oui, les nouvelles institutions sont comme des habits neufs dans lesquels on est pour quelque temps gêné. Mais depuis neuf ans ? Vous en accusez, Monsieur le procureur général, la faiblesse des magistrats vous leur reprochez même leur déférence pour les avocats. Mais, mon Dieu! qui les a créés ces magistrats si différents des anciens ? Vous parlez du peu de sûreté des prisons et des évasions fréquentes de détenus ? Mais qui est-ce qui doit les surveiller ces établissements ? N'est-ce pas le gouvernement unitaire qui a choisi tous ses employés parmi les *martyrs*. Mais pourquoi ne nous parlez vous pas de l'état de ces prisons, de la discipline inhumaine qu'on y entretient, des tortures qu'on y applique aux détenus ? Tout cela est chaque jour dénoncé par la presse, le gouvernement s'est cru obligé de nommer des commissions d'enquête, et les magistrats l'ont sanctionné tout récemment par leurs arrêts.

Garibaldi appela naguère le gouvernement italien *négation de Dieu.* C'est une expression qu'il a volée à M. Gladstone, qui jadis avait dit la même chose de celui de Naples. Ah! si nous pouvions conseiller et décider le noble ministre à faire aujourd'hui une journée philanthropique dans le midi de l'Italie. Cependant des écrits tels que celui du procureur général de la Cour de cassation de Naples devraient frapper mortellement les gens contre lesquels ils sont dirigés. Mais le manque de cœur les rend invulnérables de ce côté. Monsieur le procureur général, d'ailleurs, ne serait-il pas par hasard un ami maladroit et compromettant ?

La satisfaction des unitaires s'est placée trop haut pour pouvoir

désormais entendre les plaintes des Italiens ; et il est bien plus aisé de dire : vous ne voulez pas voir les choses comme je les vois, donc vous êtes aveugles. Et vous, Monsieur le procureur général, n'avez-vous pas aussi le cachet de la même origine, et ignorez-vous, par hasard, que les unitaires, en Italie, voient tout et ne connaissent rien, qu'ils font tout et ne se soucient de rien? Ce sont des eunuques avec des convoitises de satyres. Et votre discours ne peut servir qu'à faire maudire la dépravation, et donner un prétexte à ceux qui lisent le journal à un sou de siffler les sottises des unitaires. Le peuple italien doit être satisfait de marcher au milieu de la poudre que font voler sur lui le char de ces affranchis.

Le peuple avait entendu parler autrefois des meurtres d'Ancône et de l'assassinat de Rossi. Si Naples, en 1820, avait été saisi d'horreur par le meurtre du directeur Giampetri, c'était aussi dans un temps de révolution. Mais le peuplo des Deux-Siciles n'aurait pas imaginé l'existence possible des *frères du poignard*, qui ensanglantèrent Palerme par des assassinats mystérieux, comme il y a des siècles les *Beati Paoli*. Il n'avait pas connu ces *véhèmes* du XIX[e] siècle, ces comités qui mettent à prix la vie des fonctionnaires publics, des incendiaires qui font sauter des casernes. Il n'aurait pas supposé les forfaits des Romagnes et le meurtre du procureur général Cappa (1)...

(1) La tombe de ce magistrat était à peine fermée, que le peuple vient d'apprendre l'assassinat commis contre M. Lobbia, un député, dans les rues de Florence. A ce peuple unitaire il faudra donc mettre une camisole de force?

ROME, 1869.

LA SATIÉTÉ

LETTRE LXIII.

*A Monsieur ****,

PARIS.

On a décrété, depuis dix ans, la résurrection de l'Italie. On a évoqué un fantôme, et depuis lors a commencé une grande expiation. Les destructions se sont accumulées, la justice a succombé et les usurpations ont trouvé les consciences dociles. Cependant les commotions de la Péninsule sont nées d'effroyables besoins de sécurité; car c'est l'épouvante qui devient conseillère de la cruauté. Les maîtres ont voulu régner tranquilles et les vassaux alors n'ont pu vivre tranquillement. Depuis dix ans on a établi la mort et on l'a appelée la vie; mais on ne croit pas même que ce soit la paix. Quant au triomphe final, on le proclame hautement, mais on y renonce tout bas.

Ces historions qui se promènent sur des gémonies, voyent l'inutilité de leurs efforts pour fonder un empire en dehors des conditions qui font durer les Etats. Pendant les premières années on était plus confiant peut-être, mais on n'était pas moins obstiné à nier. On ne peut plus à présent se révolter froidement contre l'évidence. Tous les fonctionnaires sont désormais les premiers à convenir que ce Lazare ressuscité de l'Italie est maintenant un cadavre de dix ans. Sisyphes de la politique unitaire, ils roulent depuis dix ans un rocher, et ils se sont inutilemnnt efforcés de dissimuler la pesanteur de leur tâche. Mais désormais on avoue que le travail de l'unité est moins avancé que jamais. On revient souvent sur ce sillon laissé dans l'histoire de l'Italie. On constate chaque jour davantage la misère et l'immoralité, les taxes et les dettes, les désordres et les vols, les programmes nationaux et les humiliations, le Parlement pares-

seux et le Statut impuissant. On voit flamboyer au-dessus du catafalque les mots redoutables de Custozza, de Lissa, de Mentana, de banqueroute. Dans le Parlement, on se jette à la face les noms d'enfants et de fous. C'est la justice de la postérité qui commence.

Le royaume des Deux-Siciles continue à résister aux étreintes de l'annexion. Dans le reste de l'Italie, c'est le dégoût d'un régime qui n'a réalisé aucune de ses promesses. Partout, avec les oppressions, les longs emprisonnements et la surdité de la justice; c'est le mépris hautement exprimé. Avec le poids écrasant des impôts, les charges de la conscription, les ralentissements progressifs et la destruction du commerce, c'est l'amer regret de l'indépendance perdue. Gênes, Florence, Venise sentent renaître leur ancien levain républicain. La monarchie perd chaque jour de son prestige et la dynastie savoisienne est publiquement insultée. On a voulu, pendant neuf ans, combattre la Terreur par la Terreur, mais les défiances et les divisions se multiplicront avec les soupçons et les rigeurs du pouvoir. Avec l'unité on a fait haïr même le nom de la liberté. Du temps de la Terreur, en France, on écrivait aussi sur les prisons : *Liberté, Égalité, Fraternité.*

Oh! l'unité de l'empire Romain en Italie! Il faut entendre l'écho de ce cri, ici parmi les ruines, ici où l'on marche sur tant de débris et sur la poussière de l'empire des Césars. On croit le relever au Capitole par la ruse ou par la force; et l'on ne voit pas qu'on l'a relevé dans le reste de la Péninsule uniquement avec la justice méconnue, la faiblesse opprimée, la brutalité victorieuse! A Rome, c'est tout au plus si l'on parviendrait à rouvrir le Colisée pour y donner et recevoir la mort. Peut-être réussirait-on à exciter par moments, pour César, les applaudissements de la populace et les adulations avares qu'on n'excite plus ailleurs.

C'est qu'on a agi comme feraient des conquérants aveugles et vindicatifs. On ne voulait pas laisser échapper l'occasion favorable; on voulait profiter de la situation où les récents événements de l'Europe plaçaient l'Italie; mais la conquête, au commencement du siècle, avait été assez forte pour qu'il lui fût possible de réformer d'une main en apparence tranquille. Et encore avait-elle introduit des innovations sans chercher ce qu'il y avait à faire, paraissant ignorer quels étaient les liens forts et intimes qui rattachaient les anciennes institutions aux fondements même de la société italienne.

On s'était dégagé violemment des institntions vieillies et détraquées du moyen-âge ; mais on avait détruit même ce qu'on aurait dû en garder. On avait imposé à l'Italie des institutions étrangères, et on la livra aux hasards des expériences politiques. Ce fut dès lors que l'Italie fut jetée dans des agitations stériles, déchirée par des guerres civiles et poussée vers l'abîme des révolutions. Et cependant l'exemple de l'Angleterre était là ! car l'Angleterre, même depuis ses révolutions, n'a pas détruit progressivement ses anciennes institutions, et elle en garde encore plusieurs. C'est par les restaurations que le principe de l'autorité monarchique s'exerça véritablement au préjudice des institutions féodales et à l'avantage des intérêts généraux de l'Italie. Les restaurations furent la réhabilitation du patriotisme. Et c'est par l'esprit des restaurations que se produisait dans la Péninsnle une transaction entre la décadence du commencement du siècle et toute tentative de renaissance. Ce n'étaient, il est vrai, que des perfectionnements greffés sur des institutions déjà introduites; mais c'était un nouvel esprit qui venait les ranimer.

Avec la conquête révolutionnaire on a tout détruit. Elle a été une faux exterminatrice comme le cimeterre de Tamerlan. On a exécuté une invasion au nom de la liberté, et désormais on s'aperçoit qu'on n'a réussi qn'à renverser des pouvoirs solidement établis et à miner toute indépendance. Désormais les désastres de la révolution ont fait comprendre à tous que les peuples payent toujours les frais des guerres faites à l'ordre établi. Les révolutions commencent par l'espérance et finissent par la déception.

Qu'a-t-elle créé l'unité en dix ans ? Une société sceptique, indisciplinée, manquant de base et de lien, où l'ordre n'existe qu'en apparence, où le pouvoir n'est plus qu'une oppression, où la sainteté du foyer ne protége plus l'intégrité des générations. Ce n'est que dans les campagnes que sont encore conservés cet amour du sol et de la famille, ce respect des croyances, cette fidélité aux vieilles coutumes qui font l'union et la force d'un peuple. Dans les villes, où l'œuvre de Voltaire est prêchée comme victorieuse, c'est la licence, c'est la révolte, c'est la conspiration en permanence. Le pouvoir et la monarchie y sont assaillis par un déluge journalier d'insultes et de sarcasmes. La société s'effraye désormais de la liberté comme d'un abandon.

La vie publique, si tant est qu'olle ait jamais existé dans l'Italie nnitaire, maintenant y est morte. A Naples, c'est une chose incroyable, même pour les Napolitains, que l'indifférence qui a gagné les esprits. On déserte généralement les colléges électoraux. Chaque collége ne présente que rarement trois à quatre cents électeurs. Mazzini, lui-même, n'obtint en 1866 que 240 votes, et il ne succomba que par le manque de quatre voix seulement. Les amis du pouvoir dirent que c'était la victoire de la monarchie sur la république; c'était de la *consorteria* qu'il fallait dire. Aussi, comme protestation, quelques jours après, on lut au coin des rues des écriteaux qui portaient : *Vive la République !* Garibaldi no fut jamais plus heureux qne Mazzini ! Peu, très-peu de députés, et même des ministres, sont élus au premier tour de scrutin : c'est toujours le ballotage qui décide l'élection. Il y a des honorables qui se reposent et s'endorment sur leurs chaises curules, grâce à 80 et parfois à 45 voix.

Il arrive même que ces 45 électeurs ignoraient même l'existence de celui qu'ils devaiont nommer. Il n'y avait pas peut-être deux électeurs qui eussent entendu prononcer son nom. Mais à Florence on voulait ce député et on se disait : si les électeurs ne le connaissent pas, c'est donc qu'ils désirent le connaître. On n'avait pas à le recevoir sous un arc do triomphe, on n'avait pas même à le voir, on n'avait qu'à le nommer. Le peuple ne va pas aux élections municipales, car là on veut demandor une protection pour le toit paternel, pour le foyer domestique. Mais y a-t-il une sécurité quelconque, par le temps d'orage qui court depuis neuf ans ?

Dans les fêtes officielles, dans la fête annuelle du Statut, il n'y a que les illuminations des édifices publics et les drapeaux hissés par ordre des autorités. Le peuple fatigué, arrivé au dernier période d'épuisement, y répond par des sifflets, des injures, des malédictions. Beaucoup de ceux-là même qui contribuèrent à la revolution pleurent amèrement aujourd'hui, voyant le contraste qui existe entre les espérances du passé et les désillusions du présent (1).

(1) Les événements marchent plus vite que la plume de l'historien contemporain. On sait maintenant la gravité des désordres de Parme, pendant la fête du Statut et de ceux de Milan après l'attentat contre M. Lobbia. Partout on a crié *Vive la République !* on a chanté l'hymne de Garibaldi et lancé des pierres contre le portrait de Victor-Emmanuel. Ce sont les bersaglieri et les lanciers qui, lances et baionnettes baissées, ont rétabli l'ordre, chargeant le penple à l'improviste, sans sommations. Le gouvernement sent sa faiblesse.

Les journaux pullulent partout ; mais heureux celui qui compte au-delà de 200 abonnés. Ils surgissent avec la même précipitation qu'ils tombent. Les journaux qui ne sont pas subventionnés ne se soutiennent pas. Ce n'est pas une spéculation, c'est un instrument pour se donner de l'importance. Les seuls journaux catholiques prospèrent ; les journaux républicains, depuis quelque temps, ont de la vogue parce qu'ils sont satiriques, mordants, audacieux. Ils donnent en pâture à la malignité les ohasses mytérieuses, les aventures scandaleuses, les débauches des plus hauts personnages. Chacun peut mettre le nom au-dessous de tel pacha, de telle odalisque, de telle bayadère. Tout le harem est peint dans le but de persuader au peuple que *maximas virtutes jacere omnes necesse est, voluptate dominante.* Ah ! que dirait Cicéron s'il vivait de nos jours!

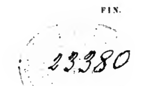
Toutes les souscriptions, en commençant par le *Consorzio nazionale*, ont avorté. Il est dommage que les unitaires n'aient pu ériger le monument de Monti et Jognetti. La fête même de l'anniversaire de la naissance de Machiavel, cette récente invention des Arcades de l'unité, n'a pas trouvé de souscripteurs ; et c'est une mascarade qui a passé inaperçue. Il n'y a que les journaux catholiques qui versent des millions pour le denier de Saint-Pierre.

La fatigue et la satiété se sont emparées des législateurs. Ils désertent le palais *Vecchio* ; ni les exhortations, ni les circulaires des chefs même, dans les grandes occasions, ne peuvent les y ramener. La Chambre n'est jamais en nombre. Aussi, quand on ne veut pas essuyer une défaite, un député n'a qu'à demander l'appel nominal. Vont-ils encore, ces pères conscrits, briguer les suffrages des électeurs ? Ce sera tout au plus pour ne pas payer le chemin de fer ni la poste. Le Sénat est encore plus vide, car les sénateurs sont les invalides de l'armée législative.

Et le peuple italien qui ne se soucie pas d'élire ses députés, qui ne se donne pas même la peine de s'enquérir du nom des élus, reste tout à fait indifférent aux débats des Chambres. Pour lui, le système parlementaire est maintenant dévié, condamné. Le peuple qui a maudit Turin pendant quatre ans, maudit encore depuis quatre ans Florence. S'il en demande parfois des nouvelles, c'est par hasard ou par désœuvrement. Il sent que de là doit arriver une crise, mais il n'en attend aucune amélioration pour sa situation. A Naples, on rit (car le Napolitain rit de tout et même de ses misères) de la compo-

sition des ministères qui ne naissent jamais viables. On rit de celui-ci, métamorphosé en garde des sceaux ; de celui-là, en financier; de cet autre, en ministre de l'instruction publique. On se moque des enthousiasmes de sang-froid et des élucubrations patriotiques des députés. Mais on jouit des injures et des satires du journalisme contre les plus hauts personnages. Pour les Napolitains, c'est une satisfaction, une vengeance, peut-être même une espérance. Ainsi, l'unitarisme se débattant contre le vice de son origine, écrasant par des folles dépenses la fortune publique et privée, abaissant le niveau des consciences et des âmes, n'a laissé aux Italiens d'autre alternative que de s'envenimer dans la haine, ou de s'aplatir dans le servilisme. L'unitarisme marche, s'enfonce, descend plus bas, descend toujours. Son ouvrage, entamé de toute part, livré au plus menaçantes misères, est déjà en pleine dissolution. C'est une outre qui va se dégonfler... par un coup d'épingle !

FIN.



TABLE

Pages

